





Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115491656>

C-2

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

An Act to amend the Health Resources Fund Act

First reading, October 16, 1978

C-2

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

Loi modifiant la Loi sur la Caisse d'aide à la santé

Première lecture, le 16 octobre 1978



THE MINISTER OF NATIONAL HEALTH AND
WELFARE

LE MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

An Act to amend the Health Resources Fund Act

R.S., c. H-4

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Health Resources Fund Act* is amended by adding thereto the following subsection:

No authorization after September 8, 1978

“(5) No payment shall be made under this Act in respect of any cost incurred in respect of a health training facility unless payment of a contribution toward the cost thereof was authorized by the Minister pursuant to subsection 4(1) or 5(1) before September 9, 1978.”

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

Loi modifiant la Loi sur la Caisse d'aide à la santé

S.R., c. H-4

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 3 de la *Loi sur la Caisse d'aide à la santé* est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

Aucune autorisation après le 8 septembre 1978

“(5) Aucun paiement ne doit être fait en application de la présente loi à l'égard de frais quelconques encourus pour une école de formation du personnel sanitaire sauf si le Ministre a autorisé, en vertu des paragraphes 4(1) ou 5(1), avant le 9 septembre 1978 le versement d'une contribution pour acquitter ces frais.”

EXPLANATORY NOTE

Clause 1: New. This amendment would limit payment under the *Health Resources Fund Act* to projects approved by the Minister of National Health and Welfare before September 9, 1978.

NOTE EXPLICATIVE

Article 1 du bill: Nouveau. Cette modification a pour but de restreindre tout versement effectué en vertu de la *Loi sur la Caisse d'aide à la santé* aux projets que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a approuvés avant le 9 septembre 1978.

C-2

Fourth Session, Thirtieth Parliament
27-28 Elizabeth II, 1978-79

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

For modification in Form C-2 of Schedule 3 is

SR.C-H-4
Sas Majesté, en l'avis de la Chambre des communes du Canada
du Génie et de l'Empire des communes du Canada
Census, 1976.

An Act to amend the Health Resources Fund Act

SR.C-H-5
L'Article 3 de la loi sur la Caisse d'aide à la santé
qui a été modifiée est modifiée par l'ajoutition de
les bestiaires suivants:

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 8, 1979

SR.C-H-6
Le 8 février 1979, le ministre a voté la
proposition 4(1) de la loi sur la Caisse d'aide à la santé
qui a été modifiée par l'ajoutition de les bestiaires suivants:
"2. (2) Aucune disposition ne doit être faite
en conséquence de la présente loi si l'étalement
de l'assiette de l'impôt sur le revenu des
bestiaires n'est pas égal à l'assiette de l'impôt sur le
revenu des bestiaires qui a été voté par la
Chambre des communes le 8 février 1979.

Quatrième Session, Trentième Législature,
27-28 Elizabeth II, 1978-79

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

Au Acte 3 de la Caisse d'aide à la santé

RS.C-H-4
Her Majesty, par son avis à la Chambre des communes du Canada
concernant la loi de la Chambre des communes du Canada
du Génie et de l'Empire des communes du Canada
L'Article 3 de la loi sur la Caisse d'aide à la santé
qui a été modifiée par l'ajoutition de les bestiaires suivants:
"2. (2) Aucune disposition ne doit être faite
en conséquence de la présente loi si l'étalement
de l'assiette de l'impôt sur le revenu des
bestiaires n'est pas égal à l'assiette de l'impôt sur le
revenu des bestiaires qui a été voté par la
Chambre des communes le 8 février 1979.

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 FÉVRIER 1979

RS.C-H-5
Le 8 février 1979, le ministre a voté la
proposition 4(1) de la loi sur la Caisse d'aide à la santé
qui a été modifiée par l'ajoutition de les bestiaires suivants:
"2. (2) Aucune disposition ne doit être faite
en conséquence de la présente loi si l'étalement
de l'assiette de l'impôt sur le revenu des
bestiaires n'est pas égal à l'assiette de l'impôt sur le
revenu des bestiaires qui a été voté par la
Chambre des communes le 8 février 1979.



Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0E6
En vertu l'impôt sur l'impôt sur le revenu, application de services
des communes sur l'impôt sur le revenu de l'ordre de la Chambre des communes

Parlégé au conseil de l'ordre de la Chambre des communes
House of Commons par la Chambre des communes du Canada
pour l'appui et le soutien de l'ordre de la Chambre des communes

4th Session, 30th Parliament, 27-28 Elizabeth II,
1978-79

4^e Session, 30^e Législature, 27-28 Elizabeth II,
1978-79

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

An Act to amend the Health Resources Fund Act

R.S., c. H-4

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Health Resources Fund Act* is amended by adding thereto the following subsection:

“(5) No payment shall be made under this Act in respect of any cost incurred in respect of a health training facility unless payment of a contribution toward the cost thereof was authorized by the Minister pursuant to subsection 4(1) or 5(1) before November 4, 1978.”

No authorization after November 4, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

Loi modifiant la Loi sur la Caisse d'aide à la santé

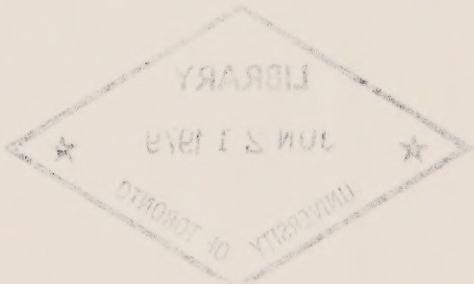
Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 3 de la *Loi sur la Caisse d'aide à la santé* est modifié par l'adjonction 5 du paragraphe suivant:

“(5) Aucun paiement ne doit être fait en application de la présente loi à l'égard de frais quelconques encourus pour une école de formation du personnel sanitaire 10 sauf si le Ministre a autorisé, en vertu des paragraphes 4(1) ou 5(1), avant le 4 novembre 1978 le versement d'une contribution pour acquitter ces frais.”

S.R., c. H-4

Aucune autorisation après le 4 novembre 1978



Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-3

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-3

An Act to amend the Corporations and Labour Unions
Returns Act

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-3

Loi modifiant la Loi sur les déclarations des
corporations et des syndicats ouvriers

First reading, October 16, 1978

Première lecture, le 16 octobre 1978



THE MINISTER OF INDUSTRY, TRADE AND
COMMERCE

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-3

An Act to amend the Corporations and Labour Unions Returns Act

R.S., c. C-31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 2(1) of the *Corporations and Labour Unions Returns Act* is repealed and the following substituted therefor:

“2. (1) In this Act,

“Minister” means the Minister of Industry, Trade and Commerce;

“prescribed” means prescribed by regulation;

“regulation” means a regulation made by the Governor in Council under this Act;

“related group” means a group of individuals each member of which is connected to at least one other member of the group by blood relationship, marriage or adoption;

“reporting period”, in relation to a corporation, means a period of time that ends not earlier than twelve months and not later than fifty-three weeks after its commencement and that ends between November 1 of one calendar year and January 31 of the following calendar year, and, in relation to a union, means, with respect to the return required under paragraph 10(1)(a), a calendar year and, with respect to the return required under paragraph 10(1)(b), a fiscal period of the union, and the fiscal period of the union shall be deemed, for

Definitions

“Minister”
“Ministre”

“prescribed”
“prescrit”

“regulation”
“règlement”

“related group”
“groupe lié”

“reporting period”
“période de rapport”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-3

Loi modifiant la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers

S.R., c. C-31

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. (1) Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

2. (1) Dans la présente loi,
«groupe lié» désigne un groupe de personnes dont chaque membre est uni à au moins un autre membre par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption; «Ministre» désigne le ministre de l'Industrie et du Commerce; «période de rapport», relativement à une corporation, désigne une période se terminant au plus tôt douze mois et au plus tard cinquante-trois semaines après son ouverture et qui prend fin entre le 1^{er} novembre d'une année civile donnée et le 31 janvier de l'année civile suivante, et, relativement à un syndicat, désigne, en ce qui concerne la déclaration requise en vertu de l'alinéa 10(1)a), une année civile, et, en ce qui concerne la déclaration exigée en vertu de l'alinéa 10(1)b), un exercice financier du syndicat, exercice qui est réputé, aux fins de la présente loi, se terminer au plus tard douze mois après son ouverture, sauf s'il est prorogé avec l'assentiment du Ministre; «prescrit» ou «réglementaire» signifie prescrit ou prévu par les règlements;

“groupe lié”
“related group”

“Ministre”
“Minister”

“période de rapport”
“reporting period”

“prescrit” ou
“réglementaire”
“prescribed”

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) The proposed definitions “prescribed” and “regulation” are technical amendments, consequential on amendments contained in clauses 2 and 5.

The proposed definition “related group” is consequential on the proposed subsection 3(4) and the proposed paragraph 4(1)(g) contained in clause 2.

The amendment to the definition “reporting period” would, in relation to corporations, fix that period to a period coinciding approximately with a calendar year and, in relation to labour unions, make the reporting period for a return under paragraph 10(1)(a) a calendar year.

The amendment to the definition “union” would broaden and clarify the meaning of the term.

Subsection 2(1) at present reads as follows:

“2. (1) In this Act

“Minister” means the Minister of Industry, Trade and Commerce; “reporting period”, in relation to a corporation, means a *fiscal period of the corporation as defined in the Income Tax Act* and, in relation to a union, means a fiscal period of the union, and the fiscal period of the union shall be deemed, for the purposes of this Act, to end not later than twelve months after its commencement unless extended with the concurrence of the Minister:

“union” or “labour union” means any organization of employees *formed for the purpose of regulating relations between employers and employees.*”

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: (1) Les modifications apportées aux définitions des termes «prescrit» ou «réglementaire» et «règlement» sont purement formelles et découlent des modifications introduites par les articles 2 et 5 du bill.

La nouvelle définition de «groupe lié» découle du paragraphe 3(4) et de l’alinéa 4(1)g) de l’article 2 du bill.

La modification apportée à la définition de «période de rapport» fait à peu près coïncider cette période, pour les corporations, avec une année civile; elle coïncide avec une année civile pour les syndicats qui produisent une déclaration en vertu de l’alinéa 10(1)a).

La modification apportée à la définition de «syndicat» étend la signification de ce terme et y apporte des éclaircissements.

Le paragraphe 2(1) se lit actuellement comme suit:

“2. (1) Dans la présente loi,
«Ministre» désigne le ministre de l’Industrie et d’Commerce;
«*période visée par un rapport*», relativement à une corporation, désigne un *exercice financier de la corporation, selon la définition qu’en donne la Loi de l’impôt sur le revenu*, et, relativement à un syndicat, désigne un exercice financier du syndicat, et cet exercice financier du syndicat est réputé, aux fins de la présente loi, se terminer au plus tard douze mois après son ouverture, sauf s’il est prorogé avec l’assentiment du Ministre;

«syndicat» ou «syndicat ouvrier» désigne toute organisation d’employés, *formée en vue de la réglementation des relations entre employeurs et employés.*»

the purposes of this Act, to end not later than twelve months after its commencement unless extended with the concurrence of the Minister;

“union” or “labour union” means any organization of employees that has as one of its purposes the regulation of relations between employers and employees and that has a constitution setting out its objectives and its conditions for membership.” 5 10

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“(3) For the purposes of this Act, 15
 (a) individuals are connected by blood relationship if one is the child or other descendant of the other or one is the brother or sister of the other;
 (b) individuals are connected by marriage if one is married to the other or to a person who is so connected by blood relationship to the other; and
 (c) individuals are connected by adoption if one has been adopted, either 25 legally or in fact, as the child of the other or as the child of an individual who is so connected by blood relationship (otherwise than as brother or sister) to the other. 30

(4) A corporation is the holding corporation of another corporation if that other corporation is its subsidiary.

(5) A corporation is a subsidiary of another corporation if it is controlled by 35 that other corporation.

(6) For the purposes of this Act, a corporation is controlled by a person if voting securities of the corporation to which are attached more than fifty per cent of the 40 votes that may be cast to elect directors are held, directly or indirectly, other than by way of security only, by or for the benefit of that person.”

2. Sections 3 to 6 of the said Act are 45 repealed and the following substituted therefor:

«règlement» désigne tout règlement établi par le gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

«syndicat» ou «syndicat ouvrier» désigne toute organisation d’employés dont l’un des objets est la réglementation des relations entre employeurs et employés, et dont l’acte constitutif expose ses objets et ses conditions d’adhésion.» 5

«règlement»
“regulation”

«syndicat» ou
«syndicat
ouvrier»
“union...”

(2) L’article 2 de ladite loi est modifié par 10 l’adjonction, après le paragraphe (2), des paragraphes suivants:

“(3) Pour l’application de la présente loi, 15
 a) des personnes sont unies par les liens du sang si l’une est le frère, la sœur, l’enfant ou autre descendant de l’autre;
 b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l’une est mariée à l’autre ou à une personne qui est ainsi unie à 20 l’autre par les liens du sang; et
 c) des personnes sont unies par les liens de l’adoption, si l’une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l’autre ou comme enfant d’une personne ainsi 25 unie à l’autre par les liens du sang (autrement qu’en qualité de frère ou de sœur).

(4) Une corporation est la corporation mère d’une autre corporation si cette dernière est sa filiale. 30

Corporation
mère

(5) Une corporation est une filiale d’une autre corporation si cette dernière la contrôle.

Filiale

(6) Aux fins de la présente loi, une 35 Contrôle personne contrôle une corporation si elle en détient, directement ou indirectement, ou en fait détenir pour son compte, autrement qu’à titre de garantie seulement, des valeurs mobilières auxquelles sont attachés 40 plus de cinquante pour cent des votes servant à élire des administrateurs.»

2. Les articles 3 à 6 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

“union” or
“labour union”
“syndicat
ouvrier”

Persons related
by blood
relationship,
etc.

Holding
corporation

Subsidiary
corporation

Control

(2) New. The proposed subsection 2(3) is consequential on the proposed definition “related group” contained in subclause (1).

The proposed subsections 2(4) to (6) are consequential on amendments contained in clause 2.

(2) Nouveau. Le nouveau paragraphe 2(3) découle de la définition de «groupe lié» introduite par le paragraphe 1(1) du bill.

Les paragraphes 2(4) à (6) découlent des modifications introduites par l'article 2 du bill.

Clause 2: The amendment to section 3 would broaden the application of Part I of the Act to include all foreign-based corporations that carry on business in Canada. At the same time the amendment would reduce

Article 2 du bill: La modification apportée à l'article 3 étend la portée de la Partie I de la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* de façon à englober toutes les corporations ayant leur

			Application de la Partie I
	“3. (1) Subject to subsection (2), this Part applies to every corporation that carries on business in Canada or that is incorporated under a law of Canada or a province		
	(a) for any reporting period of the corporation in respect of which	5	
	(i) the gross revenue of the corporation for that reporting period from business carried on by it in Canada, determined in the prescribed manner, exceeded ten million dollars or such greater amount as may be prescribed, or	10	
	(ii) the assets of the corporation as of the last day of that reporting period, determined in the prescribed manner, exceeded five million dollars or such greater amount as may be prescribed; or	15	
	(b) for the purposes of section 4, for any reporting period of the corporation in respect of which the total aggregate value of	20	
	(i) equity in the corporation held directly or indirectly by persons not resident in Canada,	25	
	(ii) debt obligations with an original term to maturity of one year or more owing directly or indirectly to persons not resident in Canada, and	30	
	(iii) debt obligations owing directly or indirectly to affiliates, shareholders or directors of the corporation not resident in Canada	35	
	exceeds a total book value of one hundred thousand dollars or such greater amount as may be prescribed.		
Exception	(2) This Part does not apply to		
	(a) a corporation to which Part II applies; or	40	Exception
	(b) a corporation that is exempted by regulation, to the extent that it is so exempted.		
	(3) For the purposes of subsection (1), the gross revenue and assets of a corporation include the gross revenue and assets of	45	
Calculation of gross revenue and assets	“3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente Partie s'applique à toute corporation exerçant une entreprise au Canada ou constituée en vertu d'une loi du Canada ou d'une province,	5	
	a) pour toute période de rapport de la corporation à l'égard de laquelle		
	(i) le revenu brut de la corporation pour cette période de rapport déterminé de la façon prescrite et tiré d'une entreprise exercée au Canada, excédait dix millions de dollars ou toute somme supérieure prescrite, ou		
	(ii) l'actif de la corporation, déterminé de la façon prescrite, excédait, au dernier jour de cette période de rapport, cinq millions de dollars ou toute somme supérieure prescrite; ou		
	b) aux fins de l'article 4, pour toute période de rapport de la corporation à l'égard de laquelle la valeur globale	20	
	(i) des actions ordinaires de la corporation détenues directement ou indirectement par des personnes ne résidant pas au Canada,	25	
	(ii) des titres de créances avec date d'échéance originale d'au moins un an détenus directement ou indirectement par des personnes ne résidant pas au Canada, et	30	
	(iii) des titres de créances détenus directement ou indirectement par des actionnaires ou des administrateurs de la corporation non résidante au Canada ou par des corporations qui lui sont affiliées	35	
	excède une valeur comptable totale de cent mille dollars ou toute somme supérieure prescrite.		
	(2) La présente Partie ne s'applique pas	40	Exception
	a) à une corporation à laquelle la Partie II s'applique; ou		
	b) à une corporation qui est exemptée par règlement, dans la mesure de cette exemption.	45	
	(3) Aux fins du paragraphe (1), le revenu brut et l'actif d'une corporation comprennent le revenu brut et l'actif de		Calcul du revenu brut et de l'actif

the number of corporations reporting under Part I by raising the threshold of exemptions from five hundred thousand dollars in gross revenue of a corporation and two hundred and fifty thousand dollars in assets, presently established in the schedule to the Act, to ten million dollars and five million dollars, respectively. The power to exempt corporations by regulations would replace the schedule to the Act.

The proposed sections 4, 4.1 and 4.2 would replace section 4 of the Act. The return under the proposed section 4 would replace the "Section A" return under the present section 4 and would require additional information relating to control of reporting corporations by related groups of natural persons, by corporations and by directors and officers of the reporting corporation.

The return under the proposed section 4.1 would replace the "Section B" return under the present section 4 and would include additional financial information. The new return provided for in the proposed section 4.2 would include information on transfers of technology to or from persons not resident in Canada or to or from certain designated corporations. The returns under the proposed sections 4.1 and 4.2 would be required to be made by holding companies, where applicable, in consolidated form on behalf of their subsidiaries, unless, in the case of a return under section 4.1, the Minister of Industry, Trade and Commerce authorizes otherwise.

All returns required to be filed for a reporting period under Part I would be due by March 31 following the end of that period, a shorter period of time than the six months provided for at present.

The proposed section 5 would replace subsection 5(2) of the Act and would require both the president or vice-president of a corporation and one other authorized person to certify any return or statement filed under the Act as being correct and complete.

The present section 6, removing the requirement to file a financial statement where a return has been filed under the *Income Tax Act*, would be repealed. The proposed section 6 would authorize the Chief Statistician of Canada to request proof from a corporation that fails to complete a return under the *Corporations and Labour Unions Returns Act* that it is exempted from the requirement under the Act.

Sections 3 to 6 at present read as follows:

- "3. This Part applies to every corporation *authorized under a law of Canada or a province to carry on business within Canada, except*
- (a) a corporation to which Part II applies, and
 - (b) a corporation described in the schedule.

siège social hors du Canada et exerçant une entreprise au Canada. La modification a aussi pour effet de diminuer le nombre des corporations qui doivent produire un rapport en vertu de la Partie I en haussant le seuil des exemptions de cinq cent mille dollars en revenu brut d'une corporation et deux cent cinquante mille dollars en actif, montants portés actuellement à l'annexe de la loi, à dix millions et cinq millions de dollars respectivement. Le pouvoir d'exempter les corporations par règlement remplace l'annexe de la loi.

Les nouveaux articles 4, 4.1 et 4.2 remplacent l'article 4 de la loi. La déclaration prévue au nouvel article 4 remplace celle de la «Section A» qui figure au présent article 4 et elle exige des renseignements supplémentaires relatifs au contrôle des corporations faisant une déclaration, contrôle exercé par des groupes liés composés de personnes physiques, par des corporations et par les administrateurs et les dirigeants de la corporation faisant la déclaration.

La déclaration faite conformément au nouvel article 4.1 remplace celle de la «Section B» figurant au présent article 4 et comprend des renseignements financiers supplémentaires. La nouvelle déclaration prévue à l'article 4.2 contient des renseignements relatifs aux transferts de technologie qui ont eu lieu, soit de certaines corporations désignées à des personnes ne résidant pas au Canada, soit en sens contraire. Les déclarations produites conformément aux nouveaux articles 4.1 et 4.2 doivent être faites par les corporations mères, s'il y a lieu, sous forme consolidée pour le compte de leurs filiales; lorsqu'il s'agit de la déclaration visée à l'article 4.1, le ministre de l'Industrie et du Commerce peut autoriser une production sous une forme différente.

Toutes les déclarations exigées pour une période de rapport en vertu de la Partie I doivent être produites au plus tard le 31 mars suivant la fin de ladite période; ce délai représente un laps de temps plus court que les six mois actuellement prévus.

Le nouvel article 5 proposé remplace le paragraphe 5(2) de la loi et exige que le président ou le vice-président d'une corporation ainsi qu'une autre personne autorisée attestent que les déclarations ou les états produits en vertu de la loi sont exacts et complets.

L'article 6 tel qu'il se lit actuellement qui supprime l'obligation de produire un état financier lorsqu'il y a eu production d'une déclaration en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est abrogé. Selon le nouvel article 6, le statisticien en chef du Canada peut exiger d'une corporation qui n'a pas produit la déclaration exigée par la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers*, la preuve qu'elle n'avait pas à le faire.

Affiliated corporations
all its affiliates that carry on business in Canada.

(4) For the purposes of this section,

- (a) one corporation is affiliated with another corporation if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same corporation or each of them is controlled by the same person or the same related group; and
- (b) if two corporations are affiliated with the same corporation they are affiliated with each other.

Return to be filed with Chief Statistician of Canada
4. (1) Subject to subsection (2), every corporation to which this Part applies shall, for each reporting period of the corporation, file with the Chief Statistician of Canada not later than March 31 following the end of that reporting period, a return in the prescribed form containing the prescribed information including the following particulars:

- (a) the corporate name of the corporation;
- (b) the address of the head office of the corporation and, in the case of a corporation not resident in Canada, the address of its principal place of business in Canada or place to which communications for purposes of this Part may be directed;
- (c) the manner in which the corporation was incorporated, and the date and place of its incorporation;
- (d) the amount of the authorized share capital of the corporation, the number of shares of each class into which it is divided and a description of the voting rights and options attaching to each such class;
- (e) the number of issued shares of each class into which the authorized share capital of the corporation is divided, and, in relation to each such class,
- (i) in the case of corporations having fifty shareholders or less,
- (A) the number of shares of that class owned by persons resident in Canada and the number of shares

toutes les corporations qui lui sont affiliées et qui exercent une entreprise au Canada.

(4) Aux fins du présent article,

- a) une corporation est affiliée à une autre si l'une d'elles est la filiale de l'autre ou si toutes deux sont filiales de la même corporation ou si chacune d'elles est sous le contrôle de la même personne ou du même groupe lié; et
- b) si deux corporations sont affiliées à la même corporation, elles sont affiliées l'une à l'autre.

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), chaque corporation à laquelle s'applique la présente Partie doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard le 31 mars suivant la fin de ladite période, une déclaration présentée en la forme que prescrivent les règlements et contenant les renseignements réglementaires, notamment:

- a) la raison sociale de la corporation;
- b) l'adresse du siège social de la corporation et, dans le cas d'une corporation ne résidant pas au Canada, l'adresse de son principal bureau d'affaires au Canada ou l'endroit où des communications aux fins de la présente Partie peuvent être acheminées;
- c) le mode de constitution de la corporation ainsi que la date et le lieu de sa constitution;
- d) le montant du capital-actions autorisé de la corporation, le nombre d'actions de chacune des catégories dans lesquelles il est divisé et la nature des droits de vote et des options attachés à chacune de ces catégories;
- e) le nombre d'actions émises de chaque des catégories dans lesquelles le capital-actions autorisé de la corporation est divisé et, relativement à chacune de ces catégories,
- (i) dans le cas de corporations ayant cinquante actionnaires ou moins,
- (A) le nombre d'actions de cette catégorie que possèdent respective-

Corporations affiliées

Déclaration à produire au statisticien en chef du Canada

Returns

4. Every corporation to which this Part applies shall, for each reporting period of the corporation, file with the Chief Statistician of Canada, not later than *six months after* the end of that reporting period, a return *in two sections, separately marked and identified as "Section A" and "Section B", respectively, and comprising the following:*

(a) *Section A, comprising a statement, in duplicate, specifying the following particulars:*

(i) the corporate name of the corporation,

(ii) the address of the head office of the corporation and, in the case of a corporation not resident in Canada, the address of its principal place of business in Canada or place to which communications for purposes of this Part may be directed,

(iii) the manner in which the corporation was incorporated, and the date and place of its incorporation,

(iv) the amount of the authorized share capital of the corporation, the number of shares of each class into which it is divided and a description of the voting rights attaching to each such class,

(v) the number of issued shares of each class into which the authorized share capital of the corporation is divided, and, in relation to each such class,

(A) the number of shares of that class held by persons having addresses as shown in the relevant records that the corporation is required to keep under the law of the place of its incorporation (hereinafter referred to as "addresses of record") in Canada, by persons having addresses of record elsewhere than in Canada and by persons not having addresses of record, respectively, and

(B) the number of persons having addresses of record elsewhere than in Canada or not having addresses of record who, according to the records of the corporation referred to in clause (A), held more than five per cent each of the total number of issued shares of that class, and the number of shares of that class held by each such person,

(vi) particulars as described in subparagraphs (i) and (ii) in respect of each body corporate holding ten per cent or more of the total number of issued shares of the corporation or of the total number of issued shares thereof of any class, and the number of shares of each class held by any such body corporate,

(vii) particulars as described in subparagraphs (i), (ii) and (iii) in respect of each body corporate *authorized under a law of Canada or a province to carry on business within Canada, more than fifty per cent of the total number of whose issued shares of any class are held by the corporation,*

(viii) the total *amount* of debentures of the corporation *issued and outstanding* and the total *amount* of each *class* of such debentures,

(ix) except in the case of a corporation incorporated by or under an Act or instrument by the terms of which any invitation to the public to subscribe for its shares and debentures was prohibited, the total number of shares of the corporation of each class and the total *amount* of debentures of the corporation of each *class* that have been offered in Canada for public subscription during a period of five years ending on the last day of the reporting period,

(x) the name and address of each director of the corporation, and the nationality or citizenship of each individual who is a director of the corporation, and

Les articles 3 à 6 se lisent actuellement comme suit:

«3. La présente Partie s'applique à toute corporation *qu'une loi du Canada ou d'une province autorise à exercer une entreprise au Canada, sauf*

- a) une corporation à laquelle la Partie II s'applique, et
b) une corporation décrite dans l'annexe.

Déclarations

4. Pour chaque période visée par le rapport concernant une corporation, chaque corporation à laquelle s'applique la présente Partie doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada au plus tard *six mois après* la fin de la période visée par ce rapport, une déclaration comprenant *deux sections, respectivement cotées et intitulées «Section A» et «Section B», et contenant ce qui suit:*

a) *la Section A qui consiste dans un état, fait en double exemplaire, énonçant expressément les détails suivants:*

(i) la raison sociale de la corporation,

(ii) l'adresse du siège social de la corporation et, dans le cas d'une corporation non résidente au Canada, l'adresse de son principal bureau d'affaires au Canada ou l'endroit où des communications aux fins de la présente Partie peuvent être acheminées,

(iii) le mode de constitution de la corporation ainsi que la date et le lieu de sa constitution,

(iv) le montant du capital-actions autorisé de la corporation, le nombre d'actions de chacune des catégories dans lesquelles il est divisé et la nature des droits de vote attachés à chacune de ces catégories,

(v) le nombre d'actions émises de chacune des catégories dans lesquelles le capital-actions autorisé de la corporation est divisé et, relativement à chacune de ces catégories,

(A) le nombre d'actions de cette catégorie que détiennent respectivement les personnes ayant une adresse—consignée au registre approprié que la corporation est requise de tenir d'après la loi du lieu de sa constitution (ci-après appelée «adresse d'enregistrement»)—au Canada, les personnes ayant ailleurs qu'au Canada une adresse d'enregistrement et les personnes n'ayant aucune adresse d'enregistrement, et

(B) le nombre de personnes ayant ailleurs qu'au Canada une adresse d'enregistrement ou n'en ayant pas, qui, selon les registres de la corporation mentionnés à la disposition (A), détenaient chacune plus de cinq pour cent de l'ensemble des actions émises de cette catégorie, ainsi que le nombre d'actions de cette catégorie, détenues par chacune de ces personnes,

(vi) les détails prévus aux sous-alinéas, (i) et (ii) à l'égard de chaque corps constitué qui détient dix pour cent ou plus de l'ensemble des actions émises de la corporation ou de l'ensemble des actions émises de cette corporation appartenant à une catégorie quelconque, ainsi que le nombre d'actions de chaque catégorie détenues par tout semblable corps constitué,

(vii) les détails prévus aux sous-alinéas (i), (ii) et (iii) à l'égard de chaque corps constitué, *autorisé en vertu d'une loi du Canada ou d'une province à exercer des affaires au Canada, dont la corporation détient plus de cinquante pour cent des actions émises de toute catégorie,*

(viii) l'ensemble des débentures de la corporation, émises et non encore remboursées, ainsi que le montant total de chaque catégorie de ces débentures,

(ix) sauf dans le cas d'une corporation constituée en vertu d'une loi ou d'un instrument dont les dispositions interdisent

of the class owned by persons not resident in Canada, and
 (B) the number of persons not resident in Canada who owned more than five per cent each of the total number of issued shares of that class, and the number of shares of that class owned by each such person, and

(ii) in the case of corporations having 10 more than fifty shareholders,

(A) the number of shares of that class held by persons having addresses as shown in the relevant records that the corporation is required to keep under the law of the place of its incorporation (hereinafter referred to as "addresses of record") in Canada, by persons having addresses of record elsewhere than in Canada and by persons not having addresses of record, respectively, and

(B) the number of persons having addresses of record elsewhere than in Canada or not having addresses of record who, according to the records of the corporation referred to in clause (A), held more than five per cent each of the total number of issued shares of that class, and the number of shares of that class held by each such person;

(f) in the case of corporations having fifty shareholders or less, particulars as described in paragraphs (a) and (b) in respect of each body corporate owning ten per cent or more of the issued shares of the corporation or of the issued shares thereof of any class, and the number of shares of each class owned by such body corporate;

(g) in the case of corporations having more than fifty shareholders, particulars as described in paragraphs (a) and (b) in respect of each body corporate holding ten per cent or more of the issued shares of the corporation or of the issued shares thereof of any class, and the number of shares of each class held by such body corporate;

ment des personnes résidant au Canada et des personnes n'y résidant pas, et

(B) le nombre des personnes ne résidant pas au Canada qui possédaient chacune plus de cinq pour cent de l'ensemble des actions émises de cette catégorie et le nombre d'actions de cette catégorie que chacune d'elles possède, et

(ii) dans le cas de corporations ayant plus de cinquante actionnaires,

(A) le nombre d'actions de cette catégorie que détiennent respectivement les personnes ayant une adresse—consignée au registre approprié que la corporation est requise de tenir d'après la loi du lieu de sa constitution (ci-après appelée «adresse d'enregistrement»)—au Canada, les personnes ayant ailleurs qu'au Canada une adresse d'enregistrement et les personnes n'ayant aucune adresse d'enregistrement, et

(B) le nombre de personnes ayant ailleurs qu'au Canada une adresse d'enregistrement ou n'en ayant pas, qui, selon les registres de la corporation mentionnés à la disposition (A), détenaient chacune plus de cinq pour cent de l'ensemble des actions émises de cette catégorie, ainsi que le nombre d'actions de cette catégorie, détenues par chaque de ces personnes;

f) dans le cas de corporations ayant cinquante actionnaires ou moins, les renseignements prévus aux alinéas a) et b) à l'égard de chaque corps constitué possédant au moins dix pour cent des actions émises de la corporation ou des actions émises de cette dernière et appartenant à une catégorie quelconque et le nombre d'actions de chaque catégorie que possède ledit corps constitué;

g) dans le cas de corporations ayant plus de cinquante actionnaires, les renseignements prévus aux alinéas a) et b) à l'égard de chaque corps constitué détenant au moins dix pour cent des actions

(xi) the name, address and nationality or citizenship of each officer of the corporation resident in Canada, and the position in the corporation held by each such officer; and

(b) *Section B*, comprising:

- (i) a financial statement for the reporting period, consisting of
 - (A) a balance sheet showing the assets and liabilities of the corporation, made up as of the last day of the reporting period,
 - (B) a statement of income and expenditure for the reporting period, and
 - (C) a statement of surplus, made up as of the last day of the reporting period,

in such form and containing such particulars and other information relating to the financial position of the corporation as may be prescribed by the regulations,

(ii) such statements, other than as described in subparagraph (i), relating to the financial position of the corporation for the reporting period as are required by the by-laws of the corporation, or by the terms of the Act or instrument by or under which the corporation was incorporated, to be laid or placed before any annual meeting of shareholders of the corporation held before the day on which the return required by this Part for that reporting period is filed by the corporation with the Chief Statistician of Canada, and

(iii) except in the case of a corporation that was not at any time in the reporting period resident in Canada, a statement showing separately total amounts paid or credited by the corporation in the reporting period to persons not resident in Canada, as or on account of each of the following, namely:

- (A) dividends,
- (B) interest, classified according to the kinds of obligations on which and currencies in which such interest was payable,
- (C) rent on real property in Canada,
- (D) rent on equipment used in connection with the business carried on by the corporation in Canada,
- (E) royalties and similar payments, showing separately payments on or in respect of each of the following, namely:

- (I) copyrights,
- (II) patents of invention,
- (III) industrial designs, and
- (IV) trade marks and trade names,

(F) payments for production, distribution and sales franchises and similar rights, classified according to the territorial areas within which such franchises or rights are or may be exercised,

(G) payments for advertising and sales promotion, including institutional advertising and promotion of goodwill,

(H) payments for or in respect of scientific research, including facilities and equipment for scientific research,

(I) payments for or in respect of product and process development research, not included under clause (H),

(J) premiums and other charges for or in respect of insurance,

(K) management and administration fees and charges,

(L) salaries, fees and other remuneration to officers and directors,

(M) annuities, pensions and similar payments to or in respect of

que le public soit invité à souscrire ces actions et débentures, l'ensemble des actions de la corporation de chaque catégorie et le montant global des débentures de la corporation de chaque catégorie, qui ont été au Canada offertes à la souscription publique au cours d'une période de cinq ans se terminant le dernier jour de la période visée par le rapport,

(x) le nom et l'adresse de chaque administrateur de la corporation, ainsi que la nationalité ou la citoyenneté de chaque particulier qui en est administrateur, et

(xi) le nom, l'adresse et la nationalité ou la citoyenneté de chaque dirigeant de la corporation, qui réside au Canada, et le poste qu'occupe auprès de la corporation chaque semblable dirigeant; et

b) *la Section B* qui comprend:

- (i) un état des finances pour la période visée par le rapport, renfermant

- (A) un bilan indiquant l'actif et le passif de la corporation, établi au dernier jour de la période visée par le rapport,
- (B) un état des revenus et des dépenses concernant la période visée par le rapport, et
- (C) un état de l'excédent, établi au dernier jour de la période visée par le rapport,

présenté en la forme, et contenant les détails ainsi que les autres renseignements relatifs à la situation financière de la corporation, que prescrivent les règlements,

(ii) les états, outre ceux que mentionne le sous-alinéa (i), relatifs à la situation financière de la corporation pour la période visée par le rapport, dont les statuts administratifs de la corporation ou les dispositions de sa loi constitutive ou de son instrument constitutif exigent la présentation ou la production à l'assemblée annuelle des actionnaires de la corporation, tenue avant la date où la corporation dépose au bureau du statisticien en chef du Canada la déclaration requise aux termes de la présente Partie à l'égard de cette période visée par le rapport, et

(iii) sauf dans le cas d'une corporation qui à aucun moment de la période visée par le rapport n'a été résidante au Canada, un état indiquant séparément les montants totaux que la corporation a, durant la période visée par le rapport, payés ou crédités à des personnes non résidentes au Canada, au titre ou au compte de chacun des postes suivants:

- (A) les dividendes,
- (B) l'intérêt, classé suivant les catégories des obligations sur lesquelles cet intérêt était exigible et des monnaies dans lesquelles il était payable,
- (C) le loyer de la propriété immobilière sise au Canada,
- (D) le loyer du matériel utilisé à l'occasion de l'activité exercée par la corporation au Canada,
- (E) les redevances et paiements similaires, avec indication distincte des paiements faits au titre ou au compte de chacun des postes suivants, savoir:

- (I) les droits d'auteur,
- (II) les brevets d'invention,
- (III) les dessins industriels, et
- (IV) les marques de commerce et de fabrique et les noms commerciaux,

(F) les paiements concernant la production, la distribution, les droits d'exclusivité de vente et autres droits semblables, classés selon les territoires au sein desquels ces droits d'exclusivité ou autres sont ou peuvent être exercés,

(h) in the case of corporations having fifty shareholders or less, the name and address in respect of each person other than a body corporate and of each individual who is a member of a related group, where the person owns, or the related group together owns, ten per cent or more of the issued shares of the corporation or of the issued shares thereof of any class, and the number of such shares of each class owned by such person or related group; 5

(i) in the case of corporations having more than fifty shareholders, the name and address of each person other than a body corporate holding ten per cent or more of the issued shares of the corporation or of the issued shares thereof of any class and the number of such shares of each class held by such person; 15

(j) particulars as described in paragraphs (a), (b) and (c) in respect of each body corporate that carries on business in Canada or that is incorporated under a law of Canada or a province, where issued shares of the body corporate to which are attached a total of ten per cent or more of the votes that may be cast to elect directors are owned by the corporation; 20

(k) the total face value of issued and outstanding debentures of the corporation and the total face value and a description of each issue thereof; 30

(l) except in the case of a corporation incorporated by or under an Act or instrument by the terms of which any invitation to the public to subscribe for its shares and debentures was prohibited, the total number of shares of the corporation of each class and the total face value of debentures of the corporation of each issue that have been offered in Canada for public subscription during a period of five years ending on the last day of the reporting period; 45

(m) the name and address of each director of the corporation, and the nationality or citizenship of each individual who is a director of the corporation; 50

émissions de la corporation ou des actions émises de cette dernière et appartenant à une catégorie quelconque et le nombre d'actions de chaque catégorie que possède ledit corps constitué; 5

h) dans le cas de corporations ayant cinquante actionnaires ou moins, les nom et adresse de chaque personne autre qu'un corps constitué et de chaque membre d'un groupe lié, lorsque la personne ou le groupe lié possède au moins dix pour cent des actions émises de la corporation ou des actions émises de cette dernière et appartenant à une catégorie quelconque et le nombre de telles actions de chaque catégorie que possède la personne ou le groupe susmentionnés; 10

i) dans le cas de corporations ayant plus de cinquante actionnaires, les nom et adresse de chaque personne, autre qu'un corps constitué, détenant au moins dix pour cent des actions émises de la corporation ou des actions émises de cette dernière et appartenant à une catégorie quelconque et le nombre de telles actions de chaque catégorie que détient chacune des personnes susmentionnées; 15

j) les renseignements prévus aux alinéas a), b) et c) à l'égard de chaque corps constitué exerçant des affaires au Canada ou constitué en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, dans les cas où la corporation possède des actions émises du corps constitué auxquelles sont attachés un total d'au moins dix pour cent des votes servant à élire des administrateurs; 30

k) la valeur nominale globale des débentures émises mais non remboursées de la corporation ainsi que la valeur nominale globale et les modalités de chaque émission de ces débentures; 40

l) l'ensemble des actions de la corporation de chaque catégorie et la valeur nominale globale des débentures de la corporation de chaque émission qui ont été offertes à la souscription publique au Canada au cours d'une période de cinq ans se terminant le dernier jour de la période de rapport, sauf dans le cas d'une corporation constituée en vertu 45

- (I) officers and directors including former officers and directors, and
- (II) persons holding more than five per cent each of the total number of issued shares of the corporation or of the total number of issued shares thereof of any class, respectively,
- (N) fees and charges for professional services, showing separately fees and charges for each of the following services, namely:
 - (I) engineering,
 - (II) architectural,
 - (III) legal,
 - (IV) accounting, and
 - (V) auditing, and
- (O) consulting fees and charges, not included under any other clause of this subparagraph.

5. (1) In the statement in duplicate comprised in Section A of a return required by this Part to be filed with the Chief Statistician of Canada, the particulars described in subparagraphs 4(a)(iv) to (xi) (other than subparagraphs (v) and (ix)) shall be specified therein as of the last day of the reporting period for which the return is filed, and the particulars described in subparagraph 4(a)(v) shall be specified therein as of the last day of that reporting period or as of any earlier day specified by the corporation that is not more than three months before the last day of that period, except that where a corporation has filed a return for a reporting period specifying the particulars described in any such subparagraph as of any such day, the corporation is not bound, in filing a return under this Part for a subsequent reporting period, to specify the same particulars in the absence of any change therein as of the last day of that subsequent period.

(2) Each *statement in duplicate and other statement* comprised in a return required by this Part to be filed with the Chief Statistician of Canada shall be *signed on behalf of the corporation* by the president, *secretary or treasurer thereof* or by any other officer or person *thereunto* duly authorized by the board of directors or other governing body of the corporation.

6. Notwithstanding anything in this Part, where, for any reporting period of a corporation to which this Part applies, the corporation has filed with the Minister of National Revenue a return of its income in such form and containing such information as is prescribed by or under the *Income Tax Act*,

- (a) the corporation is not bound, in filing a return under this Part for that period, to include in the statements comprised in Section B of such return a financial statement for that period as described in subparagraph 4(b)(i); and
- (b) if the corporation has filed with the Minister of National Revenue, with the return of its income for that period, the return required by this Part to be filed by it for that period, it shall, for all purposes of this Act, be deemed to have filed with the Chief Statistician of Canada the return required by this Part to be filed by it for that period."

- (G) les paiements à des fins de publicité et de stimulation des ventes, y compris la réclame destinée à accroître le prestige et l'achalandage,
- (H) les paiements concernant les recherches scientifiques, y compris les installations et l'outillage pour la recherche scientifique, ou les paiements y relatifs,
- (I) les paiements concernant les recherches sur les produits ou les procédés de production, ou les paiements y relatifs, non compris dans la disposition (H),
- (J) les primes et autres frais relatifs ou connexes à l'assurance,
- (K) les frais et honoraires de gestion et d'administration,
- (L) les traitements, honoraires et autres formes de rémunération versés aux dirigeants et administrateurs,
- (M) les annuités, pensions et paiements similaires versés respectivement

- (I) aux dirigeants et administrateurs, y compris les anciens dirigeants et administrateurs, ou à leur égard, et
- (II) aux personnes détenant plus de cinq pour cent chacune de l'ensemble des actions émises par la corporation ou de l'ensemble des actions émises de chaque catégorie, ou à leur égard

(N) les frais et honoraires pour services professionnels, avec indication distincte des frais et honoraires pour chacun des services suivants, savoir:

- (I) service de génie,
- (II) service d'architecture,
- (III) service juridique,
- (IV) comptabilité, et
- (V) vérification, et

(O) les honoraires et frais d'experts conseils, non prévus par une disposition du présent sous-alinéa.

5. (1) Dans l'état en double exemplaire compris dans la Section A d'une déclaration dont la présente Partie exige la production au bureau du statisticien en chef du Canada, les détails mentionnés aux sous-alinéas 4a(iv) à (xi) (autres que les sous-alinéas (v) et (ix)) doivent être expressément indiqués et établis au dernier jour de la période visée par le rapport pour laquelle la déclaration est produite. Les détails mentionnés au sous-alinéa 4a(v) doivent y être expressément indiqués et établis au dernier jour de cette période visée par le rapport ou à un jour antérieur spécifié par la corporation qui ne précède pas par plus de trois mois la date de clôture de ladite période. Cependant la corporation qui a produit une déclaration à l'égard d'une période visée par le rapport, renfermant spécifiquement les détails mentionnés dans l'un quelconque de ces sous-alinéas, établis à un semblable jour, n'est pas tenue, en produisant une déclaration en vertu de la présente Partie à l'égard d'une période subséquente, d'indiquer spécifiquement les mêmes détails s'il n'y a eu aucun changement à cet égard, au dernier jour de cette période subséquente.

(2) Le président, le secrétaire ou le trésorier de la corporation, ou un autre fonctionnaire ou une autre personne à qui le conseil d'administration ou un autre organisme directeur de la corporation a donné pleine autorisation à cet égard doit signer au nom de la corporation chaque état en double exemplaire ainsi que tout autre état compris dans une déclaration dont la présente Partie exige la production au bureau du statisticien en chef du Canada.

6. Nonobstant la présente Partie, lorsque, pour toute période visée par un rapport concernant une corporation à laquelle s'applique la présente Partie, la corporation a produit au ministre du

(n) the name, address and nationality or citizenship of each officer of the corporation resident in Canada, and the position in the corporation held by each such officer; and

5

(o) the number of shares of each class owned by each director and officer of the corporation and a description of the voting rights attached to such shares.

d'une loi ou d'un instrument dont les dispositions interdisent que le public soit invité à souscrire à ses actions et débentures;

m) le nom et l'adresse de chaque administrateur de la corporation, ainsi que la nationalité ou la citoyenneté de chaque particulier qui en est administrateur;

n) le nom, l'adresse et la nationalité ou la citoyenneté de chaque dirigeant de la corporation qui réside au Canada, et le poste qu'il occupe auprès de la corporation; et

o) le nombre d'actions de chaque catégorie que possède chaque administrateur et chaque dirigeant de la corporation et la nature des droits de vote qui y sont attachés.

(2) A holding corporation may file the return required under subsection (1) on behalf of and in respect of any of its subsidiaries and, if a return is filed under this subsection for a reporting period, the subsidiary on behalf of which the return is filed is not required to comply with subsection (1) for that period.

4.1 (1) Every holding corporation to which this Part applies shall, for each reporting period of the holding corporation, file with the Chief Statistician of Canada not later than March 31 following the end of that reporting period a return comprising

(a) a set of financial statements in respect of itself and any of its subsidiaries carrying on business in Canada during that reporting period, in consolidated form as prescribed, consisting of the same statements in respect of itself and its subsidiaries as would be required in respect of itself if it were filing a return under subsection (2); and
 (b) a list of the corporations covered by the set of financial statements filed under paragraph (a).

(2) Every corporation to which this Part applies in respect of which a return is not required to be filed under subsection (1)

(2) Toute corporation mère peut produire la déclaration requise en vertu du paragraphe (1) pour le compte et à l'égard de ses filiales ou de l'une quelconque d'entre elles. Les filiales pour le compte desquelles la déclaration est produite ne sont alors pas assujetties aux dispositions dudit paragraphe pour la période de rapport visée.

La corporation mère peut produire la déclaration

4.1 (1) Toute corporation mère visée par la présente Partie doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard le 31 mars suivant la fin de ladite période, une déclaration comprenant,

États à produire au bureau du statisticien en chef du Canada

a) sous la forme consolidée réglementaire, des états financiers se rapportant à elle-même et à chacune de ses filiales ayant exercé une entreprise au Canada pendant la période de rapport en question, et comportant à son égard aussi bien qu'à celui de ses filiales, les états visés au paragraphe (2); et

b) une liste des corporations visées par les états financiers produits conformément à l'alinéa a).

45

(2) Toute corporation visée par la présente Partie et qui n'a pas à produire la déclaration visée au paragraphe (1) doit

Idem

Return may be filed by holding corporation

Statements to be filed with Chief Statistician of Canada

Idem

Revenu national une déclaration de son revenu qui revêt la forme, et fournit les renseignements, que prescrit la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

a) la corporation n'est pas tenue, en produisant une déclaration en vertu de la présente Partie à l'égard de cette période, d'inclure dans les états compris dans la Section B de cette déclaration un état des finances relatif à cette période que décrit le sousalinéa 4b)(i); et

b) si la corporation a produit au ministre du Revenu national, avec la déclaration de son revenu pour cette période, la déclaration dont la présente Partie exige la production par elle à l'égard de cette période, elle est, à toutes les fins de la présente loi, réputée avoir produit au bureau du statisticien en chef du Canada la déclaration dont la présente Partie exige la production par elle à l'égard de cette période.»

shall, for each reporting period of the corporation, file with the Chief Statistician of Canada not later than March 31 following the end of that reporting period a return comprising a set of financial statements with respect to its Canadian operations for the reporting period, consisting of

- (a) a balance sheet showing the assets and liabilities of the corporation, made up as of the last day of the reporting period,
- (b) a statement of investments of the corporation as of the last day of the reporting period,
- (c) a statement of income for the reporting period,
- (d) a statement of retained earnings, made up as of the last day of the reporting period, and
- (e) a statement of changes in financial position (source and application of funds)

in such form and containing such particulars and other information relating to the financial position of the corporation as may be prescribed.

Separate financial statements

(3) The Minister may, where he considers it advisable, authorize or require any holding corporation to file separate sets of financial statements in respect of itself and its subsidiaries, or a set of financial statements consolidated otherwise than as required by paragraph (1)(a), and a holding corporation that files financial statements under this subsection in a manner acceptable to the Minister, along with a list of the corporations covered thereby, shall be deemed to have complied with subsection (1).

Returns on transfers of technology

4.2 (1) Every holding corporation to which this Part applies shall, for each reporting period of the holding corporation, file with the Chief Statistician of Canada not later than March 31 following the end of that reporting period, a return in prescribed form specifying such information as the Governor in Council may prescribe relating to transactions involving transfers of technology in the reporting

produire au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard le 31 mars suivant la fin de ladite période, une déclaration comprenant des états financiers portant sur ses opérations canadiennes pour la période de rapport en question comportant

- a) un bilan indiquant l'actif et le passif de la corporation, établi au dernier jour de la période de rapport,
- b) un état des placements de la corporation établi au dernier jour de la période de rapport,
- c) un état des revenus concernant la période de rapport,
- d) un état des bénéfices non répartis, établi au dernier jour de la période de rapport, et
- e) un état des modifications de la situation financière (source et emploi des fonds)

présentés en la forme et contenant les précisions ainsi que les autres renseignements relatifs à la situation financière de la corporation, que prescrivent les règlements.

États financiers distincts

(3) S'il le juge utile, le Ministre peut permettre ou enjoindre à une corporation mère de produire des états financiers distincts se rapportant à elle-même et à ses filiales, ou des états financiers sous une forme consolidée différente de celle prévue à l'alinéa (1)a); toute corporation mère qui produit, en vertu du présent paragraphe, des états financiers qui satisfont le Ministre, et qui y joint une liste des corporations visées, est réputée s'être conformée au paragraphe (1).

Déclarations relatives aux transferts de technologie

4.2 (1) Toute corporation mère visée par la présente Partie doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard le 31 mars suivant la fin de ladite période, une déclaration présentée en la forme que prescrivent les règlements et contenant les renseignements prescrits par le gouverneur en conseil relativement aux transactions impliquant des transferts

period to the holding corporation or any of its subsidiaries from persons not resident in Canada.

Idem

(2) Every corporation to which this Part applies in respect of which a return is not required to be filed under subsection (1) shall, for each reporting period of the corporation, file with the Chief Statistician of Canada not later than March 31 following the end of that reporting period, a return in the prescribed form specifying such information as the Governor in Council may prescribe relating to transactions involving transfers of technology in the reporting period to the corporation from 15 persons not resident in Canada.

Return to be certified

5. Each return and each statement comprised in a return required by this Part to be filed with the Chief Statistician of Canada shall be certified by the president or vice-president of the corporation filing the return and by one other officer thereof or another person duly authorized by the board of directors or other governing body of the corporation as having been examined by them and as being, to the best of their knowledge and belief, correct and complete.

Proof that Part I does not apply

20 6. (1) The Chief Statistician of Canada may, by notice in writing, request proof from any corporation that fails to file or fails to complete any part of a return required under this Part that it is not subject to the application of this Part in respect of the return or of the part of the 25 return not completed.

Idem

30 (2) A corporation shall, within ten days after it receives a notice under subsection (1), furnish the Chief Statistician of Canada with the proof requested in the 35 notice or file or complete, as the case may be, the return in respect of which the notice was given."

de technologie à la corporation mère ou à l'une de ses filiales effectués, au cours de la période de rapport en question, par des personnes ne résidant pas au Canada.

(2) Toute corporation visée par la présente Partie et qui n'a pas à produire la déclaration visée au paragraphe (1) doit déposer au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard le 31 mars suivant 10 la fin de ladite période, une déclaration présentée en la forme que prescrivent les règlements et contenant les renseignements prescrits par le gouverneur en conseil relativement aux transactions impliquant des transferts de technologie à la corporation effectués, au cours de la période de rapport en question, par des personnes ne résidant pas au Canada.

5 Idem

20 Attestation de la déclaration

5. Le président ou le vice-président de la corporation produisant la déclaration et un autre de ses dirigeants ou toute autre personne dûment autorisée par le conseil d'administration ou tout autre organisme directeur de la corporation doivent attester 25 que chaque déclaration et chaque état faisant partie d'une déclaration dont la présente Partie exige la production au bureau du statisticien en chef du Canada a fait l'objet de leur examen et s'est révélé, au 30 meilleur de leur connaissance, exact et complet.

Preuve relative à la non-application de la Partie I

6. (1) Le statisticien en chef du Canada peut, par avis écrit, enjoindre toute corporation qui ne produit pas la déclaration requise en vertu de la présente Partie ou en produit une incomplète, de prouver qu'elle n'est pas sujette à l'application de la présente Partie en ce qui a trait à son défaut.

35 Partie I

(2) Dans les dix jours de la réception de 40 Idem l'avis mentionné au paragraphe (1), toute corporation doit fournir au statisticien en chef du Canada la preuve requise ou produire, en tout ou en partie, selon le cas, la déclaration faisant l'objet de l'avis.» 45

3. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Offence

“**7.** (1) Every corporation that fails
 (a) to file with the Chief Statistician of Canada a return for a reporting period, or
 (b) to comply with subsection 6(2),
 as and when required by this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred and fifty dollars for each day of such default.”

4. Section 9 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of Part II

“**9.** This Part applies to every labour union carrying on activities as such in Canada and
 (a) having a local union or branch in Canada, or
 (b) carrying on activities in Canada independently of any other labour union,

except a labour union that, on the last day of the reporting period of the union in respect of which the description of such union is relevant, had fewer than one hundred members resident in Canada.”

5. (1) All that portion of section 10 of the said Act preceding subparagraph (a)(i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Return to be filed with Chief Statistician of Canada

“**10.** (1) Subject to subsection (3), every labour union to which this Part applies shall, for each reporting period of the union file with the Chief Statistician of Canada, not later than ninety days after the end of that reporting period,

(a) a return in the prescribed form containing the prescribed information including the following particulars:”

3. Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«**7.** (1) Toute corporation qui

Infraction

a) ne produit pas au bureau du statisticien en chef du Canada une déclaration pour une période de rapport donnée, ou
 b) ne se conforme pas au paragraphe 6(2)

aux dates et de la manière prévues par la présente Partie, est coupable d'une infraction et possible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus deux cent cinquante dollars pour chaque jour que dure cette infraction.»

4. L'article 9 de ladite loi est abrogé et 15 remplacé par ce qui suit:

“**9.** La présente Partie s'applique à tout syndicat ouvrier exerçant à ce titre une activité au Canada et

Application de la Partie II

a) ayant un syndicat local ou une succursale au Canada, ou

b) exerçant au Canada une activité indépendamment de tout autre syndicat ouvrier,

sauf un syndicat ouvrier qui, le dernier jour de la période de rapport concernant le syndicat à l'égard de laquelle des détails relatifs à ce syndicat sont pertinents, avait moins de cent membres résidant au Canada.»

30

5. (1) La partie de l'article 10 de ladite loi qui précède le sous-alinéa a)(i) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

“**10.** (1) Sous réserve du paragraphe

Déclaration à produire au bureau du statisticien en chef du Canada

(3), tout syndicat ouvrier à qui s'applique la présente Partie doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada, pour chacune de ses périodes de rapport, au plus tard quatre-vingt-dix jours après la fin de ladite période

40

a) une déclaration présentée en la forme que prescrivent les règlements et contenant les renseignements réglementaires, notamment:»

Clause 3: This amendment would raise the maximum fine for failure to file a return under the Act from fifty dollars to two hundred and fifty dollars. It would also make it an offence to fail to comply with the proposed subsection 6(2).

Subsection 7(1) at present reads as follows:

“7. (1) Every corporation that fails to file with the Chief Statistician of Canada a return for a reporting period as and when required by this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding fifty dollars for each day of such default.”

Article 3 du bill: Cette modification porte de cinquante à deux cent cinquante dollars le montant maximal de l'amende imposable pour défaut de produire une déclaration conformément à la loi. De plus, le défaut de se conformer au nouveau paragraphe 6(2) constitue une infraction.

Le paragraphe 7(1) se lit actuellement comme suit:

«7. (1) Chaque corporation qui omet de produire au bureau du statisticien en chef du Canada une déclaration à l'égard d'une période visée par un rapport, aux dates et de la manière prévues par la présente Partie, est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus cinquante dollars pour chaque jour que dure cette omission.»

Clause 4: This amendment would broaden the application of Part II of the Act to include independent local unions.

Section 9 at present read as follows:

“9. This Part applies to every labour union carrying on activities as such in Canada and having a local union or branch in Canada, except a labour union that, on the last day of the reporting period of the union in respect of which the description of such union is relevant, had fewer than one hundred members resident in Canada.”

Article 4 du bill: Cette modification fait tomber sous le coup de la Partie II de la loi les syndicats locaux indépendants.

L'article 9 se lit actuellement comme suit:

«9. La présente Partie s'applique à tout syndicat ouvrier exerçant à ce titre une activité au Canada et ayant un syndicat local ou une succursale au Canada, sauf un syndicat ouvrier qui, le dernier jour de la période visée par le rapport concernant le syndicat, à l'égard de laquelle des détails relatifs à ce syndicat sont pertinents, avait moins de cent membres résidant au Canada.»

Clause 5: This amendment would reduce from six months to ninety days the period of time after the end of a reporting period within which a union must file a return under Part II of the Act.

The proposed subparagraph 10(1)(a)(viii) would include in the information required in a return under paragraph 10(1)(a) additional information as to the membership of local unions or branches of unions and the number of employees covered by a collective agreement.

The proposed paragraph 10(1)(b)(ii) would require that every union to which Part II of the Act applies file a separate financial statement for each special fund of the union.

The proposed paragraph 10(1)(b)(iii) would require international unions operating in Canada to report sepa-

Article 5 du bill: Cette modification porte de six mois à quatre-vingt-dix jours le délai accordé à un syndicat à la fin d'une période de rapport pour produire une déclaration conformément à la Partie II de la loi.

Le nouveau sous-alinéa 10(1)a(viii) fait figurer dans les renseignements que doit contenir la déclaration produite conformément à l'alinea 10(1)a, des renseignements supplémentaires ayant trait aux effectifs des syndicats locaux ou des succursales des syndicats et au nombre d'employés visés par une convention collective.

Le nouveau sous-alinéa 10(1)b(ii) exige que chaque syndicat auquel s'applique la Partie II de la loi produise un état financier distinct pour chaque fonds syndical spécial.

Selon le nouveau sous-alinéa 10(1)b(iii), les syndicats internationaux exerçant des activités au Canada

(2) Paragraph 10(a) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (vii) thereof, by repealing subparagraph (viii) thereof and by adding thereto the following subparagraphs:

"(viii) the name and address of each employer, or association of employers, resident in Canada with which the union has a collective agreement, and 10 the number of male members and the number of female members of any local union or branch of the union and the total number of employees covered by the collective agreement, and 15
 (ix) such other particulars relating to the union as may be prescribed; and"

(3) Paragraph 10(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) a return, comprising

(i) a set of financial statements for the reporting period, consisting of
 (A) a balance sheet showing the assets and liabilities of the union, 25 made up as of the last day of the reporting period,
 (B) a statement of income and expenditure for the reporting period, and
 (C) a financial statement in respect of each special fund of the union within a prescribed class of special funds,

in such form and containing such particulars and other information relating to the financial position of the union as may be prescribed, and
 (ii) in the case of a union having its headquarters situated outside 40 Canada, a statement in the prescribed form and containing such particulars as may be prescribed showing

(A) amounts paid or credited to the union in the reporting period by, on 45 behalf of or in respect of members resident in Canada, and
 (B) expenditures made by the union in the reporting period inside

(2) L'alinéa 10a) de ladite loi est en outre modifié par la suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (vii), par l'abrogation du sous-alinéa (viii) et par l'adjonction des sous- 5 alinéas suivants:

«(viii) le nom et l'adresse de chaque employeur ou association d'employeurs résidant au Canada, avec qui le syndicat a conclu une convention collective, le nombre d'hommes et le 10 nombre de femmes qui sont membres de tout syndicat local ou de toute succursale dudit syndicat ainsi que le nombre total des employés visés par la convention collective, et
 (ix) les autres renseignements prescrits relatifs au syndicat; et»

(3) L'alinéa 10b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«b) une déclaration comprenant

(i) des états financiers pour la période de rapport, renfermant
 (A) un bilan indiquant l'actif et le passif du syndicat, établi au dernier jour de la période de rapport, 25
 (B) un état des revenus et des dépenses concernant la période de rapport, et
 (C) un état financier pour chaque fonds spécial du syndicat appartenant à une catégorie prescrite de fonds spéciaux,

présentés en la forme et contenant les précisions ainsi que les autres renseignements relatifs à la situation financière du syndicat, que prescrivent les règlements, et

(ii) dans le cas d'un syndicat ayant son siège social hors du Canada, un état présenté en la forme et contenant 40 les renseignements que prescrivent les règlements, et indiquant

(A) les montants payés ou crédités au syndicat, durant la période de rapport, par des membres résidant 45 au Canada, pour leur compte ou à leur égard, et

rately expenditures directly related to their operations in Canada.

The proposed subsection 10(2) would permit a union to file a statement showing all expenditures made by it, even indirectly, for the benefit of members resident in Canada that were not reported elsewhere.

The proposed subsection 10(3) would provide that a union must file returns under section 10 of the Act within thirty days of ceasing to exist.

The relevant portions of section 10 at present read as follows:

“**10.** Every labour union to which this Part applies shall, for each reporting period of the union, file with the Chief Statistician of Canada, not later than *six months* after the end of that reporting period, a return *in two sections, separately marked and identified as “Section A” and “Section B”, respectively, and comprising the following:*

(a) *Section A, comprising a statement, in duplicate, specifying the following particulars:*

(viii) the name and address of each employer, or association of employers, resident in Canada with which the union has a collective agreement; and

(b) *Section B comprising:*

(i) a financial statement for the reporting period, consisting of
(A) a balance sheet showing the assets and liabilities of the union, made up as of the last day of the reporting period, *and*
(B) a statement of income and expenditure for the reporting period,

in such form and containing such particulars and other information relating to the financial position of the union as may be prescribed by the regulations, and

(ii) in the case of a union having its headquarters situated outside Canada, a statement showing *separately total amounts paid or credited to the union in the reporting period by, on behalf of or in respect of members resident in Canada as or on account of each of the following, namely:*

(A) initiation fees,
(B) members dues per capita,
(C) health and welfare assessments,
(D) death benefit assessments,
(E) strike benefit assessments,
(F) fines, and
(G) work permits.”

sont tenus de faire rapport séparément des dépenses directement liées à leurs activités au Canada.

Le paragraphe nouveau 10(2) permet aux syndicats de produire un état indiquant toutes les dépenses non déjà déclarées engagées par eux, même indirectement, au profit de leurs membres résidant au Canada.

Le paragraphe nouveau 10(3) prévoit que les syndicats doivent produire les déclarations visées à l'article 10 de la loi dans les trente jours de leur dissolution.

Les parties pertinentes de l'article 10 se lisent actuellement comme suit:

«**10.** Pour chaque période visée par le rapport concernant un syndicat ouvrier, tout syndicat auquel s'applique la présente Partie, doit produire au bureau du statisticien en chef du Canada, au plus tard *six mois* après la fin de la période visée par ce rapport, une déclaration comprenant deux sections, respectivement cotées et intitulées «Section A» et «Section B», et contenant ce qui suit:

a) *la Section A qui consiste dans un état, fait en double exemplaire, énonçant expressément les détails suivants:*

(viii) le nom et l'adresse de chaque employeur ou association d'employeurs résidant au Canada, avec qui le syndicat a conclu une convention collective; et

b) *la Section B qui comprend:*

(i) *un état des finances pour la période visée par le rapport, renfermant*

(A) un bilan indiquant l'actif et le passif du syndicat, établi au dernier jour de la période visée par le rapport, et

(B) un état des revenus et des dépenses concernant la période visée par le rapport,

présenté en la forme, et contenant les détails ainsi que les autres renseignements relatifs à la situation financière du syndicat, que prescrivent les règlements, et

(ii) dans le cas d'un syndicat ayant son siège social hors du Canada, un état indiquant, séparément, le total des montants payés ou crédités au syndicat, durant la période visée par le rapport, par des membres résidant au Canada, pour leur compte ou à leur égard, au titre de chacun des postes suivants, savoir:

(A) les droits d'admission,

(B) les redevances individuelles des membres,

(C) les cotisations pour santé et bien-être,

(D) les cotisations pour indemnités de décès,

(E) les cotisations pour indemnités de grève,

(F) les amendes, et

(G) les permis de travail.»

or outside Canada and recorded separately in the accounts of the union as being directly related to its operations in Canada.”

(4) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“(2) A labour union having its headquarters situated outside Canada may, at the same time as it files the return required under paragraph (1)(b) in respect of a reporting period, file, in addition, a statement showing all expenditures made by the union in the reporting period inside or outside Canada for the benefit of members resident in Canada other than those expenditures reported under clause (1)(b)(ii)(B).

(3) Where a labour union ceases to exist during a reporting period, the last day of the reporting period shall be deemed to be on the day the union ceased to exist, and the returns required under subsection (1) shall be filed not later than thirty days after that day.

(4) In this section,

“local union” means the lowest structural unit of a union that elects its own slate of officers;

“special fund” means a fund set up for a specified purpose and accounted for in a self-balancing financial statement.”

6. Subsection 11(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Each statement comprised in the return required by paragraph 10(1)(b) to be filed with the Chief Statistician of Canada shall be accompanied by an auditor’s report thereon signed by the auditor by whom the report was made.”

7. Subsection 12(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(B) les dépenses que le syndicat a engagées au Canada ou hors du Canada au cours de la période de rapport et inscrites séparément dans ses comptes comme étant liées directement à ses activités au Canada.”

(4) L’article 10 de ladite loi est en outre modifié par l’adjonction des paragraphes suivants:

“(2) Tout syndicat ouvrier ayant son siège social hors du Canada peut joindre à sa déclaration produite conformément à l’alinéa (1)b) pour une période de rapport donnée, un état indiquant toutes les dépenses qu’il a engagées au Canada ou hors du Canada au cours de ladite période au profit de ses membres résidant au Canada, à l’exception des dépenses visées à la disposition (1)b)(ii)(B).

(3) En cas de dissolution d’un syndicat ouvrier au cours d’une période de rapport, le jour de la dissolution est réputé être le dernier jour de ladite période, et les déclarations requises en vertu du paragraphe (1) doivent être produites au plus tard trente jours après cette date.

(4) Dans le présent article, «fonds spécial» désigne un fonds créé pour une fin déterminée et comptabilisé dans un état financier auto-équilibrant; «syndicat local» désigne l’unité structurelle la moins élevée d’un syndicat, qui élit sa propre liste d’agents.”

6. Le paragraphe 11(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(3) Chaque état compris dans la déclaration dont l’alinéa 10(1)b) exige la production au bureau du statisticien en chef du Canada doit être accompagné du rapport qu’un vérificateur a préparé à cet égard et signé de sa main.”

7. Le paragraphe 12(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Additional report

Where union ceases to exist

Definitions

“local union”

“special fund”

Auditor’s report

Déclaration supplémentaire

Dissolution

Définitions

«fonds spécial»

«syndicat local»

Rapport du vérificateur

Clause 6: This amendment would require all statements filed under paragraph 10(1)(b) to be accompanied by an auditor's report.

Subsection 11(3) at present reads as follows:

"(3) Each statement comprised in *Section B* of a return required by this Part to be filed with the Chief Statistician of Canada (*other than the statement described in subparagraph 10(b)(ii)*) shall be accompanied by an auditor's report thereon signed by the auditor by whom the report was made."

Clause 7: This amendment would raise the penalty for a union failing to file a return under Part II from fifty to two hundred and fifty dollars.

Article 6 du bill: Selon cette modification, tous les états produits en conformité de l'alinéa 10(1)b doivent être accompagnés d'un rapport préparé par un vérificateur.

Le paragraphe 11(3) se lit actuellement comme suit:

«(3) Chaque état compris dans la *Section B* d'une déclaration dont la présente Partie exige la production au bureau du statisticien en chef du Canada (*autre que l'état mentionné au sous-alinéa 10b)(ii)*) doit être accompagné du rapport que le vérificateur a préparé à cet égard et signé de sa main.»

Article 7 du bill: Cette modification augmente de cinquante à deux cent cinquante dollars l'amende encourue par un syndicat qui omet de produire une déclaration en vertu de la Partie II.

Offence

“12. (1) Every union that fails to file with the Chief Statistician of Canada a return for a reporting period as and when required by this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred and fifty dollars for each day of such default.”

5

«12. (1) Chaque syndicat qui omet de produire au bureau du statisticien en chef du Canada une déclaration à l'égard d'une période de rapport, aux dates et de la manière prévues par la présente Partie, est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende maximale de deux cent cinquante dollars pour chaque jour que dure cette omission.»

5

10

8. Section 14 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Information available for inspection

“14. (1) The information contained in any return filed by a corporation pursuant to section 4 shall be made available to the Minister of Consumer and Corporate Affairs, and the information contained in any return filed by a union pursuant to paragraph 10(1)(a) shall be made available to the Minister of Labour, and such information shall be made available by the Minister of Consumer and Corporate Affairs or the Minister of Labour, as the case may be, for inspection by any person, on application at any reasonable time and on payment of such fee, not exceeding one dollar in respect of any one corporation or union, as may be prescribed.

25

8. L'article 14 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«14. (1) Les renseignements que contient toute déclaration produite par une corporation en conformité de l'article 4 et ceux contenus dans toute déclaration produite par un syndicat en conformité de l'alinéa 10(1)a) doivent être mis respectivement à la disposition du ministre de la Consommation et des Corporations et du ministre du Travail, qui les fourniront à quiconque en fait la demande, à toute heure raisonnable, moyennant les frais prescrits d'au plus un dollar pour chaque corporation ou syndicat.

Renseignements disponibles pour fins de consultation

25

Information available to governments, etc.

(2) The Chief Statistician of Canada may at any time provide free of charge any information obtained from returns filed by unions pursuant to paragraph 10(1)(a) to any department or agency of the Government of Canada or the government of any province, and any such department or agency may publish any information so provided.”

25

(2) Le statisticien en chef du Canada peut en tout temps mettre gratuitement à la disposition de tout ministère ou de tout organisme du gouvernement du Canada ou du gouvernement de toute province, qui peuvent les publier, les renseignements provenant des déclarations produites par des syndicats en conformité de l'alinéa 10(1)a).»

Renseignements mis à la disposition des gouvernements, etc.

9. (1) All that portion of subsection 15(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

9. (1) La partie du paragraphe 15(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Privileged information; prohibition against communication

“15. (1) Except as provided in this section, all information contained in a return filed by a corporation pursuant to section 4.1 or 4.2 or by a labour union pursuant to paragraph 10(1)(b) or subsection 10(2) is privileged, and no official or authorized person shall knowingly”

45

«15. (1) Sauf ce que prévoit le présent article, tous les renseignements que renferme une déclaration produite par une corporation en conformité de l'article 4.1 ou 4.2, ou par un syndicat ouvrier en conformité de l'alinéa 10(1)b) ou du paragraphe 10(2) sont confidentiels. Ni un

Renseignements confidentiels; communication interdite

Clause 8: The proposed subsection 14(1), which replaces section 14, would provide that information contained in returns filed under the Act be made available to the Minister of Consumer and Corporate Affairs or the Minister of Labour, as the case may be, rather than requiring that duplicates of the returns be kept at the Departments of those Ministers.

Section 14 at present reads as follows:

“14. One duplicate of the statement comprised in Section A of each return filed by a corporation as required by Part I shall be kept on record in an office of the Department of Consumer and Corporate Affairs designated by the Minister of Consumer and Corporate Affairs for the purpose, and one duplicate of the statement comprised in Section A of each return filed by a union as required by Part II shall be kept on record in an office of the Department of Labour designated by the Minister of Labour for the purpose, and such duplicates shall be made available for inspection in those respective offices by any person, upon application at any reasonable time and upon payment of such fee, not exceeding one dollar in respect of any one corporation or union, as may be prescribed by the regulations.”

The proposed subsection 14(2) is new. It would authorize the Chief Statistician of Canada to give to departments or agencies of the federal or provincial governments information obtained from labour union returns filed under paragraph 10(1)(a), and would allow that such information be published.

Clause 9: (1) This amendment is consequential on amendments contained in clauses 2 and 5.

The relevant portion of subsection 15(1) at present reads as follows:

“15. (1) Except as provided in this section, all information contained in any statement comprised in Section B of a return filed by a corporation or a union as required by this Act is privileged, and no official or authorized person shall, knowingly,”

Article 8 du bill: Le nouveau paragraphe 14(1), qui remplace l'article 14, prévoit que les renseignements qui figurent dans les déclarations produites aux termes de la loi doivent être mis à la disposition du ministre de la Consommation et des Corporations ou du ministre du Travail, selon le cas, alors que présentement leurs ministères respectifs doivent conserver un double desdits états.

L'article 14 se lit actuellement comme suit:

«14. Un double de l'état compris dans la Section A de chaque déclaration produite par une corporation, comme le requiert la Partie I, doit être conservé au ministère de la Consommation et des Corporations, dans un bureau désigné à cette fin par le ministre de la Consommation et des Corporations, et un double de l'état compris dans la Section A de chaque déclaration produite par un syndicat, comme le requiert la Partie II, doit être conservé au ministère du Travail, dans un bureau désigné à cette fin par le ministre du Travail. Dans ces bureaux respectifs, ces doubles sont accessibles pour consultation à quiconque en fait la demande, à toute heure convenable sur paiement de l'honoraire, d'au plus un dollar pour chaque corporation ou syndicat, que fixent les règlements.»

Le paragraphe 14(2) est nouveau. Il permet au statisticien en chef du Canada de donner aux ministères ou aux organismes du gouvernement fédéral ou du gouvernement de toute province, qui peuvent les publier, les renseignements provenant des déclarations produites par les syndicats en conformité de l'alinéa 10(1)a).

Article 9 du bill: (1) Cette modification découle de celles introduites par les articles 2 et 5 du bill.

La partie pertinente du paragraphe 15(1) se lit actuellement comme suit:

«15. (1) Sauf ce que prévoit le présent article, tous les renseignements que renferme un état quelconque compris dans la Section B d'une déclaration produite par une corporation ou un syndicat, ainsi que le requiert la présente loi, sont confidentiels. Ni un fonctionnaire, ni une personne autorisée ne peut, sciemment,»

(2) Section 15 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsections:

Exception in
respect of
section 4.1
return

“(4.1) Any official may, for any purpose relating to the determination of policy in connection with the formulation of any law of Canada or the ascertainment of any matter incidental thereto, communicate or allow to be communicated to any official, other than an official of such part of a department or agency of the Government of Canada as may be excepted by regulation, any privileged information contained in a return filed by a corporation pursuant to section 4.1.

Exception in
respect of
section 4.2
return

(4.2) An official who is an officer or other person employed in the execution of any duty under the *Statistics Act* or any regulation thereunder may, where authorized by order of the Chief Statistician of Canada, on the request of any Minister of the Government of Canada, for any purpose relating to the determination of policy in connection with the formulation of any law of Canada or the ascertainment of any matter necessarily incidental thereto, communicate or allow to be communicated to any official, other than an official of such part of a department or agency of the Government of Canada as may be excepted by regulation, any privileged information contained in a return filed by a corporation pursuant to section 4.2.

Idem

(4.3) The Chief Statistician of Canada shall, in any order authorizing the communication of information under subsection (4.2), specify the manner in which and the conditions on which the information may be communicated.”

40

10. Section 16 of the said Act is repealed.

11. Subsection 18(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

fonctionnaire, ni une personne autorisée ne peut, sciemment,»

(2) L’article 15 de ladite loi est en outre modifié par l’insertion, après le paragraphe (4), des paragraphes suivants:

5

Exclusion
relative à la
déclaration de
l’article 4.1

“(4.1) Tout fonctionnaire peut, pour un objet se rattachant à l’établissement d’une politique relative à l’élaboration d’une loi quelconque du Canada ou à la vérification de toute question qui y est connexe, communiquer ou permettre que soit communiqué à tout fonctionnaire, sauf un fonctionnaire d’une partie d’un ministère ou d’un organisme quelconque du gouvernement du Canada qui peut être exclue par règlement, tout renseignement confidentiel contenu dans une déclaration produite par une corporation en conformité de l’article 4.1.

(4.2) Tout fonctionnaire ou toute autre personne chargés d’une fonction prévue par la *Loi sur la statistique* ou ses règlements d’application peuvent, s’ils y sont autorisés par ordre du statisticien en chef du Canada, à la demande de tout ministre du gouvernement du Canada pour un objet se rattachant à l’établissement d’une politique relative à l’élaboration d’une loi quelconque au Canada ou à la vérification de toute question qui y est nécessairement connexe, communiquer ou permettre que soit communiqué à tout fonctionnaire, sauf un fonctionnaire d’une partie d’un ministère ou d’un organisme quelconque du gouvernement du Canada qui peut être exclue par règlement, tout renseignement confidentiel contenu dans une déclaration produite par une corporation en conformité de l’article 4.2.

Exclusion
relative à la
déclaration de
l’article 4.2

(4.3) Le statisticien en chef du Canada doit spécifier, dans tout ordre autorisant la communication de renseignements en conformité du paragraphe (4.2), la façon et les conditions selon lesquelles se fera cette communication.”

Idem

10. L’article 16 de ladite loi est abrogé.

45

11. Le paragraphe 18(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(2) New. The proposed subsection 15(4.1) would authorize any official to communicate for policy purposes to any other official not excepted by regulation privileged information received in a return filed under the proposed section 4.1.

The proposed subsection 15(4.2) would authorize any official employed in the execution of any duty under the *Statistics Act* or a regulation thereunder, on the order of the Chief Statistician of Canada and on the request of any Minister of the Government of Canada, to communicate for policy purposes to any official not excepted by regulation privileged information received in a return filed under the proposed section 4.2.

The proposed subsection 15(4.3) would require that the manner and conditions of communication under subsection 15(4.2) be specified in the order of the Chief Statistician.

(2) Nouveau. Selon le nouveau paragraphe 15(4.1), il est permis à tout fonctionnaire, dans le but d'établir une politique, de communiquer à tout autre fonctionnaire non exclus par règlement, des renseignements confidentiels contenus dans une déclaration produite en conformité du nouvel article 4.1.

Le nouveau paragraphe 15(4.2) permet à tout fonctionnaire chargé d'une fonction prévue par la *Loi sur la statistique* ou ses règlements d'application, sur ordre du statisticien en chef du Canada et à la demande de tout ministre du gouvernement du Canada, dans le but d'établir une politique, de communiquer à tout autre fonctionnaire non exclu par règlement, des renseignements confidentiels contenus dans une déclaration produite en conformité du nouvel article 4.2.

Le nouveau paragraphe 15(4.3) exige que le statisticien en chef du Canada, lorsqu'il autorise la communication prévue au paragraphe 15(4.2), spécifie la façon et les conditions selon lesquelles elle se fera.

Clause 10: This amendment is consequential on the proposed repeal of section 6 of the Act.

Section 16 reads as follows:

“16. The Chief Statistician of Canada or any official described in subsection 15(4) thereunto authorized by him is entitled to inspect

Article 10 du bill: Cette modification découle de l'abrogation de l'article 6 de la loi.

L'article 16 se lit actuellement comme suit:

“16. Le statisticien en chef du Canada ou un fonctionnaire mentionné au paragraphe 15(4) que ce dernier a autorisé à cette fin, a le

How shown

“(2) In any report described in subsection (1) the statistical summary and analysis contained therein shall be so presented or shown as not to disclose particulars of, or identify or permit identification of the source of, information contained in any statement comprised in a return filed by a corporation pursuant to section 4.1 or 4.2 or by a union pursuant to paragraph 10(1)(b) or subsection 10(2).”

5
10

12. Section 19 of the said Act is repealed and the the following substituted therefor:

Regulations

“19. (1) the Governor in Council may make regulations

(a) respecting the manner in which any 15 return required by Part I to be filed by a corporation shall be filed by such corporation;

(b) specifying, for the purpose of avoiding duplication of reporting, corporations or classes of corporations that are exempted from the application of the whole or any part of Part I where information that would otherwise be required to be provided under Part I in respect of 25 such corporations or classes of corporations can be obtained by the Chief Statistician of Canada from returns filed pursuant to another Act of Parliament;

(c) prescribing the forms to be used and 30 the information to be included thereon by corporations filing returns pursuant to section 4, 4.1 or 4.2 and by labour unions filing returns pursuant to section 10;

35

(d) specifying what information included in a return filed pursuant to section 4.1 is to be presented on the basis of geographical distribution or class of business;

40

(e) excepting, for the purposes of subsections 15(4.1) and (4.2), any part of any department or agency of the Government of Canada that has regulatory or investigative powers;

45

(f) prescribing anything that is by this Act to be prescribed; and

«(2) Dans tout rapport mentionné au paragraphe (1), le résumé statistique et l'analyse qui y sont contenus doivent être présentés ou rédigés de façon à ne pas dévoiler les renseignements contenus dans tout état compris dans une déclaration produite par une corporation en vertu de l'article 4.1 ou 4.2 ou par un syndicat ouvrier en vertu de l'alinéa 10(1)b) ou du paragraphe 10(2), ni de façon à identifier la source des renseignements ou d'en permettre l'identification.»

5,
10

12. L'article 19 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“19. (1) Le gouverneur en conseil peut 15 Règlements édicter des règlements

a) concernant la manière selon laquelle une corporation doit produire une déclaration que la Partie I enjoint à la corporation de produire;

20

b) précisant, afin d'éviter la duplication des rapports, les corporations ou catégories de corporations exemptées de l'application de la Partie I, en tout ou en partie, dans les cas où le statisticien en chef du Canada est en mesure d'obtenir, à même des déclarations produites en vertu d'une autre loi du Parlement, les renseignements requis en vertu de la Partie I à l'égard de ces corporations ou 30 catégories de corporations;

c) prescrivant les formules que doivent utiliser et les renseignements que doivent y inscrire les corporations et les syndicats ouvriers qui produisent des 35 déclarations en conformité respectivement des articles 4, 4.1 ou 4.2 et de l'article 10;

d) indiquant quels renseignements contenus dans une déclaration produite en 40 conformité de l'article 4.1 doivent être présentés en fonction de la répartition géographique ou du genre d'entreprise;

e) excluant, aux fins des paragraphes 15(4.1) et (4.2), toute partie d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Canada investie de pouvoirs de réglementation ou d'enquête;

45

and have access to any return, certificate, statement or other document filed or made by or on behalf of any corporation pursuant to the *Income Tax Act* or any regulation thereunder, and the Minister of National Revenue shall cause to be made available to the Chief Statistician of Canada or any such official thereunto authorized by him upon request at any reasonable time any such return, certificate, statement or other document, in addition to any return filed with the Minister of National Revenue by any corporation pursuant to any regulation under this Act.”

droit de consulter ou d'avoir accès à quelque déclaration, certificat, état ou autre document produit ou fait par toute corporation ou au nom de cette dernière, conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou à un règlement établi sous son régime. Le ministre du Revenu national doit faire mettre à la disposition du statisticien en chef du Canada ou d'un semblable fonctionnaire que ce dernier a autorisé à cette fin, sur demande formulée à toute heure raisonnable, la déclaration, le certificat, l'état ou l'autre document dont il s'agit en plus de toute déclaration qu'une corporation a produite au ministre du Revenu national conformément à un règlement édicté sous le régime de la présente loi.»

Clause 11: This amendment is consequential on amendments proposed in clauses 2 and 5.

Subsection 18(2) at present reads as follows:

“(2) In any report described in subsection (1) the statistical summary and analysis contained therein shall be so presented or shown as not to disclose particulars of, or identify or permit identification of the source of, information contained in any statement comprised in *Section B* of a return filed by a corporation or union as required by this Act.”

Clause 12: New. The proposed paragraphs 19(1)(b), (c), (d) and (f) are consequential on amendments proposed in clauses 2 and 5. The proposed paragraph 19(1)(e) is consequential on the proposed subsections 15(4.1) and (4.2) contained in clause 9. The proposed paragraph 19(1)(g) is identical to the present paragraph 19(b).

The proposed subsection (2) would require that regulations proposed under paragraph 19(1)(c) or (d) relating to the content of returns filed under the Act be pre-published at least ninety days before publication of regulations in their final form to allow for comments from interested parties. The proposed subsection (3) would allow for a single pre-publication.

Section 19 at present reads as follows:

“**19.** The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the manner in which any return required by Part I to be filed by a corporation shall be filed by such corporation; and
(b) generally, for carrying into effect the purposes and provisions of this Act.”

Article 11 du bill: Cette modification découle de celles introduites par les articles 2 et 5 du bill.

Le paragraphe 18(2) se lit actuellement comme suit:

“(2) Dans tout rapport mentionné au paragraphe (1), le résumé statistique et l'analyse qui y sont contenues doivent être présentés ou rédigés de façon à ne pas dévoiler les renseignements contenus dans tout état compris dans la *Section B* d'une déclaration produite par une corporation ou un syndicat ouvrier, comme le requiert la présente loi, ni de façon à identifier la source des renseignements ou d'en permettre l'identification.»

Article 12 du bill: Nouveau. Les nouveaux alinéas 19(1)b), c), d) et f) découlent des modifications introduites par les articles 2 et 5 du bill. L'alinéa 19(1)e) découle des paragraphes 15(4.1) et (4.2) introduits par l'article 8 du bill. L'alinéa 19(1)g) est identique à l'alinéa 19b) actuel.

Le nouveau paragraphe (2) exigerait que les projets de règlements établis en vertu des alinéas 19(1)c) ou d) et portant sur le contenu des déclarations qui doivent être produites aux termes de la loi soient publiés une première fois au moins quatre-vingt-dix jours avant la publication finale pour permettre aux intéressés de présenter leurs commentaires. Le nouveau paragraphe (3) ne prévoit qu'une seule publication.

Le début de l'article 19 se lit actuellement comme suit:

“**19.** Le gouverneur en conseil peut édicter des règlements
a) concernant la manière selon laquelle une corporation doit produire une déclaration que la Partie I enjoint à la corporation de produire; et
b) tendant, de façon générale, à la réalisation des objets de la présente loi et à l'application de ses dispositions.»

(g) generally, for carrying into effect the purposes and provisions of this Act.

f) prescrivant tout ce qui doit l'être en vertu de la présente loi; et
g) régissant, d'une façon générale, l'application de la présente loi.

Proposed regulations to be published

(2) Subject to subsection (3), a copy of each regulation that the Governor in Council proposes to make under paragraph (1)(c) or (d) shall be published in the *Canada Gazette* and no such regulation may be made by the Governor in Council before the expiration of ninety days from the date of publication thereof. 10

(3) No proposed regulation need be published more than once under subsection (1) whether or not it is altered or amended after such publication as a result of representations made by interested persons." 15

13. The schedule to the said Act is repealed.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les règlements que le gouverneur en conseil se propose d'établir en vertu des alinéas (1)c) ou d) doivent être publiés dans la *Gazette du Canada* et le gouverneur en conseil ne peut édicter un tel règlement qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de sa date de publication. 10

(3) Un projet de règlement déjà publié conformément au paragraphe (1) n'a pas à l'être de nouveau, qu'il ait été modifié ou non suite aux observations présentées par tout intéressé.» 15

5 Publication des projets de règlements

Exception

13. L'annexe de ladite loi est abrogée.

Single publication required

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Clause 13: This amendment is consequential on proposed amendments to section 3 of the Act contained in clause 2.

The schedule to the Act reads as follows:

“SCHEDULE

1. A bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies.
2. An insurance company or a fraternal benefit society that is registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* or the *Foreign Insurance Companies Act*.
3. A trust company that is licensed under the *Trust Companies Act*.
4. A loan company that is licensed under the *Loan Companies Act*.
5. A corporation that is licensed under the *Small Loans Act*.
6. A cooperative credit society that has been granted a certificate under the *Cooperative Credit Associations Act*.
7. A corporation that is an agent of Her Majesty in right of Canada or a province or is named in Schedule D to the *Financial Administration Act*.
8. A municipality in Canada or a municipal or other public body performing a function of government in Canada.
9. A corporation not less than ninety per cent of the shares or capital of which are owned by Her Majesty in right of Canada or a province or by a municipality in Canada.
10. A corporation that is an agent of the government of a country other than Canada.
11. A corporation not less than ninety per cent of the shares or capital of which are owned by the government of a country other than Canada.
12. A corporation having as its object the furtherance of any religious or other charitable purpose, no part of the income of which is payable to or otherwise available for the personal gain or benefit of any proprietor, member or shareholder thereof.
13. A corporation that is licensed under the *Broadcasting Act* to carry on a broadcasting undertaking.

Article 13 du bill: Cette modification découle de celles apportées à l'article 3 de la loi et introduites par l'article 2 du bill.

L'annexe de la loi se lit actuellement comme suit:

«ANNEXE

1. Une banque à laquelle la *Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec* s'applique.
2. Une compagnie d'assurance ou une société de secours mutuel qui est enregistrée aux termes de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* ou la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*.
3. Une compagnie fiduciaire qui détient une licence aux termes de la *Loi sur les compagnies fiduciaires*.
4. Une compagnie de prêts qui détient une licence aux termes de la *Loi sur les compagnies de prêt*.
5. Une corporation qui détient une licence aux termes de la *Loi sur les petits prêts*.
6. Une société coopérative de crédit à laquelle a été concédé un certificat aux termes de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.
7. Une corporation qui est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou est mentionnée à l'annexe D de la *Loi sur l'administration financière*.
8. Une municipalité au Canada ou un corps municipal ou autre corps public remplissant une fonction gouvernementale au Canada.
9. Une corporation dont au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions ou du capital est possédé par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou par une municipalité du Canada.
10. Une corporation qui est mandataire du gouvernement d'un pays autre que le Canada.
11. Une corporation dont au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions ou du capital est possédé par le gouvernement d'un pays autre que le Canada.
12. Une corporation dont l'objet est la poursuite d'un but religieux ou une fin de charité dont aucune partie des revenus n'est payable ou ne peut être autrement affectée au gain ou au bénéfice

14. A transcontinental air carrier that has been designated by the Canadian Transport Commission for financial and other reporting purposes as a Group One air carrier.

15. A railway, telegraph, telephone or express company or a carrier by water in respect of which returns are made to the Canadian Transport Commission in pursuance of any of the provisions of sections 325 to 333 of the *Railway Act*.

16. Any corporation, for any reporting period of the corporation in respect of which it can be established that

(a) the gross revenue of the corporation for that reporting period from the business carried on by it in Canada, determined as prescribed by the regulations, did not exceed five hundred thousand dollars, and

(b) the assets in Canada of the corporation as of the last day of that reporting period, determined as prescribed by the regulations, did not exceed two hundred and fifty thousand dollars,

except any such corporation that is one of two or more corporations that, by reason of interrelationship of management, ownership or financial affairs, are designated by the Minister to be related corporations and that would not, if considered as a single corporation, qualify as a corporation described in this item.

17. Any other corporation of a class prescribed by the regulations to be a class of corporations the filing of returns in respect of which is not essential to the securing of effective compliance with Part I.”

personnels de quelque propriétaire, membre ou actionnaire de celle-ci.

13. Une corporation qui détient, aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion*, une licence d'exploitation d'une entreprise de radiodiffusion.

14. Un transporteur aérien transcontinental que la Commission canadienne des transports, pour des raisons d'ordre financier ou aux fins des rapports à soumettre, considère comme un transporteur aérien du groupe 1.

15. Une compagnie de chemins de fer, de télégraphe, de téléphone ou de messagerie ou un voiturier par eau à l'égard desquels les déclarations sont produites à la Commission canadienne des transports, conformément aux dispositions des articles 325 à 333 de la *Loi sur les chemins de fer*.

16. Une corporation, pour toute période visée par un rapport concernant la corporation à l'égard de laquelle il peut être établi que

a) le revenu brut de la corporation pour cette période visée par le rapport, provenant de l'entreprise exercée par elle dans les limites du Canada, déterminé de la manière prescrite par les règlements, n'a pas excédé cinq cent mille dollars, et que

b) l'actif au Canada de la corporation au dernier jour de la période visée par ce rapport, déterminé de la manière prescrite par les règlements, n'a pas excédé deux cent cinquante mille dollars,

sauf toute semblable corporation comprise parmi deux ou plusieurs corporations qui, vu leurs relations sur le plan de la gestion, du droit de propriété ou des affaires financières, sont déclarées par le Ministre être des corporations liées entre elles et qui, si elles étaient considérées comme une corporation unique, ne rempliraient pas les conditions requises d'une corporation visée sous cette rubrique.

17. Toute autre corporation entrant dans une catégorie qui, selon les règlements, n'est pas astreinte pour se conformer fidèlement à la Partie I à produire des déclarations.»

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA****BILL C-4****BILL C-4**

An Act to repeal The Canada-France Trade Agreement Act, 1933 and The Supplementary Canada-France Trade Agreement Act, 1935

Loi abrogeant la Loi sur l'Arrangement commercial Canada-France, 1933 et la Loi sur l'Arrangement commercial supplémentaire Canada-France, 1935

First reading, October 16, 1978

Première lecture, le 16 octobre 1978



THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-4

An Act to repeal The Canada-France Trade Agreement Act, 1933 and The Supplementary Canada-France Trade Agreement Act, 1935

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Repeal
1932-33, c. 31

1. The Canada-France Trade Agreement Act, 1933, being chapter 31 of the Statutes of Canada, 1932-33, is repealed.

Repeal 1935,
c. 2

2. The Supplementary Canada-France Trade Agreement Act, 1935, being chapter 2 of the Statutes of Canada, 1935, is repealed.

Coming into
force

3. This Act shall be deemed to have come into force on March 15, 1978.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

Loi abrogeant la Loi sur l'Arrangement commercial Canada-France, 1933 et la Loi sur l'Arrangement commercial supplémentaire Canada-France, 1935

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La Loi sur l'Arrangement commercial Canada-France, 1933, chapitre 31 des Statuts du Canada de 1932-33, est abrogée.

Abrogation
1932-33, c. 31

2. La Loi sur l'Arrangement commercial supplémentaire Canada-France, 1935, chapitre 2 des Statuts du Canada de 1935, est abrogée.

Abrogation
1935, c. 2

3. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 15 mars 1978.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

EXPLANATORY NOTE

The repeal of *The Canada-France Trade Agreement Act, 1933* and *The Supplementary Canada-France Trade Agreement Act, 1935* is consequential on the denunciation of the Canada-France Trade Agreement and the Protocol to that Agreement by Canada, effective March 15, 1978, in accordance with Article 17 of the Agreement.

NOTE EXPLICATIVE

L'abrogation de la *Loi sur l'Arrangement commercial Canada-France, 1933* et de la *Loi sur l'Arrangement commercial supplémentaire Canada-France, 1935* découle de la dénonciation de l'Arrangement commercial Canada-France et du Protocole par le Canada en vertu de laquelle l'Arrangement prend fin le 15 mars 1978, conformément à l'article 17 de cet Arrangement.

C-5

C-5

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

BILL C-5

An Act to amend the Old Age Security Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse

First reading, October 16, 1978

Première lecture, le 16 octobre 1978



THE MINISTER OF NATIONAL HEALTH AND
WELFARE

LE MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-5

An Act to amend the Old Age Security Act

R.S., c. O-6; c. 21 (2nd Supp.); 1970-71-72, cc. 43, 62, 63; 1972, c. 10; 1973-74, cc. 8, 35; 1974-75-76, c. 58; 1976-77, cc. 9, 28, 54; 1977-78, c. 1
Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 10 of the *Old Age Security Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.2) thereof, the following subsection:

Amount of supplement for quarter commencing January 1, 1979

“(1.3) Notwithstanding subsection (1), the amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in the 10 payment quarter commencing January 1, 1979 is

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b), the aggregate of 15

(i) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and 20

(ii) twenty dollars, and

(b) in the case of an applicant who, on the day next before that payment quarter, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any 25 month in that payment quarter,

(i) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of 30

(A) the maximum amount of the supplement that might have been

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 10 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (1.2), du paragraphe suivant:

S.R., c. O-6 c. 21 (2^e Supp.); 1970-71-72, cc. 43, 62, 63; 1972, c. 10; 1973-74, cc. 8, 35; 1974-75-76, c. 58; 1976-77, cc. 9, 28, 54; 1977-78, c. 1

«(1.3) Nonobstant le paragraphe (1), le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné pour tout mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} janvier 1979 est

a) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé à l'alinéa b), le total 15

(i) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et 20

(ii) de vingt dollars, et

b) dans le cas d'un requérant qui, la veille du premier jour de ce trimestre de paiement, était une personne mariée et au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de ce trimestre de paiement, 25

(i) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total 30

Montant du supplément pour le trimestre qui commence le 1^{er} janvier 1979

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and, for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Old Age Security Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New. This amendment would increase the amount of the maximum Guaranteed Income Supplement payable in the quarter commencing January 1, 1979 by twenty dollars in respect of a single pensioner and by ten dollars in respect of a married pensioner whose spouse is also a pensioner.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: Nouveau. Cette modification augmente le montant du supplément de revenu garanti payable lors du trimestre qui commence le 1^{er} janvier 1979 de vingt dollars à l'égard d'un pensionné célibataire et de dix dollars à l'égard d'un pensionné marié dont le conjoint reçoit aussi une pension.

<p>paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and (B) twenty dollars, and (ii) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of (A) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and (B) ten dollars, minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income."</p>	5 10 15 20	<p>(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et (B) de vingt dollars, et (ii) relativement à tout mois dans ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total (A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois dans ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et (B) de dix dollars, moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»</p>	5 10 15 20
---	---------------------	---	---------------------

2. The said Act is further amended by 20 adding thereto, immediately after section 17.3 thereof, the following section:

Where a pensioner dies

“17.31 (1) Subject to this section and notwithstanding paragraph 17.1(6)(b), where a pensioner dies and a spouse's allowance is payable to the spouse of the pensioner for the month in which the pensioner dies, payment of a spouse's allowance to the surviving spouse may be continued under this Part, without further application, for six months after the month of the death.

Cessation of allowance

(2) A spouse's allowance ceases to be payable under subsection (1) on the expiration of the month in which the surviving spouse in respect of whom it is paid dies, attains sixty-five years of age or remarries.

Amount of spouse's allowance

(3) The amount of the spouse's allowance that may be paid under this section to the surviving spouse of a pensioner who has died shall be determined in accordance with subsection 17.4(3) or (3.1), as the case may be, but, for the purpose of determining that amount, the monthly family income of the pensioner and spouse shall, for any month for which a payment is made under this section, be deemed to be

Décès d'un pensionné

“17.31 (1) Sous réserve du présent article et par dérogation à l'alinéa 17.1(6)b), lorsqu'un pensionné décède et qu'une allocation est payable au conjoint du pensionné pour le mois où a lieu le décès, le conjoint survivant peut, en vertu de la présente Partie, recevoir une allocation sans autre demande à cet effet, pendant les six mois suivant celui du décès.

Cessation du versement de l'allocation

(2) L'allocation cesse d'être payable en vertu du paragraphe (1) au conjoint survivant, dès l'expiration du mois de son soixante-cinquième anniversaire, de son décès ou de son remariage.

Montant de l'allocation

(3) Le montant de l'allocation payable en vertu du présent article est déterminé conformément aux paragraphes 17.4(3) ou (3.1), selon le cas, mais aux fins de ce calcul, le revenu familial mensuel du pensionné et conjoint, pour tout mois à l'égard duquel est fait un versement en vertu du présent article, est réputé être le revenu familial mensuel du mois du décès du pensionné.»

Clause 2: New. This amendment would extend the payment of a spouse's allowance for a period of six months after the death of a pensioner to allow the spouse an adjustment period.

Article 2 du bill: Nouveau. Cette modification prolonge le versement de l'allocation pendant une période de six mois après le décès du pensionné pour accorder au conjoint survivant une période de rajustement.

the monthly family income for the month in which the pensioner died."

Coming into force

3. Section 1 shall come into force on January 1, 1979.

3. L'article 1 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1979.

Entrée en vigueur

-B56

C-5

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-5

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

BILL C-5

An Act to amend the Old Age Security Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 16, 1978

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 16 NOVEMBRE 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-5

An Act to amend the Old Age Security Act

R.S., c. O-6; c. 21 (2nd Supp.); 1970-71-72, cc. 43, 62, 63; 1972, c. 10; 1973-74, cc. 8, 35; 1974-75-76, c. 58; 1976-77, cc. 9, 28, 54; 1977-78, c. 1
Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 10 of the *Old Age Security Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.2) thereof, the following subsection:

Amount of supplement for quarter commencing January 1, 1979

“(1.3) Notwithstanding subsection (1), the amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in the payment quarter commencing January 1, 1979 is

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b), the aggregate of 15

(i) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and 20
(ii) twenty dollars, and

(b) in the case of an applicant who, on the day next before that payment quarter, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in that payment quarter,

(i) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of 30

(A) the maximum amount of the supplement that might have been

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 10 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (1.2), du paragraphe suivant:

S.R., c. O-6 c. 21 (2^e Supp.); 1970-71-72, cc. 43, 62, 63; 1972, c. 10; 1973-74, cc. 8, 35; 1974-75-76, c. 58; 1976-77, cc. 9, 28, 54; 1977-78, c. 1

“(1.3) Nonobstant le paragraphe (1), le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné pour tout mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} janvier 1979 est

a) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé à l'alinéa b), le total

(i) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et 20
(ii) de vingt dollars, et

b) dans le cas d'un requérant qui, la veille du premier jour de ce trimestre de paiement, était une personne mariée et au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(i) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total 30

Montant du supplément pour le trimestre qui commence le 1^{er} janvier 1979

15

20

25

30

<p>paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p>(B) twenty dollars, and</p> <p>(ii) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of</p> <p style="text-align: right;">10</p> <p>(A) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and</p> <p style="text-align: right;">15</p> <p>(B) ten dollars,</p> <p>minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income."</p>	<p>(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p>(B) de vingt dollars, et</p> <p>(ii) relativement à tout mois dans ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total</p> <p style="text-align: right;">10</p> <p>(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois dans ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et</p> <p style="text-align: right;">15</p> <p>(B) de dix dollars,</p> <p>moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»</p> <p style="text-align: right;">20</p>
---	--

2. The said Act is further amended by 20 adding thereto, immediately after section 17.3 thereof, the following section:

Where a pensioner dies

“17.31 (1) Subject to this section and notwithstanding paragraph 17.1(6)(b), where a pensioner dies and a spouse's allowance is payable to the spouse of the pensioner for the month in which the pensioner dies, payment of a spouse's allowance to the surviving spouse may be continued under this Part, without further application, for six months after the month of the death.

Cessation of allowance

(2) A spouse's allowance ceases to be payable under subsection (1) on the expiration of the month in which the surviving spouse in respect of whom it is paid dies, attains sixty-five years of age or remarries.

Amount of spouse's allowance

(3) The amount of the spouse's allowance that may be paid under this section to the surviving spouse of a pensioner who has died shall be determined in accordance with subsection 17.4(3) or (3.1), as the case may be, but, for the purpose of determining that amount, the monthly family income of the pensioner and spouse shall, for any month for which a payment is made under this section, be deemed to be

(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois dans ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et

5

(B) de vingt dollars, et

(ii) relativement à tout mois dans ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total

10

(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois dans ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et

15

(B) de dix dollars,

moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»

20

2. Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, après l'article 17.3, de l'article suivant:

“17.31 (1) Sous réserve du présent article et par dérogation à l'alinéa 17.1(6)b), lorsqu'un pensionné décède et qu'une allocation est payable au conjoint du pensionné pour le mois où a lieu le décès, le conjoint survivant peut, en vertu de la présente Partie, recevoir une allocation sans autre demande à cet effet, pendant les six mois suivant celui du décès.

Cessation du versement de l'allocation

(2) L'allocation cesse d'être payable en vertu du paragraphe (1) au conjoint survivant, dès l'expiration du mois de son soixante-cinquième anniversaire, de son décès ou de son mariage.

Montant de l'allocation

(3) Le montant de l'allocation payable en vertu du présent article est déterminé conformément aux paragraphes 17.4(3) ou 40 (3.1), selon le cas, mais aux fins de ce calcul, le revenu familial mensuel du pensionné et conjoint, pour tout mois à l'égard duquel est fait un versement en vertu du présent article, est réputé être le revenu familial mensuel du mois du décès du pensionné.»

the monthly family income for the month
in which the pensioner died."

Coming into
force

3. Section 1 shall come into force on Janu-
ary 1, 1979.

3. L'article 1 entre en vigueur le 1^{er} jan-
vier 1979.

Entrée en
vigueur

C-6

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-6

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-6

BILL C-6

An Act respecting the independence of Parliament and conflicts of interest of Senators and Members of the House of Commons and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof

Loi concernant l'indépendance du Parlement et les conflits d'intérêts des sénateurs et des députés et modifiant en conséquence certaines autres lois

First reading, October 16, 1978

Première lecture, le 16 octobre 1978



DEPUTY PRIME MINISTER AND PRESIDENT OF THE
PRIVY COUNCIL

LE VICE-PREMIER MINISTRE ET LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL PRIVÉ

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-6

An Act respecting the independence of Parliament and conflicts of interest of Senators and Members of the House of Commons and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof

Preamble

WHEREAS Senators and Members of the House of Commons are the holders of a public trust and as such act in a fiduciary capacity;

AND WHEREAS Senators and Members of the House of Commons should not allow, or appear to allow, any conflict to arise between their public duties and their private pecuniary interests by participating in certain government contracts or regulated activities;

AND WHEREAS the supremacy of Parliament and the division of powers in a federal system result in the incompatibility of certain offices, employments and commissions with membership in the Senate or House of Commons;

AND WHEREAS there is a need to codify these principles in an Act of the Parliament of Canada to ensure that certain basic rules and guidelines for Senators and Members of the House of Commons are clearly established;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-6

Loi concernant l'indépendance du Parlement et les conflits d'intérêts des sénateurs et des députés et modifiant en conséquence certaines autres lois

Préambule

CONSIDÉRANT que les sénateurs et députés jouissent de la confiance de la population et qu'ils ont, de ce fait, le devoir de protéger l'intérêt public;

5 CONSIDÉRANT que les sénateurs et députés doivent éviter les conflits réels ou apparents entre leurs fonctions officielles et les intérêts financiers résultant de leur participation à certains marchés de l'État ou à 10 certaines activités réglementées; 10

CONSIDÉRANT que la souveraineté du Parlement et la séparation des pouvoirs en régime fédéral créent des incompatibilités entre certaines charges, fonctions ou emplois et les fonctions de sénateur et de député; 15

ET CONSIDÉRANT qu'il est utile d'inscrire ces principes fondamentaux dans une loi du Parlement du Canada pour que certaines règles et lignes de conduite qui s'appliquent aux sénateurs et députés soient clairement établis; 20

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur 25 l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the independence of Parliament and conflicts of interest of Senators and Members of the House of Commons and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'indépendance du Parlement et les conflits d'intérêts des sénateurs et des députés et modifiant en conséquence certaines autres lois».

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Independence of Parliament Act*.

INTERPRETATION

Definitions

“Crown”
«Couronne»

2. (1) In this Act,
“Crown” means the Government of Canada and any department, agency, branch or corporation set out in any of the schedules to the *Financial Administration Act* and includes any corporation, commission, board or other body established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada that has been designated by order of the Governor in Council to be included in the definition “Crown” for the purposes of this Act;

“designated committee” means, in relation to any House of Parliament, a committee thereof that is designated by that House for the purposes of this Act or any provision of this Act;

“government contract” includes any contract
 (a) for the supply of goods or services,
 (b) for the sale, lease, purchase, use or hire of property, or
 (c) for the lending or advancing of money
 by or to the Crown;

“Member” means a Member of the House of Commons;

“ordinary course” means, in relation to a government contract or regulated activity, that the contract or activity may be entered into by a member of the public or a specified class thereof

(a) on paying an advertised or published amount, complying with standard terms and conditions or satisfying standard requirements, or
 (b) on agreeing to do anything referred to in paragraph (a);

“participate” means, in relation to a government contract or regulated activity, to participate by

(a) being a party to or having a beneficial interest in the contract or activity,

TITRE ABRÉGÉ

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur l'indépendance du Parlement*.

Titre abrégé

INTERPRÉTATION

Définitions

actions assorties d'un droit de vote
“voting ...”

2. (1) Dans la présente loi,
«actions assorties d'un droit de vote» désigne, relativement à une société, les actions émises et en circulation de son capital; actions assorties d'un droit de vote qui s'exerce habituellement aux assemblées d'actionnaires;

«activité réglementée» désigne toute activité qui exige une licence, un permis ou une autre autorisation en vertu d'une loi du Parlement du Canada et qu'une ordonnance ou une règle de l'une des Chambres ou d'un comité nommé a désigné activité réglementée aux fins de la présente loi;

«archiviste» désigne, pour chaque Chambre du Parlement, la personne nommée en vertu de l'article 13;

«comité nommé» désigne, dans le cas d'une Chambre du Parlement, un comité que nomme cette dernière aux fins de la présente loi ou de l'une de ses dispositions;

«conditions normales» désigne, relativement à un marché de l'État ou à une activité réglementée, le fait que le marché peut être conclu ou l'activité exercée par tout individu ou par une certaine catégorie d'individus qui

a) payent la somme annoncée ou publiée, ou qui observent soit des clauses ou conditions générales, soit des prescriptions préétablies, ou

b) s'engagent à faire l'une des choses visées à l'alinéa a);

35

«Couronne» désigne le gouvernement du Canada ainsi que les ministères, départements, organismes, sections ou corporations énumérés dans les annexes de la *Loi sur l'administration financière* et comprend les sociétés, commissions, conseils ou autres organismes, établis en vertu d'une loi du Parlement du Canada, qu'un décret du gouverneur en conseil a désignés, aux fins de la présente loi, faire partie de la définition de «Couronne»;

«Couronne»
“Crown”

“Member”

“ordinary course”
“conditions normales”

“participate”
“participer”

“Registrar”
“archiviste”

“regulated activity”
“activité réglementée”

“voting shares”
“actions assorties d'un droit de vote”

“wholly owned subsidiary”
“filiale exclusive”

Designated committees

(b) having any interest in or being an officer or a director or manager of any business, enterprise or corporation that is a party to the contract or activity or whose wholly owned subsidiary, in the case of a corporation, is a party to the contract or activity, or

(c) being a legal counsel, financial auditor or consultant of any kind retained or employed in relation to the affairs of any business, enterprise, corporation or subsidiary referred to in paragraph (b);

“Registrar” means, in relation to each House of Parliament, the person appointed pursuant to section 13 as the Registrar for that House;

“regulated activity” means any activity for which a permit, licence or other authorization is required by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada and that has been designated as a regulated activity for the purposes of this Act by an order or a rule of the Senate or House of Commons or a designated committee;

“voting shares” means, in relation to a corporation, issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation to which are attached voting rights ordinarily exercisable at meetings of shareholders;

“wholly owned subsidiary” means, in relation to a parent corporation, a corporation of which not less than ninety per cent of the voting shares are held by the parent corporation.

(2) Any decision, order, rule or regulation made under the authority of this Act by any designated committee shall for all purposes be deemed to be the decision, order, rule or regulation of the House of Parliament that made the designation and may be overruled, revoked, rescinded, amended or varied in whole or in part by resolution of that House of Parliament.

Idem

(3) For greater certainty, the *Statutory Instruments Act* does not apply to any decision, order, rule or regulation made under the authority of this Act by any designated committee.

«filiale exclusive» désigne la filiale dont la société mère détient au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions assorties d'un droit de vote;

5 «marché de l'État» comprend tout contrat conclu avec la Couronne pour:

a) la fourniture de marchandises ou de services,

b) la vente, la location, l'achat ou l'usage de biens, ou

c) le prêt d'argent, notamment sous forme d'avance;

“parlementaire» désigne un sénateur ou un député à la Chambre des communes;

“participer» signifie, relativement à un 15 «participer» “participate” marché de l'État ou à une activité réglementée,

a) y être partie ou y avoir des intérêts de bénéficiaire,

b) y avoir des intérêts ou être dirigeant, administrateur ou directeur soit d'une affaire, entreprise ou société partie au marché ou à l'activité, soit d'une société dont une filiale exclusive est partie au marché ou à l'activité, ou

c) être conseiller juridique, vérificateur financier ou expert-conseil, retenu ou employé dans le cadre des activités de toute affaire, entreprise, société ou filiale visées à l'alinéa b).

“filiale exclusive»
“wholly ...”

5 «marché de l'État»
“government ...”

“parlementaire»

“participer» “participate”

25

30

Comités nommés

(2) Les décisions, ordonnances, règles ou règlements rendus ou établis en vertu de la présente loi par un comité nommé sont réputés être une décision, ordonnance, règle ou un règlement de la Chambre du Parlement qui a 35 nommé ce comité; cette Chambre peut, par résolution, annuler ou modifier, en tout ou partie, ces décisions, ordonnances, règles ou règlements.

(3) Pour plus de précision, la *Loi sur les 40 idem textes réglementaires* ne s'applique pas à une décision, une ordonnance, une règle ou un règlement rendus ou établis en vertu de la présente loi par un comité nommé.

Joint meetings

(4) The designated committees of both Houses of Parliament may hold joint meetings for the purpose of discussing any orders or rules that either of such committees may make under this Act.

Presumption

(5) Whenever the value of any asset is mentioned or referred to in this Act, the mention or reference shall in every case, unless the context otherwise requires, be deemed to be a mention of or reference to the fair market value.

**PARTICIPATION IN GOVERNMENT
CONTRACTS AND REGULATED ACTIVITIES**

Prohibition

3. Except as otherwise provided by this Act, no Senator or Member shall, while holding office as such, participate in any government contract or regulated activity.

Exceptions

4. (1) Nothing in this Act prohibits a Senator or Member from participating in (a) a government contract entered into by the Senator or Member in the ordinary course for the sale or purchase or offer for sale or purchase by the Crown of bonds, debentures or notes of Canada, for the supply of goods or services by the Crown or for the use of Crown property;

(b) a government contract authorized by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada where

(i) except by way of tender, the Senator or Member enters into the contract in the ordinary course, and

(ii) the terms and conditions of the contract are specified in the Act or in any rules, orders or regulations made pursuant to the Act and do not make performance under the contract subject to the exercise of discretion by a Minister of the Crown or a person acting for him or with his authorization;

(c) a government contract or regulated activity with or through a corporation whose shares are publicly traded where

(i) the total number of the voting shares of the corporation held by or for the Senator or Member does not exceed five per cent of the total number of such shares, and

(4) Les comités nommés des deux Chambres peuvent tenir des réunions mixtes en vue de discuter toute ordonnance ou règle que l'un de ces comités peut rendre ou établir en vertu de la présente loi.

Réunions mixtes

5

(5) Le renvoi à la valeur de tout actif visée dans la présente loi est réputé, sauf lorsque le contexte l'exige, être un renvoi à la juste valeur marchande.

Présomption

**PARTICIPATION AUX MARCHÉS DE L'ÉTAT
ET AUX ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES**

3. Il est interdit aux parlementaires de participer aux marchés de l'État ou aux activités réglementées à moins d'une disposition contraire de la présente loi.

4. (1) Le parlementaire peut participer:

a) à un marché de l'État qu'il a conclu dans des conditions normales et ayant pour objet la vente ou l'achat ou l'offre de vente ou d'achat par la Couronne d'obligations, de débentures ou de billets du Canada, la fourniture de marchandises ou de services par la Couronne ou l'usage de biens appartenant à celle-ci;

b) à un marché de l'État autorisé par une loi du Parlement du Canada pourvu

Exceptions

(i) qu'il ait conclu, sauf par voie de soumission ledit marché dans des conditions normales, et

(ii) que les modalités du marché soient précisées dans la loi ou dans les ordonnances, règles ou règlements, rendus ou établis en vertu de la loi et qu'elles ne soumettent pas l'exécution du contrat à l'exercice du pouvoir discrétionnaire d'un ministre de la Couronne ou de toute personne agissant en son nom ou avec son consentement;

c) à un marché de l'État conclu avec une société dont les actions sont librement négociables ou, par l'entremise d'une telle société, à une activité réglementée, pourvu que

(i) le nombre total des actions assorties d'un droit de vote détenues par le parlementaire ou pour son compte ne dépasse

23003-2

- (ii) the total value of the shares of the corporation held by or for the Senator or Member does not exceed fifteen thousand dollars calculated as at the time of their acquisition, his appointment or election or the latest general election, whichever is the most recent;
- (d) a government contract entered into for the purpose of reimbursing a Senator or Member for expenses incurred by him on the public business of Canada at the request of the Governor in Council or a Minister of the Crown or on business approved by the Senate or House of Commons or a designated committee;
- (e) one or more government contracts, other than those referred to in paragraphs (a) to (d), if the aggregate of any amounts to be paid thereunder does not exceed one thousand dollars in any year; or
- (f) a regulated activity into which he enters in the ordinary course.

15
20

Trusts

(2) Nothing in this Act prohibits a Senator or Member from participating in a government contract or regulated activity as the beneficiary of a trust holding an interest in any business, enterprise or corporation that is a party to the contract or activity if the trust satisfies the rules or requirements for trusts held by or for Senators or Members set out in regulations governing such trusts hereby authorized to be made by the Governor in Council.

Certification

(3) On a request made by a Senator or Member for certification of a trust held by or for him, the House of Parliament to which he was appointed or elected or a designated committee may, if it is satisfied that the trust should be certified on the basis of pertinent information provided by the Senator or Member, certify that the trust satisfies the rules or requirements for such trusts referred to in subsection (2) and such certification is binding and conclusive for all the purposes of this Act.

Spouses and dependent children

5. Nothing in this Act prohibits the spouse or any dependent child of a Senator or Member from participating in a government

pas cinq pour cent du nombre total desdites actions de la société, et

(ii) la valeur globale des actions de la société détenues par le parlementaire ou pour son compte ne dépasse pas quinze mille dollars à la plus récente des dates suivantes: celle de l'acquisition des actions, celle de la nomination ou de l'élection du parlementaire, ou celle de la dernière élection générale;

5

10 d) à un marché de l'État ayant pour objet de rembourser un parlementaire des frais qu'il a engagés officiellement pour le compte du Canada à la demande du gouverneur en conseil ou d'un ministre de la Couronne ou pour des affaires approuvées par l'une des deux Chambres ou par un comité nommé;

e) à un ou plusieurs marchés de l'État, autres que ceux visés aux alinéas a) à d), si le total des sommes à verser ne dépasse pas mille dollars au cours d'une année; ou

f) dans des conditions normales, à une activité réglementée qu'il exerce.

15 20 25

(2) Le parlementaire peut participer à un Fiducies marché de l'État ou à une activité réglementée à titre de bénéficiaire d'une fiducie intéressée dans toute affaire, entreprise ou société partie audit marché ou à ladite activité pourvu que la fiducie satisfasse aux règles ou aux exigences régissant les fiducies dont il est bénéficiaire et posées dans les règlements que le gouverneur en conseil est habilité à établir aux termes des présentes.

30 35 Attestation

(3) Sur demande adressée par un parlementaire en vue de faire attester une fiducie détenue par lui ou en son nom, la Chambre du Parlement dont il fait partie ou un comité nommé peuvent, s'ils sont satisfaits que la fiducie peut faire l'objet d'une attestation en se fondant sur les renseignements pertinents fournis par le parlementaire, attester que la fiducie satisfait aux règles ou aux exigences régissant les fiducies visées au paragraphe (2); cette attestation a force probante aux fins de la présente loi.

40 45

5. Le conjoint et les enfants à charge d'un parlementaire peuvent participer à un marché de l'État ou à une activité réglementée

Conjoint et enfants à charge

contract or regulated activity in any manner other than for or on behalf of the Senator or Member.

Prior participation and participation by law

6. Subject to section 7, nothing in this Act prohibits a Senator or Member from participating or continuing to participate in a government contract or regulated activity in which

(a) his participation commences before his appointment as a Senator or election as a Member, or
 (b) his participation commences, after his appointment as a Senator or election as a Member, as a result of the operation of law, or as a result of his becoming a devisee, legatee, executor or administrator, but, unless he resigns as a Senator or Member, he shall cease to participate or to continue to participate in the contract or activity as soon as possible after the appointment or election referred to in paragraph (a) or the commencement of his participation referred to in paragraph (b), as the case may be, and in any case not later than six months thereafter or six months after the coming into force of this Act, whichever is the later.

Period between successive Parliaments

7. Where a person is a Member immediately before a dissolution of the House of Commons and as a result of the next following general election is a Member on the first day of the next ensuing session of the House of Commons, he shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been a Member during the period between the two Parliaments.

35

DISCLOSURE OF INTERESTS

Initial report

8. (1) A Senator or Member shall, within six months after the coming into force of this Act or taking his oath of office, whichever is the later, file with the Registrar an initial report in respect of the period between the taking of his oath of office and the thirtieth day prior to the filing of such initial report, in such manner and form and giving such particulars as are specified in any orders or rules governing the preparation and filing of such reports hereby authorized to be made by the House of Parliament to which the

tée sans toutefois agir pour le compte du parlementaire.

6. Sous réserve de l'article 7, le parlementaire peut participer ou continuer sa participation à un marché de l'État ou à une activité réglementée

a) si la prise de participation est antérieure à sa nomination au Sénat ou à son élection à la Chambre des communes, ou
 b) si la prise de participation, postérieure à sa nomination au Sénat ou à son élection à la Chambre des communes, résulte de l'effet de la loi, ou intervient à titre d'héritier, de légataire, d'exécuteur testamentaire ou d'administrateur,

Participation antérieure ou effectuée par l'effet de la loi

15

cependant il doit, sauf s'il démissionne de ses fonctions, se défaire de sa participation le plus tôt possible après la nomination ou l'élection visées à l'alinéa a) ou après la prise de participation visée à l'alinéa b), et dans tous les cas, au plus tard dans les six mois suivant la prise de participation ou six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, la date la plus récente étant retenue.

Situation du député entre deux législatures successives

7. Le député sortant réélu est réputé, aux fins de la présente loi, avoir été député durant l'intervalle compris entre les deux législatures.

35

DIVULGATION DES INTÉRÊTS

8. (1) Tout parlementaire, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de la prestation de son serment d'office, en retenant le dernier de ces événements, doit déposer au bureau de l'archiviste une déclaration initiale couvrant la période entre la prestation de son serment d'office et le treizième jour qui précède le dépôt de cette déclaration et dont les modalités de présentation de même que le contenu sont précisées dans les ordonnances ou règles régissant l'établissement et le dépôt de ces déclar- 40

Déclaration initiale

Senator was appointed or Member was elected or by a designated committee, disclosing, if known,

- (a) the nature of his participation in any government contract or regulated activity in which he is permitted to participate under section 4, 6 or 10 other than a government contract referred to in paragraph 4(1)(a), (d) or (e); 5
- (b) any grant, loan, subsidy or payment in the nature of shared costs, whether or not it results from a government contract, received from the Crown by the Senator or Member personally, by a business, enterprise or corporation in which he has any interest or of which he is an officer, a director or a manager or by a corporation whose shares are not publicly traded of which he is a shareholder; 10
- (c) the name and address of the head office or principal place of business of any business, corporation, enterprise or professional practice of which he is an officer or a director, manager, proprietor or partner or with which he is otherwise employed and the nature and duration of any ongoing leave of absence taken from any such office, practice or employment; 15
- (d) a description of any gift, reward or other benefit exceeding one hundred dollars in value that he or his spouse received privately, either in or outside Canada, from a person not related to him or his spouse and the name and address of the donor; 20
- (e) the nature, source and amount of any honorarium or payment, excluding expenses, that he received for any speaking engagement, radio or television appearance, article for publication or for attendance at a public assembly or function; 25
- (f) any travel to or from a point outside Canada undertaken by him or by his spouse, other than travel by his spouse in connection with that spouse's employment, that is paid for or sponsored, in whole or in part, by any person not related to him or his spouse, or any organization or government other than the Crown, the occasion, destination and duration of the travel and the name and address of the sponsor; 30

tions, que la Chambre du Parlement dont il fait partie ou le comité nommé, sont, par les présentes, habilités à établir; cette déclaration doit divulguer, s'ils sont connus,

- a) la nature de sa participation à tout marché de l'État ou à toute activité réglementée, auxquels il peut participer en vertu des articles 4, 6 ou 10, à l'exception des marchés visés aux alinéas 4(1)a), d) ou e); 5
- b) l'existence de tout prêt, subvention, subside ou paiement sous forme de participation aux frais, découlant ou non d'un marché de l'État, reçus de la Couronne par le parlementaire personnellement, par une affaire, entreprise ou société où il a un intérêt ou dont il est dirigeant, administrateur ou directeur ou par une corporation dont il est actionnaire et dont les actions ne sont pas librement négociables; 10
- c) la dénomination et l'adresse du siège social ou lieu principal de toute affaire, entreprise, société ou cabinet professionnel dont il est dirigeant, administrateur, directeur, propriétaire, associé ou employé à tout autre titre ou dont il est en congé, et la nature et la durée de ce congé; 15
- d) l'existence et la description de tout don, récompense ou avantage d'une valeur de plus de cent dollars que le parlementaire ou son conjoint ont reçu à titre privé, au Canada ou à l'extérieur du Canada, d'une personne n'ayant pas de lien de parenté avec eux, et les nom et adresse du donneur; 20
- e) la nature, l'origine et le montant de tous honoraires ou paiements, frais non compris, qu'il a reçus à titre de conférencier, de participant à une émission radio-phonique ou télévisée, d'auteur d'articles ou par sa présence à une assemblée publique ou autre réunion; 25
- f) l'existence de tout voyage, à destination ou en provenance d'un lieu situé à l'extérieur du Canada, que le parlementaire ou son conjoint a fait, à l'exception des voyages du conjoint pour le travail de ce conjoint, qui a été payé ou parrainé intégralement ou partiellement par une personne n'ayant aucun lien de parenté avec eux, ou par un organisme ou un gouvernement 30

- (g) his real property and that of his spouse, except principal and recreational residences;
- (h) the name and address of the head office, principal place of business or seat of any business, enterprise, corporation, Commonwealth or foreign government or other entity in which he or his spouse owns or holds any interest in shares, bonds or other assets, specified in any orders or rules governing the disclosure of such assets hereby authorized to be made by the House of Parliament to which he was appointed or elected or by a designated committee, that exceed one thousand dollars in value and a description of any such shares, bonds or other assets; 15
- (i) the name and address of any creditor of unsecured debt of the Senator or Member or his spouse, other than a creditor who is related to the Senator or Member or to his spouse, where the debt owed to that creditor exceeds five thousand dollars in the aggregate; 20
- (j) the nature of any trust that satisfies the rules or requirements for trusts referred to in subsection 4(2) of which he or his spouse is a beneficiary and the date on which the trust was established; 25
- (k) the sources of any of his income exceeding one thousand dollars, other than income derived from his salary as a Senator or Member, from the sale of his principal or recreational residence or from any sources required to be disclosed under any other paragraphs of this subsection; 30
- (l) any commission, office or employment referred to in paragraph 12(d) or (e) that is retained by him; and
- (m) such additional or other information relating to any matters required to be disclosed under paragraphs (a) to (l), to his activities, positions or financial affairs or those of his spouse, or to any participation by him in government contracts or regulated activities as is required to be disclosed by any orders or rules governing the disclosure of such additional or other information hereby authorized to be made by the House of Parliament to which he was 45 50

- autre que la Couronne, ainsi que la raison, la destination et la durée du voyage et les nom et adresse de celui qui l'a parrainé;
- g) les biens immobiliers du parlementaire et de son conjoint, à l'exclusion des résidences principales et secondaires; 5
- h) les nom et adresse du siège social, du lieu principal ou siège de toute affaire, entreprise, société de tout gouvernement d'un pays du Commonwealth ou d'un pays étranger ou de toute autre entité où le parlementaire ou son conjoint possède des actions, des obligations ou autres avoirs ou y a un intérêt quelconque d'une valeur supérieure à mille dollars, visés dans les 10 ordonnances ou règles régissant la divulgation desdits avoirs que la Chambre du Parlement dont il fait partie ou un comité nommé par elle, sont, par les présentes, habilités à établir, ainsi que la nature des 15 actions, des obligations et des autres avoirs susmentionnés;
- i) les nom et adresse de tout créancier d'une dette non garantie du parlementaire ou de son conjoint, n'ayant aucun lien de parenté avec eux, lorsque le montant total de la créance est supérieur à cinq mille dollars;
- j) la nature et la date de constitution de toute fiducie qui satisfait aux règles ou aux 20 exigences régissant les fiducies visées au paragraphe 4(2) et dont le parlementaire ou son conjoint est bénéficiaire;
- k) la source des revenus supérieurs à mille dollars, à l'exception des revenus tirés de son salaire de parlementaire, de la vente de sa résidence principale ou secondaire ou à l'exception des sources dont la divulgation est requise en vertu de tout autre alinéa du présent paragraphe; 25 30 35
- l) l'existence de toute fonction, charge ou emploi, visés aux alinéas 12d) ou e), qu'il occupe; et
- m) les renseignements supplémentaires ou autres portant sur toutes questions dont la divulgation est requise en vertu des alinéas a) à l), sur ses activités financières et celles de son conjoint ou sur sa participation aux marchés de l'État ou aux activités réglementées, dont la divulgation est 40 45 50

appointed or elected or by a designated committee.

Subsequent reports

(2) In addition to filing an initial report under subsection (1), a Senator or Member shall, on or before the thirty-first day of May of each year following the year in which his initial report was filed, file with the Registrar a subsequent report in respect of the period between the filing of his last report under this section and the thirtieth day prior to the filing of such subsequent report, in such manner and form and giving such particulars as are specified in any orders or rules governing the preparation and filing of such reports hereby authorized to be made by the House of Parliament to which the Senator was appointed or Member was elected or by a designated committee, disclosing, if known, any material changes in the information previously filed under this section and any new information falling within any of the matters referred to in paragraphs (1) (a) to (m).

Reports to be made available to public

(3) Every report filed pursuant to subsection (1) or (2) shall be made available by the Registrar to members of the public on request and copies thereof shall be supplied on request, subject to the payment of such fees as may, by order, be fixed by the Treasury Board.

Further disclosure

9. (1) Nothing in section 8 prevents a Senator or Member from giving further and more specific disclosure than that required under that section.

Resignation

(2) Nothing in section 8 requires a Senator or Member who has resigned as such to file any report on a day subsequent to the day of his resignation.

Disclosure not avoided

(3) A Senator or Member is not exempted or relieved from disclosing any activity, holding or other matter under section 8 by reason only

(a) that he had no knowledge thereof, if he ought reasonably to have had such knowledge; or

requise aux termes des ordonnances ou règles que la Chambre du Parlement dont il fait partie ou le comité nommé par elle, sont, par les présentes, habilités à établir.

(2) Outre le dépôt de la déclaration initiale visée au paragraphe (1), tout parlementaire doit, au plus tard le 31 mai de chaque année suivant celle de la déclaration initiale, déposer au bureau de l'archiviste une déclaration subséquente couvrant la période entre le dépôt de sa dernière déclaration en vertu du présent article et le treizième jour qui précède le dépôt de cette déclaration subséquente et dont les modalités de présentation de même que le contenu sont précisés dans les ordonnances ou règles régissant l'établissement et le dépôt de ces déclarations, que la Chambre du Parlement dont il fait partie ou le comité nommé, sont, par les présentes, habilités à établir; la déclaration subséquente doit faire état de toutes modifications importantes, si elles sont connues, relatives aux renseignements déjà produits en vertu du présent article et de tous les renseignements nouveaux relevant des matières visées aux alinéas (1)a à m).

5 Déclaration subséquente

(3) L'archiviste doit permettre à quiconque en exprime le désir, de prendre connaissance des déclarations produites conformément aux paragraphes (1) ou (2); des copies en seront établies sur demande, contre paiement des droits que le conseil du Trésor peut, par ordonnance, fixer.

Le public peut prendre connaissance des déclarations

9. (1) L'article 8 n'interdit pas aux parlementaires de donner des détails plus amples ou plus précis que ceux exigés en vertu de cet article.

Déclaration plus détaillée

(2) L'article 8 n'oblige pas les parlementaires qui ont démissionné à déposer une déclaration après leur démission.

Démission

40

(3) Un parlementaire qui doit divulguer, en vertu de l'article 8, une activité, un intérêt ou une autre matière doit faire cette divulgation même

a) s'il n'en avait pas connaissance, alors qu'il aurait dû en avoir connaissance; ou

Divulgation

45

(b) that he ceased the activity or disposed of the holding during the period in respect of which disclosure is required under section 8.

EXEMPTION

Exemption by direction of either House of Parliament or a designated committee

10. Where, on an application therefor, (a) the Senate or a designated committee, in the case of a Senator, or (b) the House of Commons or a designated committee, in the case of a Member, considers it just and equitable to do so, it may direct that the Senator or Member, as the case may be, be permitted to do anything prohibited under section 3 or be exempted from making any disclosure required under section 8 and, on the giving of written notice of the direction to the Senator or Member and the Registrar, the Senator or Member may act in accordance with the direction notwithstanding anything in this Act but subject to any disclosure under section 8 from which he is not exempted.

PROHIBITED OFFICES, COMMISSIONS AND EMPLOYMENTS

Prohibited offices, commissions and employments

11. (1) No Senator or Member shall hold any of the following offices, commissions or employments: (a) the office of Governor General or Lieutenant Governor of a province; (b) a judge of the Supreme Court of Canada, of the Federal Court of Canada or of a superior, district or county court in any province; (c) employment in the Public Service within the meaning of the *Public Service Staff Relations Act*; (d) any remunerated office, commission or employment to which the holder or occupant is appointed by or under the authority of the Crown, the Governor in Council, the Treasury Board or a Minister or other officer of the Crown, under any enactment or otherwise; or (e) any office, commission or employment under the jurisdiction or control of a municipal, provincial, Commonwealth or foreign government.

b) s'il avait cessé cette activité ou disposé de cet intérêt au cours de la période faisant l'objet de la divulgation de l'article 8.

EXCEPTION

Exception par voie de directive de l'une ou l'autre des chambres ou un comité nommé

5 **10.** Sur demande de l'un de ses parlementaires, a) le Sénat ou le comité nommé par ce dernier, ou b) la Chambre des communes ou le comité nommé par cette dernière, peut, si la mesure lui paraît juste et équitable, ordonner, par directive, que le parlementaire soit autorisé à passer outre aux dispositions de l'article 3 ou soit exempté de la divulgation exigée en vertu de l'article 8; après que l'archiviste et le parlementaire ont été avisés par écrit de la directive, le parlementaire peut agir conformément à la directive nonobstant la présente loi mais sous réserve de toute divulgation visée à l'article 8 dont il n'est pas exempté.

20

CHARGES, FONCTIONS ET EMPLOIS INTERDITS

Charges, fonctions et emplois interdits

11. Le mandat du parlementaire est incompatible avec:

a) la charge de gouverneur général ou celle de lieutenant-gouverneur d'une province; b) les fonctions de juge à la Cour suprême du Canada, à la Cour fédérale du Canada ou à une cour supérieure, de district ou de comté d'une province; c) un emploi dans la Fonction publique au sens que donne à cette expression la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*; d) toute charge, toute fonction ou tout emploi rétribués, dont le titulaire est nommé en vertu des pouvoirs de la Couronne, du gouverneur en conseil, du conseil du Trésor, d'un ministre ou autre fonctionnaire de la Couronne, ou toute charge, toute fonction ou tout emploi en vertu d'un texte législatif ou autrement; ou e) toute charge, toute fonction ou tout emploi qui relèvent de la compétence ou de l'autorité d'un conseil municipal, du gou-

25

30

35

40

45

Other incompatible offices

(2) No Senator or Member shall hold office as a member of the legislature of a province or hold any other elected provincial or municipal office or any position on the Council of the Yukon Territory or Northwest Territories.

Member accepting seat in provincial legislature

(3) If a Member is elected to the legislative assembly of any province or is elected or appointed a member of the legislative council of the Yukon Territory or Northwest Territories and accepts the office, his election as a Member thereupon becomes void, his seat is vacated and the Speaker of the House of Commons shall forthwith address his warrant to the Chief Electoral Officer for the issue of a new writ for the election of a Member to fill the vacancy.

Exceptions

12. Nothing in section 11 prohibits a Senator or Member from

- (a) being a member of the Canadian Forces while he is on active service as a consequence of war;
- (b) being a member of the reserve force of the Canadian Forces who is not on full-time service other than active service as a consequence of war;
- (c) being a member of the Queen's Privy Council for Canada;
- (d) holding a temporary commission, office or employment with any municipal, provincial, Commonwealth or foreign government, with the prior approval of and for the period specified by the House of Parliament to which he was appointed or elected or a designated committee or any person or authority designated by that House or committee to give such approval in the event that Parliament is not then sitting;
- (e) temporarily retaining an elected office for or with any municipal government if he resigns therefrom within six months from the time of his appointment as a Senator or election as a Member or within such longer period as is specified by the House of Parliament to which he was appointed or elected or a designated committee;

vernement d'une province, d'un pays du Commonwealth ou d'un pays étranger.

(2) Les parlementaires ne peuvent être députés à une législature provinciale, ni occuper une fonction élective au niveau provincial ou municipal, ou un poste au sein du 5 Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest.

Autres fonctions incompatibles
5

(3) Tout député qui, étant soit élu à l'assemblée législative d'une province, soit élu ou nommé membre du Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, accepte ladite charge, cesse aussitôt d'être député, son siège devient vacant et l'Orateur de la Chambre des communes doit immédiatement adresser au directeur général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député afin de combler la vacance.

Incompatibilité dans le cas d'un député qui accepte de siéger dans une assemblée législative

12. L'article 11 n'a pour effet d'interdire à 20 Exceptions un parlementaire:

- a) d'être membre des Forces canadiennes, en activité de service par suite d'une guerre;
- b) de faire partie de la force de réserve des Forces canadiennes s'il ne s'agit pas de service à plein temps autre que l'activité de service par suite d'une guerre;
- c) d'être membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada;
- d) d'occuper une fonction, une charge ou un emploi temporaires relevant d'un conseil municipal ou du gouvernement d'une province, d'un pays du Commonwealth ou d'un pays étranger avec l'autorisation préalable de la Chambre du Parlement dont il fait partie et pour la durée qu'elle précise, d'un comité nommé par elle ou de toute personne ou autorité désignée par ladite Chambre ou ledit comité pour accorder cette autorisation lorsque le Parlement ne siège pas;
- e) d'occuper temporairement une charge élective au sein ou pour le compte d'un conseil municipal s'il en démissionne dans les six mois de sa nomination ou de son élection ou dans un délai plus long que précise la Chambre du Parlement dont il fait partie ou un comité nommé;

30
35
40
45

(f) being nominated or appointed as a Queen's Counsel or member of the Order of Canada or to other titles of honour that may be conferred from time to time by the Crown; or

(g) holding any office, commission or employment that an Act of the Parliament of Canada expressly provides may be held by a Senator or Member.

f) d'être nommé conseiller de la Reine, décoré de l'Ordre du Canada, ou de recevoir d'autres titres honorifiques conférés par la Couronne; ou

5 g) d'occuper une charge, une fonction ou un emploi conformément aux dispositions expresses d'une loi du Parlement du Canada à cet égard.

REGISTRAR

Office of Registrar

13. (1) The Governor in Council shall 10 appoint an officer for each or both of the Houses of Parliament to be known as the Registrar.

(2) Subject to subsection (3), the Registrar holds office during good behaviour but is 15 removable by the Governor in Council at any time on address of any House of Parliament for which he was appointed.

(3) The Registrar ceases to hold office on attaining the age of seventy years.

(4) The Registrar shall devote himself exclusively to the duties of his office, shall not hold any other office or employment and shall be paid such salary and expenses connected with his duties as are fixed by the 25 Governor in Council.

(5) In the event of the absence or incapacity of the Registrar, the Governor in Council may appoint a person to act in place of the Registrar for the period of such absence or 30 incapacity, and while so acting that person shall have all the powers and duties of the Registrar and shall be paid such salary and expenses connected with his duties as are fixed by the Governor in Council.

35

14. (1) The Registrar for each House of Parliament shall

(a) maintain a register of reports filed with him pursuant to section 8 and directions made pursuant to section 10 and 40 provide for public access thereto in the manner and on the conditions specified in any regulations governing such public access hereby authorized to be made by the Governor in Council;

45

ARCHIVISTE

Fonctions d'archiviste

13. (1) Le gouverneur en conseil nomme pour chaque Chambre du Parlement ou pour 10 les deux Chambres du Parlement un fonctionnaire faisant office d'archiviste et désigné comme tel.

Durée du mandat et révocation

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'archiviste est nommé à titre inamovible; il peut 15 cependant être révoqué par le gouverneur en conseil sur adresse de toute Chambre du Parlement où il exerce ses fonctions.

Cessation des fonctions

(3) L'archiviste cesse d'exercer ses fonctions à l'âge de soixante-dix ans.

20

Fonctions, salaire et frais

(4) L'archiviste, dont les fonctions sont incompatibles avec toute autre charge ou emploi, reçoit, pour l'exercice desdites fonctions, le traitement et les frais fixés par le 25 gouverneur en conseil.

25

Remplaçant

(5) En cas d'absence ou d'empêchement de l'archiviste, le gouverneur en conseil peut lui désigner un remplaçant qui reste en fonction tant que dure l'absence ou l'empêchement; le remplaçant a les pouvoirs et les obligations 30 de l'archiviste, et reçoit, pour l'exercice de ses fonctions, le traitement et les frais fixés par le gouverneur en conseil.

35

Obligations de l'archiviste

14. (1) L'archiviste de chaque Chambre du Parlement doit:

a) tenir un registre des déclarations déposées à son bureau conformément à l'article 8 et des directives données conformément à l'article 10, et permettre au public d'en prendre connaissance selon les modalités 40 prévues aux règlements régissant l'accès à ce registre et à ces déclarations que le

- (b) examine every report filed with him pursuant to section 8 and, not later than thirty days after the expiration of the period for the filing thereof, certify to that House, on the basis of the information examined, whether or not each member thereof has filed such a report;
- (c) on request, advise and assist members of that House in complying with section 8;
- (d) on request, advise members of that House as to the interpretation of any applicable provisions of this Act or any applicable orders, rules or regulations made pursuant to this Act respecting conflicts of interest; and
- (e) perform such other duties and exercise such other powers, including acting as the clerk to a designated committee, as may be conferred on his office by the Speaker of that House or by resolution of that House or a designated committee.

5

15

- gouverneur en conseil est habilité à établir en vertu des présentes;
- b) examiner chaque déclaration déposée à son bureau conformément à l'article 8 et, au plus tard trente jours après l'expiration du délai prévu pour le dépôt, confirmer à ladite Chambre, en se fondant sur les renseignements examinés, si chaque parlementaire a déposé cette déclaration;
- c) sur demande des parlementaires de ladite Chambre, les conseiller et les aider à se conformer aux dispositions de l'article 8;
- d) sur demande des parlementaires de ladite Chambre, les conseiller sur l'interprétation des dispositions applicables de la présente loi et des ordonnances, décrets, règles ou règlements applicables, rendus ou établis en vertu de la présente loi, en matière de conflit d'intérêts; et
- e) remplir les autres obligations et exercer les autres pouvoirs, y compris la fonction de greffier d'un comité nommé, qui lui sont respectivement imposés ou accordés à titre d'archiviste par l'Orateur ou le président de la Chambre dont il relève ou par résolution de ladite Chambre ou d'un comité nommé.

5

15

20

25

20

25

30

Les renseignements sont confidentiels

Privileged information

(2) Information disclosed to the Registrar by a Senator or Member pursuant to a request for advice under paragraph (1)(c) or (d) is privileged and, notwithstanding any other Act or law, no person shall be required, in connection with any legal proceedings other than legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, to produce any statement or other writing containing any such information or to give evidence relating to any such information.

Idem

(3) No person shall knowingly, without the consent in writing of the Senator or Member who provided the information,

- (a) communicate or allow to be communicated to any other person, or
- (b) allow any other person to inspect or have access to

any information that is privileged under subsection (2) except for the purposes of the administration or enforcement of this Act or legal proceedings relating thereto.

(2) Les renseignements confiés à l'archiviste par un parlementaire en vertu des alinéas (1)c ou d) sont confidentiels; nonobstant toute autre loi ou règle de droit, nul ne peut être obligé, à l'occasion de procédures judiciaires autres que celles relatives à l'application de la présente loi, de produire une déclaration ou autre document écrit contenant de tels renseignements ou de témoigner à leur sujet.

(3) Nul ne doit sciemment, sans le consentement écrit du parlementaire qui les a fournis:

Idem

- a) communiquer ou permettre que soient communiqués à une autre personne, ni
- b) permettre à une autre personne d'examiner ou de consulter,

45

les renseignements auxquels le paragraphe (2) confère un caractère confidentiel, si ce n'est aux fins de l'application de la présente

loi ou de procédures judiciaires s'y rapportant.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Offence and punishment

15. (1) Every Senator or Member or other person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or any order, rule or regulation made under the authority of this Act is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars for each offence.

Continuing offence

(2) Where a Senator or Member commits an offence under subsection (1) by contravening or failing to comply with section 16 on more than one day or continues the offence for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Institution of proceedings

(3) No proceedings in respect of an offence under this Act may be instituted except by the Attorney General of Canada or a person authorized by him and, if instituted, shall not be called into question for lack of authority of the person instituting the proceedings except by the Attorney General of Canada or a person acting for him.

Evidence of authorization

(4) Evidence of the authorization referred to in subsection (3) for the institution of proceedings may be given by means of a document purporting to give such authorization and to be signed by the Attorney General of Canada.

Territorial jurisdiction

(5) Proceedings in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by any court or judge of competent jurisdiction if the accused is resident within the territorial jurisdiction of that court or judge although the subject-matter of the proceedings did not arise in that territorial jurisdiction.

Limitation

(6) Proceedings in respect of an offence under this Act may be instituted

- (a) at any time within two years after the commission of the offence; or
- (b) at any time within six months from the day on which evidence, sufficient in the opinion of the Attorney General of

INFRACTIONS ET PEINES

Infraction et peine

15. (1) Tout parlementaire ou toute autre personne, qui contrevient aux dispositions de la présente loi ou à celles de tous décrets, ordonnances, règles ou règlements établis sous l'empire de la présente loi, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus dix mille dollars par infraction.

5

10

Infractions prolongées

(2) Le parlementaire qui commet une infraction visée au paragraphe (1) en contrevenant aux dispositions de l'article 16 est réputé commettre une infraction distincte pour chaque jour où la perpétration de l'infraction se réalise ou se poursuit.

Instruction des actions

(3) Les poursuites relatives aux infractions visées par la présente loi ne peuvent être intentées que par le procureur général du Canada ou par une personne autorisée par lui; seul le procureur général du Canada ou une personne agissant en son nom peut soutenir que la personne qui a intenté les poursuites n'avait pas qualité pour ce faire.

Preuve de l'autorisation

(4) La preuve de l'autorisation visée au paragraphe (3) en vue d'intenter les poursuites susmentionnées peut se faire au moyen d'un document présenté comme étant une autorisation à cette fin, signée par le procureur général du Canada.

30

Compétence territoriale

(5) Tout tribunal ou juge compétent peut entendre ou trancher une action relative à une infraction visée par la présente loi ou statuer à cet égard si l'accusé réside dans le ressort dudit juge ou tribunal, sans égard à l'endroit où se sont produits les faits donnant lieu à l'action.

Prescription

(6) Les poursuites relatives aux infractions visées par la présente loi peuvent être intentées

40

- a) dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle l'infraction a été commise; ou
- b) dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle est venue à la connais-

45

Canada to justify prosecution of the offence, came to his knowledge.

sance du procureur général du Canada une preuve qu'il estime suffisante pour justifier une poursuite à cet égard.

Certificate

(7) A certificate of the Attorney General of Canada as to the day on which the evidence referred to in paragraph (6)(b) came to his knowledge is conclusive evidence thereof.

Certificat

5

Duty to cease prohibited activity

16. Where a Senator or Member is convicted of contravening or failing to comply with any provision of section 3, 6 or 8 or 10 subsection 11(1), he shall, within thirty days after the conviction, unless he resigns as a Senator or Member within that period, cease any act or remedy any omission for which he was convicted.

15

Obligation de mettre fin à l'activité prohibée

15

Disqualification of Member

17. (1) A Member who is convicted of a contravention of section 16 or of bribery or treason or any other indictable offence for which he is sentenced to death or imprisonment for a term of five years or more, and 20 whose conviction is final and is not subject to any further appeal or review, is, in addition to any punishment imposed, disqualified as a Member and his seat is vacated.

15

Inabilité du député

20

Election of new Member

(2) The Speaker of the House of Commons, on being informed by the Attorney General of Canada of any conviction referred to in subsection (1), shall forthwith address his warrant to the Chief Electoral Officer for the issue of a new writ for the election of a 30 Member to fill the vacancy.

25

Election d'un nouveau député

30

Prohibited profits and remuneration payable to Crown

18. A Senator or Member shall account for and pay to the Receiver General, in the manner and circumstances specified in any regulations governing such accounting and 35 payment hereby authorized to be made by the Governor in Council, all profit derived by him and all salary or other remuneration received by him in contravention of this Act and such profit, salary or other remuneration 40 is recoverable as a debt due to Her Majesty in right of Canada, with costs, in any court of competent jurisdiction at the instance of the Attorney General of Canada.

35

Profits prohibés et traitements payables à la Couronne

40

18. Tout parlementaire doit rendre compte de tout profit qu'il tire et de tout traitement ou autre rémunération qu'il reçoit en contravention à la présente loi, et en verser le montant au receveur général selon les modalités prévues aux règlements que le gouverneur en conseil est, par les présentes, habilité à établir à cette fin; ces profits, 45 traitements ou autres rémunérations constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada et le procureur général du Canada peut en poursuivre le recouvrement à ce titre, avec dépens, devant tout tribunal compétent. 45

DECLARATORY JUDGMENTS

Application for
a declaratory
judgment

19. (1) Where any person has reasonable grounds for believing that a Senator or Member is committing or has committed an offence under this Act or is indebted to Her Majesty in right of Canada under section 18 and that the Attorney General of Canada has failed or refused to institute or authorize appropriate legal proceedings in respect thereof, that person may, after giving notice in writing to the Attorney General of Canada and the Speaker of the appropriate House of Parliament, apply to the Federal Court of Canada for a declaratory judgment that there exists sufficient evidence to justify the taking of legal proceedings against the Senator or Member for an offence under this Act or for the recovery of a debt under section 18.

Hearing *in
camera*

(2) On a request made in writing by a Senator or Member to whom an application under subsection (1) relates, the Federal Court of Canada may order that any proceedings pursuant to that application be held or continued *in camera*.

Certificate
barring
application

(3) The Federal Court of Canada may grant or dismiss any application under subsection (1) but shall dismiss such an application on the filing with the Court of a certificate issued by the Attorney General of Canada certifying that legal proceedings in respect of the contravention or debt referred to in subsection (1) have been instituted by him or a person authorized by him against the Senator or Member to whom the application relates.

Notification of
judgment

(4) Where, pursuant to an application relating to a Senator or a Member under subsection (1), the Federal Court of Canada renders a declaratory judgment, a copy thereof shall forthwith be forwarded by the Court to the Speaker of the appropriate House of Parliament and to the Attorney General of Canada.

Application by
Senator or
Member for a
declaratory
judgment

20. Where a Senator or Member has reasonable grounds for doubt as to the application of this Act or any orders, rules or regulations made under this Act to a specific case in which he has an interest, he may

JUGEMENTS DÉCLARATOIRES

Demande visant
à obtenir un
jugement
déclaratoire

19. (1) Toute personne ayant des motifs raisonnables de croire qu'un parlementaire commet ou a commis une infraction visée à la présente loi ou qu'il est débiteur de Sa Majesté du chef du Canada en vertu de l'article 18 et que le procureur général du Canada a négligé ou refusé d'intenter ou d'autoriser des poursuites judiciaires convenables à cet égard, peut, après avoir donné avis écrit au procureur général du Canada et à l'Orateur de la Chambre des communes ou au président du Sénat, selon le cas, demander à la Cour fédérale du Canada de rendre un jugement déclaratoire portant qu'il existe des preuves suffisantes pour intenter contre ledit parlementaire une action pour infraction à la présente loi ou en recouvrement d'une créance visée à l'article 18.

(2) A la requête écrite du parlementaire qui fait l'objet de la demande visée au paragraphe (1), la Cour fédérale du Canada peut ordonner que les procédures consécutives à ladite demande se déroulent ou se poursuivent à huis clos.

(3) La Cour fédérale du Canada peut accorder ou rejeter la demande visée au paragraphe (1); elle doit la rejeter sur production d'un certificat délivré par le procureur général du Canada, attestant que lui-même ou une personne autorisée par lui a intenté, contre le parlementaire qui fait l'objet de la demande, des poursuites judiciaires pour l'infraction ou la créance visées audit paragraphe.

35

(4) La Cour fédérale du Canada doit immédiatement adresser à l'Orateur de la Chambre des communes ou au président du Sénat, selon le cas, et au procureur général du Canada, une copie de tout jugement déclaratoire qu'elle a rendu à la suite de la demande visée au paragraphe (1).

Audience tenue
à huis clos

Certificat
faisant échec à
la demande

35 Copie du
jugement

20. Le parlementaire, qui a des motifs raisonnables de croire qu'une affaire dans laquelle il a des intérêts ne relève pas de la présente loi ni des ordonnances, décrets, règles ou des règlements rendus ou établis

Demande
présentée par
un sénateur ou
un député
visant à obtenir
un jugement
déclaratoire

5

25

40

45

apply to the Federal Court of Canada for a declaratory judgment on the question without costs, and subsection 19(2) applies in respect of any proceedings held pursuant to the application as if it were an application made in relation to the Senator or Member under subsection 19(1).

CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

R.S., c. 14 (1st Supp.)

21. (1) Paragraph 21(1)(c) of the *Canada Elections Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(c) every person convicted before a competent court of an offence under the *Independence of Parliament Act*, during the period in which any punishment imposed pursuant to the conviction remains to be paid or served;

(c.1) every person ordered by a competent court to pay any sum owed to Her Majesty in right of Canada under the *Independence of Parliament Act*, during the period in which the whole or any part of that sum remains to be paid;”

R.S., c. 14 (1st Supp.)

(2) Paragraph 21(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) every person who holds, enjoys, undertakes or executes any contract or agreement to supply services for the Crown or any officers thereof for which any public money of Canada is to be paid, during the period in which he is receiving or enjoying benefits under the contract or agreement;”

R.S., c. 14 (1st Supp.)

(3) Paragraph 21(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a member of the Queen's Privy Council for Canada who is not otherwise rendered ineligible;”

R.S., c. 14 (1st Supp.)

(4) Paragraph 21(2)(c) of the said Act is repealed.

sous son empire, peut demander à la Cour fédérale du Canada de trancher la question par jugement déclaratoire, sans dépens; le paragraphe 19(2) s'applique aux procédures consécutives à ladite demande comme s'il s'agissait de la demande visée au paragraphe 19(1). 5

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

S.R., c. 14 (1^{er} Supp.)

21. (1) L'alinéa 21(1)c) de la *Loi électorale du Canada* est abrogé et remplacé par 10 ce qui suit:

«c) toute personne déclarée coupable par un tribunal compétent d'une infraction à la *Loi sur l'indépendance du Parlement*, tant que la peine ou l'amende consécutives à la condamnation n'ont pas été respectivement purgée ou acquittée; 15

c.1) toute personne à qui un tribunal compétent a ordonné de payer une somme due à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la *Loi sur l'indépendance du Parlement*, tant que la totalité ou une partie de ladite somme demeure impayée;»

(2) L'alinéa 21(1)e) de ladite loi est 25 S.R., c. 14 (1^{er} Supp.) abrogé et remplacé par ce qui suit:

«e) toute personne qui détient, assume, réalise ou exécute un contrat, ayant pour objet la fourniture de services à la Couronne à tout fonctionnaire de cel- 30 le-ci, lorsqu'il s'agit d'un contrat pour lequel des deniers publics du Canada doivent être versés, tant qu'elle reçoit des avantages ou profite d'avantages aux termes de ce contrat;» 35

S.R., c. 14 (1^{er} Supp.)

(3) L'alinéa 21(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui n'est pas autrement inéligible;» 40

S.R., c. 14 (1^{er} Supp.)

(4) L'alinéa 21(2)c) de ladite loi est abrogé.

EXPLANATORY NOTES

Clause 21: (1) and (2) The repeal of paragraph 21(1)(c) of the *Canada Elections Act* is consequential on the proposed new paragraph 21(1)(e). The repeal of paragraph 21(1)(e) would allow the persons mentioned therein to be candidates at an election. If elected, such persons would be disqualified from office under clause 12.

The proposed new paragraphs 21(1)(c) and (c.1) would render ineligible as a candidate at an election every person convicted of an offence or ordered to pay a debt under the *Independence of Parliament Act* until such time as the punishment or debt is fully served or paid.

The relevant portions of subsection 21(1) at present read as follows:

“21. (1) The persons mentioned in this subsection are not, for the time specified as to each such person, eligible as candidates at an election, namely:

(c) every person who, directly or indirectly, alone or with any other person, by himself or by the interposition of any trustee or third party, holds, enjoys, undertakes or executes any contract or agreement, express or implied, other than a contract providing for an annuity under the *Government Annuities Act*, with or for the Government of Canada on behalf of the Crown, or with or for any of the officers of the Government of Canada, for which any public money of Canada is to be paid, during the time he is so holding, enjoying, undertaking or executing the contract or agreement;

(e) every person holding the office of sheriff, clerk of the peace or county or judicial district Crown Attorney, during the time he is holding such office;”

(3) This amendment is consequential on clause 13 and the repeal proposed by clause 23.

Paragraph 21(2)(a) at present reads as follows:

“(2) Paragraphs (1)(c) and (f) do not render ineligible

(a) a member of the Queen’s Privy Council for Canada holding an office or position referred to in section 15 of the Senate and House of Commons Act;”

(4) This amendment is in part consequential on sub-clause (1) and is in part related to the provisions of the *Independence of Parliament Act* that would restrict

NOTES EXPLICATIVES

Article 21 du bill: (1) et (2) L’abrogation de l’alinéa 21(1)c) de la *Loi électorale du Canada* découle du nouvel alinéa 21(1)e). L’abrogation de l’alinéa 21(1)e) permet aux personnes qui y sont mentionnées d’être candidats à une élection. Si elles étaient élues, elles seraient inhabiles à exercer leurs fonctions en vertu de l’article 11 du bill.

Les nouveaux alinéas 21(1)c) et c.1) rendent inéligibles comme candidat à une élection quiconque est reconnu coupable d’une infraction ou doit acquitter une dette, visées à la *Loi sur l’indépendance du Parlement* tant qu’il n’a pas intégralement purgé sa peine ou payé sa dette.

Voici les passages pertinents du paragraphe 21(1):

•21. (1) Les individus mentionnés dans le présent paragraphe ne peuvent se porter candidats à une élection durant la période spécifiée pour chacun d’eux, savoir:

...
c) toute personne qui, directement ou indirectement, seule ou avec une autre, par elle-même ou par l’entremise d’un administrateur ou d’un tiers, détient ou assume, réalise ou exécute un contrat, explicite ou implicite, autre qu’un contrat prévoyant une rente aux termes de la *Loi relative aux rentes sur l’État*, avec ou pour le gouvernement du Canada au nom de la Couronne, ou avec ou pour l’un des fonctionnaires de ce gouvernement, contrat pour lequel des deniers publics du Canada doivent être versés, tant qu’elle détient ou assume, réalise ou exécute ce contrat;

...
e) toute personne qui occupe la charge de shérif, de greffier de la paix ou de procureur de la Couronne dans un comté ou, un district judiciaire, tant qu’elle occupe cette charge;»

(3) Cette modification découle de l’article 13 du bill et de l’abrogation introduite par l’article 23 du bill.

L’alinéa 21(2)a) est ainsi libellé:

“(2) Les alinéas (1)c) et f) ne rendent pas inéligibles:

a) un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge ou un poste mentionné à l’article 15 de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*;”

(4) Cette modification découle en partie du paragraphe (1) du bill et est partiellement liée aux dispositions de la *Loi sur l’indépendance du Parlement* qui restreint

R.S., c. 14 (1st Supp.)

Statement of interests

(5) Section 23 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

“(15) A candidate shall, within five days after being nominated or not later than thirty days before the election, whichever is the earlier, file a statement with the returning officer disclosing, if known,

(a) particulars of any of his personal contracts, offices, commissions, employments or other activities that would be prohibited under the *Independence of Parliament Act* if he were a member; and

(b) the name and address of the head office or principal place of business of any corporation of which he is an officer or a director or manager or in which he holds more than five per cent of the total number of the voting shares, if the shares are publicly traded.

5

20

“Voting shares” defined

(16) For the purposes of paragraph (15)(b), “voting shares” means issued and outstanding shares of the capital stock of a corporation to which are attached voting rights ordinarily exercisable at meetings of shareholders.”

25

R.S., c. C-28

22. Section 88 of the *Dominion Controverted Elections Act* is repealed and the following substituted therefor:

Acceptance of office, etc.

“**88.** An election petition may be presented, and the trial of an election petition under this Act shall be proceeded with, notwithstanding the acceptance by the respondent of an office of profit under the Crown, or the resignation of his seat, but the respondent may, notwithstanding anything in this or any other Act, accept office at any time after the election, subject to the *House of Commons Act* and the *Independence of Parliament Act*.”

30

40

R.S., c. H-9

23. Sections 3 to 5 of the *House of Commons Act* are repealed.

S.R., c. 14 (1^{er} Supp.)

Déclaration relative aux intérêts

(5) L’article 23 de ladite loi est modifié par l’adjonction des paragraphes suivants:

«(15) Un candidat doit, dans un délai de cinq jours à partir de la présentation de sa candidature ou trente jours au moins avant l’élection, selon celui de ces délais qui se termine le premier, déposer auprès du président d’élection une déclaration indiquant, s’ils sont connus,

a) les détails relatifs aux contrats qu’il a conclus, aux charges, fonctions, emplois ou aux autres activités qui seraient prohibées en vertu de la *Loi sur l’indépendance du Parlement* s’il était élu; et

b) la dénomination et l’adresse du siège social ou du lieu principal de toute corporation dont il est dirigeant, administrateur ou directeur, ou dont il détient plus de cinq pour cent du nombre total des actions assorties d’un droit de vote, si ces dernières sont librement négociables.

(16) Pour l’application de l’alinéa (15)b), «actions assorties d’un droit de vote» désigne les actions émises et en circulation du capital-actions d’une corporation, assorties d’un droit de vote qui s’exerce habituellement aux assemblées d’actionnaires.»

Définition d’«actions assorties d’un droit de vote»

30

S.R., c. C-28

22. L’article 88 de la *Loi sur les élections fédérales contestées* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«**88.** Une pétition d’élection peut être présentée et l’instruction d’une pétition d’élection visée par la présente loi peut se continuer, nonobstant l’acceptation par le défendeur d’une charge rémunératrice sous la Couronne, ou sa démission comme député; mais le défendeur peut, nonobstant toute disposition contenue dans la présente loi ou dans toute autre loi, accepter une charge en tout temps après l’élection, sauf les dispositions de la *Loi sur la Chambre des communes* et la *Loi sur l’indépendance du Parlement*.»

Acceptation d’une charge, etc.

23. Les articles 3 à 5 de la *Loi sur la Chambre des communes* sont abrogés.

S.R., c. H-9

participation by parliamentarians in government contracts directly or through corporations of which they hold shares (clause 4).

Paragraph 21(2)(c) reads as follows:

“(c) a shareholder in any incorporated company having a contract or agreement with the Government of Canada, except any company that undertakes a contract for the building of any public work;”

(5) New. This amendment would require a candidate at an election to file a statement of his interests that would be prohibited under the *Independence of Parliament Act* if he were elected.

gnent la participation des parlementaires aux marchés de l’État, qu’elle exerce directement ou par l’entremise de sociétés dont ils sont actionnaires. (article 4 du bill).

L’alinéa 21(2)c est ainsi libellé:

«c) un actionnaire d’une société constituée en corporation qui a conclu un contrat avec le gouvernement du Canada, sauf une société qui exécute un contrat visant la construction d’un ouvrage public;»

(5) Nouveau. Cette modification exige que le candidat à une élection produise une déclaration faisant état de ses intérêts qui, s’il était élu, seraient contraires aux dispositions de la *Loi sur l’indépendance du Parlement*.

Clause 22: This amendment is consequential on clauses 11 and 15.

Article 22 du bill: Cette modification découle des articles 11 et 15 du bill.

Clause 23: This amendment is consequential on clauses 11 and 15.

Article 23 du bill: Cette modification découle des articles 11 et 15 du bill.

R.S., c. P-14

24. Section 27 of the *Post Office Act* is repealed and the following substituted therefor:

Contracts with Postmaster General

“**27.** Subject to this Act and the *Independence of Parliament Act*, but notwithstanding any other Act of the Parliament of Canada, any postmaster or any other agent or servant of Her Majesty in right of Canada may, where in the Postmaster General's opinion it is in the public interest, enter into a contract with the Postmaster General.”

R.S., c. S-8

25. (1) The headings preceding section 10 and sections 10 to 24 of the *Senate and House of Commons Act* are repealed.

(2) The heading preceding section 25 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“WITNESSES AND SALARIES AND ALLOWANCES

Examination of Witnesses

R.S., c. S-9; c. 27 (2nd Supp.), s. 3(2)

26. Subsection 739(1) of the *Canada Shipping Act* is repealed and the following substituted therefor:

Administrator to be independent of Crown

“**739.** (1) The Administrator shall not, during his term of office, accept or hold any other office, commission or employment or hold, enjoy, undertake or execute 25 any contract or agreement, the effect of which would, under the *Independence of Parliament Act*, or any other Act of the Parliament of Canada, make him ineligible as a member of the House of 30 Commons.”

R.S., c. V-3

27. Section 15 of the *Veterans Insurance Act* is repealed and the following substituted therefor:

Insured or beneficiary may be Member of Parliament

“**15.** Notwithstanding the *Independence of Parliament Act* or any other law, no person, by reason only of his entering into a contract of insurance or receiving a benefit under this Act, contravenes the *Independence of Parliament Act* or is dis- 40 qualified as a member of the House of

24. L'article 27 de la *Loi sur les postes* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. P-14

Contrats avec le ministre des Postes

5

«**27.** Sous réserve des dispositions de la présente loi et de la *Loi sur l'indépendance du Parlement*, mais nonobstant toute autre loi du Parlement du Canada, tout maître de poste ou tout autre mandataire ou employé de Sa Majesté du chef du Canada peut, si de l'avis du ministre des Postes il est dans l'intérêt public de le faire, conclure un contrat avec le ministre des Postes.»

25. (1) Les rubriques précédant l'article 10 ainsi que les articles 10 à 24 de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* sont 15 abrogés.

S.R., c. S-8

(2) La rubrique précédant l'article 25 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«TÉMOINS, TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS

Interrogatoire des témoins

26. Le paragraphe 739(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. S-9; c. 27 (2^e Supp.), par. 3(2)

Indépendance du directeur par rapport à la Couronne

«**739.** (1) Le directeur ne doit pas, pendant son mandat, accepter ni occuper de charge, de commission ni d'emploi, ni conclure ou exécuter un contrat ou un accord, ni y être partie ou en bénéficier si cela avait pour effet, en vertu de la *Loi sur l'indépendance du Parlement* ou de toute autre loi du Parlement du Canada de le 30 rendre inéligible comme député à la Chambre des communes.»

27. L'article 15 de la *Loi sur l'assurance des anciens combattants* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. V-3

35

«**15.** Nonobstant la *Loi sur l'indépendance du Parlement* ou toute autre loi, nulle personne, du seul fait qu'elle passe un contrat d'assurance ou reçoit quelque prestation prévue dans la présente loi, ne 40 contrevient à la *Loi sur l'indépendance du Parlement*, ni n'est frappée d'incapacité

Un assuré ou bénéficiaire peut être membre du Parlement

Sections 3 to 5 of the *House of Commons Act* read as follows:

“3. If any member of the House of Commons is elected and returned to any legislative assembly, or is elected or appointed a member of any legislative council and accepts the seat, his election as a member of the House of Commons thereupon becomes void, his seat shall be vacated, and a new writ shall issue forthwith for a new election.

4. Any member of the House of Commons elected or appointed to a provincial legislature without his knowledge or consent shall continue to hold his seat in the House of Commons as if no such election or appointment to a provincial legislature had been made, if, without taking his seat in the provincial legislature, and within ten days after being notified of such election or appointment, or, if he is not within the province at the time, then within ten days after his arrival within the province, he resigns his seat in such legislature, and notifies the Speaker of the House of Commons of such resignation.

5. (1) If any person who is by this Act declared ineligible as a member of the House of Commons, or incapable of sitting or voting therein, so sits or votes, he shall forfeit the sum of two thousand dollars for every day that he sits or votes.

(2) Such sum may be recovered by any person who sues for the same, by action in any form allowed by law in the province in which the action is brought, in any court having jurisdiction.”

Clause 24: This amendment, which would replace a reference to the *Senate and House of Commons Act* by the underlined words, is consequential on clauses 3 to 7 and the repeal proposed by clause 25.

Clause 25: (1) and (2) Consequential.

The headings preceding section 10, sections 10 to 24 of the *Senate and House of Commons Act* and the heading preceding section 25 read as follows:

“INDEPENDENCE OF PARLIAMENT

Members of the House of Commons

10. Except as hereinafter specially provided,

(a) no person accepting or holding any office, commission or employment, permanent or temporary, in the service of the Government of Canada, at the nomination of the Crown or at the nomination of any of the officers of the Government of Canada, to which any salary, fee, wages, allowance, emolument, or profit of any kind is attached, and

(b) no sheriff, registrar of deeds, clerk of the peace, or county crown attorney in any of the provinces of Canada,

is eligible as a member of the House of Commons, or shall sit or vote therein.

11. Nothing in section 10 renders ineligible any person holding any office, commission or employment, permanent or temporary, in the service of the Government of Canada, at the nomination of the Crown, or at the nomination of any of the officers of the Government of Canada, as a member of the House of Commons, or disqualifies him from sitting or voting therein, if, by his commission or other instrument of appointment, it is declared or provided that he shall hold such office, commission or employment without any

Les articles 3 à 5 de la *Loi sur la Chambre des communes* sont ainsi libellés:

“3. Si un député à la Chambre des communes est élu et proclamé membre d'une assemblée législative, ou est élu ou nommé membre d'un conseil législatif, et qu'il accepte ce mandat, son élection comme membre de la Chambre des communes devient par là même nulle, son siège est déclaré vacant et un nouveau bref d'élection est immédiatement émis.

4. Un membre de la Chambre des communes, élu ou nommé à une législature provinciale hors de sa connaissance ou sans son consentement, qui, sans prendre son siège dans la législature provinciale, et dans les dix jours après avoir reçu avis de son élection ou de sa nomination, ou, s'il n'est pas alors dans la province, dans les dix jours qui suivent son retour dans la province, se démet de son mandat à cette législature et en avertit l'Orateur de la Chambre des communes, continue de siéger à la Chambre des communes, tout comme s'il n'avait jamais été élu ni nommé membre d'une législature provinciale.

5. (1) Quiconque, étant par la présente loi déclaré inéligible comme membre de la Chambre des communes ou inhabile à y siéger ou à y voter, y siège ou y vote, est passible d'une amende de deux mille dollars pour chaque jour qu'il y siège ou y vote.

(2) Cette somme peut être recouvrée devant toute cour compétente par quiconque en poursuit le recouvrement par voie d'action, selon les procédures judiciaires usitées dans la province où l'action est intentée.”

Article 24 du bill: Cette modification, qui remplace, par les mots soulignés, le renvoi à la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, découle des articles 3 à 7 du bill et de l'abrogation introduite par l'article 25 du bill.

Article 25 du bill: (1) et (2) Modification corrélative.

Les rubriques précédant l'article 10, les articles 10 à 24 de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* et la rubrique précédant l'article 25 sont ainsi libellés:

“INDÉPENDANCE DU PARLEMENT

Députés de la Chambre des communes

10. Sauf les dispositions spéciales qui suivent,

a) nulle personne qui, y ayant été nommée par la Couronne ou un fonctionnaire du gouvernement du Canada, accepte ou occupe une charge, une commission ou un emploi, d'une nature permanente ou temporaire, au service du gouvernement du Canada, comportant un traitement, des honoraires, gages, allocations, émoluments ou profits quelconques, et

b) nul shérif, registrateur des titres, greffier de la paix, ou procureur de la Couronne pour un comté de l'une des provinces du Canada,

ne peut être élu député à la Chambre des communes, ni ne peut y siéger ou y voter.

11. Rien à l'article 10 ne rend inéligible au poste de député à la Chambre des communes une personne qui, y ayant été nommée par la Couronne ou un fonctionnaire du gouvernement du Canada, occupe une charge, une commission ou un emploi d'une nature permanente ou temporaire au service du gouvernement du Canada, ni ne la rend inhabile à y siéger ou à y voter, si, par sa commission ou un autre acte de nomination, il est déclaré ou prescrit que cette

Commons or incapable of being elected to, or of sitting or voting in, the House of Commons.”

R.S., c. V-4

28. Section 50 of the *Veterans' Land Act* is repealed and the following substituted therefor:

Veteran a member of Parliament

“**50.** Notwithstanding the *Independence of Parliament Act* or any other law, no veteran by reason only of his entering into a contract or receiving a benefit under this Part, contravenes the *Independence of Parliament Act* or is disqualified as a member of the House of Commons or incapable of being elected to, or of sitting or voting in, the House of Commons.”

15

comme membre de la Chambre des communes ou inhabile à y être élue, y siéger ou y voter.»

28. L’article 50 de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. V-4

«**50.** Nonobstant la *Loi sur l'indépendance du Parlement* ou toute autre loi, nul ancien combattant, du seul fait qu'il passe un contrat ou reçoit quelque avantage prévu dans la présente Partie, ne contreint à la Loi sur l'indépendance du Parlement, ni n'est frappé d'incapacité comme membre de la Chambre des communes ou inhabile à y être élu, y siéger ou y voter.»

Anciens combattants députés

Entrée en vigueur

COMING INTO FORCE

Coming into force

29. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

29. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

salary, fees, wages, allowances, emolument or other profit of any kind, attached thereto.

12. Nothing in this Act renders ineligible or disqualifies any person as a member of the House of Commons or to sit or vote therein, by reason of his being

(a) a member of Her Majesty's forces while he is on active service as a consequence of war, or

(b) a member of the reserve force of the Canadian Forces who is not on full-time service other than active service as a consequence of war.

13. Notwithstanding anything in this Act, a member of the House of Commons shall not vacate his seat by reason only of his acceptance of an office of profit under the Crown, if that office is an office the holder of which is capable of being elected to, or sitting or voting in, the House of Commons.

14. A person is not, by this Act, rendered ineligible as a member of the House of Commons or disqualified from sitting or voting in the House of Commons by reason only of his acceptance of travelling expenses paid out of public moneys of Canada where the travel is undertaken at the request of the Governor in Council on the public business of Canada.

15. A member of the Queen's Privy Council for Canada is not, by this Act, rendered ineligible as a member of the House of Commons or disqualified from sitting or voting in the House of Commons by reason only that he

(a) holds an office for which a salary is provided in section 4 or 5 of the *Salaries Act* and receives that salary, or

(b) is a Minister of State, other than a Minister of State referred to in section 5 of the *Salaries Act*, or a Minister without Portfolio and receives a salary in respect of that position,

if he is elected while he holds that office or position or is a member of the House of Commons at the date of his nomination by the Crown for that office or position.

16. No person, directly or indirectly, alone or with any other, by himself or by the interposition of any trustee or third party, holding or enjoying, undertaking or executing any contract or agreement, expressed or implied, with or for the Government of Canada on behalf of the Crown, or with or for any of the officers of the Government of Canada, for which any public money of Canada is to be paid, is eligible as a member of the House of Commons, or shall sit or vote in the said House.

17. If any member of the House of Commons accepts any office or commission, or is concerned or interested in any contract, agreement, service or work that, by this Act, renders a person incapable of being elected to, or of sitting or voting in the House of Commons, or knowingly sells any goods, wares or merchandise to, or performs any service for the Government of Canada, or for any of the officers of the Government of Canada, for which any public money of Canada is paid or to be paid, whether such contract, agreement or sale is expressed or implied, and whether the transaction is single or continuous, the seat of such member is thereby vacated, and his election is thenceforth void.

18. (1) If any person disqualified or by this Act declared incapable of being elected to, or of sitting or voting in the House of Commons, or if any person duly elected, who has become disqualified to continue to be a member or to sit or vote, under section 17, nevertheless sits or votes, or continues to sit or vote therein, he shall thereby forfeit the sum of two hundred dollars for each and every day on which he so sits or votes.

(2) Such sum is recoverable from him by any person who sues for the same in any court of competent civil jurisdiction in Canada.

personne occupe cette charge, cette commission ou cet emploi sans traitement et sans les honoraires, gages, allocations, émoluments ou autres profits quelconques qui y sont attachés.

12. Rien dans la présente loi ne rend une personne inéligible comme membre de la Chambre des communes ou ne la prive du droit d'y siéger ou d'y voter, du fait

a) qu'elle est un membre des forces de Sa Majesté tandis qu'elle est en activité de service par suite de la guerre, ou

b) qu'elle est un membre de la force de réserve des Forces canadiennes qui n'est pas en service à plein temps, autre que l'activité de service résultant de la guerre.

13. Nonobstant les dispositions de la présente loi, un député à la Chambre des communes ne doit pas abandonner son siège pour la seule raison qu'il a accepté une charge rémunératrice relevant de la Couronne, si cette charge en est une qui permet au titulaire d'être élu, ou de siéger ou de voter à la Chambre des communes.

14. Une personne ne devient pas, en vertu de la présente loi, inéligible à un poste de député à la Chambre des communes ou ne devient pas inhabile à siéger ou à voter à la Chambre des communes du seul fait qu'elle accepte le paiement de frais de voyage sur les deniers publics du Canada, lorsqu'elle voyage à la demande du gouverneur en conseil, pour les affaires publiques du Canada.

15. Un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada ne devient pas, aux termes de la présente loi, inéligible à un poste de député à la Chambre des communes ou ne devient pas inhabile à siéger ou à voter à la Chambre des communes du seul fait

a) qu'il occupe une charge comportant un traitement qui est prévu à l'article 4 ou à l'article 5 de la *Loi sur les traitements* et qu'il touche ce traitement, ou

b) qu'il est un ministre d'État autre qu'un ministre d'État mentionné à l'article 5 de la *Loi sur les traitements*, ou un ministre sans portefeuille et qu'il touche un traitement afférent à ce poste, s'il est élu pendant qu'il occupe cette charge ou ce poste ou s'il est député à la Chambre des communes à la date de sa nomination par la Couronne à cette charge ou à ce poste.

16. Est inéligible comme député à la Chambre des communes, et ne peut ni siéger ni voter dans ladite Chambre, quiconque a ou possède, entreprend ou exécute, directement ou indirectement, seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un mandataire ou d'un tiers, un contrat ou marché explicite ou implicite, avec ou pour le gouvernement du Canada au nom de la Couronne, ou avec ou pour quelqu'un des fonctionnaires du gouvernement du Canada, en vertu duquel des deniers publics du Canada doivent être payés.

17. Si un député à la Chambre des communes accepte une charge ou commission, ou s'il est partie ou s'intéresse à quelque contrat, marché, service ou ouvrage qui, en vertu de la présente loi, rend une personne inéligible ou inhabile à siéger ou à voter à la Chambre des communes, ou s'il vend sciemment des effets, denrées ou marchandises destinés au gouvernement du Canada ou à quelqu'un de ses fonctionnaires, ou accomplit quelque service pour lui ou pour eux, et pour lesquels il est payé ou il doit être payé des deniers publics du Canada, que ce contrat, ce marché ou cette vente soit explicite ou implicite, et que l'opération soit isolée ou continue, son siège est de ce fait déclaré vacant, et son élection est dès lors nulle.

18. (1) Si une personne inéligible comme député à la Chambre des communes, ou déclarée par la présente loi inhabile à y siéger ou à y voter, ou si quelque personne dûment élue, qui est devenue inhabile à continuer de remplir son mandat, ou de siéger ou de voter, aux termes de l'article 17, y siège ou y vote ou persiste à y siéger ou

19. Sections 16, 17 and 18 extend to any transaction or act begun and concluded during a recess of Parliament.

20. (1) In every contract, agreement or commission to be made, entered into or accepted by any person with the Government of Canada, or any of the departments or officers of the Government of Canada, there shall be inserted an express condition, that no member of the House of Commons shall be admitted to any share or part of such contract, agreement or commission, or to any benefit to arise therefrom.

(2) In case any person, who has entered into or accepted, or who shall enter into or accept any such contract, agreement or commission, admits any member or members of the House of Commons, to any part or share thereof, or to receive any benefit thereby, every such person shall, for every such offence, forfeit and pay the sum of two thousand dollars, recoverable with costs in any court of competent jurisdiction by any person who sues for the same.

21. This Act does not extend to disqualify any person as a member of the House of Commons by reason of his being

(a) a shareholder in any incorporated company having a contract or agreement with the Government of Canada, except any company that undertakes a contract for the building of any public work;

(b) a person on whom the completion of any contract or agreement, expressed or implied, devolves by descent or limitation, or by marriage, or as devisee, legatee, executor or administrator, until twelve months have elapsed after the same has so devolved on him; or

(c) a contractor for the loan of money or of securities for the payment of money to the Government of Canada under the authority of Parliament, after public competition, or respecting the purchase or payment of the public stock or debentures of Canada, on terms common to all persons.

Members of the Senate

22. (1) No person, who is a member of the Senate, shall directly or indirectly, knowingly and wilfully be a party to or be concerned in any contract under which the public money of Canada is to be paid.

(2) If any person, who is a member of the Senate, knowingly and wilfully becomes a party to or concerned in any such contract, he shall forfeit the sum of two hundred dollars for each and every day during which he continues to be such party or so concerned.

(3) Such sum is recoverable from him by any person who sues for the same, in any court of competent jurisdiction in Canada.

(4) This section does not render any senator liable for such penalties, by reason of his being a shareholder in any incorporated company having a contract or agreement with the Government of Canada, except any company that undertakes a contract for the building of any public work.

(5) This section does not render any senator liable for such penalties by reason of his being, or having been, a contractor for the loan of money or securities for the payment of money to the Government of Canada under the authority of Parliament, after public competition, or by reason of his being, or having been, a contractor respecting the purchase or payment of the public stock or debentures of Canada, on terms common to all persons.

Members of the Senate and the House of Commons

23. (1) No member of the Senate or of the House of Commons shall receive or agree to receive any compensation, directly or indirectly, for services rendered, or to be rendered, to any person,

à y voter, nonobstant cette inhabilité, elle est passible de ce chef d'une amende de deux cents dollars pour chaque jour où elle a ainsi siégé ou voté.

(2) Cette somme peut être recouvrée de cette personne par quiconque en poursuit le recouvrement devant toute cour de juridiction civile compétente au Canada.

19. Les articles 16, 17 et 18 s'étendent à tout marché, opération ou acte commencé et terminé durant une vacance du Parlement.

20. (1) Dans tout contrat ou marché fait ou conclu avec le gouvernement du Canada, ou avec quelqu'un des fonctionnaires ou ministères du gouvernement du Canada, et dans toute commission acceptée par qui que ce soit de leur part, il est inséré une condition formelle et explicite qu'aucun député à la Chambre des communes n'est admis à être partie à ce contrat, à ce marché ou à cette commission, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

(2) Si une personne qui a conclu ou accepté ou qui conclut ou accepte un contrat, un marché ou une commission de ce genre, admet un ou des députés à la Chambre des communes à y avoir part ou à participer aux bénéfices ou profits qui en résultent, cette personne est passible, pour chaque contravention, d'une amende de deux mille dollars, recouvrable avec dépens dans toute cour compétente, par quiconque en poursuit le recouvrement.

21. La présente loi ne va pas jusqu'à rendre inéligible au poste de député à la Chambre des communes,

a) un actionnaire d'une compagnie constituée en corporation qui a un contrat ou un marché avec le gouvernement du Canada, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics;

b) une personne à qui incombe le parachèvement d'une entreprise ou d'un marché explicite ou implicite, par voie de transmission ou pour cause d'expiration de délai, ou par mariage, ou à titre d'héritier, de légataire, d'exécutrice testamentaire ou d'administrateur, avant qu'il se soit écoulé douze mois depuis la date à laquelle cette charge lui est dévolue; ou

c) un entrepreneur de prêts d'argent, ou de titres pour le paiement d'argent, au gouvernement du Canada, d'autorité du Parlement, à la suite d'adjudication publique, ou concernant l'achat ou le paiement de fonds ou obligations publiques du Canada, à des conditions égales pour tous.

Membres du Sénat

22. (1) Nul membre du Sénat ne doit, ni directement ni indirectement, sciemment et volontairement, être partie à un contrat, ni intéressé dans un contrat, pour l'exécution duquel des deniers publics du Canada sont payables.

(2) Si un membre du Sénat devient sciemment et volontairement partie à ce contrat ou intéressé dans ce contrat, il est passible d'une amende de deux cents dollars pour chaque jour où il continue d'être ainsi partie à ce contrat ou intéressé dans ce contrat.

(3) Cette somme peut être recouvrée de lui par quiconque en poursuit le recouvrement devant une cour compétente au Canada.

(4) Le présent article ne rend pas un sénateur passible de cette amende parce qu'il est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation qui a un contrat ou un marché avec le gouvernement du Canada, à moins que cette compagnie n'entreprene l'exécution de travaux publics.

(5) Le présent article ne rend pas un sénateur passible desdites amendes, du fait que ce sénateur est ou a été un entrepreneur de prêts d'argent, ou de titres pour le paiement d'argent, au gouvernement du Canada, d'autorité du Parlement, à la suite d'adjudication

either by himself or another, in relation to any bill, proceeding, contract, claim, controversy, charge, accusation, arrest or other matter before the Senate or the House of Commons, or before a committee of either House, or in order to influence or to attempt to influence any member of either House.

(2) Every member of the Senate offending against this section is liable to a fine of not less than one thousand dollars and not more than four thousand dollars; and every member of the House of Commons offending against this section is liable to a fine of not less than five hundred dollars and not more than two thousand dollars, and shall for five years after conviction of such offence, be disqualified from being a member of the House of Commons, and from holding any office in the public service of Canada.

(3) Any person who gives, offers, or promises to any such member any compensation for such services as aforesaid, rendered or to be rendered, is guilty of an indictable offence, and liable to one year's imprisonment and to a fine of not less than five hundred dollars and not more than two thousand dollars.

Limitation of Actions

24. No person is liable to any forfeiture or penalty imposed by this Act, unless proceedings are taken for the recovery thereof within twelve months after such forfeiture or penalty has been incurred.

Examination of Witnesses"

Clauses 26 to 28: These amendments, which would replace references to the *Senate and House of Commons Act* by the underlined words, are consequential on the provisions of the *Independence of Parliament Act* and the repeal proposed by clause 25.

publique, ou du fait que ce sénateur est ou a été un entrepreneur concernant l'achat ou le paiement de fonds ou obligations publiques du Canada, à des conditions égales pour tous.

Membres du Sénat et de la Chambre des communes

23. (1) Il est interdit à un membre du Sénat ou à un député à la Chambre des communes de recevoir, ou convenir de recevoir, directement ou indirectement, une rémunération pour services rendus ou à rendre à quelqu'un, soit par lui-même, soit par un tiers, relativement à quelque projet de loi, délibération, contrat, réclamation, dispute, accusation, arrestation ou autre affaire, devant le Sénat ou devant la Chambre des communes ou devant un comité de l'une ou de l'autre Chambre, ou pour influencer ou tenter d'influencer quelque membre de l'une ou de l'autre Chambre.

(2) Tout membre du Sénat qui contrevient au présent article est passible d'une amende d'au moins mille dollars et d'au plus quatre mille dollars; et tout député à la Chambre des communes qui contrevient au présent article est passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars, et durant cinq années après avoir été déclaré coupable de pareille contravention, il est inhabile à être député à la Chambre des communes et à occuper une charge dans la fonction publique du Canada.

(3) Quiconque donne, offre ou promet à un semblable membre du Sénat ou député à la Chambre des communes quelque rémunération pour pareils services rendus ou à rendre, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement d'un an et d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

Prescription des actions

24. Nul n'est possible d'une amende ou peine imposée par la présente loi, à moins que des procédures n'aient été intentées pour la recouvrer dans les douze mois après que cette amende ou peine a été encourue.

Interrogatoire des témoins»

Articles 26 à 28 du bill: Ces modifications, qui remplacent, par les mots soulignés, le renvoi à la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, découlent des dispositions de la *Loi sur l'indépendance du Parlement* et de l'abrogation introduite par l'article 25 du bill.

C-7

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-7

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-7

An Act to provide supplementary borrowing authority
for the fiscal year 1978-79, to provide borrowing
authority for the fiscal year 1979-80 and to amend
the Financial Administration Act

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire
pour l'année financière 1978-79, attribuant un pou-
voir d'emprunt pour l'année financière 1979-80 et
modifiant la Loi sur l'administration financière

First reading, October 17, 1978

Première lecture, le 17 octobre 1978



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-7

An Act to provide supplementary borrowing authority for the fiscal year 1978-79, to provide borrowing authority for the fiscal year 1979-80 and to amend the Financial Administration Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Borrowing Authority Act, 1978-79-80*.

Supplementary power to borrow \$7,000,000,000 for public works and general purposes

2. The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by Parliament, by any Act heretofore passed, at any time before April 1, 1979, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale or pledge of securities of Canada, in such form, for such separate sums, at such rates of interest and on such other terms and conditions as the Governor in Council may approve, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, the sum of seven billion dollars, as may be required for public works and general purposes.

Power to borrow \$10,000,000,-000 for public works and general purposes

3. The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by Parliament, by any Act heretofore passed, at any time after March 31, 1979 and before April 1, 1980, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale or pledge of securities of Canada, in such form,

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-7

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire pour l'année financière 1978-79, attribuant un pouvoir d'emprunt pour l'année financière 1979-80 et modifiant la Loi sur l'administration financière

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi de 1978-79-80 sur le pouvoir d'emprunt*.

2. Le ministre des Finances, peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, en sus du solde non encore emprunté et encore négociable des emprunts autorisés par le Parlement, en vertu de toute loi déjà adoptée, en tout temps avant le 1^{er} avril 1979, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, par émission et vente ou nantissement de valeurs du Canada, sous la forme, pour les montants distincts, aux taux d'intérêt et autres conditions que le gouverneur en conseil peut approuver, la ou les sommes requises, jusqu'à concurrence de sept milliards de dollars au total, pour des travaux publics et à des fins générales.

Titre abrégé
5

Pouvoir supplémentaire d'emprunt de \$7,000,000,000 pour des travaux publics et à des fins générales

3. Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, en sus du solde non encore emprunté et encore négociable, des emprunts autorisés par le Parlement, en vertu de toute loi déjà adoptée, en tout temps après le 31 mars 1979 et avant le 1^{er} avril 1980, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, par émission et vente ou nantissement

Pouvoir d'emprunt de \$10,000,000,-000 pour des travaux publics et à des fins générales

30

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide supplementary borrowing authority for the fiscal year 1978-79, to provide borrowing authority for the fiscal year 1979-80 and to amend the Financial Administration Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire pour l'année financière 1978-79, attribuant un pouvoir d'emprunt pour l'année financière 1979-80 et modifiant la Loi sur l'administration financière».

for such separate sums, at such rates of interest and on such other terms and conditions as the Governor in Council may approve, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, the sum of ten billion dollars, as may be required for public works and general purposes.

Currency

4. For greater certainty, any amount borrowed under this Act or any other authority granted by Parliament before the coming into force of this Act may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in which it was borrowed.

R.S., c. F-10

5. The *Financial Administration Act* is amended by adding thereto, immediately after section 37 thereof, the following section:

Amounts to be charged against borrowing authority

“**37.1** Where an authority is at any time conferred by Parliament to borrow an amount of money on behalf of Her Majesty, at any time thereafter, only the amount by which money borrowed on behalf of Her Majesty that is not then repaid exceeds the aggregate of

(a) money borrowed on behalf of Her Majesty that was not repaid on the day the authority became effective or, where no effective date is specified, the day on which the authority was conferred, and

(b) money borrowed on behalf of Her Majesty after whichever day referred to in paragraph (a) is applicable and charged against any amount authorized to be borrowed by any other authority,

constitutes a charge against the amount of money so authorized to be borrowed.”

Coming into force

6. (1) This Act shall come into force or be deemed to have come into force on November 1, 1978.

Idem

(2) On the coming into force of this Act as provided in subsection (1), section 37.1 of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 5 of this Act, shall be deemed to have come into force on March 22, 1978 and to apply to all authorities conferred by Par-

de valeurs du Canada, sous la forme, pour les montants distincts, aux taux d'intérêt et autres conditions que le gouverneur en conseil peut approuver, la ou les sommes requises jusqu'à concurrence de dix milliards de dollars au total, pour des travaux publics et à des fins générales.

Monnaie

4. Pour plus de certitude, les sommes d'argent empruntées en vertu de la présente loi ou de tout autre pouvoir accordé par le Parlement avant l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent l'être en monnaies étrangères et peuvent être remboursées dans la monnaie de l'emprunt.

10

5. La *Loi sur l'administration financière* est modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 37, de l'article suivant:

15 S.R., c. F-10

«**37.1** Lorsque, à n'importe quel moment, le Parlement confère un pouvoir d'emprunter de l'argent pour le compte de Sa Majesté, en tout temps par après, seul le montant par lequel l'argent emprunté au nom de Sa Majesté qui n'est pas encore remboursé à ce moment-là dépasse le total de

25

a) l'argent emprunté au nom de Sa Majesté qui n'était pas remboursé le jour où le pouvoir d'emprunt est entré en vigueur ou si un tel jour n'a pas été spécifié, celui où il a été accordé, et

30

b) l'argent emprunté au nom de Sa Majesté après celui des jours mentionnés à l'alinéa a) qui s'applique et imputé à tout montant dont l'emprunt est autorisé par tout autre pouvoir d'emprunt,

35

constitue un montant qui peut être imputé à la somme d'argent dont l'emprunt est ainsi autorisé.»

Entrée en vigueur

6. (1) La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1978.

40

(2) Le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, tel que prévu au paragraphe (1), l'article 37.1 de la *Loi sur l'administration financière*, tel qu'édicté par l'article 5 de la présente loi, est réputé être entré en vigueur le 22 mars 1978 et s'être appliqué à tous les

Idem

liament to borrow money on behalf of Her Majesty on and after that date.

pouvoirs d'emprunter de l'argent au nom de Sa Majesté que le Parlement a accordé ce jour-là ou depuis cette date.

C-7

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-7

An Act to provide supplementary borrowing authority
for the fiscal year 1978-79 and to amend the Financial
Administration Act

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-7

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire
pour l'année financière 1978-79 et modifiant la Loi
sur l'administration financière

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 16, 1978

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 16 NOVEMBRE 1978



4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-7

An Act to provide supplementary borrowing authority for the fiscal year 1978-79 and to amend the Financial Administration Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Borrowing Authority Act, 1978-79*.

Supplementary power to borrow
\$7,000,000,000
for public works
and general purposes

2. The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by Parliament, by any Act heretofore passed, at any time before April 1, 1979, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale or pledge of securities of Canada, in such form, for such separate sums, at such rates of interest and on such other terms and conditions as the Governor in Council may approve, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, the sum of seven billion dollars, as may be required for public works and general purposes.

Currency

3. For greater certainty, any amount borrowed under this Act or any other authority granted by Parliament before the coming into force of this Act may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in which it was borrowed.

R.S., c. F-10

4. The *Financial Administration Act* is amended by adding thereto, immediately

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-7

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire pour l'année financière 1978-79 et modifiant la Loi sur l'administration financière

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi de 1978-79 sur le pouvoir d'emprunt*. 5

2. Le ministre des Finances, peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, en sus du solde non encore emprunté et encore négociable des emprunts autorisés par le Parlement, en vertu de toute loi déjà adoptée, en tout temps avant le 1^{er} avril 1979, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, par émission et vente ou nantissement de valeurs du Canada, sous la forme, pour les montants distincts, aux taux d'intérêt et autres conditions que le gouverneur en conseil peut approuver, la ou les sommes requises, jusqu'à concurrence de sept milliards de dollars au total, pour des travaux publics et à des fins générales. 10 15 20

Titre abrégé

5

Pouvoir supplémentaire d'emprunt de \$7,000,000,000 pour des travaux publics et à des fins générales

3. Pour plus de certitude, les sommes d'argent empruntées en vertu de la présente loi ou de tout autre pouvoir accordé par le Parlement avant l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent l'être en monnaies étrangères et peuvent être remboursées dans la monnaie de l'emprunt. 25

Monnaie

25

4. La *Loi sur l'administration financière* est modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 37, de l'article suivant: 30

S.R., c. F-10

after section 37 thereof, the following section:

Amounts to be charged against borrowing authority

“37.1 Where an authority is at any time conferred by Parliament to borrow an amount of money on behalf of Her Majesty, at any time thereafter, only the amount by which money borrowed on behalf of Her Majesty that is not then repaid exceeds the aggregate of

(a) money borrowed on behalf of Her Majesty that was not repaid on the day the authority became effective or, where no effective date is specified, the day on which the authority was conferred, and

(b) money borrowed on behalf of Her Majesty after whichever day referred to in paragraph (a) is applicable and charged against any amount authorized to be borrowed by any other authority,

constitutes a charge against the amount of money so authorized to be borrowed.”

5

Montants à imputer au pouvoir d'emprunt

5

«**37.1 Lorsque, à n'importe quel moment, le Parlement confère un pouvoir d'emprunter de l'argent pour le compte de Sa Majesté, en tout temps par après, seul le montant par lequel l'argent emprunté au nom de Sa Majesté qui n'est pas encore remboursé à ce moment-là dépasse le total de**

a) l'argent emprunté au nom de Sa Majesté qui n'était pas remboursé le 10 jour où le pouvoir d'emprunt est entré en vigueur ou si un tel jour n'a pas été spécifié, celui où il a été accordé, et

b) l'argent emprunté au nom de Sa Majesté après celui des jours mentionnés à l'alinéa a) qui s'applique et imputé à tout montant dont l'emprunt est autorisé par tout autre pouvoir d'emprunt, constitue un montant qui peut être imputé à la somme d'argent dont l'emprunt est ainsi autorisé.»

Coming into force

5. (1) This Act shall come into force or be deemed to have come into force on November 1, 1978.

Idem

(2) On the coming into force of this Act as provided in subsection (1), section 37.1 of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 4 of this Act, shall be deemed to have come into force on March 22, 1978 and to apply to all authorities conferred by Parliament to borrow money on behalf of Her Majesty on and after that date.

5. (1) La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1978.

Entrée en vigueur

(2) Le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, tel que prévu au paragraphe (1), l'article 37.1 de la *Loi sur l'administration financière*, tel qu'édicté par l'article 4 de la présente loi, est réputé être entré en vigueur le 22 mars 1978 et s'être appliqué à tous les pouvoirs d'emprunter de l'argent au nom de Sa Majesté que le Parlement a accordé ce jour-là ou depuis cette date.

Idem

C-8

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

4

BILL C-8

An Act to provide for the resumption and continuation
of postal services

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS,
OCTOBER 17, 1978

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-8

Loi prévoyant la poursuite et le maintien des services
postaux

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES,
LE 17 OCTOBRE 1978



4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-8

An Act to provide for the resumption and continuation of postal services

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Postal Services Continuation Act*.

INTERPRETATION

Definitions

“collective agreement to which this Act applies”

2. (1) In this Act,

“collective agreement to which this Act applies” means the collective agreement between the employer and employee organization that expired on June 30, 10 1977;

“employee”

“employee” means a person employed in the Public Service in respect of whom the employee organization was certified as bargaining agent by a certificate of the 15 Public Service Staff Relations Board dated January 16, 1975;

“employee organization”

“employee organization” means the Canadian Union of Postal Workers;

“employer”

“employer” means Her Majesty in right of 20 Canada.

Words and expressions

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Public Service Staff Relations Act*.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-8

Loi prévoyant la poursuite et le maintien des services postaux

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur le maintien des services postaux*. 5

Titre abrégé

INTERPRÉTATION

2. (1) Dans la présente loi,

«association d'employés» désigne le Syndicat des postiers du Canada;

«convention collective visée par la présente loi» désigne la convention collective, conclue entre l'employeur et l'association d'employés, qui a expiré le 30 juin 1977;

«employé» désigne tout employé de la Fonction publique pour lequel l'association d'employés a reçu de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique le certificat du 16 janvier 1975 qui l'accrédite comme agent négociateur;

«employeur» désigne Sa Majesté du chef du 20 «employeur» Canada.

Définitions

«association d'employés»

«convention collective visée par la présente loi»

«employé»

15

(2) Sauf disposition contraire, les termes et expressions employés dans la présente loi ont le sens que leur donne la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*. 25

Terminologie

POSTAL OPERATIONS

OPÉRATIONS POSTALES

Notice to be given

3. (1) Forthwith on the coming into force of this Act, the employee organization and each officer or representative of the employee organization shall give notice to the employees that any declaration, authorization or direction to go on strike, declared, authorized or given to them before the coming into force of this Act has become invalid by reason of the coming into force of this Act.

Employment to be continued or resumed

(2) Forthwith on the coming into force of this Act, every employee shall continue or resume, as the case may be, the duties of his employment.

Return to work
not to be denied
and employees
not to be
disciplined

4. No person acting on behalf of the employer shall

- (a) refuse to permit or authorize, or direct or authorize another person to refuse to permit or authorize, an employee who went on strike before the coming into force of this Act to resume the duties of his employment forthwith; or
- (b) discharge or in any other manner discipline, or authorize or direct another person to discharge or in any other manner discipline, such an employee by reason of his having been on strike before the coming into force of this Act.

Term of collective agreement extended

5. The term of the collective agreement to which this Act applies is extended to include 30 the period beginning on July 1, 1977 and ending on December 31, 1979.

Appointment of mediator-arbitrator

6. (1) The Minister of Labour shall, forthwith after the coming into force of this Act, appoint a mediator-arbitrator who shall

- (a) forthwith endeavour to mediate all matters, other than the term of the collective agreement to which this Act applies as extended by section 5, that

(i) were referred to a conciliation board 40 established by the Chairman of the Public Service Staff Relations Board in respect of a dispute between the

3. (1) L'association d'employés et ses dirigeants ou représentants doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, donner avis aux employés que les déclarations, autorisations ou ordres de grève qui leur ont été communiqués avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont invalidés par son entrée en vigueur.

10

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, chaque employé doit continuer ou reprendre son travail, selon le cas.

Avis

5

Continuation ou reprise du travail

10

4. Il est interdit à quiconque agit pour l'employeur

- a) de refuser, directement ou indirectement, de permettre aux employés qui se sont mis en grève avant l'entrée en vigueur de la présente loi, de reprendre leur travail sans délai; ou
- b) de congédier ces employés, directement ou indirectement, ou de prendre de la même manière des mesures disciplinaires à 20 leur encontre, pour le seul motif qu'ils étaient en grève avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Interdiction d'empêcher la reprise du travail et de prendre des mesures disciplinaires

15

CONVENTION COLLECTIVE

5. La convention collective visée par la présente loi est maintenue en vigueur depuis 25 le 1^{er} juillet 1977 jusqu'au 31 décembre 1979.

Prolongation de la convention collective

COLLECTIVE AGREEMENT

MÉDIATEUR-ARBITRE

6. (1) Le ministre du Travail doit, immédiatement après l'entrée en vigueur de la présente loi, nommer un médiateur-arbitre 30 qui

- a) doit s'efforcer sans délai d'intervenir dans les questions, autres que celles qui touchent la durée de la convention collective visée par la présente loi, prolongée par 35 l'article 5, qui

(i) ont été soumises à un bureau de conciliation établi par le Président de la

Nomination d'un médiateur-arbitre

35

employee organization and the employer, and

(ii) remain in dispute between the employee organization and the employer on the date of his appointment,

and to bring about agreement between them; and

(b) where he is unable to bring about agreement in respect of a matter in dispute referred to in paragraph (a) between the 10 employee organization and the employer, render an arbitral award in respect thereof.

5

(2) The person appointed under subsection (1) has,

(a) for the purposes of the mediation referred to in that subsection, all the powers conferred on a conciliation board under the *Public Service Staff Relations Act*;

20

(b) for the purposes of any arbitration referred to in that subsection, all the powers of an arbitrator appointed pursuant to section 62 of the *Public Service Staff Relations Act*; and

25

(c) for the purposes of any arbitration referred to in that subsection, the power to render any provisional award.

Powers as mediator

Commission des relations de travail dans la Fonction publique à l'égard d'un différend entre l'association d'employés et l'employeur, et

(ii) sont, au moment de sa nomination, 5 toujours en litige entre l'association d'employés et l'employeur,

afin de trouver un terrain d'entente entre les parties; et

b) doit, lorsqu'il est incapable de trouver 10 un terrain d'entente entre l'association d'employés et l'employeur sur une question en litige visée à l'alinéa a), rendre une décision arbitrale.

(2) La personne nommée conformément 15 Pouvoirs du au paragraphe (1) dispose médiateur

a) aux fins de la médiation visée dans ce paragraphe, des pouvoirs que confère la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* à un bureau de 20 conciliation;

b) aux fins de l'arbitrage visé dans ce paragraphe, des pouvoirs d'un arbitre nommé conformément à l'article 62 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*; et

c) aux fins de l'arbitrage visé dans ce paragraphe, le pouvoir de rendre une décision provisoire.

Application of P.S.S.R.A.

(3) Sections 68 and 69, subsections 70(2) and (3), subsection 71(3) and sections 72 and 74 of the *Public Service Staff Relations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an arbitral award under this Act.

30

Application de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*

(3) Les articles 68, 69, les paragraphes 30 70(2), 70(3), le paragraphe 71(3), les articles 72 et 74 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* s'appliquent, compte tenu des aménagements de circonstances, à une décision arbitrale rendue 35 en vertu de la présente loi.

Report to Minister

7. The mediator-arbitrator appointed pursuant to subsection 6(1) shall report to the Minister of Labour not later than ninety days after the day on which he is appointed or within such longer period as may be agreed upon by the parties or determined by 40 the Minister of Labour

35

Rapport au Ministre

7. Le médiateur-arbitre nommé conformément au paragraphe 6(1) doit, au plus tard dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa nomination, faire rapport au ministre du 40 Travail ou dans tout délai plus long sur lequel les parties peuvent s'entendre ou que le ministre du Travail peut déterminer

(a) on those matters in dispute that have been resolved pursuant to the mediation, and the collective agreement to which this Act applies as extended and amended by 45 this Act is deemed to be amended by the incorporation therein of any amendments

a) sur les questions en litige solutionnées au cours de la médiation; la convention 45 collective visée par la présente loi, telle que prolongée et modifiée par la présente loi, est réputée modifiée par l'incorporation des modifications que les parties à la con-

agreed to by the parties to the collective agreement pursuant to the mediation; and (b) on those matters in dispute on which he has made an arbitral award.

Application of
Anti-Inflation
Act and
guidelines

8. The *Anti-Inflation Act* and the guidelines established pursuant to subsection 3(2) of that Act apply to the collective agreement to which this Act applies, as extended and amended by or pursuant to this Act, as if that agreement as so extended and amended were a collective agreement entered into between the employee organization and the employer applicable for that portion of the period specified in section 5 that ends December 31, 1978.

Parties may
vary or amend
agreement

9. Nothing in this Act shall be deemed to limit or restrict the rights of the parties to a collective agreement to agree to vary or amend any of the provisions of the collective agreement other than a provision relating to the term of the agreement and to give effect thereto.

Punishment for
contravention
of P.S.S.R.A.

10. (1) In its application to employees, officers and representatives of the employee organization and the employee organization after the coming into force of this section with respect thereto and during the term for which the collective agreement to which this Act applies is extended by this Act, section 104 of the *Public Service Staff Relations Act* shall be amended in the following respects:

- (a) there shall be substituted for the words "one hundred dollars" in subsection (1) thereof the words "one hundred dollars for each day on which such contravention takes place or is continued";
- (b) there shall be substituted for the words "three hundred dollars" in subsection (2) thereof the words "the aggregate of two thousand five hundred dollars and two hundred and fifty dollars for each day that any strike the declaration or authorization of which or the participation of any employee in which was counselled or procured by him in contravention of that section is or continues in effect"; and

vention collective ont pu adopter au cours de la médiation; et b) sur les questions en litige au sujet desquelles il a rendu une décision arbitrale.

8. La *Loi anti-inflation* et les indicateurs qu'elle fixe aux termes de son paragraphe 3(2) s'appliquent à la convention collective visée par la présente loi, telle que prolongée et modifiée conformément à la présente loi, comme si cette convention ainsi prolongée et modifiée était une convention collective conclue entre l'association d'employés et l'employeur pour la partie de la période précisée à l'article 5 et qui se termine le 31 décembre 15 1978.

5 Application de
la *Loi
anti-inflation*
et des
indicateurs

Les parties
peuvent
modifier les
conventions

9. La présente loi ne limite pas le droit des parties de modifier par consentement mutuel les clauses de leur convention collective, à l'exception des clauses qui portent sur la durée de la convention et sa mise en vigueur.

20

OFFENCES

10. (1) Après l'entrée en vigueur du présent article et pendant la période de prolongation de la convention collective visée par la présente loi, l'article 104 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*, dans son application aux employés, à l'association d'employés, à ses dirigeants et représentants est modifié comme suit:

- a) les mots «cent dollars» au paragraphe (1) dudit article sont remplacés par les mots «cent dollars pour chaque jour d'infraction ou de prolongement d'une infraction»;
- b) les mots «d'au plus trois cents dollars» au paragraphe (2) dudit article sont remplacés par les mots «ne dépassant pas le total de deux mille cinq cents dollars et de deux cent cinquante dollars pour chaque jour où la grève, dont il a recommandé ou provoqué la déclaration ou l'autorisation ou à laquelle il a recommandé ou provoqué la participation des employés, en contravention dudit article, dure ou se prolonge»; et

Peines pour
infraction à la
*Loi sur les
relations de
travail dans la
Fonction
publique*

No consent to prosecution required

(c) there shall be substituted for the words "one hundred and fifty dollars" in subsection (3) thereof the words "the aggregate of ten thousand dollars and one thousand dollars".

(2) Section 106 of the *Public Service Staff Relations Act* does not apply in respect of any prosecution of an employee, officer or representative of the employee organization or the employee organization for an offence under section 104 of that Act that is alleged to have been committed after the coming into force of this section with respect thereto and during the term for which the collective agreement to which this Act applies is extended by this Act.

Commencement

11. This Act shall come into force on the day immediately following the day on which it is assented to.

COMING INTO FORCE

c) les mots «d'au plus cent cinquante dollars» au paragraphe (3) dudit article sont remplacés par les mots «ne dépassant pas le total de dix mille dollars et de mille dollars».

5

Aucun consentement requis

(2) Dans le cas d'une infraction visée à l'article 104 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* et présumée commise après l'entrée en vigueur du présent article et pendant la période de prolongation de la convention collective visée par la présente loi, l'article 106 de ladite loi ne s'applique pas à l'égard d'une poursuite intentée contre un employé, l'association d'employés, ses dirigeants ou ses représentants.

Entrée en vigueur

ENTRÉE EN VIGUEUR

11. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa sanction.

C-9

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-9

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-9

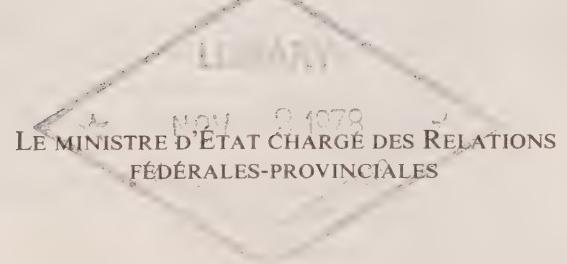
An Act respecting Public Referendums in Canada on
Questions relating to the Constitution of Canada

Loi concernant la tenue d'un référendum au Canada
sur des questions touchant à la Constitution du
Canada

First reading, October 18, 1978

Première lecture, le 18 octobre 1978

THE MINISTER OF STATE FOR FEDERAL-PROVINCIAL
RELATIONS



4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-9

An Act respecting Public Referendums in
Canada on Questions relating to the
Constitution of Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Canada
Referendum Act*.

INTERPRETATION

2. (1) In this Act,

“auditor” means a person who is a member
in good standing of an association or insti-
tute of professional accountants of a prov-
ince and who is recognized by that associa-
tion or institute as qualified to carry out
the duties of an auditor for the purposes of
this Act and includes a firm, every partner
of which is such a person;

“campaign period”, in respect of a referen-
dum, means the period commencing with
the forty-seventh day before polling day at
the referendum and ending on polling day
at that referendum;

“Constitution of Canada” includes, without
limiting the meaning of that expression,

- (a) the customs, conventions and enact-
ments that comprise the Constitution of
Canada, and
- (b) the political and judicial institutions
and processes of Canada;

“contribution” means

Short title

Definitions
“auditor”
“vérificateur”

“campaign
period”
“campagne”

“Constitution
of Canada”
“Constitution
du Canada”

“contribution”
“contribution”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-9

Loi concernant la tenue de référendum au
Canada sur des questions touchant à la
Constitution du Canada

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

1. La présente loi peut être citée sous le
titre: *Loi sur le référendum au Canada*.

Titre abrégé
5

INTERPRÉTATION

2. (1) Dans la présente loi,

«avant-campagne» désigne l’époque d’une
période de référendum qui précède la cam-
pagne d’un référendum;

«campagne» désigne, dans le cas d’un réfé-
rendum, la période qui débute le quarante-
septième jour avant le jour du scrutin du
référendum et qui se termine le jour du
scrutin de ce référendum;

«chef» désigne, dans le cas d’un parti politi-
que ou d’un comité de référendum, le diri-
geant du parti ou du comité qui occupe le
poste le plus élevé au sein du parti ou du
comité qui n’a pas de chef;

«circonscription» désigne, dans le cas d’un
référendum, toute localité ou zone territo-
riale qui aurait le droit, à une élection
générale, d’élire un député à la Chambre
des communes du Canada si cette Cham-
bre était dissoute le jour où la proclama-
tion de ce référendum était lancée confor-
mément au paragraphe 3(1);

Définitions
«avant-campa-
gne»
“pre-cam-
paign...”

“campagne”
“campagn...”

15 «chef»
“leader”

20 «circonscrip-
tion»
“electoral...”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting Public Referendums in Canada on Questions relating to the Constitution of Canada".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des Communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant la tenue d'un référendum au Canada sur des questions touchant à la Constitution du Canada».

	(a) money, and (b) the commercial value of goods and services,	5	«comité de référendum» désigne un groupe qui veut engager des dépenses de référendum supérieures à cinq mille dollars;	«comité de référendum» “referendum committee”
	provided by any person, group, political party or government, whether as a contribution, gift, loan, advance, deposit or otherwise, to any other person, group or political party to be used by that other person, group or party for the purposes of a referendum, but does not include 10	5	«Constitution du Canada» comprend, sans en restreindre le sens,	«Constitution du Canada» “Constitu- tion...”
	(c) money provided in the normal course of business, by way of loan, advance or other means of lending, under normal terms and conditions, including the rate of interest thereon, 15 for money provided in that way, and	10	a) les coutumes, conventions et textes législatifs qui composent la Constitution du Canada, et	
	(d) the actual cost to the recipient thereof of goods and services provided in the normal course of business at not less than their commercial value; 20	10	b) les institutions et processus politiques et judiciaires du Canada;	
“contributor” “cotisant”	“contributor” means a person, group, political party or government that makes a contribution;	20	«contribution» désigne	“contribution”
“electoral district” “circonscription”	“electoral district”, in relation to a referendum, means any place or territorial area 25 that would be entitled, at a general election, to return a member to serve in the House of Commons of Canada if that House were dissolved on the day that the proclamation with respect to that referendum is issued under subsection 3(1);	25	a) toute somme en argent, et	
“government” “gouvernement”	“government” includes a local or municipal government;	25	b) la valeur commerciale des marchandises et des services	
“group” “groupe”	“group” means any unincorporated trade union, trade association or other group of 35 two or more persons acting together by mutual consent for a common purpose, but does not include a political party described in paragraph 7(1)(a) or (b);	30	que fournit une personne, un groupe, un parti politique ou un gouvernement à titre de contribution, de don, de prêt, d'avance, de dépôt ou à un autre titre, à une autre personne, à un autre groupe ou parti politique qui en fera usage aux fins d'un référendum mais ne comprend pas	20
“leader” “chef”	“leader”, in relation to a political party or 40 referendum committee, means, in any case where no person holds the position of leader of the party or committee, the officer of the party or committee who holds the highest executive position in the party or committee;	40	c) toute somme en argent, sous forme de prêt, d'avance ou autre mode de prêt, fournie dans le cours ordinaire des affaires à des conditions ordinaires, y compris le taux d'intérêt sur ces sommes, et	25
“oppose” “s'opposer...”	“oppose”, in relation to a referendum question, means	40	d) le coût réel des marchandises et des services, pour la personne qui les reçoit, fournis à un coût égal au moins à leur valeur commerciale dans le cours ordinaire des affaires;	30
		40	«cotisants» désigne une personne, un groupe, un parti politique ou un gouvernement qui verse une contribution;	“cotisant” “contributor”
		40	«dépenses de référendum» signifie	35 «dépenses de référendum» “referendum expenses”
		40	a) les sommes payées,	
		40	b) les dépenses engagées,	
		40	c) la valeur commerciale des marchandises et des services donnés ou fournis, à l'exception du travail bénévole,	40
		40	d) les sommes égales à la différence entre les sommes payées et les dépenses engagées au titre des marchandises et des services autres que le travail bénévole d'une part et leur valeur commerciale d'autre part lorsqu'ils sont fournis à un prix inférieur à leur valeur commerciale,	45

	(a) in the case of a question referred to in paragraph 3(3)(a), to be in favour of voting "no" to the question, and	5	(sommes qui, dans la présente définition, sont toutes appelées le «coût») directement au cours de la campagne lors d'un référendum dans le but de favoriser une question faisant l'objet du référendum ou de s'y opposer, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, cela comprend	5
"polling day" «jour...»	"polling day", in respect of a referendum, means the day named in the writs of referendum issued pursuant to subsection 6(1) on which the poll shall be held at that referendum;	10	e) le coût de location d'une période d'émission sur un poste d'une entreprise de radiodiffusion selon la définition 10 énoncée à l'article 2 de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> ou le coût d'acquisition du droit de publier une annonce publicitaire dans une publication périodique à une telle fin,	15
"pre-campaign period" «avant...»	"pre-campaign period" means that part of the referendum period preceding the campaign period at a referendum;	15	f) le coût d'acquisition des services d'une personne, y compris la rémunération payée à cette personne ou pour son compte, à titre d'agent ou autrement, sauf si ces services sont donnés ou fournis gratuitement,	20
"referendum" «référendum»	"referendum" means a referendum held pursuant to a proclamation issued under subsection 3(1);		g) le coût de location d'espace pour des réunions, de fourniture de rafraîchissements et d'acquisition et de distribution d'articles expédiés par la poste et de matériel ou d'appareils publicitaires, et	25
"referendum committee" «comité...»	"referendum committee" means any group that intends to incur referendum expenses in excess of five thousand dollars;	20	h) le coût des marchandises ou des services assurés par un gouvernement,	
"referendum expenses" «dépenses...»	"referendum expenses" means		lorsque ces coûts sont des dépenses engagées à l'une des fins énoncées à la présente 30 définition;	
	(a) amounts paid,		«enregistré» signifie, dans le cas d'un groupe, un parti politique ou un comité de référendum, enregistré conformément à l'article 7;	35
	(b) liabilities incurred,	25	«favoriser» signifie, dans le cas d'une question faisant l'objet du référendum,	
	(c) the commercial value of goods and services donated or provided, other than volunteer labour, and		a) dans le cas d'une question visée à l'alinéa 3(3)a), être disposé à voter «oui» à la question, et	40
	(d) amounts that represent the difference between amounts paid and liabilities incurred for goods and services, other than volunteer labour, and the commercial value thereof where they are provided at less than their commercial value,	30	b) lorsqu'une question offrant plusieurs choix qui sont des alternatives est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 3(3)b), être disposé à voter seulement en faveur de l'un des choix énoncés dans la 45 question;	
	(all of which are in this definition referred to as "the cost"), directly and during the campaign period at a referendum, for the purpose of encouraging support for or opposition to a referendum question and, without limiting the generality of the foregoing, includes	40	«gouvernement» comprend un gouvernement local ou municipal;	85
	(e) the cost of acquiring the right to the use of time on the facilities of any broadcasting undertaking as defined in section 2 of the <i>Broadcasting Act</i> , or of acquiring the right to the publication of an advertisement in any periodical publication for any such purpose,	45	«gouvernement» «government»	

(f) the cost of acquiring the services of any person, including remuneration paid to him or on his behalf, as an agent or otherwise, except where such services are donated or provided free of charge,

(g) the cost of acquiring meeting space, of provision of light refreshment and of acquiring and distributing mailing objects, material or devices of a promotional nature, and

(h) the cost of goods or services provided by a government,

when such costs are incurred for a purpose set out in this definition;

“referendum period”, in respect of a referendum, means the period commencing with the day on which the motion referred to in section 4 is proposed in the House of Commons pursuant to subsection 5(1) and ending on polling day at that referendum; 15

“referendum question” means a question directed to be put to the electors by a proclamation issued under subsection 3(1);

“registered”, in relation to a group, political party or referendum committee, means 25 registered under section 7;

“return respecting referendum expenses and contributions” means the return required by subsection 20(6) to be transmitted to the Chief Electoral Officer by the chief agent of a registered political party or registered referendum committee and includes the bills, vouchers and receipts referred to in subsection 20(7);

“support”, in relation to a referendum question, means

(a) in the case of a question referred to in paragraph 3(3)(a), to be in favour of voting “yes” to the question, and

(b) where a question presenting two or more alternative options is put to electors, pursuant to paragraph 3(3)(b), to be in favour of voting for only one of the options stated in the question.

“referendum period”
“période...”

“referendum question”
“question...”

“registered”
“enregistré”

“return respecting referendum expenses and contributions”
“rapport...”

“support”
“favoriser”

«groupe» désigne un syndicat qui n'est pas constitué en corporation, ou autre groupe composé de plusieurs personnes agissant de concert dans la poursuite d'un but commun, mais ne comprend pas un parti politique visé aux alinéas 7(1)a) ou b);

5 5 «jour du scrutin» désigne, dans le cas d'un référendum, le jour fixé par les brefs de référendum émis en vertu du paragraphe 10 10 6(1) pour la tenue du scrutin lors de ce référendum;

10 15 «période de référendum» désigne, dans le cas d'un référendum, la période qui débute le jour où la motion visée à l'article 4 est présentée à la Chambre des communes conformément au paragraphe 5(1) et qui se termine le jour du scrutin lors de ce référendum;

15 20 «question faisant l'objet du référendum» désigne toute question qui doit être soumise aux électeurs en vertu d'une proclamation lancée en application du paragraphe 3(1);

20 25 «rapport des dépenses de référendum et des contributions» désigne le rapport que doit transmettre, en vertu du paragraphe 20(6), au directeur général des élections l'agent principal d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré et comprend les pièces justificatives et reçus visés au paragraphe 20(7);

30 30 «référendum» désigne tout référendum qui se tient en vertu d'une proclamation lancée en application du paragraphe 3(1);

35 35 «s'opposer à la question» signifie, dans le cas d'une question faisant l'objet du référendum,

a) dans le cas d'une question visée à l'alinéa 3(3)a), être disposé à voter «non» à la question, et

b) lorsqu'une question offrant plusieurs 40 choix qui sont des alternatives est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 3(3)b), être disposé à voter contre tous ces choix énoncés à la question;

45 45 «vérificateur» désigne un membre en règle d'une association provinciale ou d'un institut provincial de comptables professionnels qui lui reconnaît la compétence voulue pour remplir les fonctions de vérificateur

«groupes»
“group”

«jour du scrutin»
“polling...”

«période de référendum»
“referendum period”

«question faisant l'objet du référendum»
“referendum question”

«rapport des dépenses de référendum et des contributions»
“return...”

«référendum»
“referendum”

«s'opposer à la question»
“oppose”

«vérificateur»
“auditor”

Words and
expressions
have the same
meaning as in
the *Canada
Elections Act*

Where expenses
deemed to be
incurred during
campaign
period

(2) Subject to subsection (1), where a word or expression that is used in this Act is also used in the *Canada Elections Act*, that word or expression has, unless the context otherwise requires, the same meaning as in the *Canada Elections Act*.

(3) Where, during the pre-campaign period at a referendum, an amount is paid or a liability is incurred in respect of the provision of goods or services or goods or services are donated or provided at less than their commercial value, the amount that is paid, the amount of the liability that is incurred, the commercial value of the goods or services donated or the amount that represents the difference between the amount paid and liability incurred for the goods or services provided and the commercial value thereof, as the case may be, shall

(a) where the goods are used or the services performed during the campaign period but not during the pre-campaign period, be deemed to be an expense incurred during the campaign period;

(b) where the goods are used or the services performed in part in the pre-campaign period and in part in the campaign period, be deemed to be an expense incurred in part during each such period according to the extent to which the goods are used or the services performed in each such period; and

(c) where, in any case where paragraph (b) applies, it is for any reason not reasonably possible to determine the extent to which goods are used or services performed in the pre-campaign period and the campaign period, be deemed to be an expense incurred during the campaign period.

40

aux fins de la présente loi et comprend les bureaux dont tous les associés sont de tels membres.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les mots et expressions employés dans la présente loi qui se retrouvent dans la *Loi électorale du Canada* ont le sens, sauf indication contraire, que leur donne la *Loi électorale du Canada*.

(3) Lorsque au cours de l'avant-campagne d'un référendum, un montant est payé pour la fourniture de marchandises ou de services ou une dépense est engagée à cette fin ou des marchandises ou des services sont donnés ou fournis à un prix inférieur à leur valeur commerciale, le montant payé, le montant de la dépense engagée, la valeur commerciale des marchandises ou des services donnés ou la différence entre le montant payé et la dépense engagée et la valeur commerciale, selon le cas, sont réputés,

a) lorsque les marchandises sont utilisées au cours de la campagne ou que les services sont rendus à cette époque et non au cours de l'avant-campagne, une dépense engagée au cours de la campagne;

b) lorsque les marchandises sont utilisées ou que les services sont rendus en partie au cours de l'avant-campagne, en partie au cours de la campagne, une dépense engagée en partie au cours de la période à laquelle ils se rapportent et dans la mesure où les marchandises ont été utilisées ou les services rendus au cours de cette période; et

c) lorsqu'il n'est pas raisonnablement possible d'établir, dans le cas où l'alinéa b) s'applique, dans quelle mesure les marchandises ont été utilisées ou les services rendus au cours de l'avant-campagne ou au cours de la campagne, une dépense engagée au cours de la campagne.

La terminologie
a le sens que lui
donne la *Loi
électorale du
Canada*

5

Dépenses
réputées
engagées au
cours de la
campagne

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

70

75

80

85

90

95

PROCLAMATION OF REFERENDUM

Governor in
Council may
issue proclama-
tion

3. (1) Where it appears to the Governor in Council that any question relating to the Constitution of Canada or relating to or arising out of a proposed or possible change in the Constitution of Canada is of sufficient

45

PROCLAMATION

3. (1) S'il est d'avis qu'une question touchant la Constitution du Canada ou toute modification qu'on peut y apporter demande le point de vue des électeurs, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner

Proclamation
du gouverneur
en conseil

importance to warrant obtaining the opinion of electors on that question, the Governor in Council may, by proclamation, direct that the opinion of electors be obtained on that question by putting the question to the electors of Canada or of one or more provinces specified in the proclamation at a referendum called for that purpose.

One or more questions may be put to electors

(2) A proclamation issued under subsection (1) may direct that one or more questions be put to electors.

Wording of question

(3) Where a proclamation issued under subsection (1) directs that

(a) a question, other than a question described in paragraph (b), be put to electors, the question shall be so worded that each elector may express his opinion on the question by making a cross after the word "yes" on the ballot paper or a cross after the word "no" on the ballot paper; and

(b) a question presenting two or more alternative options be put to electors, the ballot paper used at the referendum shall clearly state that the options are alternatives to each other so that an elector may vote in favour of only one of the options or against all of such options.

Form of ballot paper

(4) The form of the ballot paper used at a general election shall be redesigned by the Chief Electoral Officer for the purposes of a referendum in such manner as, in his opinion, will best ensure that those purposes are achieved.

When proclamation may not be issued

(5) No proclamation may be issued under subsection (1)

(a) during any period that the House of Commons stands dissolved, or

(b) later than forty-five days after the text of the order in council authorizing the issuance of the proclamation has been approved by a resolution of both Houses of Parliament.

Motion proposing text of order in council

4. An order in council authorizing the issuance of a proclamation under subsection 3(1) shall not be made until a motion setting

qu'elle soit soumise lors d'un référendum aux électeurs du Canada ou de toute province visée par la proclamation afin d'obtenir ce point de vue.

5

Une ou plusieurs questions sont soumises aux électeurs

(2) Une proclamation lancée en vertu du paragraphe (1) peut ordonner que soient soumises aux électeurs une ou plusieurs questions.

(3) Lorsqu'une proclamation lancée en vertu du paragraphe (1) ordonne

Formulation de la question

a) qu'une question, autre qu'une question visée à l'alinéa b), soit soumise aux électeurs, la question doit être formulée de façon à permettre à chaque électeur d'exposer son point de vue sur la question en faisant une croix sur le bulletin de vote après le mot «oui» ou en faisant une croix sur le bulletin de vote après le mot «non»; et

b) qu'une question offrant plusieurs choix qui sont des alternatives soit soumise aux électeurs, le bulletin de vote utilisé lors du référendum doit préciser que les choix sont des alternatives de façon à permettre à un électeur de voter en faveur de l'un des choix ou contre tous ces choix.

(4) Le directeur général des élections doit, aux fins d'un référendum, adapter la forme du bulletin de vote utilisé lors d'une élection générale, de la manière qu'il estime la meilleure pour accomplir ces fins.

Bulletin de vote

Cas où une proclamation ne peut être lancée

(5) Il est interdit de lancer une proclamation en vertu du paragraphe (1)

a) au cours de la dissolution de la Chambre des communes, ou

b) si plus de quarante-cinq jours se sont écoulés depuis que le texte du décret en conseil autorisant le lancement d'une proclamation a été approuvé par une résolution des deux Chambres du Parlement.

35

40

4. Un décret en conseil autorisant le lancement d'une proclamation en vertu du paragraphe 3(1) ne doit pas être pris avant

Motion exposant le projet du décret

forth the text of the order in council has been approved by a resolution of both Houses of Parliament pursuant to section 5.

Opportunity for debate in the House of Commons

5. (1) A motion referred to in section 4 proposed in the House of Commons, in accordance with the procedures of the House, by a member of the Queen's Privy Council for Canada referred to in section 4 or 5 of the *Salaries Act*, praying that the text of the order in council set forth in the motion be approved, shall be debated for not more than forty hours and, on the conclusion of such debate or at the expiry of the fortieth such hour, the Speaker of the House of Commons shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposal of the motion.

Procedure on adoption of motion

(2) Where a motion referred to in subsection (1) is adopted by the House of Commons, with or without amendment, a message shall be sent from the House of Commons informing the Senate that the motion has been so adopted and requesting that the motion be concurred in by the Senate.

Opportunity for debate in the Senate

(3) After receipt by it of a request pursuant to subsection (2), the Senate shall, in accordance with the procedures thereof, take up and consider the motion that is the subject of the request and all questions in connection therewith shall be debated for not more than forty hours and, on the conclusion of such debate or at the expiry of the fortieth such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary to determine whether or not the motion in question is concurred in.

qu'une motion exposant le projet du décret n'ait été approuvé par une résolution des deux Chambres du Parlement en vertu de l'article 5.

5. (1) Une motion visée à l'article 4 exposeant le projet du décret en conseil et demandant l'approbation de ce projet, présentée devant la Chambre des communes, en conformité des règles de cette dernière, par un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada visé aux articles 4 ou 5 de la *Loi sur les traitements* sera débattue pendant au maximum quarante heures; à l'issue du débat ou à l'expiration de la quarantième heure, l'Orateur de la Chambre des communes doit immédiatement soumettre au vote toute question nécessaire pour liquider la motion.

5 Possibilité d'un débat à la Chambre des communes

(2) Lorsque la Chambre des communes a adopté une motion visée au paragraphe (1), avec ou sans modification, elle doit adresser un message au Sénat pour l'en informer et lui demander d'approuver la motion.

Procédure d'adoption de la motion

25

(3) Le Sénat doit, après qu'il a reçu une requête conformément au paragraphe (2), examiner conformément à ses règles la motion visée dans la requête et toute question y relative est débattue pendant au maximum quarante heures; à l'issue du débat ou à l'expiration de la quarantième heure, le président du Sénat doit immédiatement soumettre au vote toute question nécessaire pour liquider la motion.

Possibilité d'un débat au Sénat

ISSUE OF WRITS FOR A REFERENDUM

Chief Electoral Officer to issue writs of referendum

6. (1) Where a proclamation is issued under subsection 3(1), the Governor in Council shall cause the Chief Electoral Officer to issue writs of referendum in Form 1 as follows:

(a) where the proclamation directs that the question be put to the electors of Canada, in all electoral districts; and

6. (1) Lorsqu'une proclamation est lancée conformément au paragraphe 3(1), le gouverneur en conseil ordonne au directeur général des élections d'émettre, suivant la formule 1, des brefs de référendum

Le directeur général des élections émet des brefs de référendum

a) pour toutes les circonscriptions si la proclamation ordonne que la question soit soumise aux électeurs du Canada; et

40

(b) in any other case, in the electoral districts of the province or provinces specified in the proclamation.

(2) Writs of referendum issued pursuant to subsection (1) shall

(a) be dated on such days as the Governor in Council determines,

(b) name the day on which the poll shall be held, which day shall be determined by the Governor in Council, and

(c) be issued by the Chief Electoral Officer and directed to the persons appointed pursuant to the *Canada Elections Act* to be returning officers for the various electoral districts and shall be forwarded to them, by registered mail or otherwise, by the Chief Electoral Officer forthwith after their issue,

but in no case shall a writ of referendum be dated or issued on a day that is later than the forty-seventh day before polling day at the referendum.

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2),

(a) no writs of referendum shall be issued during a general election; and

(b) where writs of election at a general election are issued during the period commencing with the day on which writs of referendum are issued at a referendum and ending on polling day at that referendum, the writs of referendum shall be deemed to be withdrawn on the day on which the writs of election at the general election are issued.

35

(4) Where writs of referendum issued pursuant to subsection (1) are deemed to be withdrawn pursuant to paragraph (3)(b), a notice of the withdrawal of the writs shall be published in a special issue of the *Canada Gazette* by the Chief Electoral Officer.

Contents of
writs and
forwarding to
returning
officers

Effect of
general election
on writs

Notice of
withdrawal of
writs to be
published

Application for
registration

REGISTRATION OF POLITICAL PARTIES AND REFERENDUM COMMITTEES

7. (1) Any political party that

(a) is registered under the *Canada Elections Act* or that is deemed by subsection 13(15) of that Act to be a registered party

b) pour les circonscriptions de la province ou des provinces précisées dans la proclamation dans tous les autres cas.

(2) Les brefs de référendum émis en vertu du paragraphe (1)

Brefs de
référendum

a) portent une date que fixe le gouverneur en conseil,

b) indiquent le jour du scrutin que fixe le gouverneur en conseil, et

c) sont émis par le directeur général des élections et adressés aux personnes nommées, en vertu de la *Loi électorale du Canada*, pour agir comme président d'élection dans les diverses circonscriptions; le directeur général des élections les leur expédie, par poste recommandée ou autrement, dès leur émission,

mais, en aucun cas, un bref de référendum ne peut être émis après le quarante-septième jour précédent le jour du scrutin, ni porter une date postérieure audit jour.

(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2),

a) il est interdit d'émettre au cours d'une élection générale des brefs de référendum; et

b) les brefs de référendum sont réputés retirés à compter de la date où les brefs d'élection à une élection générale sont émis lorsque ces derniers sont émis au cours de la période qui débute le jour de l'émission des brefs de référendum lors d'un référendum et qui se termine le jour du scrutin de ce référendum.

25

Émission et
retrait des brefs
lors d'une
élection
générale

(4) Le directeur général des élections doit publier dans une édition spéciale de la *Gazette du Canada* un avis portant que les brefs de référendum émis en vertu du paragraphe (1) sont réputés retirés en vertu de l'alinéa (3)b).

Publication
d'un avis de
retrait

ENREGISTREMENT DES PARTIS POLITIQUES ET DES COMITÉS DE RÉFÉRENDUM

7. (1) Un parti politique

40 Demande
d'enregistrement

a) qui est enregistré en vertu de la *Loi électorale du Canada* ou réputé un parti politique enregistré aux termes du para-

for the purposes specified in that subsection, or

(b) has one or more elected members in a provincial legislative assembly on the day that a referendum period commences or, if the provincial legislative assembly stands dissolved on that day, that had one or more such elected members immediately before dissolution,

and any referendum committee may apply 10 for registration for the purposes of a referendum by filing with the Chief Electoral Officer, at any time during the referendum period, except during the last seven days thereof, an application in prescribed form in 15 accordance with this section.

Contents of application

(2) An application under subsection (1) by a political party described in paragraph (1)(a) shall be signed by the leader of the party and shall contain

(a) the name of the party and a statement that it is registered under the *Canada Elections Act* or is deemed by subsection 13(15) of that Act to be a registered party for the purposes specified in that subsection; and

(b) a statement that the party intends to take part in the referendum.

Idem

(3) An application under subsection (1) by a political party described in paragraph (1)(b) or by a referendum committee shall set out

(a) the full name of the party or committee,

(b) the name and address of the leader of the party or committee,

(c) the address of the office of the party or committee where its books and records are kept and of the office to which communications may be addressed,

(d) the name, address and title of each officer of the party or committee,

(e) the name and address of the auditor of the party or committee, and

(f) the name and address of the chief agent of the party or committee,

and the application shall be

graphe 13(15) de cette loi à l'une des fins mentionnées dans ce paragraphe, ou

b) qui a au moins un député siégeant dans une législature provinciale le jour où débute la période d'un référendum ou qui en avait au moins un lors de la dissolution de cette législature

5 et un comité de référendum peuvent faire une demande d'enregistrement aux fins d'un référendum en remettant, au cours de la 10 période de référendum sauf les derniers sept jours, au directeur général des élections une demande, suivant la formule prescrite, conformément au présent article.

(2) La demande visée au paragraphe (1) 15 Contenu de la demande que remet un parti politique visé à l'alinéa (1)a) doit être signée par le chef de ce parti 20 et contenir ce qui suit:

a) le nom du parti ainsi qu'une déclaration de son enregistrement en vertu de la 20 *Loi électorale du Canada* ou à l'effet qu'il est réputé un parti politique enregistré aux termes du paragraphe 13(15) de cette loi à l'une des fins mentionnées dans ce paragraphe; et

b) une déclaration affirmant l'intention du parti de participer au référendum.

(3) La demande visée au paragraphe (1) 15 Idem que remet un parti politique visé à l'alinéa (1)b) ou un comité de référendum doit 30 énoncer

a) le nom intégral du parti ou du comité,

b) les nom et adresse du chef du parti ou du comité,

c) l'adresse du bureau du parti ou du 35 comité où sont conservés les archives et les livres et l'adresse du bureau où les communications peuvent être adressées,

d) les nom, adresse et poste de tous les dirigeants du parti ou du comité,

e) les nom et adresse du vérificateur du parti ou du comité, et

f) les nom et adresse de l'agent principal du parti ou du comité,

et elle doit être

40 g) accompagnée d'une déclaration par écrit signée par la personne visée à l'alinéa

45

(g) accompanied by a statement in writing signed by the person named pursuant to paragraph (e) stating that he has accepted the appointment as auditor of the party or committee, and

(h) signed by the leader of the party or committee.

Examination
and disposition
of application
by Chief
Electoral
Officer

(4) On receipt of an application for registration of a political party or referendum committee pursuant to this section, the Chief 10 Electoral Officer shall forthwith examine the application and determine whether the party or committee can be registered and

(a) if the party or committee can be registered, register it and so inform the person 15 who signed the application; or

(b) if the party or committee cannot be registered, inform the person who signed the application that the party or committee cannot be registered and of the reason 20 why it cannot be registered.

Where party or
committee
cannot be
registered

(5) For the purposes of subsection (4), a political party or referendum committee cannot be registered where

(a) the application does not comply with 25 this section; or

(b) the name of the party or committee so resembles the name of a previously registered political party or referendum committee that the party or committee is likely 30 to be confused with the previously registered political party or referendum committee.

Applications to
be examined in
order of receipt

(6) Applications received by the Chief 35 Electoral Officer pursuant to this section shall be examined in the order in which they are received.

Party or
committee to
keep registra-
tion up to date

(7) Subject to subsections 20(2) to (4) and subsections 21(1) and (2), where a political party described in paragraph (1)(b) or a 40 referendum committee is registered and any of the information given by the party or committee in its application for registration has ceased or ceases to be applicable or has ceased or ceases to be complete or accurate, 45 the party or committee shall forthwith send a report in writing, signed by the leader or chief agent of the party, to the Chief Electoral Officer setting out such information as

e) affirmant qu'elle accepte sa nomination comme vérificateur du parti ou du comité, et
h) signée par le chef du parti ou du comité.

5

Étude de la
demande

(4) Au reçu d'une demande d'enregistrement d'un parti politique ou d'un comité de référendum en conformité du présent article, le directeur général des élections doit immédiatement étudier la demande et décider si le 10 parti ou le comité peut être enregistré et

a) si le parti ou le comité peut être enregistré, l'enregistrer et en informer la personne qui a signé la demande; ou

b) si le parti ou le comité ne peut être 15 enregistré, en informer la personne qui a signé la demande et lui en donner les motifs.

Cas où un parti
ou un comité ne
peut être
enregistré

(5) Aux fins du paragraphe (4), un parti politique ou un comité de référendum ne 20 peut être enregistré si

a) la demande ne se conforme pas aux exigences du présent article; ou

b) le nom du parti ou du comité ressemble tellement à celui d'un autre parti politique 25 déjà enregistré ou d'un comité de référendum déjà enregistré qu'il est possible de le confondre avec ces derniers.

Étude des
demandes dans
l'ordre où elles
sont reçues

(6) Les demandes que reçoit le directeur 30 général des élections en vertu du présent article sont étudiées dans l'ordre où elles sont reçues.

L'enregis-
tremen-
tment doit être
tenu à jour

(7) Sous réserve des paragraphes 20(2) à 40 (4) et 21(1) et (2), un parti politique visé à l'alinéa (1)b) et un comité de référendum qui 35 sont enregistrés et qui ont donné dans leur demande d'enregistrement des renseignements qui ne sont plus valables ou exacts doivent transmettre immédiatement au directeur général des élections un rapport écrit, 40 signé par le chef ou l'agent principal du parti, faisant la mise à jour de ces renseignements en date du rapport comme s'il s'agissait d'une nouvelle demande.

Validity of registration

would be necessary to bring the information contained in the application up to date if the party or committee were filing a new application as of the date of the report.

Offence

(8) The registration of a political party or referendum committee for the purposes of a referendum is valid only for that referendum.

(9) Every political party or referendum committee that knowingly gives false or misleading information in an application under 10 this section or that fails to comply with subsection (7) is guilty of an offence against this Act.

REFERENDUM EXPENSES AND CONTRIBUTIONS

Referendum expenses and contributions not to exceed five thousand dollars

8. (1) Subject to subsection (2), no person, group or political party shall

- (a) incur referendum expenses,
- (b) make contributions, or
- (c) both incur referendum expenses and make contributions,

during the campaign period at a referendum 20 that, in the aggregate, exceed five thousand dollars.

Exception where registered

(2) Where a political party described in paragraph 7(1)(a) or (b) or a referendum committee is registered under this Act, that 25 political party or referendum committee may, after it is so registered, incur referendum expenses, make contributions or both incur such expenses and make contributions during the campaign period at a referendum 30 that, in the aggregate, exceed five thousand dollars.

Contribution to a group or after referendum period ends

(3) For the purposes of subsection (1),

- (a) a contribution by a person to a registered or unregistered group or political 35 party of which he is a member is a contribution made by that person; and
- (b) where a person, group or political party makes a contribution after the campaign period has ended, the contribution 40 shall be deemed to have been made by such contributor during the campaign period.

5 (8) L'enregistrement d'un parti politique ou d'un comité de référendum aux fins d'un référendum ne vaut que pour ce référendum.

(9) Un parti politique ou un comité de référendum qui donne, sciemment, dans sa demande présentée en vertu du présent article des renseignements faux ou erronés ou qui ne se conforme pas aux exigences du paragraphe (7), est coupable d'une infraction à la présente loi.

Durée de l'enregistrement

Infraction

5

10

DÉPENSES DE RÉFÉRENDUM ET CONTRIBUTIONS

8. (1) Il est interdit, au cours de la campagne lors d'un référendum et sous réserve du paragraphe (2), à une personne, à un groupe ou à un parti politique

- a) d'engager des dépenses de référendum,
 - b) de faire des contributions, ou
 - c) à la fois d'engager de telles dépenses ou de faire des contributions
- dont le total dépasse cinq mille dollars.

Les dépenses de référendum et les contributions ne doivent pas dépasser cinq mille dollars

(2) Un parti politique visé aux alinéas 20^{Exception 7(1)a ou b)} et enregistré en vertu de la présente loi ou un comité de référendum enregistré en vertu de la présente loi, peut, après son enregistrement en vertu de cette loi, engager des dépenses de référendum, 25 faire des contributions ou à la fois engager de telles dépenses et faire des contributions dont le total dépasse, au cours de la campagne lors d'un référendum, cinq mille dollars.

(3) Aux fins du paragraphe (1),

- a) une personne fait aussi une contribution lorsqu'elle fait une contribution à un groupe enregistré ou non ou à un parti politique enregistré ou non dont elle est membre; et
- b) lorsqu'une personne, un groupe ou un parti politique fait une contribution après la campagne, la contribution est réputée faite par ce cotisant au cours de la campagne.

30 Contribution faite à un groupe ou après la période de référendum

35

40

Contributor must be beneficially entitled to money

Where chief agent to pay contribution to Receiver General

Offence

Where expenses and contributions to be paid or made out of contributions received during or after campaign period

Where contribution during pre-campaign period deemed to be made during campaign period

(4) Where a contributor makes a contribution in the form of money, the contribution shall be made by or on behalf of the contributor out of money to which the contributor is beneficially entitled.

(5) Where the chief agent of a registered political party or registered referendum committee cannot determine, for the purpose of making the return respecting referendum expenses and contributions, the class into 10 which a contributor who made a contribution of money to the party or committee falls or the name of the contributor, the chief agent shall pay to the Receiver General, by a cheque, money order or like instrument payable to the Receiver General and forwarded to the Chief Electoral Officer with such return, an amount of money equal to the amount of the contribution.

(6) Every person who contravenes subsection (4) and every chief agent who fails to comply with subsection (5) is guilty of an offence against this Act.

9. (1) Where, at a referendum, a registered political party or registered referendum committee

(a) incurs referendum expenses during the campaign period, or
 (b) makes contributions during or after the campaign period,

the referendum expenses shall be paid and the contributions made out of contributions received by the party or committee during or after the campaign period, except that they shall not knowingly be paid or made out of contributions that are received in contravention of subsection (4).

(2) Where a contributor who makes a contribution to a registered political party or registered referendum committee during the 40 pre-campaign period at a referendum requests and receives from the party or committee a receipt in the prescribed form specifying that the contribution will be used only after the campaign period commences and 45 only for purposes other than the payment or satisfaction of expenses or obligations incurred before the commencement of the campaign period,

(4) Lorsqu'un cotisant fait une contribution en fournissant une somme d'argent, la contribution est faite par le cotisant ou pour son propre compte sur des sommes sur les 5 quelles il a des droits.

(5) L'agent principal d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré doit verser au receveur général une somme égale à celle de la contribution, par chèque, mandat ou autre instrument similaire, payable au receveur général et envoyé au directeur général des élections, accompagné du rapport des dépenses de référendum et des contributions si cet agent ne peut déterminer, aux fins du rapport, la catégorie 15 du cotisant qui a fait la contribution en argent à ce parti ou ce comité ou ne peut déterminer le nom de ce cotisant.

(6) La personne qui contrevient au paragraphe (4) et l'agent principal qui ne se 20 conforme pas au paragraphe (5) sont coupables d'une infraction à la présente loi.

9. (1) Lorsque, à l'occasion d'un référendum, un parti politique enregistré ou un comité de référendum enregistré

a) engage des dépenses de référendum au cours de la campagne, ou
 b) fait des contributions au cours de la campagne ou après,

ces dépenses de référendum sont versées et 30 ces contributions sont tirées des contributions qu'a reçues le parti ou le comité au cours de la campagne ou après, sauf celles tirées sciemment des contributions reçues en violation du paragraphe (4).

Contribution en argent

5

Cas où l'agent principal doit verser une somme égale à celle de la contribution

Infraction

Cas où les dépenses et les contributions d'un parti ou d'un comité sont tirées des contributions reçues au cours de la campagne ou après

25

30

35

(2) Lorsqu'un cotisant fait une contribution à un parti politique enregistré ou à un comité de référendum enregistré au cours de l'avant-campagne d'un référendum et qu'il reçoit du parti ou du comité un reçu, suivant la formule prescrite, précisant que la contribution ne peut servir que pendant la campagne et à toute autre fin que l'acquittement des dépenses ou obligations engagées avant la campagne

Cas où une contribution faite au cours de l'avant-campagne est réputée faite au cours de la campagne

40

45

- (a) the party or committee shall use that contribution only as described in the receipt;
- (b) the contribution shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been made by the contributor and received by the party or committee during the campaign period at that referendum; and
- (c) the party or committee shall retain a copy of every receipt issued by it to a contributor pursuant to this subsection.

Use and
repayment of
borrowed
money

(3) Where money is provided to a registered political party or registered referendum committee in the manner and under the conditions described in paragraph (c) of the definition "contribution" in subsection 2(1), such money may be used for the purpose of

- (a) paying referendum expenses incurred by the party or committee during, and
- (b) making contributions during and after,

the campaign period at the referendum, but, where it is so used, the money so provided and any interest thereon or other charges or costs of obtaining it shall be repaid or paid, before the chief agent of the party or committee files the return respecting referendum expenses and contributions, out of contributions received by the party or committee during or after that campaign period.

Offence to
accept
contribution
after return
transmitted

(4) No contribution shall be accepted by any person on behalf of a registered political party or registered referendum committee after the chief agent of the party or committee has transmitted to the Chief Electoral Officer the return respecting referendum expenses and contributions and any person who accepts a contribution on behalf of a registered political party or registered referendum committee after the return has been so transmitted is guilty of an offence against this Act.

Repayment of
contribution

(5) Where a contribution is accepted by any person in contravention of subsection (4), that person shall forthwith pay to Her Majesty an amount equal to the amount of that contribution and where the amount so required to be paid is not paid forthwith, Her Majesty may sue for and recover that

a) le parti ou le comité doit affecter cette contribution aux seules fins décrites dans le reçu;

b) la contribution est réputée, aux fins de la présente loi, avoir été versée par le cotisant et reçue par le parti ou le comité au cours de la campagne lors de ce référendum; et

c) le parti ou le comité doit conserver une copie de chaque reçu qu'il délivre à un cotisant en vertu du présent paragraphe.

(3) Les sommes, fournies à un parti politique enregistré ou à un comité de référendum enregistré aux termes des modalités visées à l'alinéa c) de la définition de «contribution» au paragraphe 2(1), peuvent servir

a) au paiement des dépenses de référendum qu'engage le parti ou le comité au cours de la campagne, et

b) au versement des contributions au cours de la campagne et après;

cependant, si des sommes ainsi fournies sont utilisées de cette façon, elles doivent être payées ou remboursées à même les contributions qu'a reçues le parti ou le comité au cours de la campagne ou après ainsi que l'intérêt et les frais encourus pour obtenir ces sommes avant que l'agent principal du parti ou du comité produise le rapport des dépenses de référendum et des contributions.

Sommes
empruntées

Infraction

(4) Il est interdit à toute personne d'accepter, au nom d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré, une contribution faite après que l'agent principal du parti ou du comité a transmis au directeur général des élections le rapport des dépenses de référendum et des contributions; toute personne qui accepte, au nom d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré, une telle contribution est coupable d'une infraction à la présente loi.

Rembourse-
ment de la
contribution

(5) Toute personne qui accepte, en violation du paragraphe (4), une contribution doit immédiatement verser à Sa Majesté un montant égal au montant de cette contribution; le défaut par cette personne de verser immédiatement ce montant constitue une créance en faveur de Sa Majesté qui peut en poursuivre le recouvrement.

amount as a debt due and owing to Her Majesty by that person.

GOVERNMENT FINANCIAL ASSISTANCE

Reimbursement
to registered
federal or
provincial party
or registered
referendum
committee

10. On receipt of a certificate from the Chief Electoral Officer certifying that referendum expenses have been incurred by a registered federal or provincial party or a registered referendum committee in connection with a particular referendum, the Receiver General shall pay to the registered federal or provincial party or to the registered referendum committee out of any funds appropriated by Parliament therefor an amount determined by or pursuant to the enactment by which such moneys are appropriated or, in the absence of any rules contained therein or made pursuant thereto, in accordance with regulations made by the Governor in Council pursuant to this section, as partial reimbursement for the referendum expenses so certified to have been incurred.

10

15

20

AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT

10. A la réception d'un certificat du directeur général des élections établissant que des dépenses de référendum ont été engagées, à l'occasion d'un référendum déterminé, par un parti fédéral enregistré ou un parti provincial enregistré ou un comité de référendum enregistré, le receveur général doit verser au parti fédéral enregistré ou au parti provincial enregistré ou au comité de référendum enregistré sur des fonds affectés par le Parlement à cette fin une somme déterminée en vertu du texte législatif qui affecte ces sommes ou, si aucune règle n'est contenue dans ce texte ou n'est établie en vertu de ce texte, conformément aux règlements qu'établit le gouverneur en conseil en vertu du présent article, à titre de remboursement partiel des dépenses de référendum dont le certificat fait état.

Rembourse-
ment aux partis
fédéraux
enregistrés ou
provinciaux
enregistrés ou
aux comités de
référendum
enregistrés

No broadcasts
outside Canada

11. Every person who, with intent to influence persons to give or refrain from giving their votes at a referendum, uses, aids, abets, counsels or procures the use of any broadcasting station outside Canada, during a referendum, for the broadcasting of any matter having reference to a referendum, is guilty of an offence against this Act.

25

Interdiction de
radiodiffuser à
l'étranger

Definition of
"prime time"

12. (1) In this section, "prime time", in relation to a broadcasting undertaking that is a radio station, means the time between the hours of six a.m. and nine a.m., noon and two p.m., and four p.m. and seven p.m., and in relation to any other broadcasting undertaking, means the hours between six p.m. and midnight.

30

35

Définition
d'"heures de
grande écoute.

Broadcasting
time to be
provided to
registered
parties and to
members of the
Council

(2) In the period beginning on Sunday, the twenty-ninth day before polling day and ending on Saturday, the second day before polling day, a broadcaster or, in any case where the broadcaster is involved in a li-

40

Temps
d'émission
accordé aux
partis
enregistrés et
aux membres
du Conseil

12. (1) Dans le présent article, «heures de grande écoute» lorsqu'il s'agit d'une entreprise de radiodiffusion qui est une station de radio, désigne la période comprise entre six heures du matin et neuf heures du matin, midi et deux heures de l'après-midi et quatre heures de l'après-midi et sept heures du soir et, lorsqu'il s'agit de toute autre entreprise de radiodiffusion, désigne la période comprise entre six heures du soir et minuit.

30

35

40

(2) Pendant la période commençant le dimanche, vingt-neuvième jour avant celui du scrutin et se terminant le samedi, l'avant-veille du jour du scrutin, un radiodiffuseur doit ou si un radiodiffuseur fait partie de

censed network operation, the broadcaster and the network operator between them, shall, subject to regulations made pursuant to the *Broadcasting Act* and to the conditions of their licences, make available for purchase to registered federal and provincial parties that were registered no later than forty-two days before polling day and to members of the Council, for transmission of announcements and programs related to the referendum produced by or on behalf of registered federal and provincial parties or by or on behalf of a registered referendum committee to which time has been assigned by a party or member of the Council, an aggregate of six and one-half hours of broadcasting time during prime time on the facilities of the broadcaster made available as follows:

- (a) three and one-quarter hours to registered federal parties that may make use of such time for transmission of such announcements and programs anywhere in Canada; and
- (b) three and one-quarter hours to registered provincial parties and to members of the Council who may make use of such time for transmission of such announcements and programs within the province where the provincial party has its office where its books and records are kept or within the Yukon Territory or the Northwest Territories, whichever is appropriate.

Where a
broadcaster
serves
audiences in
more than one
province

(3) Notwithstanding subsection (2), where the Commission determines that a broadcaster has less than eighty per cent of its audience situated in one province, broadcasting time made available to registered provincial parties under subsection (2) by that broadcaster shall be made available to the provincial parties of each province served by him on the basis of the proportion of its audience in the respective provinces.

How C.R.T.C.
allocates time

(4) The Commission shall, no later than the forty-first day before polling day, allocate among registered federal and provincial parties and members of the Council broadcasting time made available under subsection (2)

l'exploitation d'un réseau titulaire d'une licence, le radiodiffuseur et le gérant de réseau doivent conjointement, sous réserve des règlements établis en application de la 5 *Loi sur la radiodiffusion* et des conditions de leur licence, mettre, en vue d'un achat, à la disposition des partis fédéraux et provinciaux enregistrés au plus tard quarante-deux jours avant le jour du scrutin, et des membres du Conseil, pour transmission de messages ou 10 émissions portant sur le référendum produits par ou pour les partis fédéraux et provinciaux enregistrés ou un comité de référendum enregistré à qui un parti ou un membre du Conseil a cédé du temps d'émission, un 15 total de six heures et demie de temps d'émission aux heures de grande écoute, sur les installations du radiodiffuseur, comme suit:

- a) trois heures et quinze minutes aux partis fédéraux enregistrés qui peuvent affecter ce temps à la transmission de tels messages et émissions en quelque endroit au Canada; et
- b) trois heures et quinze minutes aux partis provinciaux enregistrés et aux membres du Conseil qui peuvent affecter ce temps à la transmission de tels messages et émissions dans la province où se trouve le bureau du parti provincial où sont conservés les archives et les livres, ou dans le territoire du Yukon ou dans les territoires du Nord-Ouest, selon le cas.

(3) Nonobstant le paragraphe (2), lorsque le Conseil détermine qu'un radiodiffuseur a un auditoire dont moins de quatre-vingt pour cent se trouve dans une province, le temps d'émission qu'un radiodiffuseur met, en vertu du paragraphe (2), à la disposition des partis provinciaux enregistrés doit être accordé aux partis provinciaux de chaque province qu'il dessert en tenant compte de la proportion de son auditoire dans les provinces respectives.

Cas où un
radiodiffuseur
dessert plus
d'une province

(4) Le Conseil doit, au plus tard le quarante et unième jour avant le jour du scrutin, répartir entre les partis fédéraux et provinciaux enregistrés ainsi que les membres du Conseil le temps d'émission disponible en vertu du paragraphe (2)

Mode de
répartition par
le Conseil

(a) taking equally into account, in the case of a registered federal or provincial party,

(i) the number of seats held by a registered federal party in the House of Commons or a registered provincial party in a provincial legislative assembly at the time the writs are issued pursuant to subsection 6(1), or, if the provincial legislative assembly stands dissolved at that time, the number of seats held immediately before dissolution, and

(ii) the number of votes obtained at the last relevant general election by a registered federal or provincial party, and

(b) taking into account, in the case of members of the Council, the number of members representing the electoral districts in the Yukon Territory or in the Northwest Territories, whichever is appropriate at the time the writs are issued pursuant to subsection 6(1), or, if the Council of the Yukon Territory or the Council of the Northwest Territories stands dissolved at that time, the number of members before dissolution,

and, where such time is a number of minutes and seconds, it shall be rounded to the number of minutes only if the number of seconds is less than thirty and to the next higher number of minutes if the number of seconds is thirty or more.

Maximum and minimum broadcasting time

(5) No registered federal or provincial party shall, in an allocation made under subsection (4), be allocated more than forty per cent of the three and one-quarter hours of broadcasting time made available to registered federal or provincial parties under subsection (2) or less than one minute of that time.

Where registered federal or provincial party assigns broadcasting time in favour of registered referendum committee

(6) A registered federal or provincial party to which broadcasting time is allocated under subsection (4) may assign all the broadcasting time so allocated or any portion of that time in quantities of minutes, in favour of one or more registered referendum committees that were registered no later than forty-two days before polling day, but no such assignment is of any force or effect unless the

a) en considérant également, dans le cas d'un parti fédéral enregistré ou d'un parti provincial enregistré

(i) le nombre de sièges qu'occupe un parti fédéral enregistré à la Chambre des communes ou qu'occupe un parti provincial enregistré dans une législature provinciale au moment où les brefs sont émis en vertu du paragraphe 6(1) ou en cas de dissolution de la législature provinciale le nombre de sièges immédiatement avant cette dissolution, et

(ii) le nombre de votes qu'a obtenu un parti fédéral enregistré ou à un parti provincial enregistré lors de la dernière élection générale pertinente, et

b) en considérant, dans le cas des membres du Conseil, le nombre de membres qui représentent, au moment où les brefs sont émis en vertu du paragraphe 6(1), les districts électoraux du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, selon le cas, ou en cas de dissolution du Conseil du territoire du Yukon ou du Conseil des territoires du Nord-Ouest, le nombre de membres immédiatement avant cette dissolution

et si la répartition donne un résultat qui est en minutes et en secondes, on arrondit alors ce résultat au nombre de minutes si le nombre de secondes est inférieur à trente et au nombre de minutes supérieur si le nombre de secondes est de trente ou plus.

(5) Lors d'une répartition en vertu du paragraphe (4), il est interdit d'accorder à un parti fédéral enregistré ou à un parti provincial enregistré plus de quarante pour cent des trois heures et quinze minutes du temps d'émission qui est mis à sa disposition en vertu du paragraphe (2) ou d'accorder moins d'une minute de ce temps.

Temps d'émission maximal et minimal

(6) Un parti fédéral enregistré ou un parti provincial enregistré à qui du temps d'émission a été accordé à la suite d'une répartition en vertu du paragraphe (4) peut céder, par tranches de minutes, tout le temps d'émission ainsi réparti, ou seulement une partie de ce temps, à un ou plusieurs comités de référendum enregistrés qui se sont enregistrés au plus tard quarante-deux jours avant le jour

Cas où un parti fédéral enregistré ou un parti provincial enregistré cède son temps d'émission à un comité de référendum enregistré

23006-2

chief agent of that party gives notice thereof to the Commission, in a form prescribed by the Commission, no later than four days after the allocation is made.

Members of the Council may assign broadcasting time in favour of registered referendum committee

(7) A member of the Council to whom broadcasting time is allocated under subsection (4) may assign all the broadcasting time so allocated or any portion of that time in quantities of minutes, in favour of one or more registered referendum committees that were registered no later than forty-two days before polling day, but no such assignment is of any force or effect unless the member of the Council gives notice to the Commission, in a form prescribed by the Commission, no later than four days after the allocation; and any time so allocated that is not validly assigned is forfeited.

Rate to be charged to parties and registered referendum committees

(8) The rate charged to registered federal and provincial parties and registered referendum committees, or any persons acting on their behalf, for broadcasting time made available to those parties or assigned to those committees under this section in the period referred to in subsection (2), shall not exceed the lowest rate charged by the broadcaster or the network operator for an equal amount of equivalent time on the same facilities made available to any other person at any time within that period.

Notice to broadcasters and copy to chief agent and leader

13. Forthwith after an allocation of time is made under section 12, the Commission shall give notice thereof to each broadcaster and to the operator of each licensed network operation that is not a broadcasting receiving undertaking and shall send a copy of the notice to the chief agent of each registered federal and provincial party and the leader of each registered referendum committee in favour of which broadcasting time has been assigned.

Notice of preference by party

14. Not later than five days after the Commission has given notice under section 13,

du scrutin, mais ce temps ne peut être cédé valablement à moins que l'agent principal de ce parti ne donne avis au Conseil, suivant la formule que prescrit ce dernier, au plus tard dans les quatre jours qui suivent la répartition.

(7) Un membre du Conseil à qui du temps d'émission a été accordé à la suite d'une répartition en vertu du paragraphe (4) peut céder, par tranche de minutes, tout le temps d'émission ainsi réparti ou une partie de ce temps à un ou plusieurs comités de référendum enregistrés qui se sont enregistrés au plus tard quarante-deux jours avant le jour du scrutin, mais ce temps ne peut être cédé valablement à moins que le membre du Conseil ne donne avis au Conseil, suivant la formule que prescrit ce dernier, au plus tard dans les quatre jours qui suivent la répartition; le temps d'émission ainsi réparti qui n'est pas cédé valablement est périmé.

(8) Le tarif imposé aux partis fédéraux et provinciaux enregistrés et aux comités de référendum enregistrés, ou aux personnes agissant en leur nom, pour le temps d'émission mis à la disposition de ces partis ou cédé à ces comités en vertu du présent article au cours de la période visée au paragraphe (2), ne doit pas être supérieur au tarif le plus bas que fait payer le radiodiffuseur ou le gérant de réseau pour une période équivalente du même temps accordé sur les mêmes installations à toute autre personne et à tout moment pendant cette période.

13. Dès qu'il y a eu répartition en vertu de l'article 12, le Conseil doit en donner avis à chaque radiodiffuseur et au gérant de chaque exploitation de réseau, titulaire de licence, qui n'est pas une entreprise de réception de radiodiffusion et il doit envoyer une copie de cet avis à l'agent principal de chaque parti fédéral enregistré et de chaque parti provincial enregistré et au chef de chaque comité de référendum enregistré auquel du temps d'émission a été cédé.

14. Au plus tard cinq jours après que le Conseil a donné avis en vertu de l'article 13,
a) l'agent principal de chaque parti fédéral enregistré et de chaque parti provincial

Les membres du Conseil peuvent céder leur temps d'émission à un comité de référendum enregistré

Tarif à imposer aux partis et aux comités de référendum enregistrés

Avis aux radiodiffuseurs et copie de l'avis envoyée à l'agent principal et au chef

Avis de préférence de la part du parti

(a) the chief agent of each registered federal and provincial party and the leader of each registered referendum committee in favour of which broadcasting time has been assigned pursuant to subsection 12(6), and

(b) the leader of each registered referendum committee in favour of which broadcasting time has been assigned by a member of the Council

shall indicate, in a form prescribed by the Commission, to each broadcaster and to the operator of each licensed network operation in which the broadcaster is involved from whom the party or committee wishes to purchase time the preference of the party or committee as to the proportion of commercial time and of program time respectively to be made available to it and the days on which such time as so proportioned shall be made available.

Consultation
with parties to
reach
agreement

15. (1) Any broadcaster or other licensee who receives a notice as set out in section 14 shall, within three days after receipt thereof, consult with the representatives of registered federal and provincial parties and registered referendum committees from which it received notice for the purpose of reaching agreement on the requests of the registered federal and provincial parties and registered referendum committees.

Where no
agreement

(2) Where no agreement is reached under subsection (1), the matter shall be referred to the Commission which shall forthwith give notice of a proposal in the matter, which proposal shall be final and binding on registered federal and provincial parties and registered referendum committees and the broadcaster or other licensee.

Proposal to
affect flexibility

(3) Any proposal made by the Commission under subsection (2) shall recognize the principle of permitting each registered federal or provincial party and each registered referendum committee the freedom and flexibility to determine the proportion of commercial time and of program time respectively to be made available to it and the days on which such time as so proportioned shall be made available.

enregistré et le chef de chaque comité de référendum enregistré auquel du temps d'émission a été cédé en vertu du paragraphe 12(6), et

b) le chef de chaque comité de référendum enregistré à qui un membre du Conseil a cédé du temps d'émission

doit indiquer, suivant la formule que prescrit le Conseil, à chaque radiodiffuseur et au

gérant de chaque exploitation de réseau, titulaire d'une licence, dont fait partie le radiodiffuseur, desquels le parti ou le comité entend acheter du temps d'émission, la préférence du parti ou du comité quant à la proportion de périodes commerciales et de périodes d'émission, respectivement, dont doivent disposer ce parti ou ce comité et quant aux jours où les périodes ainsi réparties doivent être disponibles.

5

20 Consultation
des partis en
vue d'un accord

15. (1) Tout radiodiffuseur ou autre titulaire de licence qui reçoit un avis visé à l'article 14 doit, dans un délai de trois jours, consulter les représentants des partis fédéraux et provinciaux enregistrés et des comités de référendum enregistrés de qui il a reçu un avis, dans le but de parvenir à un accord sur les demandes des partis fédéraux et provinciaux enregistrés et des comités de référendum enregistrés.

(2) Lorsqu'on ne parvient à aucun accord en vertu du paragraphe (1), la question doit être déférée au Conseil qui doit immédiatement donner avis d'une proposition de répartition qui doit être finale et obligatoire pour les partis fédéraux et provinciaux enregistrés et les comités de référendum enregistrés ainsi que le radiodiffuseur ou autre titulaire de licence.

(3) Toute proposition faite par le Conseil en vertu du paragraphe (2) doit tenir compte de la règle reconnaissant à chaque parti fédéral enregistré ou à chaque parti provincial enregistré ou chaque comité de référendum enregistré la liberté et la possibilité de déterminer la proportion de périodes commerciales et de périodes d'émission, respectivement, dont doivent disposer ces partis ou ce comité

40 La proposition
doit faire
preuve de
souplesse

Offence against
Act

16. (1) Every broadcaster or other licensee who

- (a) violates subsection 12(2), or
- (b) violates subsection 12(3) or fails to comply with an allocation of time made under subsection 12(4), or
- (c) makes available to a registered federal or provincial party or registered referendum committee as an assignee of a party or member of the Council within the period described in subsection 12(2) broadcasting time in excess of that required to be made available by him to that party or member of the Council under subsection 12(3) or an allocation made under subsection 12(4), without making available to each other registered party or registered referendum committee a proportionate amount of equivalent broadcasting time in excess of that so required to be made available, having regard to the proportions established by the determination made under subsection 12(3) or the allocation made under subsection 12(4),

is guilty of an offence against this Act and is liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

(2) Every person who charges a registered federal or provincial party or registered referendum committee or any person acting on behalf of such a party or committee any amount whatever in respect of broadcasting time made available to the registered federal or provincial party or registered referendum committee within the period described in subsection 12(2) that is in excess of the time required, under a determination of the Commission made under subsection 12(3) or an allocation made under subsection 12(4), to be made available to it on the facilities on which the time is made available, is guilty of an offence against this Act and is liable on

et les jours où les périodes ainsi réparties doivent être disponibles.

16. (1) Tout radiodiffuseur ou autre titulaire de licence qui

- a) contrevient au paragraphe 12(2),
- b) contrevient au paragraphe 12(3) ou ne se conforme pas à une répartition de temps effectuée en vertu du paragraphe 12(4), ou
- c) met à la disposition d'un parti fédéral enregistré ou d'un parti provincial enregistré ou d'un comité de référendum enregistré en tant que bénéficiaire d'un parti ou d'un membre du Conseil pendant la période visée au paragraphe 12(2), un temps d'émission supérieur à celui qu'il est tenu de mettre à la disposition de ce parti ou de ce membre du Conseil en vertu du paragraphe 12(3) ou d'une répartition de temps effectuée en vertu du paragraphe 12(4), sans mettre à la disposition de chacun des autres partis enregistrés ou des autres comités de référendum enregistrés un pourcentage supplémentaire équivalent de temps d'émission en plus du temps qu'il était ainsi tenu de mettre à sa disposition, compte tenu du pourcentage de temps qu'a fixé une détermination du Conseil en vertu du paragraphe 12(3) ou une répartition de temps effectuée en vertu du paragraphe 12(4),

Infraction à la
loi

5

10

15

20

25

30

est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de vingt-cinq mille dollars au plus.

(2) Quiconque fait payer à un parti fédéral enregistré ou à un parti provincial enregistré ou à un comité de référendum enregistré ou à toute personne agissant au nom de ce parti ou ce comité une somme quelconque pour du temps d'émission qu'il a mis à la disposition de ces partis ou ce comité, pendant la période visée au paragraphe 12(2), en plus du temps qu'il est tenu, en vertu d'une détermination du Conseil en vertu du paragraphe 12(3) ou en vertu d'une répartition effectuée en vertu du paragraphe 12(4), de mettre à sa disposition sur les installations de sa station, est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur déclaration sommaire de culpa-

35 Idem

40

45

summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

Free broadcasts under allocation order

17. (1) The operator of every licensed network operation that is not a broadcasting receiving undertaking shall, subject to regulations made pursuant to the *Broadcasting Act* and to the conditions of his licence, make available to registered federal and provincial parties and registered referendum committees, for transmission of programs related to the referendum produced by or on behalf of registered federal and provincial parties or by or on behalf of registered referendum committees, a number of program periods of at least one minute's duration in the period beginning on Sunday, the twenty-ninth day before polling day, and ending on Saturday, the second day before polling day, such periods to be free of charge to registered federal and provincial parties and registered referendum committees, in the proportions established by the determination made under subsection 12(3) or the allocation made under subsection 12(4), and their number and aggregate of broadcasting time determined after consultation with the representatives of the registered federal and provincial parties and the Commission.

Additional broadcasting time

(2) Broadcasting time made available under subsection (1) shall be additional to 30 the six and one-half hours of broadcasting time made available under subsection 12(2) or additional to broadcasting time made available under subsection 12(3).

Not referendum expense

(3) Broadcasting time made available to 35 registered federal and provincial parties and registered referendum committees under subsection (1) and utilized by those parties or committees shall not be taken into consideration in calculating the referendum expenses 40 of the parties or committees.

Offence

18. A licensee who fails to make broadcasting time available under subsection 17(1) is guilty of an offence against this Act and is liable on summary conviction to a fine not 45 exceeding twenty-five thousand dollars.

bilité, d'une amende de vingt-cinq mille dollars au plus.

17. (1) Le gérant de toute exploitation de réseau, titulaire d'une licence, qui n'est pas 5 une entreprise de réception de radiodiffusion, doit, sous réserve des règlements établis en application de la *Loi sur la radiodiffusion* et des conditions de sa licence, mettre à la disposition des partis fédéraux et provinciaux 10 enregistrés et des comités de référendum 15 enregistrés, pour la transmission des émissions portant sur le référendum produites par ou pour les partis ou comités, un certain nombre de périodes d'émission d'une durée 20 minimale d'une minute, à compter du dimanche vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin jusqu'au samedi, l'avant-veille du jour du scrutin; ces périodes doivent être accordées gratuitement à ces partis et comités, selon la proportion fixée par la détermination en vertu du paragraphe 12(3) ou la répartition effectuée en vertu du paragraphe 12(4), et leur nombre ainsi que le total du temps d'émission doivent être déterminés 25 après consultation avec les représentants de 25 ces partis et comités et le Conseil.

Émissions gratuites dans le cadre d'une répartition

(2) Le temps d'émission qui est disponible en vertu du paragraphe (1) doit s'ajouter aux six heures et demie de temps d'émission disponible en vertu du paragraphe 12(2) ou au 30 temps d'émission accordé en vertu du paragraphe 12(3).

Temps d'émission supplémentaire

(3) Il ne doit pas être tenu compte du temps d'émission mis à la disposition des partis fédéraux enregistrés ou des partis provinciaux enregistrés en vertu du paragraphe (1), et utilisé par ces partis ou ces comités dans le calcul des dépenses de référendum 35 des partis ou comités.

Diffusion exclue des dépenses de référendum

18. Le titulaire d'une licence qui refuse de 40 Infraction rendre disponible du temps d'émission en vertu du paragraphe 17(1) est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas vingt-cinq 45 mille dollars.

Definitions

19. (1) For the purposes of sections 11 to 18,

(a) the terms "broadcaster", "broadcasting", "broadcasting undertaking" and "licensee" have the meanings assigned to them by section 2 of the *Broadcasting Act*; 5

(b) "Commission" means the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission;

(c) "federal party" means a political party 10 that is registered under the *Canada Elections Act*;

(d) "member of the Council" includes a member of the Council of the Yukon Territory and a member of the Council of the 15 Northwest Territories; and

(e) "provincial party" means a political party described in paragraph 7(1)(b).

(2) Any act or thing required or authorized to be done under sections 12 to 18 by 20 the Commission may be done on behalf of the Commission by the Executive Committee thereof.

AGENTS AND AUDITORS

Registry of chief agents

20. (1) The Chief Electoral Officer shall maintain a registry of chief agents of registered political parties and registered referendum committees in which shall be recorded the name and address of the chief agent of each such party and committee. 25

(2) Every political party or referendum committee that applies for registration under section 7 shall, before applying for registration, appoint a chief agent and, if the chief agent ceases for any reason to hold office as such before the application for registration is 35 disposed of by the Chief Electoral Officer pursuant to that section, shall forthwith

(a) appoint a new chief agent; and
 (b) inform the Chief Electoral Officer by a notice in writing signed by the leader of 40 the party or committee of the name and address of the new chief agent.

Appointment of new chief agent

(3) Where the position of chief agent of a registered political party or registered referendum committee becomes vacant or the 45 chief agent is unable ordinarily to perform the duties of chief agent, a new chief agent

Définitions

19. (1) Aux fins des articles 11 à 18,

a) les termes «entreprise de radiodiffusion», «radiodiffuseur», «radiodiffusion» et «titulaire d'une licence» ou «titulaire» ont le sens que leur donne l'article 2 de la *Loi sur la radiodiffusion*; 5

b) «Conseil» désigne le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes;

c) «parti fédéral» désigne un parti politique enregistré en vertu de la *Loi électorale du Canada*;

d) «membre du Conseil» comprend un membre du Conseil du territoire du Yukon et du Conseil des territoires du Nord-Ouest; et 15

e) «parti provincial» désigne un parti politique visé à l'alinéa 7(1)b).

(2) Le Comité de direction du Conseil peut, au nom de celui-ci, faire tout acte ou 20 toute chose que ledit Conseil est tenu de faire ou est autorisé à faire en vertu des articles 12 à 18.

Actes du Conseil

AGENTS ET VÉRIFICATEURS

Registre des agents principaux

20. (1) Le directeur général des élections doit tenir un registre des agents principaux 25 des partis politiques enregistrés et des comités de référendum enregistrés dans lequel sont inscrits les nom et adresse de l'agent principal de chacun de ces partis ou comités.

Nomination de l'agent principal avant la demande d'enregistrement

(2) Avant de faire une demande d'enregistrement en vertu de l'article 7, chaque parti politique ou comité de référendum doit nommer un agent principal et il doit, si ce dernier cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste avant que le directeur général des 35 élections ait statué en vertu de cet article sur la demande,

a) nommer un nouvel agent principal; et
 b) donner au directeur général des élections par un avis écrit signé par le chef du 40 parti ou du comité les nom et adresse du nouvel agent principal.

Nomination d'un nouvel agent principal

(3) Quand le poste de l'agent principal d'un parti enregistré ou d'un comité de référendum enregistré devient vacant ou que 45 l'agent principal est empêché d'exercer normalement ses fonctions, le parti ou le comité

shall forthwith be appointed by the party or committee.

Chief Electoral Officer to be notified of appointment

(4) Where a new chief agent is appointed by a registered political party or a registered referendum committee, the leader of the party or committee shall forthwith after such appointment file with the Chief Electoral Officer a notification of change of chief agent, signed by the leader of the party or committee, setting out the name and address of the new chief agent of the party or committee and such information shall be recorded by the Chief Electoral Officer in the registry referred to in subsection (1).

Election officers ineligible as agents

(5) No returning officer, deputy returning officer or election clerk, or the partner or clerk of any of them, is eligible to act as an agent for any registered political party or registered referendum committee and, if any such person so acts, he is guilty of an offence against this Act.

Return by chief agent

(6) Within seven months after polling day at a referendum, the chief agent of every registered political party and registered referendum committee shall transmit to the Chief Electoral Officer the auditor's report made to the chief agent pursuant to subsection 21(4) and a true signed return substantially in prescribed form containing detailed statements in respect of that party or committee of

- (a) all referendum expenses incurred;
- (b) the amount of the contributions received during and after the campaign period by the party or committee from each of the following classes of contributors, namely, individuals, corporations the shares of which are publicly traded, corporations the shares of which are not publicly traded, governments, trade unions, corporations without share capital other than trade unions, political parties and groups not already mentioned, and the number of contributors in each such class; and
- (c) the name of each individual, corporation, government, trade union, political party and group, listed according to the classes of contributors referred to in paragraph (b), who made one or more contri-

doit immédiatement nommer un nouvel agent principal.

(4) Quand un parti politique enregistré ou un comité de référendum enregistré nomme 5 un nouvel agent principal, le chef du parti ou du comité doit, immédiatement après cette nomination, donner au directeur général des élections un avis du changement de l'agent principal, signé par le chef du parti ou du comité, indiquant les nom et adresse du 10 nouvel agent principal et le directeur général des élections doit inscrire ces renseignements dans le registre mentionné au paragraphe (1).

Le directeur général des élections doit 5 être avisé de la nomination

(5) Aucun président d'élection, scrutateur 15 ou secrétaire d'élection, ni l'associé ni le commis de l'un d'eux n'a le droit d'agir comme agent d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré; si l'une de ces personnes agit en cette qualité, 20 elle est coupable d'une infraction à la présente loi.

Les officiers d'élection ne sont pas admissibles à la fonction d'agent

(6) Dans les sept mois suivant le jour du scrutin lors d'un référendum, l'agent principal de chaque parti politique enregistré ou de 25 chaque comité de référendum enregistré doit transmettre au directeur général des élections le rapport que lui a fait le vérificateur conformément au paragraphe 21(4) et un rapport fidèle, dûment signé et rédigé en 30 substance suivant la formule prescrite et contenant, au sujet de ce parti ou comité les états détaillés

Rapport de l'agent principal

- a) de toutes les dépenses de référendum engagées;
- b) du montant des contributions qu'a reçu, au cours de la campagne et après, le parti ou le comité de chacune des catégories suivantes de cotisants, savoir des particuliers, des corporations dont les actions 40 sont librement négociables, des corporations dont les actions ne sont pas librement négociables, des gouvernements, des syndicats, des corporations n'ayant pas de capital-actions qui ne sont pas des syndicats, 45 des partis politiques et d'autres groupes non mentionnés et le nombre de ces cotisants dans chacune de ces catégories; et
- c) le nom de chaque particulier, corporation, gouvernement, syndicat, parti politi- 50

butions to the party or committee during or after the campaign period that exceeded or the aggregate of which exceeded one hundred dollars and, in each case, the amount of the contribution or the aggregate of the contributions, as the case may be, made by the contributor to the party or committee.

5

(7) Each return transmitted pursuant to subsection (6) shall include all bills, vouchers and receipts relative thereto and be accompanied by a declaration made by the chief agent before a notary public or a justice of the peace in prescribed form.

Idem

(8) Where the chief agent of a registered political party or registered referendum committee satisfies the Chief Electoral Officer that

(a) it is not reasonably possible for the chief agent to make the return respecting referendum expenses and contributions within the time limited therefor by subsection (6), the Chief Electoral Officer may grant one or more extensions of that time to the chief agent, but in no case shall any extension granted under this paragraph extend the time for filing the return beyond two months from the expiration of the six months referred to in that subsection; or

30

(b) the party or committee requires, for the purpose of soliciting and receiving contributions with which to pay outstanding referendum expenses, additional time for making the return respecting referendum expenses and contributions beyond the time limited therefor by subsection (6), the Chief Electoral Officer may grant one or more extensions of that time to the chief agent, but in no case shall any extension granted under this paragraph extend the time for filing the return beyond six months from the expiration of the six months referred to in that subsection.

que et groupe énuméré selon les catégories de cotisants visées à l'alinéa b), qui a fait, au cours de la campagne ou après, au parti ou au comité une contribution dont le montant excédait cent dollars ou qui a fait au parti ou comité des contributions dont l'ensemble excédait cent dollars et, dans chacun de ces cas, le montant de la contribution ou celui de l'ensemble des contributions qu'il a ainsi faites.

5

(7) Chaque rapport transmis conformément au paragraphe (6) doit inclure tous les comptes, pièces justificatives et reçus qui s'y rattachent et être accompagné d'une déclaration de l'agent principal faite devant un notaire public ou juge de paix, suivant la formule prescrite.

Idem

(8) L'agent principal d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré

Délais supplémentaires

20

a) peut se voir accorder un ou plusieurs délais supplémentaires par le directeur général des élections s'il convainc ce dernier qu'il ne lui est pas raisonnablement possible de dresser, dans les délais que fixe le paragraphe (6), le rapport des dépenses de référendum et des contributions; tout délai accordé en vertu du présent alinéa ne permet pas de produire le rapport plus de deux mois suivant les six mois visés à ce paragraphe; ou

b) peut se voir accorder un ou plusieurs délais supplémentaires par le directeur général des élections s'il convainc ce dernier que le parti ou le comité a besoin, en vue de dresser le rapport des dépenses de référendum et des contributions, d'un délai plus long que celui fixé par le paragraphe (6) s'il veut bénéficier des contributions qui l'aideront à payer ses dépenses de référendum; tout délai accordé en vertu du présent alinéa ne permet pas de produire le rapport plus de six mois suivant les six mois visés à ce paragraphe.

Extension of time to make return

(9) Every person and every registered or unregistered political party or referendum committee that fails to comply with this

Offence

(9) Une personne, un parti politique enregistré ou non ou un comité de référendum enregistré ou non qui ne se conforme pas au

Infraction

section is guilty of an offence against this Act.

Appointment of auditor

21. (1) Every political party or referendum committee that applies for registration under section 7 shall, before applying for registration, appoint an auditor and, if the auditor ceases for any reason to hold office as such before the application for registration is disposed of by the Chief Electoral Officer pursuant to that section, shall forthwith

- (a) appoint a new auditor; and
- (b) file with the Chief Electoral Officer
 - (i) a notice in writing signed by the leader of the party or committee setting out the name and address of the new auditor, and
 - (ii) a statement in writing signed by the new auditor stating that he has accepted the appointment as auditor of the party or committee.

20

Appointment of new auditor

(2) Where the auditor of a registered political party or registered referendum committee ceases for any reason to hold office as such, ceases to be qualified as an auditor or becomes ineligible to act as an auditor before he has complied with this section in respect of any return of referendum expenses and contributions required to be prepared by the chief agent of the party or committee during the auditor's term of office, the party or committee shall forthwith

- (a) appoint a new auditor; and
- (b) send to the Chief Electoral Officer a notification of change of auditor in prescribed form, together with a statement in writing signed by the new auditor stating that he has accepted the appointment as auditor.

25

Persons not eligible

(3) No returning officer, deputy returning officer or election clerk and no leader, other officer, director or agent of a registered political party or registered referendum committee, or the partner, employee or clerk of any of them, is eligible to act as the auditor for a registered political party or registered referendum committee and, if any such person so acts, he is guilty of an offence against this Act.

présent article est coupable d'une infraction à la présente loi.

Nomination du vérificateur

21. (1) Avant de faire une demande d'enregistrement en vertu de l'article 7, chaque parti politique ou comité de référendum doit nommer un vérificateur et il doit, si ce dernier cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste avant que le directeur général des élections ait statué en vertu de cet article sur la

10

- a) nommer un autre vérificateur; et
- b) donner au directeur général des élections

- (i) un avis écrit signé par le chef du parti ou du comité énonçant les nom et 15 adresse du nouveau vérificateur, et
 - (ii) une déclaration écrite signée par le nouveau vérificateur dans laquelle il affirme accepter sa nomination.

20

5

Nomination d'un nouveau vérificateur

(2) Lorsque le vérificateur d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste, perd la qualité requise pour agir comme vérificateur ou perd le droit d'agir en cette qualité avant d'avoir rempli 25 les exigences du présent article quant au rapport des dépenses de référendum et des contributions que devait établir l'agent principal du parti ou du comité au cours du mandat du vérificateur, le parti ou le comité doit immédiatement

- a) nommer un nouveau vérificateur; et
- b) envoyer au directeur général des élections un avis du changement de vérificateur suivant la formule prescrite, accompagné d'une déclaration écrite signée par le nouveau vérificateur dans laquelle il affirme accepter sa nomination.

(3) Aucun président d'élection, scrutateur ou secrétaire d'élection et aucun chef ou autre dirigeant, administrateur ou agent d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré, ni l'associé ni le commis de l'un d'eux n'a le droit d'agir comme vérificateur d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré et si l'une de ces personnes agit en cette

Personnes qui ne sont pas admissibles

45

Auditor's report

(4) The auditor of a registered political party or registered referendum committee shall make a report to the chief agent of the party or committee on the return respecting referendum expenses and contributions prepared by or on behalf of the chief agent and shall make such examinations as will enable him to state in his report whether in his opinion the return presents fairly the financial transactions contained in the accounting records on which it is based.

Where explanatory statement required

(5) An auditor, in his report pursuant to subsection (4), shall make such statements as he considers necessary in any case where

- (a) the return does not present fairly the information contained in the accounting records on which it is based;
- (b) he has not received from agents and officers of the party or committee all the information and explanations that he has required; or
- (c) proper accounting records have not been kept by the party or committee, so far as appears from his examination.

Right of access

(6) The auditor of a registered political party or registered referendum committee is entitled to have access at all reasonable times to all records, documents, books, accounts, receipts and vouchers of the party or committee, and is entitled to require from agents and officers of the party or committee such information and explanations as in his opinion may be necessary to enable him to report as required by subsection (4).

Offence

(7) Every person and every registered or unregistered political party or referendum committee that fails to comply with any provision of this section is guilty of an offence against this Act.

Where auditor or chief agent appointed under the Canada Elections Act

22. Where a political party described in paragraph 7(1)(a) is registered under this Act in respect of a referendum or applies to be so registered under this Act, an auditor or

qualité, elle est coupable d'une infraction à la présente loi.

Rapport du vérificateur

5

(4) Le vérificateur d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré doit faire rapport à l'agent principal du parti ou du comité sur le rapport des dépenses de référendum et des contributions établi par l'agent principal ou pour le compte de celui-ci; il doit faire les vérifications qui lui permettront de déclarer dans son rapport 10 si, à son avis, le rapport des dépenses de référendum et des contributions représente fidèlement les opérations financières contenues dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé.

15

(5) Le vérificateur, dans son rapport établi en application du paragraphe (4), doit faire les déclarations qu'il estime nécessaires dans tous les cas où

- a) le rapport des dépenses de référendum et des contributions ne présente pas fidèlement les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé;
- b) il n'a pas reçu des agents et des dirigeants du parti ou du comité tous les renseignements et explications qu'il a exigés; ou
- c) le parti ou le comité n'a pas tenu des écritures comptables appropriées, pour autant que le révèle son examen.

Cas où une déclaration est requise

(6) Le vérificateur d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré a droit d'accès à tout moment raisonnable à toutes les archives, à tous les documents, livres, comptes, reçus et à toutes les pièces justificatives du parti ou du comité; il a le droit d'exiger des agents et des dirigeants du parti ou du comité les renseignements et explications qui, à son avis, peuvent être nécessaires pour l'établissement du rapport qu'exige le paragraphe (4).

Droits d'accès aux archives

(7) Une personne, un parti politique enregistré ou non ou un comité de référendum enregistré ou non qui ne se conforme pas au présent article est coupable d'une infraction à la présente loi.

Infraction

22. Lorsqu'un parti politique visé à l'alinéa 7(1)a) est enregistré en vertu de la présente loi aux fins d'un référendum ou en fait la demande en vertu de cette dernière, le

Nomination en vertu de la Loi électorale du Canada

chief agent appointed by that political party for the purposes of the *Canada Elections Act* shall be deemed also to have been appointed for the purposes of this Act and shall assume all the obligations and carry out all the functions that an auditor or chief agent appointed under this Act is required to assume and carry out.

REPORTS BY PRINTERS, PUBLISHERS AND BROADCASTERS

Definitions

“advertisement”

“broadcaster” and “network operator”

Where publishers and broadcasters to make reports on advertising during campaign period

23. (1) In this section,

“advertisement”, in relation to transmissions by a broadcaster, includes an announcement and a program;

“broadcaster” and “network operator” have the same meaning as in the *Broadcasting Act*.

(2) Where, during the campaign period at a referendum,

(a) a periodical publication carries, in an issue of the publication that is published in Canada, or

(b) a broadcaster transmits, an advertisement by or on behalf of any person, group or political party, whether or not such group or political party is registered, the purpose or probable effect of which advertisement is to encourage support for or opposition to a referendum question, the publisher of the periodical or the broadcaster shall, within two months after the end of the campaign period, file with the Chief Electoral Officer a return in prescribed form setting out

(c) the name of every person, group or political party that

(i) placed one or more such advertisements in the periodical publication, or

(ii) requested the transmission of one or more such advertisements that were in fact transmitted by the broadcaster,

during that period; and

(d) the amount paid by each such person, group or political party for all such advertisements placed in the periodical publica-

vérificateur ou l’agent principal qu’il nomme aux fins de la *Loi électorale du Canada* est réputé nommé aux fins de la présente loi et il doit remplir tous les devoirs et fonctions comme s’il était nommé en vertu de la présente loi.

RAPPORTS ÉTABLIS PAR LES IMPRIMEURS, ÉDITEURS ET RADIODIFFUSEURS

23. (1) Dans le présent article,

Definitions

«annonce»

10

«radiodiffuseur» et «gérant de réseau»

10

et «gérant de réseau»

Contenu du rapport suivant la parution ou la radiodiffusion d’une annonce

«annonce» comprend, dans le cas de diffusion par un radiodiffuseur, une annonce et une émission;

«radiodiffuseur» et «gérant de réseau» ont le sens que donne à ces mots la *Loi sur la radiodiffusion*.

(2) Quand, au cours de la campagne lors d’un référendum, une personne ou un groupe enregistré ou non ou parti politique enregistré ou non

15

20 a) font paraître dans un numéro d’une publication périodique éditée au Canada, ou

20

b) font radiodiffuser par un radiodiffuseur une annonce dont le but ou l’effet vraisemblable est de favoriser une question faisant l’objet du référendum ou de s’y opposer ou qu’une telle annonce paraît ou est diffusée pour le compte de cette personne, ce groupe ou ce parti, l’éditeur de la publication ou le radiodiffuseur doit remettre, dans les deux mois qui suivent la campagne, au directeur général des élections, un rapport suivant la formule prescrite énonçant

25

c) le nom de chaque personne, groupe ou parti politique qui, au cours de la campagne,

30

(i) a fait paraître une ou plusieurs annonces dans une publication périodique, ou

35

(ii) a demandé et obtenu la diffusion d’une ou plusieurs annonces par un radiodiffuseur; et

40

d) le prix des annonces ainsi parues ou ainsi diffusées qu’a payé une personne, un

tion or transmitted by the broadcaster during that period.

groupe ou un parti politique au cours de la campagne.

Where report
not required by
broadcaster

(3) Subsection (2) shall not be read or applied so as to require a broadcaster to file a return in respect of, or to make reference in a return to,

(a) any news program or announcement produced by or on behalf of

(i) the broadcaster for transmission on his own behalf, or

(ii) a network operator for transmission on his behalf by the broadcaster;

(b) any regularly scheduled public affairs program; and

(c) any other public affairs program produced by or on behalf of

(i) the broadcaster for transmission on his own behalf, or

(ii) a network operator for transmission on his behalf by the broadcaster,

unless the program is of a partisan character in that it is intended or calculated to encourage support for or opposition to a referendum question.

(3) Le paragraphe (2) n'oblige en rien le radiodiffuseur à remettre un rapport portant sur les sujets suivants ou d'en faire mention dans un rapport:

Cas où le
radiodiffuseur
n'est pas tenu
de remettre un
rapport

a) une émission de nouvelles ou un bulletin produit par l'une des personnes suivantes ou pour leur compte,

(i) le radiodiffuseur pour diffusion pour lui-même, ou

(ii) un gérant de réseau pour diffusion pour son compte par le radiodiffuseur;

b) une émission portant sur les affaires publiques, diffusée à intervalles réguliers; et

c) toute autre émission portant sur les affaires publiques, produite par l'une des personnes suivantes ou pour leur compte

(i) le radiodiffuseur pour diffusion pour lui-même, ou

(ii) un gérant de réseau pour diffusion pour son compte par le radiodiffuseur,

à moins que l'émission ne soit partisane en favorisant une question faisant l'objet du référendum ou en s'y opposant.

Where printer
to make report
on reproduction
of advertise-
ments, etc.

24. Where, during the campaign period at 25 a referendum, a printer prints or otherwise produces or reproduces, for any person, group or political party described in subsection 23(2), an advertisement, handbill, placard, poster, dodger or other matter of a similar kind (in this section referred to as "referendum material") the purpose or probable effect of which is to encourage support for or opposition to a referendum question, the printer shall, within two months after the end of the campaign period, file with the Chief Electoral Officer a return in prescribed form setting out

(a) the name of every person, group or political party for which the printer printed or otherwise produced or reproduced any such referendum material; and

(b) the amount paid by each such person, group or political party for all such referendum material printed or otherwise pro-

24. L'imprimeur qui, au cours de la campagne lors d'un référendum, imprime ou autrement reproduit, à la demande d'une personne, un groupe ou un parti politique visé au paragraphe 23(2), une annonce, un prospectus, un placard, une affiche, une circulaire ou autre chose de même nature (appelé ci-après dans le présent article «matériel») dont le but ou l'effet vraisemblable est de favoriser une question faisant l'objet du référendum ou de s'y opposer doit remettre, dans les deux mois qui suivent la campagne, au directeur général des élections un rapport suivant la formule prescrite énonçant

Contenu du
rapport de
l'imprimeur,
etc.

a) le nom de chaque personne, groupe ou parti politique qui lui a demandé d'imprimer ou de reproduire le matériel; et

b) le prix qu'a payé chaque personne, groupe ou parti politique pour le matériel qu'a imprimé ou autrement reproduit à

duced or reproduced by the printer for such person, group or political party during that period.

APPLICATION, ADAPTATION AND MODIFICATION OF CANADA ELECTIONS ACT

Application of
Canada
Elections Act at
referendum

25. (1) The issue of writs of referendum pursuant to section 6 shall, for the purposes of the *Canada Elections Act*, be deemed to be the issue of writs under that Act for a general election and, subject to this Act, all provisions of that Act, including the provisions thereof that make it an offence to do or refrain from doing any act or thing during or in respect of an election, that apply in respect of a general election shall, with such adaptations and modifications as the circumstances require, apply in respect of the referendum as though the referendum were a general election except the provisions thereof with respect to

- (a) registration of political parties;
- (b) election expenses;
- (c) recounts;
- (d) political broadcasts; and
- (e) candidates.

Chief Electoral Officer may issue directives adapting and modifying Canada Elections Act

(2) For greater certainty, the Chief Electoral Officer may issue one or more directives specifying, subject to this Act, adaptations and modifications that are required to be made, for the purposes of a referendum, to the provisions of the *Canada Elections Act* that by reason of subsection (1) apply in respect of a referendum and where such a directive is published in the *Canada Gazette*, the *Canada Elections Act* shall, for the purposes of this Act only, be applied subject to the adaptations and modifications specified in the directive.

Directive relating to an offence

(3) Where the circumstances are such that a provision of the *Canada Elections Act*

- (a) that makes it an offence to do or refrain from doing any act or thing during or in respect of an election, and
- (b) that by reason of subsection (1) would apply in respect of a referendum,

requires adaptation or modification in order to apply in respect of a referendum, that

leur demande l'imprimeur au cours de la campagne.

APPLICATION, ADAPTATION ET MODIFICATION DE LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

Application de
la Loi
électorale du
Canada lors
d'un référen-
dum

25. (1) Les brefs de référendum émis en vertu de l'article 6 sont réputés, aux fins de la *Loi électorale du Canada*, émis en vertu de cette loi aux fins d'une élection générale; les dispositions de cette dernière loi qui s'appliquent à une élection générale, y compris ses dispositions qui créent des infractions quant à une élection, s'appliquent, sous réserve de la présente loi et compte tenu des aménagements de circonstances, au référendum, comme si le référendum était une élection générale, mais à l'exclusion de celles qui touchent aux sujets suivants:

- a) l'enregistrement des partis politiques;
- b) les dépenses d'élection;
- c) le recomptage;
- d) les émissions politiques; et
- e) les candidats.

15

20

20

Le directeur général des élections peut émettre des directives

(2) Le directeur général des élections peut émettre toute directive qui précise, sous réserve de la présente loi, les adaptations et modifications à apporter, aux fins d'un référendum, aux dispositions de la *Loi électorale du Canada* qui s'appliquent à un référendum en vertu du paragraphe (1); la *Loi électorale du Canada* doit, à compter de la publication de cette directive dans la *Gazette du Canada*, s'appliquer, aux seules fins de la présente loi, sous réserve des adaptations et des modifications précisées dans la directive.

25

30

35

Directive

(3) Une disposition de la *Loi électorale du Canada* qui exige une adaptation ou une modification de façon à s'appliquer à un référendum et qui

- a) crée une infraction du fait de l'acte ou de l'omission d'une chose au cours d'une élection ou qui s'y rapporte, et
- b) s'appliquerait à un référendum selon le paragraphe (1)

40

45

provision shall apply in respect of the referendum only where a directive specifying the adaptations and modifications required to make it applicable in respect of a referendum has been published in the *Canada Gazette* by the Chief Electoral Officer pursuant to subsection (2) before the campaign period commences.

Amendments to shorten time required for referendum

(4) For the purpose of making it possible to hold a referendum in a shorter period of time than is required in respect of the holding of a general election under the *Canada Elections Act*, that Act shall, for the purposes of a referendum only, be deemed to be amended as indicated in Schedule II.

Where Governor in Council may repeal Schedule II

(5) Where, at any time, all or substantially all the amendments to the *Canada Elections Act* set forth in Schedule II are made to the *Canada Elections Act* for the purposes of that Act by any other Act, the Governor in Council may, by order, repeal subsection (4), this subsection and Schedule II and, upon the making of such an order, subsection (4), this subsection and Schedule II are repealed accordingly.

Enumeration of electors

26. (1) For the purposes of the enumeration of electors in urban polling divisions at a referendum, Rules (4) to (7) of Schedule A to section 18 of the *Canada Elections Act* shall apply notwithstanding paragraph 25(1)(e).

When enumeration to commence

(2) Where notice that a writ of referendum has been issued for his electoral district by the Chief Electoral Officer is received by a returning officer earlier than the forty-seventh day before polling day at the referendum, the returning officer shall, for the purposes of the commencement and carrying out of the proceedings with respect to the enumeration of electors in his electoral district at the referendum, be deemed to have received such notice on the forty-seventh day before polling day at that referendum.

Where no enumeration

(3) Where the campaign period at a referendum commences within six months after 45 polling day at a general election or previous referendum, there shall be no enumeration of electors in urban and rural polling divisions for the purposes of that referendum and, for

s'applique à un référendum seulement si le directeur général des élections a fait publier en vertu du paragraphe (2), avant la campagne, dans la *Gazette du Canada* une directive précisant cette adaptation ou modification. 5

5

Modifications en vue de tenir un référendum plus tôt

(4) La *Loi électorale du Canada* est réputée, dans le but de tenir un référendum dans un délai plus court que celui prévu pour la tenue d'une élection générale en vertu de cette loi et aux seules fins d'un référendum, 10 modifiée de la manière indiquée à l'annexe 15 II.

10

Cas où le gouverneur en conseil peut abroger l'annexe II

(5) Lorsqu'une loi modifie la *Loi électorale du Canada*, aux fins de cette dernière, de façon à englober toutes ou presque toutes les modifications apportées à cette dernière et exposées à l'annexe II, le gouverneur en conseil peut, par décret, abroger le paragraphe (4), le présent paragraphe et l'annexe II; cette abrogation entre en vigueur dès l'établissement du décret. 20

20

Recensement des électeurs

26. (1) Nonobstant l'alinéa 25(1)e), les règles (4) à (7) de l'annexe A de l'article 18 de la *Loi électorale du Canada* s'appliquent lors d'un référendum aux fins du recensement des électeurs dans des sections urbaines. 25

(2) Le président d'élection qui reçoit, avant le quarante-septième jour qui précède le jour du scrutin du référendum, un avis à 30 35 l'effet que le directeur général des élections a émis un bref pour sa circonscription est, aux fins du recensement des électeurs dans sa circonscription, réputé avoir reçu cet avis le quarante-septième jour qui précède le jour 35 du scrutin de ce référendum.

Début du recensement

(3) Il n'y aura aucun recensement des électeurs dans les sections urbaines et rurales aux fins d'un référendum dont le début de la campagne est dans les six mois suivant le 40 jour du scrutin d'une élection générale ou d'un référendum antérieur; aux fins des dis-

Cas où il n'y a pas de recensement

the purposes of the provisions of the *Canada Elections Act* relating to revision of the preliminary lists of electors, the official lists of electors prepared for and used at such general election or previous referendum shall be deemed to be the preliminary lists of electors prepared for the purposes of the referendum held as a result of that proclamation.

Revision of lists
of electors

27. For the purposes of the revision of the lists of electors in urban and rural polling divisions at a referendum,

(a) Rule (61) of Schedule A to section 18 of the *Canada Elections Act* shall be read as follows:

“*Rule (61).* A revising officer shall permit to be present in the revisal office two representatives of each political party and referendum committee that

(a) is registered under section 7 of the *Canada Referendum Act*, and

(b) has transmitted, in accordance with paragraph 28(2)(a) of that Act, to the returning officer for the electoral district in which the revising officer’s revisal office is located the form referred to in subsection 28(1) of that Act appointing an electoral district representative for that electoral district,

but no such representative, except with the permission of the revising officer, has any right to take part or intervene in the proceedings.”; and

(b) Rule (14) of Schedule B to section 18 of the *Canada Elections Act* shall be read as follows:

“*Rule (14).* A rural enumerator shall permit one representative of each political party and referendum committee that

(a) is registered under section 7 of the *Canada Referendum Act*, and

(b) has transmitted, in accordance with paragraph 28(2)(a) of that Act, to the returning officer for the electoral district in which the rural enumerator’s place of revision is located the form referred to in subsection

positions de la *Loi électorale du Canada* portant sur la révision des listes préliminaires d’électeurs, les listes officielles des électeurs, dressées pour cette élection générale ou ce référendum antérieur, qui ont servi à cette élection ou ce référendum sont réputées des listes préliminaires d’électeurs dressées aux fins du référendum qui se tient en vertu de cette proclamation.

5

Révision des
listes d'élec-
teurs

27. (1) Aux fins de la révision des listes d’électeurs dans des sections urbaines et rurales lors d’un référendum,

a) la règle (61) de l’annexe A de l’article 18 de la *Loi électorale du Canada* doit se lire comme suit:

«*Règle (61).* Le réviseur doit permettre que soient présents au bureau de révision deux représentants de chaque parti politique et comité de référendum

a) enregistré en vertu de l’article 7 de la *Loi sur le référendum au Canada*, et

b) qui a transmis, conformément à l’alinéa 28(2)a) de cette loi, au président d’élection de la circonscription où se trouve le bureau de révision du réviseur, la formule, visée au paragraphe 28(1) de cette loi, qui nomme un représentant de circonscription pour cette circonscription,

30

cependant, aucun de ces représentants n’a le droit, sauf avec la permission du réviseur, de prendre part aux délibérations ni d’y intervenir.»; et

b) la règle (14) de l’annexe B de l’article 18 de la *Loi électorale du Canada* doit se lire comme suit:

«*Règle (14).* Un recenseur rural doit permettre à un représentant de chaque parti politique et comité de référendum

a) enregistré en vertu de l’article 7 de la *Loi sur le référendum au Canada*, et

b) qui a transmis, conformément à l’alinéa 28(2)a) de cette loi, au président d’élection de la circonscription où se trouve le lieu de révision du recenseur rural la formule, visée au paragraphe 28(1) de cette loi, qui

35

40

45

28(1) of that Act appointing an electoral district representative for that electoral district,
to be present in the place of revision, but no such representative, except with the permission of the enumerator, has any right to take part or intervene in the proceedings.”.

Appointment of
electoral
district
representative

28. (1) Where a registered political party or registered referendum committee wishes to have one or more agents present

- (a) during revision of the lists of electors,
- (b) during the taking and counting of the vote at any polling station, or
- (c) both during such revision and taking and counting of the vote,

in an electoral district, the party or committee shall appoint, in prescribed form, an electoral district representative for that electoral district.

Time and
manner of
appointment

(2) The prescribed form referred to in subsection (1) for the appointment of an electoral district representative for an electoral district shall be signed by the leader or chief agent of the party or committee and the completed form shall,

- (a) in any case where the party or committee wishes to have one or more agents present during revision of the lists of electors in that electoral district, be transmitted to the returning officer for that electoral district not later than twenty-eight days before polling day; and
- (b) in any other case, be transmitted to the returning officer for that electoral district not later than fourteen days before polling day.

Electoral
district
representative
may appoint
agents to attend
at polling
stations

(3) For the purposes of proceedings at polling stations in an electoral district at a referendum, including the appointment of agents and their attendance at polling stations, an electoral district representative appointed for an electoral district by a registered political party or registered referendum committee in accordance with subsections (1) and (2) has all the rights and obligations of a candidate for that electoral district, and wherever the word “candidate” appears in

nomme un représentant de circonscription pour cette circonscription

d’être présent au lieu de révision; cependant, aucun de ces représentants n’a le droit, sauf avec la permission du recenseur, de prendre part aux délibérations ni d’y intervenir.».

Nomination
d'un représen-
tant de

circonscription

28. (1) Le parti politique enregistré ou le comité de référendum enregistré qui souhaite la présence d’un ou de plusieurs agents dans une circonscription

- a) au cours de la révision des listes d'électeurs,
- b) au cours de la tenue et du dépouillement du vote à un bureau de scrutin, ou
- c) à la fois au cours de cette révision ou cette tenue et ce dépouillement

doit nommer, suivant la formule prescrite, pour cette circonscription un représentant de circonscription.

20

Modalités de la
nomination

(2) La formule de nomination d'un représentant de circonscription prescrite, visée au paragraphe (1), doit être signée par le chef ou l'agent principal du parti ou du comité et la formule remplie doit être transmise

25

a) au président d'élection de cette circonscription, au plus tard vingt-huit jours avant le jour du scrutin, si le parti ou le comité souhaite la présence d'un ou de plusieurs agents au cours de la révision des listes d'électeurs de cette circonscription; et

b) au président d'élection de cette circonscription, au plus tard quatorze jours avant le jour du scrutin, dans tous les autres cas.

35

Un représen-
tant de
circonscription
peut nommer
des agents à un
bureau de

(3) Aux fins des opérations, lors d'un référendum, à un bureau de scrutin dans une circonscription, y compris la nomination d'agents et leur présence à un bureau de scrutin, un représentant de circonscription qu'a nommé, conformément aux paragraphes (1) et (2), un parti politique enregistré ou un comité de référendum enregistré pour une circonscription a les mêmes droits et obligations qu'un candidat pour cette circonscription; l'expression «représentant de circons-

45

any provision of the *Canada Elections Act* relating to agents or proceedings at polling stations at a general election, there shall be deemed to be substituted therefor the expression "electoral district representative appointed pursuant to section 28 of the *Canada Referendum Act*" and any reference in any such provision to the official agent of a candidate shall be deemed to have been stricken from such provision.

10

Recount where difference in "yes" and "no" vote is not greater than specified number

JUDICIAL RECOUNT

29. (1) Subject to subsection (4), where a question presenting one option is put to electors pursuant to paragraph 3(3)(a) and where, on completion of the official addition of the votes, the difference in the number of "yes" and "no" votes cast on a referendum question in a province is not greater than,

- (a) where the number of voters in the province is 50,000 or less, one hundred and fifty,
- (b) where the number of voters in the province is 50,001 to 500,000, four hundred and fifty,
- (c) where the number of voters in the province is 500,001 to 1,000,000, six hundred,
- (d) where the number of voters in the province is 1,000,001 to 2,000,000, eight hundred and fifty,
- (e) where the number of voters in the province is 2,000,001 to 3,000,000, one thousand and fifty,
- (f) where the number of voters in the province is 3,000,001 to 4,000,000, twelve hundred, and
- (g) where the number of voters in the province is 4,000,001 or more, fourteen hundred and fifty,

the Chief Electoral Officer shall forthwith direct the returning officer for each electoral district in that province to apply for a recount of the votes cast on that question in his electoral district.

Recount by direction of the Governor in Council

(2) The Governor in Council may, not later than one month after the official addition of the votes has been completed in a province, by order require the Chief Elector-

5
cription, nommé en vertu de l'article 28 de la *Loi sur le référendum au Canada*» remplace le mot «candidat» partout où il figure dans une disposition de la *Loi électorale du Canada* qui se rapporte aux agents ou aux

5

opérations à un bureau de scrutin lors d'une élection générale; tout renvoi à un agent officiel d'un candidat dans une telle disposition est réputé retranché.

10

RECOMPTAGE JUDICIAIRE

29. (1) Sous réserve du paragraphe (4), 10 Recomptage: lorsque une question offrant un choix est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 3(3)a et lorsque l'addition officielle des votes est terminée et qu'il y a entre les «oui» et les «non» donnés dans une province sur une question faisant l'objet du référendum, une différence d'au plus

limite dans la différence des votes

- a) cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province est d'au plus 50,000,
- b) quatre cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 50,001 et 500,000,
- c) six cents, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 500,001 et 1,000,000,
- d) huit cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 1,000,001 et 2,000,000,
- e) mille cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 2,000,- 30 001 et 3,000,000,
- f) mille deux cents, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 3,000,- 001 et 4,000,000, et
- g) mille quatre cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province est de plus de 4,000,001,

le directeur général des élections doit ordonner, immédiatement, au président d'élection de chaque circonscription dans cette province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans sa circonscription sur cette question.

(2) Au plus tard un mois après que l'addition officielle des votes est terminée dans une 45 province, le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner au directeur général des

Décret du gouverneur en conseil ordonnant le recomptage

23006-3

al Officer to direct the returning officers for the electoral districts in that province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on any referendum question.

Application to superior court for a recount

(3) Subject to subsection (4), the superior court of a province may, on the application of any registered political party, registered referendum committee, electoral district representative appointed in accordance with section 28 for an electoral district in the province in respect of which the application for a recount is made or Her Majesty in right of any province, by order require the Chief Electoral Officer to direct the returning officers for the electoral districts in the province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on any referendum question where it is made to appear to the court that

(a) votes cast on that question in one or more electoral districts in the province may have been wrongly counted or incorrectly totalled; and

(b) there is a reasonable possibility that, if such votes are properly counted and correctly totalled, the opinion of the majority of the electors in that province who cast ballots on that question will be shown to be the opposite of what it was shown to be by the original count.

Recount where question presents option

(4) Except in accordance with an order of the Governor in Council made pursuant to subsection (2), the Chief Electoral Officer shall not be required to direct, and shall not direct, the returning officers for a province pursuant to this section to apply for a recount of the votes cast in that province on a referendum question presenting two or more options referred to in paragraph 3(3)(b).

Where application for recount made to superior court

(5) An application under subsection (3) shall be

(a) made without undue delay after the official addition of the votes has been completed in all electoral districts in the province in respect of which the application is made, and

élections qu'il enjoigne aux présidents d'élection pour les circonscriptions dans cette province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans leur circonscription sur des questions faisant l'objet du référendum.

Requête à la Cour supérieure d'une province

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la Cour supérieure d'une province, peut, sur requête d'un parti politique enregistré, d'un comité de référendum enregistré, d'un représentant de circonscription nommé conformément à l'article 28 pour une circonscription dans la province à l'égard de laquelle la requête pour obtenir un recomptage est faite ou Sa Majesté du chef d'une province, rendre une ordonnance enjoignant au directeur général des élections d'ordonner aux présidents d'élection des circonscriptions dans la province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans leur circonscription sur une question faisant l'objet du référendum lorsqu'il apparaît à la Cour

a) que des votes donnés dans une ou plusieurs circonscriptions dans la province sur cette question ont pu être mal comptés ou additionnés; et

b) que l'opinion de la majorité des électeurs dans cette province qui ont donné leur vote sur cette question serait, si ces votes étaient comptés et additionnés correctement, possiblement le résultat contraire du résultat obtenu.

(4) Sauf conformément à un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe (2), le directeur général des élections n'ordonnera pas en vertu du présent article, ni ne sera requis de le faire, aux présidents d'élection d'une province de présenter une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans cette province sur une question faisant l'objet du référendum et offrant plusieurs choix, visée à l'alinéa 3(3)b).

Recomptage dans le cas de question offrant des choix

(5) Une requête présentée en vertu du paragraphe (3) doit

a) être présentée dans un délai raisonnable après que l'addition officielle des votes est terminée dans toutes les circonscriptions de la province à l'égard de laquelle la requête est faite, et

Requête présentée à la Cour supérieure

(b) supported by one or more affidavits or statutory declarations of persons having personal knowledge of the matters to which they attest, and the application and any affidavit and statutory declaration in support thereof shall be served on the Attorney General of Canada not less than five days before the application is to be heard by the court. Costs Chief Electoral Officer to direct returning officers to apply for recount Returning officer to make application to judge Electoral district representative to be given notice	*(b)* être appuyée d'un ou plusieurs affidavits ou d'une ou plusieurs déclarations statutaires souscrits par des personnes ayant une connaissance personnelle des faits qu'elles attestent et la requête ainsi que tout affidavit ou toute déclaration statutaire qui l'appuie doivent être signifiés, au moins cinq jours avant l'audition de la requête par la Cour, au procureur général du Canada. (6) No costs shall be awarded on an application under subsection (3). (7) Where the Chief Electoral Officer is required pursuant to subsection (2) or (3) to direct the returning officers for the electoral districts in a province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on a referendum question, the Chief Electoral Officer shall forthwith so direct such returning officers. (8) Where, pursuant to this section, the Chief Electoral Officer directs a returning officer for an electoral district to apply for a recount, - (a) the returning officer shall forthwith make application for a recount to a judge to whom an application for a recount could be made pursuant to section 56 of the *Canada Elections Act* in respect of that electoral district; - (b) the judge to whom the application is made shall - (i) direct that the recount be made, and - (ii) appoint a time for the recount in accordance with subsection 56(1) of that Act; and (c) subject to this section, sections 56 and 57 of that Act, except the provisions thereof that relate to a deposit or to costs, apply, with such modifications as the circumstances require, to a recount directed to be made pursuant to an application under this subsection. (9) Where an application for a recount is made pursuant to subsection (8) by a returning officer for an electoral district, the	5 5 10 Frais 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000 1005 1010 1015 1020 1025 1030 1035 1040 1045 1050 1055 1060 1065 1070 1075 1080 1085 1090 1095 1100 1105 1110 1115 1120 1125 1130 1135 1140 1145 1150 1155 1160 1165 1170 1175 1180 1185 1190 1195 1200 1205 1210 1215 1220 1225 1230 1235 1240 1245 1250 1255 1260 1265 1270 1275 1280 1285 1290 1295 1300 1305 1310 1315 1320 1325 1330 1335 1340 1345 1350 1355 1360 1365 1370 1375 1380 1385 1390 1395 1400 1405 1410 1415 1420 1425 1430 1435 1440 1445 1450 1455 1460 1465 1470 1475 1480 1485 1490 1495 1500 1505 1510 1515 1520 1525 1530 1535 1540 1545 1550 1555 1560 1565 1570 1575 1580 1585 1590 1595 1600 1605 1610 1615 1620 1625 1630 1635 1640 1645 1650 1655 1660 1665 1670 1675 1680 1685 1690 1695 1700 1705 1710 1715 1720 1725 1730 1735 1740 1745 1750 1755 1760 1765 1770 1775 1780 1785 1790 1795 1800 1805 1810 1815 1820 1825 1830 1835 1840 1845 1850 1855 1860 1865 1870 1875 1880 1885 1890 1895 1900 1905 1910 1915 1920 1925 1930 1935 1940 1945 1950 1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 2005 2010 2015 2020 2025 2030 2035 2040 2045 2050 2055 2060 2065 2070 2075 2080 2085 2090 2095 2100 2105 2110 2115 2120 2125 2130 2135 2140 2145 2150 2155 2160 2165 2170 2175 2180 2185 2190 2195 2200 2205 2210 2215 2220 2225 2230 2235 2240 2245 2250 2255 2260 2265 2270 2275 2280 2285 2290 2295 2300 2305 2310 2315 2320 2325 2330 2335 2340 2345 2350 2355 2360 2365 2370 2375 2380 2385 2390 2395 2400 2405 2410 2415 2420 2425 2430 2435 2440 2445 2450 2455 2460 2465 2470 2475 2480 2485 2490 2495 2500 2505 2510 2515 2520 2525 2530 2535 2540 2545 2550 2555 2560 2565 2570 2575 2580 2585 2590 2595 2600 2605 2610 2615 2620 2625 2630 2635 2640 2645 2650 2655 2660 2665 2670 2675 2680 2685 2690 2695 2700 2705 2710 2715 2720 2725 2730 2735 2740 2745 2750 2755 2760 2765 2770 2775 2780 2785 2790 2795 2800 2805 2810 2815 2820 2825 2830 2835 2840 2845 2850 2855 2860 2865 2870 2875 2880 2885 2890 2895 2900 2905 2910 2915 2920 2925 2930 2935 2940 2945 2950 2955 2960 2965 2970 2975 2980 2985 2990 2995 3000 3005 3010 3015 3020 3025 3030 3035 3040 3045 3050 3055 3060 3065 3070 3075 3080 3085 3090 3095 3100 3105 3110 3115 3120 3125 3130 3135 3140 3145 3150 3155 3160 3165 3170 3175 3180 3185 3190 3195 3200 3205 3210 3215 3220 3225 3230 3235 3240 3245 3250 3255 3260 3265 3270 3275 3280 3285 3290 3295 3300 3305 3310 3315 3320 3325 3330 3335 3340 3345 3350 3355 3360 3365 3370 3375 3380 3385 3390 3395 3400 3405 3410 3415 3420 3425 3430 3435 3440 3445 3450 3455 3460 3465 3470 3475 3480 3485 3490 3495 3500 3505 3510 3515 3520 3525 3530 3535 3540 3545 3550 3555 3560 3565 3570 3575 3580 3585 3590 3595 3600 3605 3610 3615 3620 3625 3630 3635 3640 3645 3650 3655 3660 3665 3670 3675 3680 3685 3690 3695 3700 3705 3710 3715 3720 3725 3730 3735 3740 3745 3750 3755 3760 3765 3770 3775 3780 3785 3790 3795 3800 3805 3810 3815 3820 3825 3830 3835 3840 3845 3850 3855 3860 3865 3870 3875 3880 3885 3890 3895 3900 3905 3910 3915 3920 3925 3930 3935 3940 3945 3950 3955 3960 3965 3970 3975 3980 3985 3990 3995 4000 4005 4010 4015 4020 4025 4030 4035 4040 4045 4050 4055 4060 4065 4070 4075 4080 4085 4090 4095 4100 4105 4110 4115 4120 4125 4130 4135 4140 4145 4150 4155 4160 4165 4170 4175 4180 4185 4190 4195 4200 4205 4210 4215 4220 4225 4230 4235 4240 4245 4250 4255 4260 4265 4270 4275 4280 4285 4290 4295 4300 4305 4310 4315 4320 4325 4330 4335 4340 4345 4350 4355 4360 4365 4370 4375 4380 4385 4390 4395 4400 4405 4410 4415 4420 4425 4430 4435 4440 4445 4450 4455 4460 4465 4470 4475 4480 4485 4490 4495 4500 4505 4510 4515 4520 4525 4530 4535 4540 4545 4550 4555 4560 4565 4570 4575 4580 4585 4590 4595 4600 4605 4610 4615 4620 4625 4630 4635 4640 4645 4650 4655 4660 4665 4670 4675 4680 4685 4690 4695 4700 4705 4710 4715 4720 4725 4730 4735 4740 4745 4750 4755 4760 4765 4770 4775 4780 4785 4790 4795 4800 4805 4810 4815 4820 4825 4830 4835 4840 4845 4850 4855 4860 4865 4870 4875 4880 4885 4890 4895 4900 4905 4910 4915 4920 4925 4930 4935 4940 4945 4950 4955 4960 4965 4970 4975 4980 4985 4990 4995 5000 5005 5010 5015 5020 5025 5030 5035 5040 5045 5050 5055 5060 5065 5070 5075 5080 5085 5090 5095 5100 5105 5110 5115 5120 5125 5130 5135 5140 5145 5150 5155 5160 5165 5170 5175 5180 5185 5190 5195 5200 5205 5210 5215 5220 5225 5230 5235 5240 5245 5250 5255 5260 5265 5270 5275 5280 5285 5290 5295 5300 5305 5310 5315 5320 5325 5330 5335 5340 5345 5350 5355 5360 5365 5370 5375 5380 5385 5390 5395 5400 5405 5410 5415 5420 5425 5430 5435 5440 5445 5450 5455 5460 5465 5470 5475 5480 5485 5490 5495 5500 5505 5510 5515 5520 5525 5530 5535 5540 5545 5550 5555 5560 5565 5570 5575 5580 5585 5590 5595 5600 5605 5610 5615 5620 5625 5630 5635 5640 5645 5650 5655 5660 5665 5670 5675 5680 5685 5690 5695 5700 5705 5710 5715 5720 5725 5730 5735 5740 5745 5750 5755 5760 5765 5770 5775 5780 5785 5790 5795 5800 5805 5810 5815 5820 5825 5830 5835 5840 5845 5850 5855 5860 5865 5870 5875 5880 5885 5890 5895 5900 5905 5910 5915 5920 5925 5930 5935 5940 5945 5950 5955 5960 5965 5970 5975 5980 5985 5990 5995 6000 6005 6010 6015 6020 6025 6030 6035 6040 6045 6050 6055 6060 6065 6070 6075 6080 6085 6090 6095 6100 6105 6110 6115 6120 6125 6130 6135 6140 6145 6150 6155 6160 6165 6170 6175 6180 6185 6190 6195 6200 6205 6210 6215 6220 6225 6230 6235 6240 6245 6250 6255 6260 6265 6270 6275 6280 6285 6290 6295 6300 6305 6310 6315 6320 6325 6330 6335 6340 6345 6350 6355 6360 6365 6370 6375 6380 6385 6390 6395 6400 6405 6410 6415 6420 6425 6430 6435 6440 6445 6450 6455 6460</

Electoral district representative entitled to be present

returning officer shall forthwith give written notice of the application to each electoral district representative appointed for his electoral district in accordance with section 28.

(10) Every electoral district representative who is entitled under subsection (9) to notice of an application for a recount in an electoral district is entitled to be present and to be represented at the recount.

Where electors entitled to be present

(11) Where, at a recount pursuant to this section of the votes cast on a referendum question, the judge who is making the recount is satisfied that either the electors who support the question or those who oppose it are not represented at the recount in that there is no electoral district representative present or represented at the recount who

- (a) supports the question, or
- (b) opposes the question,

any three electors who demand to attend on behalf of the electors who are not so represented are entitled to attend, but, except with the permission of the judge, no persons other than those who are by this section entitled to attend at the recount shall be permitted to attend.

Designation of another judge to hear application

(12) Where two or more applications for a recount are made pursuant to subsection (8) to the same judge of a court, the chief justice 30 or chief judge of that court may designate another judge of that court to hear any such application and the judge so designated has the same authority to hear the application and make the recount as the judge to whom 35 the application was first made.

Definitions

"number of voters in the province"

"superior court"

(13) In

- (a) subsection (1), the expression "number of voters in the province", in respect of the votes cast on a referendum question, 40 means the number of persons who voted on that question in the province;
- (b) subsection (3), the expression "superior court", in respect of a province, means the highest court of the province having 45 general original jurisdiction throughout the province; and

(8) doit immédiatement donner un avis écrit de la requête à chaque représentant de circonscription nommé pour sa circonscription conformément à l'article 28.

5 (10) Chaque représentant de circonscription qui a droit de recevoir, en vertu du paragraphe (9), un avis de la requête pour obtenir un recomptage dans une circonscription a le droit d'être présent et d'être représenté lors du recomptage.

5 Présence du représentant de circonscription

10

(11) Lors d'un recomptage des votes donnés sur une question faisant l'objet du référendum en vertu du présent article, si le juge qui procède au recomptage est satisfait que les électeurs qui favorisent la question 15 faisant l'objet du référendum ou ceux qui s'y opposent ne sont pas représentés du fait qu'aucun représentant de circonscription n'est ni présent ni représenté

Présence des électeurs

a) pour favoriser la question, ou
20 b) pour s'opposer à la question
ont droit d'être présents au recomptage trois électeurs qui demandent d'être présents au nom des électeurs qui ne sont pas représentés, mais personne d'autre ne peut y être 25 présent, sauf avec le consentement du juge, à moins d'en avoir le droit en vertu du présent article.

(12) Le juge en chef ou le premier juge d'une cour dont l'un des juges a été saisi de 30 plus d'une requête pour obtenir un recomptage, présentée en vertu du paragraphe (8), peut désigner un autre juge de cette cour pour entendre une ou plusieurs de ces requêtes et ce juge a la même compétence que le 35 juge à qui la requête a d'abord été présentée.

Désignation d'un autre juge

(13) Aux paragraphes suivants, soit

- a) le paragraphe (1), l'expression «nombre de voteurs de la province» désigne, à l'égard des votes donnés sur une question 40 faisant l'objet du référendum, le nombre de personnes qui ont voté dans la province sur cette question;
- b) le paragraphe (3), l'expression «Cour supérieure» d'une province désigne, à 45 l'égard d'une province, le plus haut tribunal de première instance ayant juridiction dans toute la province; et

Définitions

«nombre de voteurs de la province»

«Cour supérieure»

"chief justice"
"chief judge"

(c) subsection (12), the expressions "chief justice" and "chief judge" have the same meaning as in paragraph 22(4)(a) of the *Judges Act*.

«juge en chef»
et «premier juge»

Information to
be provided by
Chief Electoral
Officer and
manner of
providing

INFORMATION PROGRAMS

30. (1) The Chief Electoral Officer shall (a) as soon as possible after a referendum period commences, inform the public, by such means as he considers will best accomplish the purpose, with respect to the requirements for, and the purpose, 10 manner and consequences of, registration under section 7 and the time within which an application for registration under that section may be made; and (b) as soon as possible after the issue of a 15 proclamation under subsection 3(1), inform the public, by means of pamphlets, brochures, information kits, advertisements and periodical publications or by such other means as he considers appropriate, about the purpose of the referendum and the manner in which it will be conducted, including the manner and place of voting.

Limitation on
information to
be provided by
Chief Electoral
Officer

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as requiring or authorizing the Chief Electoral Officer to inform, or answer inquiries from, the public with respect to any argument in support of or in opposition to any referendum question.

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Definitions

"public
servant"

"deputy head"
"employee"

Participation of
public servant
not precluded

31. (1) In this section, "public servant" means a deputy head or an employee; "deputy head" and "employee" have the same meaning as in the *Public Service Employment Act*.

(2) Section 32 of the *Public Service Employment Act* shall not be read or applied so as to restrict the right of a public servant to

(a) engage in work for, on behalf of or against a political party, or

c) le paragraphe (12), les expressions «juge en chef» et «premier juge» ont le sens que leur donne l'alinéa 22(4)a) de la *Loi sur les juges*.

CAMPAGNE PUBLICITAIRE

30. (1) Le directeur général des élections doit dans les plus brefs délais suivant a) le début de la période de référendum, renseigner le public, en se servant des meilleurs moyens, quant à l'enregistrement et ses modalités en vertu de l'article 7, et 10 l'époque à laquelle une demande d'un tel enregistrement peut être présentée; et b) le lancement de la proclamation en vertu du paragraphe 3(1), renseigner le public en se servant de dépliants, de brochures, de jeux de documentation, d'annonces et de publications périodiques ou de tout autre moyen qu'il juge convenable quant au but du référendum et ses modalités y compris la procédure et le lieu du 20 vote.

Le directeur
général des
élections doit
renseigner le
public

(2) En vertu du paragraphe (1), le directeur général des élections n'est ni autorisé ni obligé à fournir des renseignements au public ou à répondre à des demandes au sujet d'un 25 argument qui favorise une question faisant 30 l'objet du référendum ou qui s'y oppose.

Restriction

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

31. (1) Dans le présent article,

«fonctionnaire» désigne un sous-chef ou un employé; «sous-chef» et «employé» ont le sens que donne à ces mots la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Définitions

«fonctionnaire»

30

«sous-chef» et
«employé»

(2) L'article 32 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* ne doit ni s'interpréter ni s'appliquer de façon à restreindre le droit 40 qu'a un fonctionnaire

Participation
des fonctionnai-
res à des
activités

a) de travailler pour ou contre un parti politique ou au nom d'un tel parti, ou

(b) otherwise to participate fully, in respect of a referendum held pursuant to this Act or in respect of a referendum or plebiscite held pursuant to a provincial Act.

b) de participer pleinement à toute autre activité

dans le cas d'un référendum qui se tient en vertu de la présente loi ou d'un référendum ou d'un plébiscite qui se tient en vertu d'une loi provinciale.

5

Regulations limiting participation of public servants

(3) Where, in the opinion of the Governor in Council, the participation of public servants or any class of public servants in a referendum or plebiscite referred to in subsection (2) might impair the ability of such public servants or public servants in such class to discharge the responsibilities of their positions, the Governor in Council may make regulations limiting their participation in the referendum or plebiscite.

5 (3) Lorsqu'il est d'avis que la participation de fonctionnaires ou de toute catégorie de fonctionnaires à un référendum ou plébiscite visé au paragraphe (2) peut nuire à ces fonctionnaires ou à toute catégorie de fonctionnaires dans l'exécution de leurs fonctions, le gouverneur en conseil peut, par règlement, restreindre la participation de ces personnes au référendum ou plébiscite.

Règlements visant à restreindre la participation de fonctionnaires à ces activités

15

OFFENCES

Contravention of limit on referendum expenses and contributions

32. (1) Every person, group or political party that contravenes subsection 8(1) is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years in the case of an individual, and, in any other case, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars; or
- (b) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Expenses of registered political parties and registered referendum committees

(2) Every registered political party or registered referendum committee that contravenes subsection 9(1), paragraph 9(2)(a) or (c) or subsection 9(3) is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars; or
- (b) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Broadcaster, publisher or printer failing to file return

(3) Every broadcaster, publisher or printer who fails to file a return with the Chief Electoral Officer as required by section 23 or 24 or who files such a return knowing that it is false, misleading or incomplete in a material particular is guilty of an offence and liable

INFRACTIONS

32. (1) Une personne, un groupe ou un parti politique qui enfreint le paragraphe 8(1) est coupable d'une infraction et passible

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'un emprisonnement d'au plus deux ans dans le cas d'un individu et d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars dans tous les autres cas; ou
- b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

Violation de la limite des dépenses de référendum et des contributions

(2) Un parti politique enregistré ou un comité de référendum enregistré qui enfreint le paragraphe 9(1), les alinéas 9(2)a) ou c) ou le paragraphe 9(3) est coupable d'une infraction et passible

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars; ou
- b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

Dépenses des partis politiques enregistrés et des comités de référendum enregistrés

(3) Un radiodiffuseur, un éditeur ou un imprimeur qui ne remet pas au directeur général des élections le rapport qu'exigent les articles 23 ou 24 ou qui le remet sachant qu'il contient des énoncés faux, erronés ou incomplets au sujet d'un détail important est coupable d'une infraction à la présente loi punissable

Cas où un radiodiffuseur, un éditeur ou un imprimeur ne remet pas un rapport

45

- (a) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years; or
 (b) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Chief agent failing to transmit return

(4) Every chief agent who fails to transmit to the Chief Electoral Officer, in accordance with section 20, the auditor's report and return referred to in subsection (6) of that section or who transmits such a return knowing that it is false, misleading or incomplete in a material particular is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years; or
 (b) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Failure to give auditor required assistance

(5) Every agent or officer of a registered political party or registered referendum committee who

- (a) refuses to allow the auditor of the party or referendum committee to have access to any records, documents, books, accounts, receipts or vouchers of the party or committee to which the auditor is entitled to have access under subsection 21(6),
 (b) fails to provide the auditor with any information or explanations that the auditor has required and is entitled to require from the agent or officer under that subsection, or
 (c) provides the auditor with any information or explanation knowing that it is false, misleading or incomplete in a material particular,
 is guilty of an offence and liable
 (d) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years, or
 (e) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Where penalty not otherwise provided

(6) Except as otherwise provided in this section, every one who is guilty of an offence against this Act is liable

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'un emprisonnement d'au plus deux ans; ou
 b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

L'agent principal qui ne transmet pas un rapport

(4) Un agent principal qui ne transmet pas au directeur général des élections, conformément à l'article 20, le rapport que lui fait le vérificateur et le rapport visé au paragraphe 10 20(6) ou qui transmet ce dernier sachant qu'il contient des énoncés faux, erronés ou incomplets au sujet d'un détail important est coupable d'une infraction et passible

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'un emprisonnement d'au plus deux ans; ou
 b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

20

(5) Un agent ou un dirigeant d'un parti politique enregistré ou d'un comité de référendum enregistré qui

Refus d'aider le vérificateur

a) refuse de permettre au vérificateur du parti ou du comité de référendum l'accès à tous registres, documents, livres, comptes, reçus ou à toutes pièces justificatives du parti ou du comité auquel il a droit en vertu du paragraphe 21(6),

b) ne fournit pas au vérificateur les renseignements ou explications que celui-ci a demandés et a le droit d'exiger de l'agent ou du dirigeant en vertu dudit paragraphe, ou

c) donne au vérificateur des renseignements ou des explications qu'il sait faux, erronés ou incomplets au sujet d'un détail important

est coupable d'une infraction et passible

d) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'un emprisonnement d'au plus deux ans; ou

e) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

45

(6) Sauf disposition contraire du présent article, quiconque est coupable d'une infraction à la présente loi est passible

Cas où il n'y a aucune peine prévue

- (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or
 (b) on summary conviction, to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

Registered political party or registered referendum committee also guilty

(7) Where an offence described in subsection (4) or subsection 8(6) is committed by the chief agent of a registered political party or registered referendum committee, the party or committee is also guilty of the offence and is liable

- (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars; or
 (b) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Liability of officers and directors

(8) Where

- (a) a group or political party commits an offence under subsection (1), or
 (b) a registered political party or registered referendum committee commits an offence under subsection (2),
 any officer or director of the group, political party, registered political party or registered referendum committee who assents to or acquiesces in such offence is guilty of that offence and is liable
 (c) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years, or
 (d) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Application of section 70 of the *Canada Elections Act*

- (9) Section 70 of the *Canada Elections Act* applies in respect of this Act as though
 (a) in every place in that section in which there is a reference to the *Canada Elections Act* there is also a reference to this Act; and
 (b) subsection (9) of that section were specifically made applicable to every offence referred to in this section.

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'une amende d'au plus cinq mille dollars et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou de l'une de ces peines; ou
 b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou de l'une de ces peines.

(7) Le parti politique enregistré ou le comité de référendum enregistré dont l'agent principal commet une infraction visée au paragraphe (4) ou au paragraphe 8(6) est aussi coupable de cette infraction et est passible

- a) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars; ou
 b) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

Dirigeants et administrateurs

(8) Lorsque,

- a) un groupe ou un parti politique commet une infraction en vertu du paragraphe (1), ou
 b) un parti politique enregistré ou un comité de référendum enregistré commet une infraction en vertu du paragraphe (2), un dirigeant ou un administrateur de ce groupe, de ce parti politique, de ce parti politique enregistré ou de ce comité de référendum enregistré qui consent ou acquiesce à une telle infraction est coupable de cette infraction et est passible
 c) sur déclaration de culpabilité sur mise en accusation, d'un emprisonnement d'au plus deux ans; ou
 d) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

Application de l'article 70 de la *Loi électorale du Canada*

(9) L'article 70 de la *Loi électorale du Canada* s'applique à la présente loi de la façon suivante:

- a) chaque fois qu'il fait mention de la *Loi électorale du Canada* il fait aussi mention de la présente loi; et
 b) le paragraphe (9) de cet article s'applique comme s'il était applicable à chaque infraction visée au présent article.

Groups,
political parties,
etc., deemed to
be persons

(10) A prosecution for an offence against this Act committed by a registered or unregistered group or political party may be brought against and in the name of that group or party and, for the purposes of any such prosecution only, the group or party shall be deemed to be a person and any act or thing done or omitted to be done by the leader or other officer or by any agent of the group or party within the scope of his authority to act on behalf of the group or party shall be deemed to be an act or thing done or omitted to be done by that group or party.

Name in which
prosecution
may be brought
against groups
and political
parties

(11) For the purposes of subsection (10), a prosecution against a group or political party, other than a registered referendum committee or registered political party, may be brought against the group or party in any of the following names:

- (a) the name chosen by the group or party to identify itself,
 - (b) any name by which the group or party is commonly known, and
 - (c) the names, collectively, of the persons who are, or who perform the functions of, the leader and treasurer of the group or party,
- but where a group or party is prosecuted under the names referred to in paragraph (c), such names shall be followed
- (d) in the case of a group, by the expression "as representing a group", and
 - (e) in the case of a party, by the expression "as representing a political party".

Limitation on
prosecution

(12) A prosecution by way of summary conviction for an offence against this Act may be instituted at any time within two years from the time when the subject-matter of the complaint arose.

Costs payable
out of
Consolidated
Revenue Fund

33. All costs incurred by the Chief Electoral Officer in carrying out the functions and duties imposed on him by this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

(10) Une poursuite à raison d'une infraction à la présente loi que commet un groupe enregistré ou non ou un parti politique enregistré ou non peut être intentée contre ce groupe ou ce parti et sous leur nom; aux seules fins d'une poursuite de ce genre, le groupe ou le parti sont réputés être une personne et toute chose ou tout acte faits ou omis par le chef ou par un autre dirigeant ou par un agent du groupe ou parti dans les limites de son mandat de représentant de l'un de ces derniers sont réputés faits ou omis par ces derniers.

(11) Aux fins du paragraphe (10), une poursuite contre un groupe ou parti politique, sauf un comité de référendum enregistré ou un parti politique enregistré, peut être intentée contre le groupe ou le parti sous l'un des noms suivants:

- a) le nom qu'a choisi le groupe ou le parti l'identifiant,
 - b) le nom sous lequel le groupe ou le parti est communément connu, et
 - c) les noms collectifs des personnes qui sont les chef et trésorier du groupe ou du parti ou qui en remplissent les fonctions
- mais si une poursuite est intentée contre un groupe ou un parti sous les noms visés à l'alinéa c), ces noms sont alors suivis
- d) des mots «représentant un groupe», dans le cas d'un groupe, et
 - e) des mots «représentant un parti politique», dans le cas d'un parti politique.

(12) Une poursuite par voie sommaire de culpabilité pour une infraction à la présente loi peut être intentée, en tout temps, dans les deux ans qui suivent la date où la matière donnant lieu à une plainte a pris naissance.

CHIEF ELECTORAL OFFICER'S COSTS

FRAIS ENGAGÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

33. Tous les frais engagés par le directeur général des élections dans l'exécution de ses fonctions en vertu de la présente loi sont payables sur le Fonds du revenu consolidé.

Groupes, partis politiques, etc., réputés des personnes

5

Noms sous lesquels une poursuite peut être intentée contre des groupes et partis politiques

15

Délai

35

Frais payables sur le Fonds du revenu consolidé

a) le nom qu'a choisi le groupe ou le parti 20 l'identifiant,

b) le nom sous lequel le groupe ou le parti est communément connu, et

c) les noms collectifs des personnes qui sont les chef et trésorier du groupe ou du parti ou qui en remplissent les fonctions

mais si une poursuite est intentée contre un groupe ou un parti sous les noms visés à l'alinéa c), ces noms sont alors suivis

d) des mots «représentant un groupe», 30 dans le cas d'un groupe, et

e) des mots «représentant un parti politique», dans le cas d'un parti politique.

(12) Une poursuite par voie sommaire de

culpabilité pour une infraction à la présente

loi peut être intentée, en tout temps, dans les

deux ans qui suivent la date où la matière

donnant lieu à une plainte a pris naissance.

**JURISDICTION OF FEDERAL COURT OF
CANADA**

Status of
election officers

34. For greater certainty, every election officer who performs duties or functions in respect of a referendum is a “federal board, commission or other tribunal”, within the meaning of that expression as defined in section 2 of the *Federal Court Act*.

**COMING INTO FORCE, CONTINUATION IN
FORCE AND PROCEEDINGS AFTER
EXPIRATION**

Coming into
force and
period in force

35. (1) This Act shall come into force on, and, notwithstanding subsection 111(1) of the *Canada Elections Act*, shall apply on and from, a day to be fixed by proclamation and, subject to subsection (2), shall remain in force for a period of five years from that day.

Continuation in
force

(2) If, at any time while this Act is in force pursuant to subsection (1) or this subsection, both Houses of Parliament, by joint resolution, direct that this Act shall continue in force for a further specified period from, or indefinitely after, the day on which it would otherwise expire, this Act shall continue in force for that further specified period or indefinitely, as the case may be.

No amendment
to apply for six
months, except
after notice

(3) No amendment to this Act applies for any purpose within six months from the day the amendment is assented to, unless, before the expiration of those six months, the Chief Electoral Officer has published in the *Canada Gazette* a notice that the necessary preparations for the bringing into operation of the amendment have been made, in which case the amendment shall apply for all purposes of this Act on and after the day on which such notice is published in the *Canada Gazette*.

Where Act
expires during
referendum

36. (1) Where the period during which this Act is in force expires after the issuance of a proclamation under subsection 3(1) and before all requirements of this Act have been met in respect of the referendum held as a result of that proclamation or before all proceedings arising during or out of that referendum have been completed, this Act shall be deemed to continue in force in respect of

**JURIDICTION DE LA COUR FÉDÉRALE DU
CANADA**

Officiers
d'élection

34. Pour plus de certitude, un officier d'élection qui remplit des fonctions se rapportant à un référendum est réputé «office, commission ou autre tribunal fédéral» au sens que donne l'article 2 de la *Loi sur la Cour fédérale* à cette expression.

**ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE LOI,
SON MAINTIEN ET LES PROCÉDURES QUI
ENTOURENT SON EXPIRATION**

Entrée en
vigueur et une
durée de la
présente loi

35. (1) La présente loi entre en vigueur, nonobstant le paragraphe 111(1) de la *Loi électorale du Canada*, et s'applique à compter du jour fixé par proclamation et, sous réserve du paragraphe (2), demeure en vigueur pour une période de cinq ans à compter de ce jour.

(2) Si, à une époque quelconque alors que la présente loi est en vigueur en vertu du paragraphe (1) ou du présent paragraphe, les Chambres du Parlement, par résolution conjointe, ordonnent que la présente loi soit maintenue en vigueur pour toute période au-delà du jour où normalement elle expirerait, la présente loi est maintenue en vigueur pendant cette période.

Maintien de la
loi

(3) Aucune modification de la présente loi ne s'applique à toute fin dans les six mois qui suivent la sanction de ladite modification, à moins qu'avant l'expiration de ce délai, le directeur général des élections n'ait publié dans la *Gazette du Canada* un avis portant que les préparatifs nécessaires à la mise en application de cette modification ont été faits; la modification s'applique alors aux fins de la présente loi à compter du jour de la publication de l'avis dans la *Gazette du Canada*.

Application des
modifications
lors d'un
référendum

36. (1) Si la présente loi expire après le lancement d'une proclamation en vertu du paragraphe 3(1) et avant que les exigences de cette loi à l'égard du référendum dont cette proclamation est à l'origine n'aient été satisfaites ou avant que les opérations entourant le référendum n'aient été terminées, la présente loi est réputée demeurée en vigueur pour ce référendum tant que ces exigences

Cas où la loi
prend fin au
cours du
référendum

that referendum until all such requirements have been met and all such proceedings have been completed.

Prosecution
after Act
expires

(2) A prosecution for an offence under this Act or under the *Canada Elections Act* in respect of a referendum or under section 115 of the *Criminal Code* in relation to anything that this Act or the *Canada Elections Act* forbids or requires to be done in respect of a referendum may be continued, or commenced and continued, after the period during which this Act is in force has expired as though such period had not expired.

n'ont été satisfaites et ces opérations terminées.

(2) La poursuite d'une infraction en vertu de la présente loi ou de la *Loi électorale du Canada* relative à un référendum, ou en vertu de l'article 115 du *Code criminel* quant à toute chose défendue ou exigée par la présente loi ou par la *Loi électorale du Canada* à l'occasion d'un référendum peut être continuée, ou intentée et continuée, après l'expiration de la présente loi comme si cette dernière était encore en vigueur.

Poursuite après
l'expiration de
la loi
5

SCHEDULE I

FORM 1

WRIT OF REFERENDUM (SECTION 6)

.....
Deputy of the Governor General

Elizabeth the Second, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To
of

GREETING:

WHEREAS, pursuant to section 3 of the *Canada Referendum Act*, His Excellency in Council has issued a Proclamation of Referendum directing that the opinion of electors be obtained with respect to the following question(s):

(set out the question or questions),

WE COMMAND YOU, that notice of the time and place of the referendum being duly given, that is the day of 19

YOU DO CAUSE the referendum to be held according to law for the said electoral district in the Province aforesaid respecting the foregoing question(s);

AND YOU DO CAUSE the results of such referendum to be reported to the Chief Electoral Officer, so soon thereafter as possible but in any event not later than the day of 19

Witness:....., Deputy of Our Right Trusty and Well-beloved, Chancellor and Principal Companion of Our Order of Canada, Chancellor and Commander of Our Order of Military Merit upon whom We have conferred Our Canadian Forces' Decoration, GOVERNOR GENERAL AND COMMANDER-IN-CHIEF OF CANADA.

At Our City of Ottawa, on
and in the year of Our Reign.

BY COMMAND
Chief Electoral Officer

ANNEXE I

FORMULE 1

BREF DE RÉFÉRENDEUM (ART. 6)

.....
Suppléant du Gouverneur général

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A

DE

SALUT:

CONSIDÉRANT QUE, en vertu de l'article 3 de la *Loi sur le référendum au Canada*, Son Excellence en conseil a lancé une proclamation de référendum ordonnant que le point de vue des électeurs soit obtenu au sujet d'une ou plusieurs questions formulées ainsi:

(énoncer la question ou les questions, selon le cas)

NOUS VOUS ORDONNONS, après qu'avis du moment et du lieu du référendum en aura été dûment donné, soit le jour de
..... 19

DE POURVOIR À la tenue du référendum, selon la loi, pour ladite circonscription de la province susmentionnée au sujet d'une ou plusieurs questions précitées;

ET DE POURVOIR À ce que les résultats de ce référendum soient rapportés au directeur général des élections, aussitôt que possible et au plus tard le jour de 19

TÉMOIN:....., suppléant de notre fidèle et bien aimé....., Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire à qui Nous avons décerné Notre décoration des Forces canadiennes, GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET COMMANDANT EN CHEF DU CANADA.

En Notre ville d'Ottawa, ce
et la de Notre règne.

PAR ORDRE
Directeur général des élections

SCHEDULE II

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment		
1.	Subsection 2(1) Definition "electoral district representative"	<p>Subsection 2(1) of the <i>Canada Elections Act</i> is amended by adding thereto, immediately after the definition "electoral district agent", the following definition:</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="vertical-align: top; width: 30%;"> <p>"electoral district representative" <i>«repré-</i> <i>sentant de</i> <i>circons-</i> <i>cription»</i></p> </td><td style="vertical-align: top;"> <p>"electoral district representative", in respect of an electoral district, means an electoral district representative appointed for the electoral district by a political party or referendum committee pursuant to subsection 28(1) of the <i>Canada Referendum Act</i> in respect of which representative the party or committee has transmitted to the returning officer for that electoral district, in accordance with subsection 28(2) of that Act, the signed and completed form referred to in that subsection;"</p> </td></tr> </table>	<p>"electoral district representative" <i>«repré-</i> <i>sentant de</i> <i>circons-</i> <i>cription»</i></p>	<p>"electoral district representative", in respect of an electoral district, means an electoral district representative appointed for the electoral district by a political party or referendum committee pursuant to subsection 28(1) of the <i>Canada Referendum Act</i> in respect of which representative the party or committee has transmitted to the returning officer for that electoral district, in accordance with subsection 28(2) of that Act, the signed and completed form referred to in that subsection;"</p>
<p>"electoral district representative" <i>«repré-</i> <i>sentant de</i> <i>circons-</i> <i>cription»</i></p>	<p>"electoral district representative", in respect of an electoral district, means an electoral district representative appointed for the electoral district by a political party or referendum committee pursuant to subsection 28(1) of the <i>Canada Referendum Act</i> in respect of which representative the party or committee has transmitted to the returning officer for that electoral district, in accordance with subsection 28(2) of that Act, the signed and completed form referred to in that subsection;"</p>			
2.	Subsection 2(1) Definition "official list of electors"	<p>The definition "official list of electors" in subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p style="padding-left: 40px;">" "official list of electors" means</p> <p class="list-item-l1">(a) in an urban polling division, any copy of the preliminary list <u>of electors</u> prepared by the urban enumerators pursuant to Rules (8) to (24) of Schedule A to section 18 taken together with a copy of the statement of changes and additions certified by the revising officer pursuant to Rule (63) of that Schedule, or the appropriate portion of <u>such</u> preliminary list that has been divided by the returning officer for the taking of the vote taken together with the special statement of changes and additions certified by the returning officer pursuant to subsections 35(9) to (12), and</p> <p class="list-item-l1">(b) in a rural polling division, any copy of the preliminary list of electors prepared by the rural enumerator pursuant to Rules (3) to (11) of Schedule B to section 18 taken together with a copy of the statement of changes and additions certified by the rural enumerator pursuant to Rule (19) of that Schedule, or the appropriate portion of <u>such</u> preliminary list that has been divided by the returning officer for the taking of</p>		

ANNEXE II

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
1.	Paragraphe 2(1) Définition de «représentant de circonscription»	<p>Le paragraphe 2(1) de la <i>Loi électorale du Canada</i> est modifié par l'adjonction, immédiatement après la définition de «recomptage», de la définition suivante:</p> <p>«représen- tant de cir- conscrip- tion» “electoral district represen- tative”</p> <p>««représentant de circonscription» désigne, dans le cas d'une circonscription, un représentant de circonscription, nommé par un parti politique ou un comité de référendum pour une circonscription en vertu du paragraphe 28(1) de la <i>Loi sur le référendum au Canada</i>, au sujet duquel le parti ou le comité a remis, conformément au paragraphe 28(2) de cette loi, au président d'élection pour cette circonscription la formule signée et remplie que vise ce paragraphe;»</p>
2.	Paragraphe 2(1) Définition de «liste électorale officielle»	<p>La définition de «liste électorale officielle» du paragraphe 2(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>««liste électorale officielle» signifie</p> <p>a) dans une section urbaine, une copie de la liste préliminaire des électeurs, dressée par les recenseurs urbains conformément aux règles (8) à (24) de l'annexe A de l'article 18, avec une copie du relevé des changements et additions qu'a attesté le réviseur en conformité de la règle (63) de cette annexe, ou la partie appropriée de ladite liste préliminaire que le président d'élection a divisée pour la tenue du scrutin, avec le relevé spécial des changements et additions que le président d'élection a certifié conformément aux paragraphes 35(9) à (12), et</p> <p>b) dans une section rurale, toute copie de la liste préliminaire des électeurs, dressée par le recenseur rural en conformité des règles (3) à (11) de l'annexe B de l'article 18, avec une copie du relevé des changements et additions attestée par le</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
3.	Subsection 2(1) Definition “preliminary lists of electors”	divided by the returning officer for the taking of the vote taken together with the special statement of changes and additions certified by the returning officer pursuant subsections 35(9) to (12);”
4.	Section 6	The definition “preliminary lists of electors” in subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: ““preliminary lists of electors” means the lists of electors prepared by enumerators pursuant to Rules (8) to (24) of Schedule A to section 18 and Rules (3) to (11) of Schedule B to section 18;”
5.	Paragraph 6(5)(e)	Section 6 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following section:
6.	Subsection 18(1)	Writs dated and issued “(3.1) Notwithstanding subsections (2) and (3), in no case shall a writ of election be dated or issued on a day that is later than the forty-seventh day before polling day.” Paragraph 6(5)(e) of the said Act is repealed. Subsection 18(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “18. (1) The returning officer shall, commencing on Monday, the <u>thirty-fifth</u> day before polling day, cause to be prepared in and for his electoral district, and pursuant to this Act, preliminary lists of all persons who are qualified as electors in the urban and rural polling divisions comprised therein.”
7.	Subsections 18(4) to (17)	Subsections 18(4) to (17) of the said Act are repealed and the following substituted therefor: Disposal of copies of preliminary list received from enumerators “(4) The returning officer shall, upon receipt of the two copies of the preliminary list of electors from each pair of urban enumerators pursuant to Rule (24) of Schedule A to this section and from every rural enumerator pursuant to Rule (11) of Schedule B to this section,

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
3.	Paragraphe 2(1) Définition de «listes préliminaires des électeurs»	règle (19) de cette annexe, ou la partie appropriée de <u>ladite liste préliminaire que le président d'élection a répartie pour la tenue du scrutin, avec le relevé spécial des changements et additions que le président d'élection a attesté en conformité des paragraphes 35(9) à (12);»</u>
4.	Article 6	La définition de «liste préliminaire des électeurs» donnée au paragraphe 2(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit: ««listes préliminaires des électeurs» signifie les listes électorales dressées par les recenseurs en conformité des règles (8) à (24) de l'annexe A de l'article 18, et des règles (3) à (11) de l'annexe B dudit article;»
5.	Alinéa 6(5)e)	L'article 6 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe (3), du paragraphe suivant:
6.	Paragraphe 18(1)	Date du bref «(3.1) Nonobstant les paragraphes (2) et (3), le bref d'élection ne pourra, en aucun cas, être émis après le quarante-septième jour précédent le jour du scrutin, ni porter une date postérieure audit jour.» L'alinéa 6(5)e) de ladite loi est abrogé. Le paragraphe 18(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:
7.	Paragraphes 18(4) à (17)	«18. (1) Le président d'élection doit, à compter du lundi <u>trente-cinquième</u> jour avant le jour du scrutin, faire dresser dans et pour sa circonscription, et conformément à la présente loi, des listes préliminaires de toutes les personnes habiles à voter dans les sections urbaines et rurales qui y sont comprises.» Les paragraphes 18(4) à (17) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
	Distribution des copies des listes préliminaires	«(4) Dès la réception des deux copies de la liste préliminaire des électeurs dressée par les deux recenseurs urbains, en conformité de la règle (24) de l'annexe A du présent article et de celles dressées par chaque recenseur rural, en

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
	Additional copies	<p>(a) correct any errors of a clerical nature in the name and particulars of any elector appearing on <u>each</u> such copy and initial each correction;</p> <p>(b) certify <u>each</u> such corrected list in the prescribed form; and</p> <p>(c) reproduce sufficient copies of each such corrected and certified list by photographic or other means and use those copies for the following purposes, namely,</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) one copy <u>to be furnished</u> to each person who nominated urban enumerators pursuant to Rule (4) of Schedule A to this section, (ii) one copy to be furnished to each electoral district representative at the pending election in the returning officer's electoral district, (iii) five copies to be furnished to the Chief Electoral Officer, (iv) one copy to be retained <u>by the returning officer</u> and kept available for inspection <u>by any interested person at any reasonable time</u>, and (v) such additional copies as are necessary to be used for the revision of the lists and the taking of the votes at the poll. <p>(5) The returning officer shall, upon the request of any electoral district representative at the pending election in the returning officer's electoral district, reproduce by photographic or other means and furnish to the electoral district representative such additional copies, not exceeding ten, of the preliminary list of electors for any polling division in the electoral district as the electoral district representative requests.</p>

ANNEXE II—Suite

(Paragraphe 25(4))

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI**

Item	Disposition concernée	Modification
		<p>conformité de la règle (11) de l'annexe B du présent article, le président d'élection doit</p> <ul style="list-style-type: none"> a) y corriger toutes les erreurs de copiste relatives au nom d'un électeur et aux renseignements concernant un électeur et parafer les corrections; b) attester, selon la forme prescrite, chaque liste corrigée; et c) reproduire en quantité suffisante, par un procédé photographique ou autre, des copies de chaque liste corrigée et attestée et les employer aux fins suivantes: <ul style="list-style-type: none"> (i) fournir une copie à chaque personne ayant désigné des recenseurs urbains en conformité de la règle (4) de l'annexe A du présent article, (ii) fournir une copie à chaque représentant de circonscription à l'élection en cours dans la circonscription du président d'élection, (iii) fournir cinq copies au directeur général des élections, (iv) conserver une copie et la tenir à la disposition des intéressés à toute heure raisonnable, et (v) avoir le nombre supplémentaire de copies pour permettre la révision des listes et la tenue du scrutin. <p>Copies supplémentaires</p> <p>(5) Le président d'élection doit reproduire par un procédé photographique ou autre et remettre à tout représentant de circonscription à une élection en cours dans sa circonscription qui en fait la demande, le nombre requis de copies supplémentaires de la liste préliminaire des électeurs de toute section de vote située dans ladite circonscription; le nombre de ces copies ne doit cependant pas être supérieur à dix.</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
	Arrange- ment of names on lists	<p>(6) The arrangement of the names on the printed preliminary lists of electors shall be as follows:</p> <p>(a) in the case of urban polling divisions,</p> <p>(i) the names of the electors shall be arranged on the lists in geographical order, that is, by streets, roads and avenues, and by apartment or unit numbers, as prepared by the enumerators in the form prescribed pursuant to Rule (22) of Schedule A to this section, except as provided in subsection (26), in which case the names of the electors shall be arranged alphabetically, and</p> <p>(ii) notices shall be printed at the top of the list for each urban polling division, setting forth the necessary details relating to the sittings for revision of the revising officer and the exact location of the polling station established in the urban polling division for the taking of the votes on polling day; and</p> <p>(b) in the case of rural polling divisions, the names of the electors shall be arranged on the lists in alphabetical order, as in the preliminary lists prepared by the enumerators in the form prescribed pursuant to subsection 18(26).</p>
	Notice of enumera- tion	<p>(7) Each returning officer shall send a notice of enumeration in the prescribed form, not later than Wednesday, the twenty-sixth day before polling day, to the electors residing in a polling division in his electoral district whose names appear on the preliminary list of electors for that polling division, in accordance with the following provisions:</p>

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI**

Item	Disposition concernée	Modification
	Disposition des noms sur les listes	<p>(6) Les noms doivent être disposés sur les exemplaires imprimés des listes préliminaires des électeurs comme il suit:</p> <p>a) dans le cas des sections urbaines,</p> <p>(i) les noms des électeurs doivent être disposés sur les listes dans l'ordre géographique, c'est-à-dire par rues, chemins et avenues, et par numéros d'appartement ou de fraction d'immeuble, comme sur les listes dressées par les recenseurs selon la formule prescrite en vertu de la règle (22) de l'annexe A du présent article, sauf les dispositions du paragraphe (26), auquel cas les noms des électeurs doivent être disposés dans l'ordre alphabétique, et</p> <p>(ii) au haut de la liste préliminaire de chaque section urbaine doivent être imprimés des avis énonçant les détails nécessaires se rapportant aux séances de révision du réviseur et le lieu précis où se trouve le bureau de scrutin établi dans la section urbaine pour procéder au scrutin le jour de l'élection; et</p> <p>b) dans le cas des sections rurales, les noms des électeurs doivent être disposés sur les listes dans l'ordre alphabétique, comme sur les listes préliminaires dressées par les recenseurs selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 18(26).</p>
	Avis de recensement	<p>(7) Chaque président d'élection doit envoyer <u>un avis de recensement en la forme prescrite</u>, au plus tard le <u>mercredi vingt-sixième</u> jour avant le jour du scrutin, aux électeurs résidant dans une section <u>de vote de sa circonscription</u> dont les noms apparaissent sur la liste <u>préliminaire des électeurs de cette section de vote</u>, conformément aux prescriptions suivantes:</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
8.	Subsection 18(21)	<p>(a) where two or more electors having the same surname (in this subsection called "group" of electors) reside in one dwelling place, one notice containing the names of the enumerated electors in the group shall be sent to one of the electors of the group and one notice shall be sent to any other elector residing in that dwelling place who has a surname different from the surname of the group;</p> <p>(b) where two or more groups of electors, each group having a different surname, reside in one dwelling place, one notice containing the names of the enumerated electors in the group shall be sent to one of the electors of each such group and one notice shall be sent to any other elector residing in that dwelling place who has a surname different from the surname of each group; and</p> <p>(c) in the case of any other dwelling place or any hotel, hospital, university, college or other institution, one notice shall be sent to each elector residing therein.</p> <p>(8) Notices of enumeration sent pursuant to subsection (7) are entitled to pass through the mails free of postage."</p> <p>Subsection 18(21) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"(21) A returning officer shall not issue the certificate referred to in subsection (20) in the case of a name struck off the preliminary list of electors by the revising officer during his sittings for revision."</p>

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
		<p><i>a)</i> lorsque deux ou plusieurs électeurs ayant le même nom de famille (dans le présent paragraphe appelés «groupe» d'électeurs) résident dans le même logement, <u>un avis contenant les noms des électeurs du groupe qui sont inscrits</u> doit être envoyé à un des électeurs du groupe et <u>un avis</u> doit être adressé à tout autre électeur qui réside dans ce logement et qui a un nom de famille différent de celui du groupe;</p> <p><i>b)</i> lorsque deux ou plusieurs groupes d'électeurs, chaque groupe ayant un nom de famille différent, résident dans le même logement, <u>un avis contenant les noms des électeurs du groupe qui sont inscrits</u> doit être adressé à un des électeurs de chacun de ces groupes et <u>un avis</u> doit être envoyé à tout autre électeur qui réside dans ce logement et qui a un nom de famille différent de celui de chacun de ces groupes; et</p> <p><i>c)</i> dans le cas de tout autre logement ou d'un hôtel, hôpital, collège, d'une université ou autre institution, <u>un avis</u> doit être adressé à chacun des électeurs qui y résident.</p> <p>(8) <u>Les avis de recensement expédiés en application du paragraphe (7) sont admis à la franchise postale.</u></p>

8. Paragraphe 18(21)

(8) Les avis de recensement expédiés en application du paragraphe (7) sont admis à la franchise postale.»

Le paragraphe 18(21) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(21) Un président d'élection ne doit pas délivrer le certificat mentionné au paragraphe (20) lorsque le réviseur, au cours de ses séances de révision, a rayé le nom du requérant de la liste préliminaire des électeurs.»

SCHEDE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
9.	Subsections 18(24) and (25)	<p>Subsections 18(24) and (25) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:</p> <p>Illegal arrangements respecting reproduction or printing of election documents</p> <p>“(24) Every one is guilty of an offence against this Act who</p> <p>(a) requests, demands, accepts or agrees to accept monetary or other reward of any kind as consideration for the granting of a contract or an order of any kind for the <u>reproduction or</u> printing of the lists of electors or other election documents required to be <u>reproduced or</u> printed pursuant to this Act; or</p> <p>(b) pays or agrees or promises to pay or gives or agrees or promises to give any monetary or other reward of any kind as consideration for the granting of a contract or an order of any kind for the <u>reproduction or</u> printing of the lists of electors or other election documents required to be <u>reproduced or</u> printed pursuant to this Act.</p> <p>Affidavits</p> <p>(25) Before an account relating to the <u>reproduction or</u> printing of lists of electors <u>or</u> other election documents is taxed by the Chief Electoral Officer,</p> <p>(a) the <u>person reproducing or printing the documents</u> shall transmit to the Chief Electoral Officer, through the returning officer, an affidavit in the prescribed form setting forth that he has not, nor has anyone for him and on his behalf, paid, agreed or promised to pay, given, <u>agreed</u> or promised to give, any monetary or other reward <u>of any kind</u> to the returning officer, or to any person on the latter's behalf, as consideration</p>

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
9.	Paragraphes 18(24) et (25)	<p>Les paragraphes 18(24) et (25) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:</p> <p>Les conventions illégales concernant la reproduction ou l'impression de documents électoraux sont une infraction</p> <p>«(24) Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque</p> <p>a) sollicite, exige, accepte ou convient d'accepter de l'argent ou une autre rétribution en contrepartie de l'adjudication d'un contrat ou de toute commande concernant <u>la reproduction ou l'impression des listes électorales ou autres documents d'élection</u> qui doivent être <u>reproduits ou imprimés</u> en conformité de la présente loi; ou</p> <p>b) paie ou convient ou promet de payer ou donne ou convient ou promet de donner de l'argent ou une autre rétribution en contrepartie de l'adjudication d'un contrat ou de toute commande concernant <u>la reproduction ou l'impression des listes électorales ou autres documents d'élection</u> qui doivent être <u>reproduits ou imprimés</u> en conformité de la présente loi.</p> <p>Affidavits</p> <p>(25) Avant que le directeur général des élections taxe un compte relatif à <u>la reproduction ou à l'impression de listes électorales ou autres documents d'élection</u>,</p> <p>a) <u>la personne qui a reproduit ou imprimé ces documents</u> doit transmettre au directeur général des élections, par l'entremise du président d'élection, un affidavit selon la formule <u>prescrite</u>, énonçant que ni lui ni aucune personne pour lui et en son nom, n'ont payé, donné ou convenu ou promis de payer ou de donner de l'argent ou une autre rétribution</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
		for the granting of a <u>contract or an order of any kind for the reproduction or printing of lists of electors or other election documents</u> ; and (b) the returning officer shall transmit to the Chief Electoral Officer an affidavit in the prescribed form setting forth that he has not, nor has <u>anyone</u> for him and on his behalf, received or requested, demanded, accepted or agreed to accept, any monetary or other reward of <u>any kind</u> from any person, as consideration for the granting of a <u>contract or an order of any kind for the reproduction or printing of lists of electors or other election documents</u> for his electoral district.”
10.	Subparagraph (a)(i) of Rule (4) of Schedule A to section 18	Subparagraph (a)(i) of Rule (4) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “(i) give notice to the candidate who, at the last preceding election in the electoral district, received the highest number of votes, and also to the candidate representing at that election a different and opposed political interest, who received the next highest number of votes, to nominate a fit and proper person for appointment as an enumerator for every urban polling division comprised in the electoral district, whereupon each such candidate or his designated representative shall, not later than twelve o'clock noon on <u>Monday, the forty-second day before polling day</u> , nominate such persons and furnish to the returning officer a list of the names of the persons so nominated for all urban polling divisions, and”

ANNEXE II—Suite

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
		quelconque au président d'élection, ou à toute autre personne pour le compte de ce dernier, en contrepartie de l'adjudication <u>d'un contrat ou d'une commande de quelque nature pour la reproduction ou l'impression des listes électorales ou autres documents d'élection;</u> et
10.	Sous-alinéa <i>a</i>)(i) de la règle (4) de l'annexe A de l'article 18	<p><i>b)</i> le président d'élection doit transmettre au directeur général des élections un affidavit selon la formule prescrite, énonçant que ni lui, ni aucune personne pour lui et en son nom, n'ont reçu ou demandé, exigé, accepté ou convenu d'accepter, de l'argent ou une autre rétribution quelconque de qui que ce soit, en contrepartie de l'adjudication <u>d'un contrat ou d'une commande de quelque nature pour la reproduction ou l'impression des listes électorales ou autres documents d'élection relatifs à sa circonscription..»</u></p> <p>Le sous-alinéa <i>a</i>)(i) de la règle (4) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>«(i) donner avis au candidat qui, lors de la dernière élection dans la circonscription, a obtenu le plus grand nombre de votes, et au candidat qui représentait, à cette élection, une tendance politique différente et opposée et qui a obtenu le plus grand nombre de votes après le premier, de désigner une personne apte et qualifiée pour remplir le poste de recenseur dans chaque section urbaine comprise dans la circonscription, et alors chacun de ces candidats ou le représentant qu'il choisit doit, au plus tard à midi le <u>lundi, quarante-deuxième</u> jour avant le jour du scrutin, désigner ces personnes et fournir au président d'élection une liste des noms des personnes ainsi désignées pour toutes les sections urbaines, et»</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
11.	Rule (7) of Schedule A to section 18	Rule (7) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “Rule (7). If either of the candidates or persons entitled to nominate enumerators fail by twelve o'clock noon on <u>Monday</u> , the <u>forty-second</u> day before polling day to nominate a fit and proper person for appointment as enumerator for any urban polling division comprised in the electoral district, the returning officer shall, subject to the provisions of Rule (3), himself select and appoint enumerators to any necessary extent.”
12.	Rule (12) of Schedule A to section 18	All that portion of Rule (12) of Schedule A to section 18 of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor: “Rule (12). Each pair of urban enumerators, after taking their oaths as such, shall, <u>commencing on Monday, the thirty-fifth day before polling day and terminating on Thursday, the thirty-second day before polling day</u> , (a) proceed jointly to ascertain the name and address of every person who is entitled to have his name entered on the list of electors at the pending election in the polling division for which they have been appointed;”
13.	Rule (21) of Schedule A to section 18	Rule (21) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “Rule (21). On <u>Friday</u> , the <u>thirty-first</u> day before polling day, each pair of urban enumerators shall prepare at least two copies of a complete list of the names and addresses of the persons who are qualified as electors in the polling division for which they have been appointed.”
14.	Rules (24) and (25) of Schedule A to section 18	Rules (24) and (25) of Schedule A to section 18 of the said Act are repealed and the following substituted therefor: “Rule (24). Upon completion of the preliminary list of electors and not later than <u>Saturday</u> , the <u>thirtieth</u>

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
11.	Règle (7) de l'annexe A de l'article 18	<p>La règle (7) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«<i>Règle (7).</i> Si l'un ou l'autre des candidats ou personnes ayant le droit de désigner des recenseurs a omis, au plus tard à midi le <u>lundi, quarante-deuxième</u> jour qui précède le jour du scrutin, de désigner une personne apte et qualifiée à titre de recenseur pour une section urbaine comprise dans la circonscription, le président d'élection, sous réserve de la règle (3), doit, dans la mesure où la chose est nécessaire, faire lui-même le choix et la nomination des recenseurs.»</p>
12.	Règle (12) de l'annexe A de l'article 18	<p>La partie de la règle (12) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi, qui précède son alinéa <i>b</i>), est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«<i>Règle (12).</i> Les deux recenseurs urbains, après leur assermentation, doivent, <u>dans la période commençant le lundi trente-cinquième jour avant le jour du scrutin et se terminant le jeudi trente-deuxième jour avant le jour du scrutin,</u></p> <p><i>a)</i> se mettre à recueillir ensemble les nom et adresse de chaque personne qui a droit à l'inscription de son nom sur la liste des électeurs à l'élection en cours, dans la section de vote pour laquelle ces recenseurs ont été nommés;»</p>
13.	Règle (21) de l'annexe A de l'article 18	<p>La règle (21) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«<i>Règle (21).</i> Les deux recenseurs urbains doivent, le <u>vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin, dresser, en deux exemplaires au moins, une liste complète des noms et adresses des personnes qui ont qualité d'électeur dans la section de vote pour laquelle ils ont été nommés.»</u></p>
14.	Règles (24) et (25) de l'annexe A de l'article 18	<p>Les règles (24) et (25) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit:</p> <p>«<i>Règle (24).</i> Dès que la liste préliminaire des électeurs est complète et au plus tard le <u>samedi trentième</u></p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
15.	Rule (27) of Schedule A to section 18	<p>day before polling day, each pair of enumerators shall deliver or transmit to the returning officer who appointed them at least two plainly written or type-written copies of the list for the polling division for which they were appointed, certified by them in the manner prescribed by the Chief Electoral Officer, together with their record books containing the carbon copies of the notices referred to in paragraph (c) of Rule (12)."</p> <p>Rule (27) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"Rule (27). Forthwith upon being advised by a returning officer of the issue of a writ for an election in an electoral district comprising urban polling divisions and included within an area under his jurisdiction, the <i>ex officio</i> revising officer shall, not later than <u>Wednesday, the thirty-third day before polling day</u>, appoint in writing in the prescribed form a substitute revising officer for every revisal district, as hereafter established by the returning officer, for which the <i>ex officio</i> revising officer is not himself prepared to revise the lists of electors."</p>
16.	Paragraph (c) of Rule (34) of Schedule A to section 18	<p>Paragraph (c) of Rule (34) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"(c) transmit or deliver five copies of the notice of revision printed in accordance with paragraph (a) to every electoral district representative at the pending election in the electoral district."</p>
17.	Paragraph (a) of Rule (38) of Schedule A to section 18	<p>Paragraph (a) of Rule (38) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"(a) at least <u>one copy</u> of the preliminary list of electors for every polling division comprised in his revisal district; and"</p>
18.	Paragraph (e) of Rule (42) of Schedule A to section 18	<p>Paragraph (e) of Rule (42) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"(e) requests made by the returning officer to correct errors appearing on the preliminary list of</p>

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI**

Item	Disposition concernée	Modification
15.	Règle (27) de l'annexe A de l'article 18	<p>jour avant le jour du scrutin, les deux recenseurs doivent transmettre ou remettre au président d'élection qui les a nommés au moins deux copies lisiblement manuscrites, ou dactylographiées de la liste des électeurs de la section de vote pour laquelle ils ont été nommés, certifiées selon les modalités prescrites par le directeur général des élections, avec leurs registres contenant les copies au carbone des avis visés à l'alinéa <i>c</i>) de la règle (12).»</p> <p>La règle (27) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«<i>Règle (27).</i> Dès que le réviseur d'office apprend d'un président d'élection l'émission d'un bref ordonnant une élection dans une circonscription qui comprend des sections urbaines et qui fait partie d'un district relevant de sa juridiction, il doit, au plus tard le <u>mercredi trente-troisième</u> jour qui précède le jour du scrutin, nommer par écrit, selon la formule prescrite, un substitut du réviseur pour chaque district de révision, comme il est établi ci-après par le président d'élection pour lequel le réviseur d'office n'est pas préparé à réviser lui-même les listes électorales.»</p>
16.	Alinéa <i>c</i>) de la règle (34) de l'annexe A de l'article 18	<p>L'alinéa <i>c</i>) de la règle (34) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>«<i>c)</i> transmettre ou remettre cinq copies de l'avis de révision selon la formule imprimée en conformité de l'alinéa <i>a</i>) à chaque représentant de circonscription officiellement présenté à l'élection en cours dans la circonscription.»</p>
17.	Alinéa <i>a</i>) de la règle (38) de l'annexe A de l'article 18	<p>L'alinéa <i>a</i>) de la règle (38) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>«<i>a)</i> au moins <u>une copie</u> de la liste préliminaire des électeurs pour <u>chaque</u> section de vote comprise dans son district de révision; et»</p>
18.	Alinéa <i>e</i>) de la règle (42) de l'annexe A de l'article 18	<p>L'alinéa <i>e</i>) de la règle (42) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>«<i>e)</i> les demandes faites par le président d'élection en vue de faire rectifier des erreurs qui paraissent sur la liste</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
19.	Rule (43) of Schedule A to section 18	electors in accordance with the corrections made by the returning officer on the list and certified by him and to include in the official list of electors the names of electors to whom a notice referred to in paragraph (c) of Rule (12) has been duly issued by the enumerators but whose names have been inadvertently omitted from the preliminary list of electors;”
20.	Paragraph (a) of Rule (50) of Schedule A to section 18	Rule (43) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: <i>“Rule (43).</i> At the sittings for revision referred to in Rule (42) the revising officer shall (a) comply with any request made by a returning officer pursuant to Rule (41); and (b) correct any typographical errors of which he has knowledge appearing in the preliminary list of electors.”
21.	Rule (57) of Schedule A to section 18	Paragraph (a) of Rule (50) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “(a) whose name appears on the preliminary list for one of the polling divisions comprised in the electoral district in which the revising officer’s revisal district is situated.”
22.	Rule (76) of Schedule A to section 18	Rule (57) of Schedule A to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: <i>“Rule (57).</i> A revising officer shall consider all verbal applications for correction of mistakes in names or in descriptions of residences, appearing in any list of electors relating to his revisal district and, upon satisfactory evidence being furnished to him, he shall enter the particulars of the correction in his record sheets as an accepted application for correction to be made in the appropriate official list of electors.”
		All that portion of Rule (76) of Schedule A to section 18 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
19.	Règle (43) de l'annexe A de l'article 18	<p>préliminaire des électeurs conformément aux corrections que le président d'élection a faites sur la liste et qu'il a attestées ou en vue de faire inscrire sur la liste électorale officielle les noms des électeurs auxquels les recenseurs ont dûment délivré un avis à l'alinéa <i>c</i>) de la règle (12) mais dont les noms ont, par mégarde, été omis de la liste préliminaire des électeurs;»</p> <p>La règle (43) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p><i>«Règle (43). Aux séances de révision mentionnées à la règle (42) le réviseur doit</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>a) se conformer à toute requête présentée par un président d'élection en conformité de la règle (41); et</i> <i>b) corriger toute erreur typographique dont il a connaissance et qui apparaît sur la liste préliminaire des électeurs.»</i>
20.	Alinéa <i>a</i>) de la règle (50) de l'annexe A de l'article 18	<p>L'alinéa <i>a</i>) de la règle (50) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p><i>«a) dont le nom figure sur la liste préliminaire de l'une des sections de vote comprise dans la circonscription où est situé le district de révision du réviseur,»</i></p>
21.	Règle (57) de l'annexe A de l'article 18	<p>La règle (57) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p><i>«Règle (57). Un réviseur doit étudier toutes les demandes verbales présentées en vue de faire corriger les erreurs de noms ou de descriptions de domiciles sur toute liste électorale se rapportant à son district de révision. Sur preuve satisfaisante à lui fournie, il doit inscrire sur ses feuilles de registre les détails de la correction à titre de demande acceptée visant la correction de la liste électorale officielle en question.»</i></p>
22.	Règle (76) de l'annexe A de l'article 18	<p>La partie de la règle (76) de l'annexe A de l'article 18 de ladite loi, qui précède son alinéa <i>a</i>), est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p>

SCHEDULE II—Continued

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
23.	Paragraph (b) of Rule (3) of Schedule B to section 18	<p><i>“Rule (76).</i> Each pair of revising agents, after taking their oaths as such, shall, commencing on Friday, the <u>thirty-first</u> day before polling day, and up to and including Friday, the seventeenth day before polling day, when so directed by the returning officer, visit any place in an urban polling division that the returning officer may make known to them and where, at such place, it is found that there is any person who is a qualified elector and whose name has not been included in the appropriate urban list of electors prepared for the pending election,”</p>
24.	Rule (10) of Schedule B to section 18	<p>Paragraph (b) of Rule (3) of Schedule B to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“(b) on Monday, the <u>thirty-fifth</u> day before polling day, begin to prepare the preliminary list of the persons who are entitled to have their names entered on the list of electors in the polling division for which he has been appointed.”</p> <p>Rule (10) of Schedule B to section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p><i>“Rule (10).</i> Each rural enumerator shall</p> <p>(a) as soon as possible after six o'clock in the afternoon of <u>Thursday</u>, the <u>thirty-second</u> day before polling day, complete the preliminary list of electors for the polling division for which he has been appointed; and</p> <p>(b) on or before <u>Saturday</u>, the <u>thirtieth</u> day before polling day, prepare in alphabetical order, as in the form prescribed pursuant to subsection 18(26), three plainly written or typewritten copies of the preliminary list and complete the certificate printed at the end of the last sheet of the form.”</p>
25.	Rule (11) of Schedule B to section 18	<p>All that portion of Rule (11) of Schedule B to section 18 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:</p> <p><i>“Rule (11).</i> A rural enumerator shall, forthwith after complying with Rule (10), and not later than <u>Saturday</u>, the <u>thirtieth</u> day before polling day,”</p>

ANNEXE II—Suite

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
		<p><i>«Règle (76).</i> Les deux agents réviseurs ayant prêté serment à ce titre, doivent, à partir du vendredi <u>trente et unième</u> jour avant le jour du scrutin jusqu'au vendredi dix-septième jour avant le jour du scrutin, inclusivement, lorsque le président d'élection l'ordonne, visiter tout lieu compris dans une section urbaine et que peut leur signaler le président d'élection et, lorsqu'on y trouve une personne ayant qualité d'électeur et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale urbaine appropriée qui a été dressée pour l'élection en cours,»</p>
23.	Alinéa <i>b</i>) de la règle (3) de l'annexe B de l'article 18	<p>L'alinéa <i>b</i>) de la règle (3) de l'annexe B de l'article 18 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p><i>«b)</i> le lundi <u>trente-cinquième</u> jour avant le jour du scrutin, commencer à dresser la liste préliminaire des personnes qui ont le droit de faire inscrire leur nom sur la liste électorale de la section de vote pour laquelle il a été nommé.»</p>
24.	Règle (10) de l'annexe B de l'article 18	<p>La règle (10) de l'annexe B de l'article 18 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p><i>«Règle (10).</i> Chaque recenseur rural doit</p> <p><i>a)</i> aussitôt que possible après six heures de l'après-midi, le <u>jeudi trente-deuxième</u> jour avant le jour du scrutin, terminer la liste préliminaire des électeurs de la section de vote pour laquelle il a été nommé; et</p> <p><i>b)</i> au plus tard le <u>samedi trentième</u> jour avant le jour du scrutin, dresser, dans l'ordre alphabétique, selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 18(26), <u>trois</u> copies lisiblement manuscrites ou dactylographiées de la liste préliminaire et remplir le certificat imprimé au bas de la dernière feuille de la formule.»</p>
25.	Règle (11) de l'annexe B de l'article 18	<p>La partie de la règle (11) de l'annexe B de l'article 18 de ladite loi, qui précède l'alinéa <i>a</i>), est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p><i>«Règle (11).</i> Un recenseur rural doit, dès qu'il s'est conformé à la règle (10), et au plus tard le <u>samedi, trentième</u> jour avant le jour du scrutin,»</p>

SCHEDULE II—*Continued*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
26.	Rule (12) of Schedule B to section 18	Rule (12) of Schedule B to section 18 of the said Act is repealed.
27.	Rules (21) and (22) of Schedule B to section 18	Rules (21) and (22) of Schedule B to section 18 of the said Act are repealed and the following substituted therefor: “ <i>Rule (21).</i> In polling divisions in which only one polling station has been established, the written or typewritten preliminary list of electors and the statement of changes and additions in the prescribed form, together constitute the official list of electors to be used for the taking of the vote on polling day at the pending election at the polling station in the polling division for which the enumerator has been appointed to act.” “ <i>Rule (22).</i> In polling divisions in which more than one polling station has been established, the appropriate portion of the written or typewritten preliminary list of electors and the appropriate special statement of changes and additions, certified by the returning officer pursuant to subsection 35(9), together constitute the official list of electors to be used for the taking of the vote at each of those polling stations.”
28.	Subsection 91(3)	Subsection 91(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “(3) Where a request is made to a returning officer not later than <u>seven</u> days after a writ has been issued for an election, he may, with the prior permission of the Chief Electoral Officer, combine any two urban advance polling districts in his electoral district.”
29.	Subsection 91(5)	Subsection 91(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “(5) Any request for the establishment of an advance polling station in a place not specifically provided for in subsection (2) shall be made to the returning officer not later than <u>seven</u> days after a writ has been issued for an election and thereupon he may,

ANNEXE II—*Suite*

(Paragraphe 25(4))

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI

Item	Disposition concernée	Modification
26.	Règle (12) de l'annexe B de l'article 18	La règle (12) de l'annexe B de l'article 18 de ladite loi est abrogée.
27.	Règles (21) et (22) de l'annexe B de l'article 18	Les règles (21) et (22) de l'annexe B de l'article 18 de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit: « <i>Règle (21)</i> . Dans les sections de vote où il n'a été établi qu'un seul bureau de scrutin, la liste préliminaire manuscrite ou dactylographiée des électeurs et le relevé des changements et additions, selon la formule prescrite, constituent ensemble la liste électorale officielle devant servir à la tenue du scrutin le jour du scrutin à l'élection en cours au bureau du scrutin de la section de vote pour laquelle le recenseur a été nommé pour agir.
		« <i>Règle (22)</i> . Dans les sections de vote où l'on a établi plus d'un bureau de scrutin, la partie appropriée de la liste préliminaire manuscrite ou dactylographiée des électeurs et le relevé spécial approprié des changements et additions, attesté par le président d'élection en conformité du paragraphe 35(9), constituent ensemble la liste électorale officielle devant servir à la tenue du scrutin dans chacune de ces sections de vote.»
28.	Paragraphe 91(3)	Le paragraphe 91(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: «(3) Quand une demande est présentée à un président d'élection au plus tard <u>sept</u> jours après l'émission d'un bref ordonnant une élection, ce dernier peut, avec la permission préalable du directeur général des élections, réunir en un seul district spécial deux districts spéciaux de scrutin urbains de sa circonscription.»
29.	Paragraphe 91(5)	Le paragraphe 91(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: «(5) Toute demande d'établissement d'un bureau spécial de scrutin dans un endroit autre que les endroits expressément prévus au paragraphe (2) doit être présentée au président d'élection au plus tard <u>sept</u> jours après l'émission d'un bref ordonnant une élec-

SCHEDULE II—*Concluded*

(Subsection 25(4))

AMENDMENTS TO CANADA ELECTIONS ACT
FOR PURPOSES OF THIS ACT

Item	Provision Affected	Amendment
30.	Subsection 97(2)	<p>with the prior permission of the Chief Electoral Officer, provide for the establishment of an advance polling station at that place.”</p> <p>Subsection 97(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“(2) At an election, any elector whose name appears on the list of electors for any polling division of an electoral district and who has reason to believe that he will be unable to vote on the days fixed for the advance poll and the ordinary poll may cast his vote in the office of the returning officer for that electoral district, before the returning officer or the election clerk (in this section referred to as the “presiding officer”), between the hours of twelve o’clock noon and six o’clock in the afternoon or between the hours of seven and nine o’clock in the evening on any day during the period beginning on Monday, the twenty-first day before polling day, and ending on the last Friday before polling day, except on a Sunday and any day fixed for the advance poll.”</p>
31.	Subsection 97(3)	<p>All that portion of subsection 97(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“(3) At twelve o’clock on Monday, the twenty-first day before polling day, in his office and in full view of such of the candidates or their agents or the electors representing the candidates as are present, the returning officer shall”</p>

ANNEXE II—*Fin*

(Paragraphe 25(4))

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI ÉLECTORALE
DU CANADA AUX FINS DE LA PRÉSENTE LOI**

Item	Disposition concernée	Modification
30.	Paragraphe 97(2)	<p>tion. Le président d'élection peut alors, avec la permission préalable du directeur général des élections, prendre des dispositions en vue d'établir un bureau spécial à cei endroit.»</p> <p>Le paragraphe 97(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>«(2) A une élection, un électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs dressée pour une section de vote d'une circonscription et qui a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter aux bureaux spéciaux de scrutin les jours de vote anticipé ou le jour ordinaire du scrutin peut voter au bureau du président d'élection de cette circonscription, en présence du président ou du secrétaire d'élection (ce dernier étant, au présent article, appelé «préposé au scrutin»), entre midi et six heures du soir ou entre sept et neuf heures du soir tous les jours à compter du lundi <u>vingt et unième</u> jour avant le jour du scrutin jusqu'au dernier vendredi avant le jour ordinaire du scrutin, à l'exception du dimanche et des jours fixés pour la tenue des bureaux spéciaux de scrutin.»</p>
31.	Paragraphe 97(3)	<p>La partie du paragraphe 97(3) de ladite loi, précédant l'alinéa <i>a</i>), est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«(3) A midi, le lundi <u>vingt et unième</u> jour avant le jour ordinaire du scrutin, le président d'élection, dans son bureau et bien en vue des personnes, parmi les candidats ou leurs représentants, ou les électeurs représentant des candidats, qui sont présents doit»</p>



C-10

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-10

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-10

An Act to amend the Income Tax Act to provide for a child tax credit and to amend the Family Allowances Act, 1973

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu établissant un crédit d'impôt au titre des enfants et modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

First reading, October 20, 1978

Première lecture, le 20 octobre 1978

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-10

An Act to amend the Income Tax Act to provide for a child tax credit and to amend the Family Allowances Act, 1973

R.S., 1952, c.
148; 1970-
71-72, c. 63;
1972, c. 9;
1973-74, cc. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc.
1, 4, 32, 41, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART I

INCOME TAX ACT

1. (1) Subparagraph 109(1)(d)(iv) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the child or grandchild has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the child or grandchild, as the case may be, exceeds \$1,100, and”

(2) Subparagraph 109(1)(e)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the niece or nephew has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the niece or nephew, as the case may be, exceeds \$1,100, and”

(3) Subparagraph 109(1)(f)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-10

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu établissant un crédit d'impôt au titre des enfants et modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., 1952, c.
148; 1970-
71-72, c. 63;
1972, c. 9;
1973-74, cc. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc. 1,
4, 32, 41, 42

PARTIE I

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

1. (1) Le sous-alinéa 109(1)d(iv) de la 5
Loi de l'impôt sur le revenu est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(iv) si l'enfant, le petit-fils ou la petite-fille n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l'année de l'enfant, du petit-fils ou de la petite-fille, selon le cas, qui est en sus de \$1,100, et»

(2) Le sous-alinéa 109(1)e(iv) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 15
15

«(iv) si la nièce ou le neveu n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l'année de cette nièce ou de ce neveu, selon le cas, qui est en sus de \$1,100, et»

(3) Le sous-alinéa 109(1)f(iii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Income Tax Act to provide for a child tax credit and to amend the Family Allowances Act, 1973".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu établissant un crédit d'impôt au titre des enfants et modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

EXPLANATORY NOTES

The amendments contained in clauses 1 to 9 would implement the Ways and Means Motion to amend the *Income Tax Act*, tabled by the Minister of Finance in the House of Commons on October 13, 1978, which reads as follows:

"(1) That, for the 1978 and subsequent taxation years, an individual be entitled to an indexed child tax credit that, for 1978, will be equal to

(a) \$200 for each child under 18 years of age in respect of whom the individual is entitled to receive a family allowance at the end of the year

less

(b) 5% of the amount by which the family income for the year exceeds \$18,000.

(2) That, after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph,

(a) an individual and, if married, his spouse be liable to repay any overpayment of the child tax credit, and

(b) a penalty, not exceeding 25%, be imposed for a false statement or omission made in connection with any claim for the child tax credit.

(3) That, after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the Minister be given the authority to communicate to a taxpayer such information concerning the income of his spouse or any other person as is necessary for the purpose of assessing his tax, interest or penalty payable or determining any refund to which he is entitled.

(4) That the rules in section 109 of the Act relating to the personal exemptions in respect of dependent children under 16 years of age be extended

(a) for the 1979 taxation year, to children under 17 years of age at the end of the year, and

(b) for subsequent taxation years, to children under 18 years of age at the end of the year

in lieu of the existing deductions in respect of such children.

(5) That, for the 1979 and subsequent taxation years, the special \$50 federal tax deduction for each dependent child be withdrawn."

Clause 1: This amendment would substitute "18" for "16".

NOTES EXPLICATIVES

Les modifications proposées aux articles 1 à 9 du bill mettraient en vigueur la Motion des Voies et Moyens visant à modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu*, déposée par le ministre des Finances devant la Chambre des communes le 13 octobre 1978, qui se lit comme suit:

"(1) Que, pour 1978 et les années d'imposition ultérieures, un particulier ait droit à un crédit d'impôt indexé au titre des enfants qui, pour 1978, sera égal à

a) \$200 pour chaque enfant de moins de 18 ans à l'égard duquel le particulier a droit de recevoir une allocation familiale à la fin de l'année

moins

b) 5% du montant du revenu de la famille pour l'année qui est en sus de \$18,000.

(2) Que, après la sanction royale de toute mesure donnant effet à la présente section,

a) un particulier et, s'il est marié, son conjoint soient responsables du remboursement de tout paiement en trop de crédit d'impôt au titre des enfants, et

b) une pénalité n'excédant pas 25% puisse être imposée pour un faux énoncé ou une omission fait à l'occasion d'une demande de crédit d'impôt au titre des enfants.

(3) Que, après la sanction royale de toute mesure donnant effet à la présente section, le Ministre soit autorisé à communiquer à un contribuable tout renseignement se rapportant au revenu de son conjoint ou de toute autre personne, qui est nécessaire aux fins d'une cotisation de son impôt, de l'intérêt ou d'une pénalité payable ou aux fins de la détermination de tout remboursement auquel il a droit.

(4) Que les règles de l'article 109 de la Loi portant sur les exemptions personnelles à l'égard des enfants à charge de moins de 16 ans soient élargies

a) pour l'année d'imposition 1979, à l'égard des enfants de moins de 17 ans à la fin de l'année, et

b) pour les années d'imposition ultérieures, à l'égard des enfants de moins de 18 ans à la fin de l'année,

pour remplacer les présentes déductions à l'égard de ces enfants.

(5) Que, pour 1979 et les années d'imposition ultérieures, la déduction spéciale de \$50 applicable à l'impôt fédéral pour chaque enfant à charge soit retirée."

Article 1 du bill: Cette modification remplace «16» par «18».

“(iii) if the person has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the person exceeds \$1,100, and”

(4) Subparagraphs 109(1)(d)(iv), (e)(iv) and (f)(iii) of the said Act, as enacted by this section, are applicable to the 1979 and subsequent taxation years except that for the 1979 taxation year, the reference in those subparagraphs to “18” shall be read as a reference to “17”.

2. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection 117.1(1) thereof, the following subsection:

Annual adjustment

“(1.1) The amounts of \$200 and \$18,000 referred to in subsection 122.2(1) as applicable for a taxation year shall be adjusted annually so that the amount to be used for the taxation year is an amount equal to the product obtained by multiplying

(a) the amount that would have been applicable for the taxation year if no adjustment had been made under this section with respect to that year

by

(b) the ratio, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the larger thereof, that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September, 1977.”

(2) Subsection 117.1(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Rounding of amounts

“(6) Where

(a) an amount referred to in paragraph (1)(d) or the amount of \$200 referred to in subsection (1.1) is not a multiple of one dollar when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the

«(iii) si la personne n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l'année de cette personne, qui est en sus de \$1,100, et»

5

(4) Les sous-alinéas 109(1)d(iv), e(iv) et f(iii) de ladite loi, tels qu'édictés par le présent article, s'appliquent aux années d'imposition 1979 et suivantes, sauf que pour l'année d'imposition 1979, le renvoi à «18» 10 aux sous-alinéas mentionnés doit s'interpréter comme un renvoi à «17».

2. (1) Ladite loi est, en outre, modifiée par l'adjonction, immédiatement après le

15 paragraphe 117.1(1), du paragraphe suivant:

Rajustement annuel

«(1.1) Les sommes de \$200 et \$18,000 visées au paragraphe 122.2(1), applicables pour une année d'imposition, doivent être rajustées annuellement de façon que la somme à utiliser pour l'année d'imposition 20 soit une somme égale au produit obtenu en multipliant

a) la somme qui aurait été applicable pour l'année d'imposition s'il n'avait été procédé à aucun rajustement en vertu 25 du présent article à l'égard de cette année

par

b) le rapport, rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur, existant entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre 35 précédant cette année-là et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre 1977.»

(2) Le paragraphe 117.1(6) de ladite loi 40 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Montants arrondis

«(6) Dans le cas où

a) une somme visée à l'alinéa (1)d) ou la somme de \$200 visée au paragraphe (1.1), rajustée conformément aux dispositions du présent article, n'est pas un multiple d'un dollar, elle doit être arron-

Clause 2: These amendments would permit adjustments of amounts arising out of the child tax credit.

Article 2 du bill: Ces modifications permettent les rajustements des montants découlant de l'application du crédit d'impôt au titre des enfants.

nearest multiple of one dollar or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof; and

(b) an amount referred to in this section, other than in paragraph (1)(d) or the amount of \$200 referred to in subsection (1.1), is not a multiple of ten dollars when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the nearest multiple of ten dollars or, if it is 10 equidistant from two such multiples, to the higher thereof.”

(3) Subsection 117.1(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15

“(8) In the event that the ratio determined under paragraph (1)(f) or (1.1)(b) for a taxation year is less than the ratio determined under that paragraph for the purpose of making the adjustment for the immediately preceding taxation year, the ratio for the taxation year shall be deemed to be that determined for the immediately preceding taxation year.”

(4) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

(5) Subsection (3) is applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

3. (1) Subsection 120(3.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3.1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by an individual for a taxation year an amount equal to the greater of

35

(a) \$200, and

(b) 9% of the tax otherwise payable under this Part by the individual for the year, or \$500, whichever is the lesser.”

(2) This section is applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

Limitation

Restrictions

die au plus proche multiple d'un dollar ou, si elle est équidistante de deux multiples d'un dollar, au multiple supérieur; et

b) une somme visée dans le présent article, autre qu'une somme visée à l'alinéa (1)d) ou la somme de \$200 visée au paragraphe (1.1), rajustée conformément au présent article, n'est pas un multiple de dix dollars, elle doit être arrondie au plus proche multiple de dix dollars ou, si elle est équidistante de deux multiples de dix dollars, au multiple supérieur.»

(3) Le paragraphe 117.1(8) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(8) Dans le cas où le rapport établi en vertu de l'alinéa (1)f) ou (1.1)b) relatif à une année d'imposition, est inférieur au rapport établi en vertu de cet alinéa pour procéder au rajustement relatif à l'année d'imposition précédente, le rapport relatif à l'année d'imposition est réputé être celui qui a été établi pour l'année d'imposition précédente.”

25

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1978 et suivantes.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1979 et suivantes.

3. (1) Le paragraphe 120(3.1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(3.1) Il peut être déduit de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, une somme égale à la plus élevée des sommes suivantes:

a) \$200, ou

b) 9% de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie, pour l'année, ou \$500, en retenant la moins élevée de ces sommes.”

Déduction
d'impôt
supplémentaire

(2) Le présent article s'applique aux années d'imposition 1979 et suivantes.

Additional deduction from tax

Clause 3: This amendment would delete the \$50.00 deduction for children.

Article 3 du bill: Cette modification supprime la déduction de \$50.00 au titre des enfants.

4. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 122.1 thereof, the following section:

Amount
deemed paid in
prescribed
manner

“122.2 (1) Where an individual (other than a trust) files with his return of income under this Part for a taxation year a prescribed form, containing prescribed information, completed

(a) jointly by the individual and his spouse, where the individual was married and resided with his spouse at the end of December of the year, and

(b) by the individual, in any other case, the amount, if any, by which

(c) the product obtained when \$200 is multiplied by the number of children each of whom was an eligible child of the individual for the year

exceeds

(d) 5% of the amount, if any, by which the income of the individual's family for the year exceeds \$18,000

shall be deemed to be an amount paid by him, in prescribed manner and on prescribed dates, on account of his tax under this Part for the year.

Definitions

“eligible child”

“income of the
individual's
family”

(2) In this section,

(a) “eligible child” of an individual for a taxation year means a child who had not attained the age of 18 years before the end of the year and in respect of whom the individual was entitled to receive a family allowance under the *Family Allowances Act, 1973* in December of the year, or would have been so entitled if under that Act such an allowance were payable in the month in which a child is born or becomes resident in Canada; and

(b) “income of the individual's family” for a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is

(i) the income for the year of the individual, and

(ii) the income for the year of his spouse while married, if the individual

4. (1) Ladite loi est, en outre, modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 122.1, de l'article suivant:

“122.2 (1) Lorsqu'un particulier (autre qu'une fiducie) produit, en même temps que sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition, une formule prescrite renfermant les renseignements prescrits et remplie

a) conjointement par le particulier et son conjoint dans le cas où il était marié et résidait avec son conjoint à la fin du mois de décembre de l'année, et

b) par le particulier, dans tous les autres cas,

l'excédent, si excédent il y a,

c) du produit obtenu en multipliant \$200 par le nombre d'enfants dont chacun était un enfant admissible du particulier pour l'année

20

sur

d) 5% de la fraction, si fraction il y a, du revenu de la famille du particulier pour l'année qui est en sus de \$18,000 est réputé être un montant qu'il a versé de la manière prescrite et aux dates prescrites au titre de son impôt en vertu de la présente Partie pour l'année.

(2) Dans le présent article,

a) «enfant admissible» d'un particulier pour une année d'imposition désigne un enfant qui n'avait pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année et à l'égard duquel le particulier avait droit de recevoir une allocation familiale en vertu de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* au mois de décembre de l'année ou y aurait eu droit si en vertu de cette loi, une telle allocation eut été payable au cours du mois où un enfant est né ou devient résident du Canada; et

b) «revenu de la famille du particulier» désigne, pour une année d'imposition, le total des montants dont chacun représente

Définitions

“enfant
admissible”

“revenu de la
famille du
particulier”

45

(i) le revenu pour l'année du particulier, et

Clause 4: New.

Article 4 du bill: Nouveau.

resided with his spouse at the end of December of the year.”

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

5. (1) Subsection 152(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Assessment

“152. (1) The Minister shall, with all due dispatch, examine a taxpayer's return of income for a taxation year, assess the tax for the year, the interest and penalties, if any, payable and determine

(a) the amount of refund, if any, to which he may be entitled by virtue of section 129, 131, 132 or 133 for the year, or

(b) the amount of tax, if any, deemed to be paid by him for the year by virtue of subsection 122.2 (1).”

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 160 thereof, the following section:

Where Minister determines

“160.1 (1) Where at any time the Minister determines that by reason of the application of section 122.2 an amount has been refunded to an individual for a taxation year in excess of the amount to which he was then thereby entitled, the following rules apply:

(a) the excess shall be deemed to be an amount payable by the individual on the later of

(i) the day on which he files his return of income for the year, and

(ii) November 30 of the calendar year immediately following the year, or the day on which the redetermination is made, whichever is earlier, and

(b) the individual shall pay interest at the rate prescribed for the purposes of subsection 161(1) on the excess from the day it becomes payable to the date of payment.

45

(ii) le revenu pour l'année de son conjoint pendant la durée du mariage, si le particulier résidait avec son conjoint à la fin de décembre de l'année.»

(2) Le présent article s'applique aux 5 années d'imposition 1978 et suivantes.

5. (1) Le paragraphe 152(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“152. (1) Le Ministre doit, avec toute la diligence possible, examiner la déclaration de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, fixer l'impôt pour l'année, l'intérêt et les pénalités payables, s'il en est, et déterminer

a) le montant du remboursement, s'il en est, auquel il a droit en vertu des articles 129, 131, 132 ou 133, pour l'année, ou

b) le montant de l'impôt, s'il en est, qu'il est réputé avoir versé pour l'année en vertu du paragraphe 122.2(1).»

Cotisation

20

(2) Le présent article s'applique aux années d'imposition 1978 et suivantes.

6. Ladite loi est, en outre, modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 160, de l'article suivant:

25

“160.1 (1) Lorsque, à un moment quelconque, le Ministre détermine, suite à l'application de l'article 122.2, qu'un montant a été remboursé à un particulier pour une année d'imposition qui est en sus du montant auquel il avait alors droit, en vertu de cette disposition, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'excédent est réputé être un montant payable par le particulier au plus tard

35

(i) le jour où il produit sa déclaration de revenu pour l'année, ou

(ii) le 30 novembre de l'année civile qui suit l'année, ou le jour où la nouvelle détermination est faite, en retenant la plus récente de ces dates, et

b) le particulier doit verser l'intérêt au taux prescrit aux fins du paragraphe 161(1) sur l'excédent, à compter du jour où il devient payable jusqu'à la date du paiement.

Détermination du Ministre

30

40

45

Clause 5: This amendment would enable the Minister to determine the amount of tax deemed to have been paid by an individual in respect of the child tax credit.

Article 5 du bill: Cette modification permettrait au Ministre de déterminer le montant d'impôt qui est réputé avoir été versé par un particulier à l'égard du crédit d'impôt au titre des enfants.

Clause 6: New.

Article 6 du bill: Nouveau.

Individual and spouse jointly and severally liable

(2) Where an individual was married and resided with his spouse at the end of December of a taxation year, the individual and his spouse are jointly and severally liable to pay the excess described in subsection (1) in respect of the year and interest thereon; but nothing in this subsection shall be deemed to limit the liability of the individual under any other provision of this Act.

Assessment

(3) The Minister may at any time assess an individual in respect of any amount payable by him by virtue of subsection (1) or for which he is liable by virtue of subsection (2) and the provisions of this Division are applicable *mutatis mutandis* in respect of an assessment made under this section as though it had been made under section 152."

7. Subsection 163(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

False statements or omissions

"(2) Every person who, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a false statement or omission in a return, form, certificate, statement or answer (in this section referred to as a "return") filed or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or a regulation, is liable to a penalty of

(a) 25% of the amount, if any, by which

(i) the tax for the year that would be payable by him under this Act if his taxable income for the year were computed by adding to the taxable income reported by him in his return for the year that portion of his understatement of income for the year that is reasonably attributable to the false statement or omission

exceeds

45

(ii) the tax for the year that would have been payable by him under this Act had his tax payable for the year

(2) Un particulier qui était marié et résidait avec son conjoint à la fin du mois de décembre d'une année d'imposition est solidairement tenu avec son conjoint d'acquitter l'excédent visé au paragraphe (1) à l'égard de l'année et d'acquitter l'intérêt qui en découle; mais aucune disposition du présent paragraphe n'est réputée limiter la responsabilité du particulier en vertu de toute autre disposition de la présente loi.

5

Cotisation

(3) Le Ministre peut, à tout moment, cotiser un particulier à l'égard de tout montant qu'il doit payer en vertu du paragraphe (1) ou pour lequel il est tenu responsable en vertu du paragraphe (2); les dispositions de la présente Section s'appliquent *mutatis mutandis* à l'égard d'une cotisation faite en vertu du présent article comme si elle avait été faite en vertu de l'article 152.»

20

7. Le paragraphe 163(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Toute personne qui, dans l'exécution d'une fonction ou d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, a fait sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde, un faux énoncé ou une omission dans une déclaration, une formule, un certificat, un relevé ou une réponse (appelé dans le présent article une «déclaration») faits à l'égard d'une année d'imposition en vertu de la présente loi ou d'un règlement, ou a participé, consenti, acquiescé à ce faux énoncé ou cette omission, encourt une pénalité

a) de 25% de l'excédent, si excéder il y a,

(i) de l'impôt qu'elle devrait payer pour l'année en vertu de la présente loi si son revenu imposable pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable qu'elle a déclaré dans sa déclaration pour l'année la partie de son revenu pour l'année déclaré en moins et qui peut raisonnablement être attribué à un faux énoncé ou une omission

Faux énoncés ou omissions

Clause 7: This amendment would create a penalty where a false statement or an omission is made in the form prescribed for the purposes of the child tax credit.

Article 7 du bill: Cette modification fixe une pénalité dans le cas d'un faux énoncé ou d'une omission faits dans une formule prescrite aux fins du crédit d'impôt au titre des enfants.

been assessed on the basis of the information provided in his return for the year, and

(b) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or his spouse, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the form

10
15

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or his spouse, as the case may be."

15

sur

(ii) l'impôt qui aurait été payable par elle pour l'année en vertu de la présente loi si son impôt payable pour l'année avait été établi d'après les renseignements fournis dans sa déclaration pour l'année, et

5

b) de 25% de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou son conjoint, selon le cas, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la formule

15

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou son conjoint, selon le cas..»

20

8. (1) Paragraph 164(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) may, on or after mailing the notice of assessment for the year, refund, without application therefor, any overpayment made on account of the tax; and"

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

9. Subsection 241(4) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(d) communicate or allow to be communicated to a taxpayer, such information obtained under this Act regarding the income of his spouse or of any other person as is necessary for the purposes of an assessment or reassessment of tax, interest, penalty or other amount payable by the taxpayer or of the determination of any refund to which he is entitled for the year."

30
40

8. (1) L'alinéa 164(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) peut, à compter de l'envoi par la poste de l'avis de cotisation pour l'année et sans que demande en ait été faite, rembourser tout paiement en trop au titre de l'impôt, et»

(2) Le présent article s'applique aux années d'imposition 1978 et suivantes.

9. Le paragraphe 241(4) de ladite loi est modifié par le retroncement du mot «ou» à la fin de l'alinéa b), par l'adjonction du mot «ou» à la fin de l'alinéa c) et par l'adjonction de l'alinéa suivant:

«d) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable, un renseignement obtenu en vertu de la présente loi qui se rapporte au revenu de son conjoint ou de toute autre personne et qui est nécessaire aux fins d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation de l'impôt, de l'intérêt, de la pénalité ou autre montant payable par le contribuable ou aux fins de la détermination de tout remboursement auquel il a droit pour l'année.»

Clause 8: This amendment would provide for a refund of any overpayment of tax arising out of the application of the child tax credit.

Article 8 du bill: Cette modification prévoit le remboursement d'un paiement en trop de l'impôt découlant de la mise en application du crédit d'impôt au titre des enfants.

Clause 9: New.

Article 9 du bill: Nouveau.

PART II

FAMILY ALLOWANCES ACT, 1973

1973-74, c. 44;
1976-77, cc. 3,
52, 54

10. Subsection 13(1.1) of the *Family Allowances Act, 1973* is repealed and the following substituted therefor:

Family
allowance for
1979

“(1.1) Notwithstanding subsection (1),
the amount of family allowance to be paid 5
for a month in 1979 shall be \$20.00.”

PARTIE II

LOI DE 1973 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

1973-74, c. 44;
1976-77, cc. 3,
52, 54

10. Le paragraphe 13(1.1) de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Allocation
familiale pour
5 1979

“(1.1) Nonobstant le paragraphe (1),
l’allocation familiale payable en 1979 est fixée à \$20.00 par mois.»

Clause 10: This amendment would fix the amount of family allowance for a month in 1979 at \$20.00.

Article 10 du bill: Cette modification établit le montant des allocations familiales mensuelles pour 1979 à \$20.00.

A1
YB
-B14

C-10

C-10

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-10

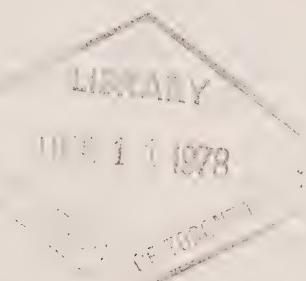
BILL C-10

An Act to amend the Income Tax Act to provide for a child tax credit and to amend the Family Allowances Act, 1973

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu établissant un crédit d'impôt au titre des enfants et modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS,
DECEMBER 4, 1978**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 DÉCEMBRE 1978**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-10

An Act to amend the Income Tax Act to provide for a child tax credit and to amend the Family Allowances Act, 1973

R.S. 1952, c.
148; 1970-
71-72, c. 63;
1972, c. 9;
1973-74, cc. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51, 106;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc. 1,
4, 22, 32, 41, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART I
INCOME TAX ACT

1. (1) Subparagraph 109(1)(d)(iv) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the child or grandchild has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for 10 the year of the child or grandchild, as the case may be, exceeds \$1,100, and”

(2) Subparagraph 109(1)(e)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the niece or nephew has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the niece or nephew, as the case may be, exceeds \$1,100, and”

(3) Subparagraph 109(1)(f)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-10

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu établissant un crédit d'impôt au titre des enfants et modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

PARTIE I

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

1. (1) Le sous-alinéa 109(1)d(iv) de la 5 *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(iv) si l'enfant, le petit-fils ou la petite-fille n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du 10 revenu pour l'année de l'enfant, du petit-fils ou de la petite-fille, selon le cas, qui est en sus de \$1,100, et»

(2) Le sous-alinéa 109(1)e(iv) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 15

«(iv) si la nièce ou le neveu n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l'année de cette nièce ou de ce 20 neveu, selon le cas, qui est en sus de \$1,100, et»

(3) Le sous-alinéa 109(1)f(iii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R. de 1952, c.
148; 1970-
71-72, c. 63;
1972, c. 9;
1973-74, cc. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51, 106;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc. 1,
4, 22, 32, 41, 42

“(iii) if the person has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$300 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the person exceeds \$1,100, and”

(4) Subparagraphs 109(1)(d)(iv), (e)(iv) and (f)(iii) of the said Act, as enacted by this section, are applicable to the 1979 and subsequent taxation years except that for the 1979 taxation year, the reference in those subparagraphs to “18” shall be read as a reference to “17”.

2. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection 117.1(1) thereof, the following subsection:

“(1.1) The amounts of \$200 and \$18,000 referred to in subsection 122.2(1) as applicable for a taxation year shall be adjusted annually so that the amount to be used for the taxation year is an amount equal to the product obtained by multiplying

(a) the amount that would have been applicable for the taxation year if no adjustment had been made under this section with respect to that year

by

(b) the ratio, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the larger thereof, that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September, 1977.”

(2) Subsection 117.1(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(6) Where

(a) an amount referred to in paragraph (1)(d) or the amount of \$200 referred to in subsection (1.1) is not a multiple of one dollar when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the

Annual
adjustment

«(iii) si la personne n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année, à \$300 moins la moitié de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l'année de cette personne, qui est en sus de \$1,100, et»

5

(4) Les sous-alinéas 109(1)d(iv), e(iv) et f)(iii) de ladite loi, tels qu'édicte par le présent article, s'appliquent aux années d'imposition 1979 et suivantes, sauf que pour l'année d'imposition 1979, le renvoi à «18» aux sous-alinéas mentionnés doit s'interpréter comme un renvoi à «17».

2. (1) Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe 117.1(1), du paragraphe suivant:

Rajustement
annuel

«(1.1) Les sommes de \$200 et \$18,000 visées au paragraphe 122.2(1), applicables pour une année d'imposition, doivent être rajustées annuellement de façon que la somme à utiliser pour l'année d'imposition 20 soit une somme égale au produit obtenu en multipliant

a) la somme qui aurait été applicable pour l'année d'imposition s'il n'avait été procédé à aucun rajustement en vertu du présent article à l'égard de cette année

par

b) le rapport, rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur, existant entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre précédent cette année-là et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre 1977.»

Rounding of
amounts

(2) Le paragraphe 117.1(6) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Montants
arrondis

«(6) Dans le cas où

a) une somme visée à l'alinea (1)d) ou la somme de \$200 visée au paragraphe (1.1), rajustée conformément aux dispositions du présent article, n'est pas un multiple d'un dollar, elle doit être arron-

nearest multiple of one dollar or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof; and

(b) an amount referred to in this section, other than in paragraph (1)(d) or 5 the amount of \$200 referred to in subsection (1.1), is not a multiple of ten dollars when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the nearest multiple of ten dollars or, if it is 10 equidistant from two such multiples, to the higher thereof.”

(3) Subsection 117.1(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15

“(8) In the event that the ratio determined under paragraph (1)(f) or (1.1)(b) for a taxation year is less than the ratio determined under that paragraph for the purpose of making the adjustment for the 20 immediately preceding taxation year, the ratio for the taxation year shall be deemed to be that determined for the immediately preceding taxation year.”

(4) Subsections (1) and (2) are applicable 25 to the 1978 and subsequent taxation years.

(5) Subsection (3) is applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

3. (1) Subsection 120(3.1) of the said Act is repealed and the following substituted 30 therefor:

“(3.1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by an individual for a taxation year an amount equal to the greater of

35

(a) \$200, and

(b) 9% of the tax otherwise payable under this Part by the individual for the year, or \$500, whichever is the lesser.”

(2) This section is applicable to the 1979 40 and subsequent taxation years.

die au plus proche multiple d'un dollar ou, si elle est équidistante de deux multiples d'un dollar, au multiple supérieur; et

b) une somme visée dans le présent article, autre qu'une somme visée à l'alinéa (1)d) ou la somme de \$200 visée au paragraphe (1.1), rajustée conformément au présent article, n'est pas un multiple de dix dollars, elle doit être arrondie au plus proche multiple de dix dollars ou, si elle est équidistante de deux multiples de dix dollars, au multiple supérieur.»

(3) Le paragraphe 117.1(8) de ladite loi 15 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(8) Dans le cas où le rapport établi en vertu de l'alinéa (1)f) ou (1.1)b) relatif à une année d'imposition, est inférieur au rapport établi en vertu de cet alinéa pour procéder au rajustement relatif à l'année d'imposition précédente, le rapport relatif à l'année d'imposition est réputé être celui qui a été établi pour l'année d'imposition précédente.”

Restrictions

25

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1978 et suivantes.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1979 et suivantes.

3. (1) Le paragraphe 120(3.1) de ladite 30 loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(3.1) Il peut être déduit de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, une somme égale à la plus élevée des sommes suivantes:

a) \$200, ou

b) 9% de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie, pour l'année, ou \$500, en retenant la moins élevée de ces sommes.»

Déduction
d'impôt
supplémentaire

(2) Le présent article s'applique aux années d'imposition 1979 et suivantes.

Limitation

Additional
deduction from
tax

4. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 122.1 thereof, the following section:

Amount
deemed paid in
prescribed
manner

“122.2 (1) Where an individual (other than a trust) files with his return of income under this Part for a taxation year a prescribed form, containing prescribed information, completed

(a) jointly by the individual and his spouse, where the individual was married and resided with his spouse at the end of December of the year, and

(b) by the individual, in any other case, the amount, if any, by which

(c) the product obtained when \$200 is multiplied by the number of children each of whom was an eligible child of the individual for the year exceeds

(d) 5% of the amount, if any, by which the income of the individual's family for the year exceeds \$18,000

shall be deemed to be an amount paid by him, in prescribed manner and on prescribed dates, on account of his tax under this Part for the year.

Definitions
“eligible child”

(2) In this section,

(a) “eligible child” of an individual for a taxation year means a child who had not attained the age of 18 years before the end of the year and in respect of whom the individual was entitled to receive a family allowance under the *Family Allowances Act, 1973* in December of the year, or would have been so entitled if under that Act such an allowance were payable in the month in which a child is born or becomes resident in Canada; and

(b) “income of the individual's family” for a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is

(i) the income for the year of the individual, and

(ii) the income for the year of his spouse while married, if the individual

“income of the
individual's
family”

4. (1) Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 122.1, de l'article suivant:

Montant réputé
versé de la
manière
prescrite

“122.2 (1) Lorsqu'un particulier (autre qu'une fiducie) produit, en même temps que sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition, une formule prescrite renfermant les renseignements prescrits et remplie

a) conjointement par le particulier et son conjoint dans le cas où il était marié et résidait avec son conjoint à la fin du mois de décembre de l'année, et

b) par le particulier, dans tous les autres cas,

l'excédent, si excédent il y a,

c) du produit obtenu en multipliant \$200 par le nombre d'enfants dont chacun était un enfant admissible du particulier pour l'année

20

sur

d) 5% de la fraction, si fraction il y a, du revenu de la famille du particulier pour l'année qui est en sus de \$18,000

est réputé être un montant qu'il a versé de la manière prescrite et aux dates prescrites au titre de son impôt en vertu de la présente Partie pour l'année.

Définitions

(2) Dans le présent article,

a) «enfant admissible» d'un particulier pour une année d'imposition désigne un enfant qui n'avait pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année et à l'égard duquel le particulier avait droit de recevoir une allocation familiale en vertu de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* au mois de décembre de l'année ou y aurait eu droit si en vertu de cette loi, une telle allocation eut été payable au cours du mois où un enfant est né ou devient résident du Canada; et

«enfant
admissible»

b) «revenu de la famille du particulier» désigne, pour une année d'imposition, le total des montants dont chacun représente

«revenu de la
famille du
particulier»

45

(i) le revenu pour l'année du particulier, et

resided with his spouse at the end of December of the year.”

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

5. (1) Subsection 152(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“152. (1) The Minister shall, with all due dispatch, examine a taxpayer's return of income for a taxation year, assess the tax for the year, the interest and penalties, if any, payable and determine

(a) the amount of refund, if any, to which he may be entitled by virtue of sections 129, 131, 132 or 133 for the year, or

(b) the amount of tax, if any, deemed to be paid by him for the year by virtue of subsection 122.2 (1).”

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 160 thereof, the following section:

“160.1 (1) Where at any time the Minister determines that by reason of the application of section 122.2 an amount has been refunded to an individual for a taxation year in excess of the amount to which he was then thereby entitled, the following rules apply:

(a) the excess shall be deemed to be an amount payable by the individual on the later of

(i) the day on which he files his return of income for the year, and

(ii) November 30 of the calendar year immediately following the year, or the day on which the redetermination is made, whichever is earlier, and

(b) the individual shall pay interest at the rate prescribed for the purposes of subsection 161(1) on the excess from the day it becomes payable to the date of payment.

45

Assessment

Where Minister determines

(ii) le revenu pour l'année de son conjoint pendant la durée du mariage, si le particulier résidait avec son conjoint à la fin de décembre de l'année.»

(2) Le présent article s'applique aux 5 années d'imposition 1978 et suivantes.

5. (1) Le paragraphe 152(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“152. (1) Le Ministre doit, avec toute la diligence possible, examiner la déclaration de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, fixer l'impôt pour l'année, l'intérêt et les pénalités payables, s'il en est, et déterminer

a) le montant du remboursement, s'il en est, auquel il a droit en vertu des articles 129, 131, 132 ou 133, pour l'année, ou

b) le montant de l'impôt, s'il en est, qu'il est réputé avoir versé pour l'année en vertu du paragraphe 122.2(1).»

Cotisation

20

(2) Le présent article s'applique aux années d'imposition 1978 et suivantes.

6. Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 160, de l'article suivant:

Détermination du Ministre

“160.1 (1) Lorsque, à un moment quelconque, le Ministre détermine, suite à l'application de l'article 122.2, qu'un montant a été remboursé à un particulier pour une année d'imposition qui est en sus du montant auquel il avait alors droit, en vertu de cette disposition, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'excédent est réputé être un montant payable par le particulier au plus tard

(i) le jour où il produit sa déclaration de revenu pour l'année, ou

(ii) le 30 novembre de l'année civile qui suit l'année, ou le jour où la nouvelle détermination est faite, en retenant la première de ces dates, et

b) le particulier doit verser l'intérêt au taux prescrit aux fins du paragraphe 161(1) sur l'excédent, à compter du jour où il devient payable jusqu'à la date du paiement.

35

25

40

45

Individual and spouse jointly and severally liable

(2) Where an individual was married and resided with his spouse at the end of December of a taxation year, the individual and his spouse are jointly and severally liable to pay the excess described in subsection (1) in respect of the year and interest thereon; but nothing in this subsection shall be deemed to limit the liability of the individual under any other provision of this Act.

(3) The Minister may at any time assess an individual in respect of any amount payable by him by virtue of subsection (1) or for which he is liable by virtue of subsection (2) and the provisions of this Division are applicable *mutatis mutandis* in respect of an assessment made under this section as though it had been made under section 152."

7. Subsection 163(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(2) Every person who, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, has made or has participated in, assented to or acquiesced in the making of, a false statement or omission in a return, form, certificate, statement or answer (in this section referred to as a "return") filed or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or a regulation, is liable to a penalty of

(a) 25% of the amount, if any, by which

(i) the tax for the year that would be payable by him under this Act if his taxable income for the year were computed by adding to the taxable income reported by him in his return for the year that portion of his understatement of income for the year that is reasonably attributable to the false statement or omission

exceeds

(ii) the tax for the year that would have been payable by him under this Act had his tax payable for the year

5
10

(2) Un particulier qui était marié et résidait avec son conjoint à la fin du mois de décembre d'une année d'imposition est solidiairement tenu avec son conjoint d'acquitter l'excédent visé au paragraphe (1) à l'égard de l'année et d'acquitter l'intérêt qui en découle; mais aucune disposition du présent paragraphe n'est réputée limiter la responsabilité du particulier en vertu de toute autre disposition de la présente loi. 10

Le particulier et son conjoint solidiairement tenus

Assessment

(3) Le Ministre peut, à tout moment, cotiser un particulier à l'égard de tout montant qu'il doit payer en vertu du paragraphe (1) ou pour lequel il est tenu responsable en vertu du paragraphe (2); les dispositions de la présente Section s'appliquent *mutatis mutandis* à l'égard d'une cotisation faite en vertu du présent article comme si elle avait été faite en vertu de l'article 152.» 20

Cotisation

7. Le paragraphe 163(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Toute personne qui, dans l'exécution d'une fonction ou d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, a fait sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde, un faux énoncé ou une omission dans une déclaration, une formule, un certificat, un relevé ou une réponse (appelé dans le présent article une «déclaration») faits à l'égard d'une année d'imposition en vertu de la présente loi ou d'un règlement, ou a participé, consenti, acquiescé à ce faux énoncé ou cette omission, encourt une pénalité

Faux énoncés ou omissions

a) de 25% de l'excédent, si excédent il y a,

(i) de l'impôt qu'elle devrait payer pour l'année en vertu de la présente loi si son revenu imposable pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable qu'elle a déclaré dans sa déclaration pour l'année la partie de son revenu pour l'année déclaré en moins et qui peut raisonnablement être attribué à un faux énoncé ou une omission

45

been assessed on the basis of the information provided in his return for the year, and

(b) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or his spouse, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the form

10

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or his spouse, as the case may be.”

15

8. (1) Paragraph 164(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) may, on or after mailing the notice of assessment for the year, refund, without application therefor, any overpayment made on account of the tax; and”

(2) This section is applicable to the 1978 and subsequent taxation years.

9. Subsection 241(4) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(d) communicate or allow to be communicated to a taxpayer, such information obtained under this Act regarding the income of his spouse or of any other person as is necessary for the purposes of an assessment or reassessment of tax, interest, penalty or other amount payable by the taxpayer or of the determination of any refund to which he is entitled for the year.”

40

sur

(ii) l’impôt qui aurait été payable par elle pour l’année en vertu de la présente loi si son impôt payable pour l’année avait été établi d’après les renseignements fournis dans sa déclaration pour l’année, et

b) de 25% de l’excédent, si excéder il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l’année par lui ou son conjoint, selon le cas, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la formule

15

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l’année par lui ou son conjoint, selon le cas.”

20

8. (1) L’alinéa 164(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(a) peut, à compter de l’envoi par la poste de l’avis de cotisation pour l’année et sans que demande en ait été faite, rembourser tout paiement en trop au titre de l’impôt, et”

(2) Le présent article s’applique aux années d’imposition 1978 et suivantes.

9. Le paragraphe 241(4) de ladite loi est modifié par le retranchement du mot «ou» à la fin de l’alinéa b), par l’adjonction du mot «ou» à la fin de l’alinéa c) et par l’adjonction de l’alinéa suivant:

“(d) communiquer ou permettre que soit communiqué à un contribuable, un renseignement obtenu en vertu de la présente loi qui se rapporte au revenu de son conjoint ou de toute autre personne et qui est nécessaire aux fins d’une cotisation ou d’une nouvelle cotisation de l’impôt, de l’intérêt, de la pénalité ou autre montant payable par le contribuable ou aux fins de la détermination de

tout remboursement auquel il a droit pour l'année.»

PART II

FAMILY ALLOWANCES ACT, 1973

1973-74, c. 44;
1976-77, cc. 3,
52, 54

10. Subsection 13(1.1) of the *Family Allowances Act, 1973* is repealed and the following substituted therefor:

Family
allowance for
1979

“(1.1) Notwithstanding subsection (1), the amount of family allowance to be paid for a month in 1979 shall be \$20.00.”

PARTIE II

LOI DE 1973 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

1973-74, c. 44;
1976-77, cc. 3,
52, 54

5

10. Le paragraphe 13(1.1) de la *Loi de 1973 sur les allocations familiales* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

5 “(1.1) Nonobstant le paragraphe (1), l'allocation familiale payable en 1979 est fixée à \$20.00 par mois.”

Allocation
familiale pour
1979

C-11

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-11

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-11

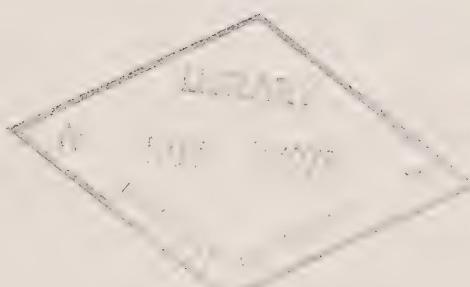
An Act to provide for the resumption and continuation
of shipping on the Great Lakes and certain other waters

BILL C-11

Loi prévoyant la reprise et le maintien de la navigation
dans les Grands lacs et certaines autres eaux

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS,
OCTOBER 23, 1978

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 23 OCTOBRE 1978



4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-11

An Act to provide for the resumption and continuation of shipping on the Great Lakes and certain other waters

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Shipping Continuation Act*.

MARINE ENGINEERS

Interpretation

2. (1) In this Act,

“arbitrator” means the arbitrator appointed under subsection 6(1);

“collective agreement to which this Act applies” means the collective agreement between the employers association, on its own behalf and on behalf of its members, and the union, that expired on May 31, 1978, and that, in respect of the renewal or revision thereof, was the subject of proceedings before a conciliation commissioner whose report was released pursuant to section 170 of the *Canada Labour Code* by the Minister of Labour on October 6, 1978;

“company” means the employers association or any member of the employers association;

“employers association” means the Canadian Lake Carriers Association;

Short title

Definitions
“arbitrator”
“arbitre”

“collective agreement to which this Act applies”
“convention collective visée...”

“company”
“compagnie”

“employers association”
“association d’employeurs”

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-11

Loi prévoyant la reprise et le maintien de la navigation dans les Grands lacs et certaines autres eaux

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur le maintien de la navigation*.

Titre abrégé
5

MÉCANICIENS DE MARINE

Interprétation

2. (1) Dans la présente loi,

«arbitre» désigne l’arbitre nommé conformément au paragraphe 6(1);

«association d’employeurs» désigne l’Association Canadienne des Armateurs des Grands Lacs;

«compagnie» désigne l’association d’employeurs ou l’un de ses membres;

«convention collective visée par la présente loi» désigne la convention collective conclue entre l’association d’employeurs, en son propre nom et au nom de ses membres, et le syndicat, qui a expiré le 31 mai 1978 et dont le renouvellement ou la révision ont fait l’objet de procédures devant un commissaire conciliateur dont le rapport a été mis à la disposition des parties le 6 octobre 1978 par le ministre du Travail, conformément à l’article 170 du *Code canadien du travail*;

«syndicat» désigne le Syndicat Canadien des Officiers de Marine Marchande.

Définitions
“arbitre”
“arbitrator”

“association d’employeurs”
“employers association”

“compagnie”
“company”

“convention collective visée par la présente loi”
“collective agreement to which...”

“company”
“compagnie”

“employers association”
“association d’employeurs”

“syndicat”

“union”

"union"
«syndicat»

Words and
expressions

"union" means the Canadian Marine Officers Union.

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part V of the *Canada Labour Code*.

Shipping to be
resumed

Resumption of Shipping

3. (1) Forthwith on the coming into force of this Act, every company shall resume the operation of the vessels owned, operated or under bareboat charter or otherwise effectively controlled by the company.

Notice that
strike
declaration,
etc., is invalid

(2) Every person who, at the time this Act comes into force, is authorized on behalf of the union to bargain collectively with the employers association for the amendment or revision of the collective agreement to which this Act applies shall forthwith give notice to the members of the union who are ordinarily engaged in marine engineering or related occupations in, on or about the vessels owned, operated or under bareboat charter or otherwise effectively controlled by a company that any declaration, authorization or direction to go on strike, declared, authorized or given to them before the coming into force of this Act has become invalid by reason of the coming into force of this Act.

Compliance
with request for
dispatch of
persons

(3) Every officer or representative of the union shall comply with any order or request made pursuant to the collective agreement to which this Act applies for the dispatch of persons to perform marine engineering work and to carry out related duties.

Persons bound
by collective
agreement

(4) Every person who is ordinarily employed as a marine engineer or in a related occupation and who is bound by the collective agreement to which this Act applies shall, when so required, return forthwith to the duties of his employment.

Return to work
not to be
impeded

(5) No person shall in any manner impede or prevent any person to whom subsection (4) applies from complying with that subsection.

(2) Sauf disposition contraire, les mots et expressions employés dans la présente loi ont le sens que leur donne la Partie V du *Code canadien du travail*.

Terminologie

Reprise de la navigation

3. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, chaque compagnie doit reprendre la mise en service des navires qu'elle possède, qu'elle exploite directement ou en vertu d'un contrat d'affrètement coque nue ou qu'elle contrôle de fait autrement.

5 Reprise de la
navigation

10

(2) Toute personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est autorisée au nom du syndicat à négocier collectivement avec l'association d'employeurs, la modification ou la révision de la convention collective visée par la présente loi, doit, sans délai, donner avis aux membres du syndicat qui sont ordinairement employés dans des activités de mécanicien de marine ou des activités connexes qui se rapportent aux navires qu'une compagnie possède, exploite directement ou en vertu d'un contrat d'affrètement coque nue ou qu'elle contrôle de fait autrement, que les déclarations, autorisations ou ordres de grève qui leur ont été communiqués avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont invalidés par son entrée en vigueur.

Avis que les
déclarations de
grève, etc., sont
invalidées

15

(3) Les dirigeants ou représentants du syndicat doivent se conformer à tout ordre ou à toute demande d'affectation de personnes à des activités de mécanicien de marine et à des activités connexes, faits en vertu de la convention collective visée par la présente loi.

Obligation de
donner suite
aux demandes
d'affectation

30

(4) Toute personne qui est ordinairement employée en qualité de mécanicien de marine ou dans des activités connexes et qui est liée par la convention collective visée par la présente loi doit, lorsqu'elle en est requise, reprendre son travail.

35 Personnes liées
par la
convention
collective

40

(5) Il est interdit d'entraver ou d'empêcher toute personne visée au paragraphe (4) de se conformer audit paragraphe.

La reprise du
travail ne doit
pas être
entravée

Term of collective agreement extended

4. (1) The term of the collective agreement to which this Act applies is extended to include the period beginning on June 1, 1978, and expiring on May 31, 1979 and may be further extended by the arbitrator to include the period beginning on June 1, 1979 and expiring on a day not later than May 31, 1981.

Agreement to be binding for extended term

(2) The terms and conditions of the collective agreement to which this Act applies as amended by or pursuant to this Act, shall be effective and binding on the parties thereto for the period by which the collective agreement is extended by subsection 4(1) and, if the arbitrator further extends that period pursuant to that subsection, for that further period notwithstanding anything contained in Part V of the *Canada Labour Code* or in the agreement, and Part V of that Act shall apply in respect of the agreement as if the period for which the agreement is extended by or pursuant to this Act were the term of the agreement.

Strikes and lockouts prohibited

5. During the term of the collective agreement to which this Act applies, as extended by or pursuant to subsection 4(1),

- (a) no company shall declare or cause a lockout,
- (b) no person who is an officer or representative of the union shall declare or authorize a strike, and
- (c) no person who is ordinarily employed as a marine engineer or in related occupations and who is bound by the collective agreement to which this Act applies shall participate in a strike, in respect of marine engineering or related occupations in, on or about the vessels owned, operated or under bareboat charter or otherwise effectively controlled by the company.

Prolongation de la convention collective

4. (1) La convention collective visée par la présente loi est maintenue en vigueur depuis le 1^{er} juin 1978 jusqu'au 31 mai 1979 et peut être de plus prolongée par l'arbitre depuis le 5 1^{er} juin 1979 jusqu'au 31 mai 1981 au plus tard.

La convention lie les parties pour la durée de la prolongation

(2) Les modalités de la convention collective visée par la présente loi, telle que modifiée par la présente loi ou en vertu de cette dernière, prennent effet et lient les parties à cette convention pour la période mentionnée au paragraphe (1) pour laquelle la convention collective est prolongée en vertu du paragraphe 4(1) et, si l'arbitre prolonge cette période en vertu de ce paragraphe, pour cette période supplémentaire nonobstant toute disposition de la Partie V du *Code canadien du travail* ou de la convention, et la Partie V de cette loi s'applique à la convention comme si la période durant laquelle la convention est prolongée par la présente loi ou en vertu de cette dernière constituait la durée de la convention.

Interdiction des grèves et des lock-out

5. (1) Pendant la durée de la convention collective visée par la présente loi, telle que prolongée par le paragraphe 4(1) en vertu de ce dernier,

- a) nulle compagnie ne doit déclarer ni provoquer un lock-out,
- b) nulle personne qui est un dirigeant ou un représentant du syndicat ne doit déclarer ni autoriser une grève, et
- c) nulle personne qui est ordinairement employée en qualité de mécanicien de marine ou dans des activités connexes et qui est liée par la convention collective visée par la présente loi, ne doit participer à une grève, relativement à des activités de mécanicien de marine ou à des activités connexes qui se rapportent aux navires qu'une compagnie possède, exploite directement ou en vertu d'un contrat d'affrètement coque nue ou qu'elle contrôle de fait autrement.

Arbitration

Arbitration

6. (1) The Minister of Labour shall, after the coming into force of this Act,

Arbitrage

6. (1) Le ministre du Travail doit après l'entrée en vigueur de la présente loi,

(a) appoint an arbitrator and refer to him the further extension of the term of the collective agreement to which this Act applies to include the period referred to in subsection 4(1) and all the matters relating to the amendment of the collective agreement that in the opinion of the arbitrator, at the time of his appointment, are in dispute between the employers association and the union; and

(b) provide for the form in which the decision of the arbitrator in respect of all matters referred to him shall be set forth.

Powers of arbitrator

(2) The arbitrator has, with such modifications as the circumstances require, all the powers and duties of an arbitrator under section 157 of the *Canada Labour Code*.

Time limit

(3) Notwithstanding any other provision of this Act or of the *Canada Labour Code*, the arbitrator shall be required to decide all matters referred to him under this Act within sixty days of his appointment.

Incorporation in agreement of decisions of arbitrator

7. (1) When the arbitrator decides all matters referred to him, the collective agreement to which this Act applies is deemed to be amended by the incorporation therein of such decision and by the incorporation therein of such other amendments as may have been agreed to by the parties thereto prior to the decision of the arbitrator, and the collective agreement, as so amended, constitutes a new collective agreement that shall be deemed to have effect on and from June 1, 1978.

Parties may vary amendment

(2) Nothing in subsection (1) shall be deemed to limit or restrict the rights of the parties to the collective agreement to which this Act applies to agree to vary or amend any of the provisions of the collective agreement as amended by or pursuant to this Act other than a provision relating to the term of the collective agreement and to give effect thereto.

Injunction

8. (1) On application made on behalf of Her Majesty in right of Canada to the Federal Court-Trial Division, the Court shall

a) nommer un arbitre et lui soumettre la prolongation supplémentaire de la durée de la convention collective visée par la présente loi en vue d'inclure la période visée au paragraphe 4(1) et lui soumettre toutes les questions relatives à la modification de la convention collective qui, de l'avis de l'arbitre, font l'objet du différend au moment de sa nomination entre l'association d'employeurs et le syndicat; et
b) prévoir la forme sous laquelle sera rendue la décision de l'arbitre sur les questions qui lui ont été soumises.

(2) L'arbitre a, compte tenu des aménagements de circonstance, les pouvoirs d'un arbitre prévus à l'article 157 du *Code canadien du travail*.
Pouvoirs de l'arbitre

(3) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi ou du *Code canadien du travail*, l'arbitre est tenu de rendre sa décision à l'égard des questions qui lui ont été soumises en vertu de la présente loi dans les soixante jours de sa nomination.
Délai

7. (1) Lorsque l'arbitre se prononce sur toutes les questions qui lui ont été soumises, la convention collective visée par la présente loi est réputée modifiée par l'incorporation tant de la décision arbitrale que des modifications que les parties ont pu adopter avant cette dernière; la convention collective ainsi modifiée constitue une nouvelle convention qui est réputée entrer en vigueur à compter du 1^{er} juin 1978.
Incorporation à la convention des décisions de l'arbitre

(2) Le paragraphe (1) ne limite pas le droit des parties à la convention collective visée par la présente loi de modifier par consentement mutuel les clauses de leur convention collective, telle que modifiée par la présente loi ou en vertu de cette dernière, sauf les clauses qui portent sur la durée de la convention et sa mise en application.
Les parties peuvent modifier la convention collective

Enforcement

Exécution

8. (1) Sur requête présentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada à la Division de première instance de la Cour fédérale, la

Injonction

issue an injunction directing any company or union named or described therein that has failed or refused to comply with any provision of this Act forthwith to comply with that provision and any company or union that fails or refuses to comply with any injunction issued by the Court under this section that is directed to it may be cited and punished by the Court as for other contempts of court.

Appeals
relating to
citation for
contempt

(2) Any company or union cited and punished for contempt of court under subsection (1) may appeal from the conviction, or against the punishment imposed, to the Federal Court of Appeal in accordance with such directions, in lieu of the ordinary rules governing appeals to that Court, as may be given by that Court to ensure that the appeal is heard and disposed of as expeditiously as possible and in priority to all other appeals.

"Union"

9. (1) For the purposes of section 8 and this section, a union shall be deemed to be a person.

Injunction
against
company

(2) On an application under section 8 for an injunction directed against a company and on a citation for failure or refusal to comply with such an injunction, it is sufficient proof that the company has failed or refused to comply with a provision of this Act to show that an officer, director or agent of the company failed or refused to comply with the provision whether or not the officer, director or agent is identified, unless, in the case only of an application for an injunction, the company establishes that the failure or refusal of the officer, director or agent was without its knowledge or consent and that it exercised all due diligence to prevent the failure or refusal.

Injunction
against union

(3) On an application under section 8 for an injunction directed against a union and on a citation for failure or refusal to comply with such an injunction, it is sufficient proof that the union has failed or refused to comply with a provision of this Act to show

Cour doit prononcer une injonction ordonnant à toute compagnie ou tout syndicat nommément ou autrement désigné dans l'injonction, qui a négligé ou refusé de se conformer à une disposition de la présente loi, de se conformer immédiatement à cette disposition, et toute compagnie ou tout syndicat qui néglige ou refuse de se conformer à une injonction prononcée par la Cour en vertu du présent article peut être cité et condamné par elle comme pour tout autre outrage au tribunal.

Appel en cas de
citation pour
outrage au
tribunal

(2) Toute compagnie ou tout syndicat cité et condamné pour outrage au tribunal en vertu du paragraphe (1) peut interjeter appel de la déclaration de culpabilité ou de la peine infligée devant la Cour d'appel fédérale conformément aux directives, tenant lieu des règles régissant ordinairement les appels devant cette Cour, que cette dernière pourra avoir formulées pour assurer que l'appel soit entendu et jugé le plus rapidement possible et en priorité sur tous les autres appels.

Syndicat

9. (1) Pour l'application de l'article 8 et du présent article, un syndicat est réputé être une personne.

Injonction
visant une
compagnie

(2) Dans une requête en injonction visant une compagnie, présentée en vertu de l'article 8, et dans une citation pour refus ou négligence de s'y conformer, il suffit, pour prouver que la compagnie a refusé ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi d'établir qu'un dirigeant, un administrateur ou un mandataire de la compagnie a refusé ou négligé de se conformer à cette disposition, que ce dirigeant, cet administrateur ou ce mandataire ait été ou non identifié, à moins que, dans le seul cas d'une requête en injonction, la compagnie n'établisse que le refus ou la négligence du dirigeant, de l'administrateur ou du mandataire ont eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'elle a fait tout son possible pour les empêcher.

Injonction
visant un
syndicat

(3) Dans une requête en injonction visant un syndicat, présentée en vertu de l'article 8, et dans une citation pour refus ou négligence de s'y conformer, il suffit, pour prouver que le syndicat a refusé ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi,

50

that an officer or representative thereof or a substantial number of the employees who are, or at the time of the alleged failure or refusal were, members thereof, failed or refused to comply with the provision, whether or not the officer or representative or any of the employees is identified, unless, in the case only of an application for an injunction, the union establishes that the failure or refusal of the officer or representative or of the employees was without its knowledge or consent and that it exercised all due diligence to prevent the failure or refusal.

d'établir qu'un dirigeant ou un représentant du syndicat ou qu'un nombre considérable d'employés qui sont membres du syndicat ou qui l'étaient au moment des présumés refus 5 ou négligences, ont refusé ou négligé de se conformer à cette disposition, que ce dirigeant, ce représentant ou l'un quelconque des employés ait été ou non identifié, à moins que, dans le seul cas d'une requête en injonction, le syndicat n'établisse que le refus ou la 10 négligence du dirigeant, du représentant ou des employés ont eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il a fait tout son possible pour les empêcher.

COMING INTO FORCE

Coming into force

10. This Act shall come into force on the day and eight hours after the time at which it is assented to.

ENTRÉE EN VIGUEUR

10. La présente loi entre en vigueur le jour 15 Entrée en vigueur de sa sanction huit heures après le moment de sa sanction.

C-12

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-12

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act, the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act and the Members of Parliament Retiring Allowances Act

First reading, October 26, 1978

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

C-12

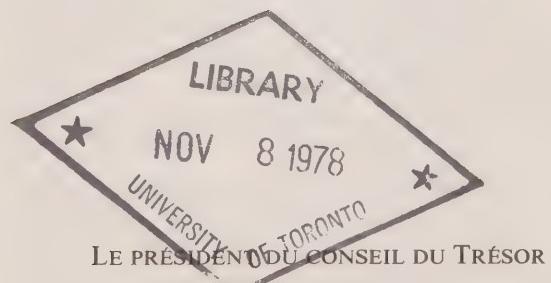
Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-12

Loi modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, la Loi sur la pension de la Fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement.

Première lecture, le 26 octobre 1978



4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-12

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act, the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act and the Members of Parliament Retiring Allowances Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Statute Law (Superannuation) Amendment Act, 1978.*

Short title

R.S., c. 43 (1st Supp.); c. 30 (2nd Supp.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, cc. 73, 81, 99

SUPPLEMENTARY RETIREMENT BENEFITS ACT

2. (1) The definition "Benefit Index" in subsection 2(1) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* is repealed.

(2) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "disabled", the following definition:

"Force" means the Royal Canadian Mounted Police;

(3) The definition "Pension Index" in subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"Pension Index", with respect to any year, means the average of the Consumer Price Index for Canada, as published

"Force"
"Gendarmerie"

1973-74, c. 36,
s. 2(1)

"Pension
index"
"indice de
pension"

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-12

Loi modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, la Loi sur la pension de la Fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi de 1978 modifiant le droit statutaire (Pensions de retraite).*

Titre abrégé

5

S.R., c. 43 (1^{er} Supp.); c. 30 (2nd Supp.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, cc. 73, 81, 99

LOI SUR LES PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES

2. (1) La définition d'"indice de prestation" au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* est abrogée.

10

(2) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après la définition de «force régulière», de la définition suivante:

«Gendarmerie» désigne la Gendarmerie 15 «Gendarmerie»
royale du Canada; «Force»

1973-74, c. 36,
par. 2(1)

(3) La définition d'"indice de pension" au paragraphe 2(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«indice de pension», relativement à toute 20 «indice de
année, désigne la moyenne des indices
des prix à la consommation pour le
"Pension
Index"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act, the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act and the Members of Parliament Retiring Allowances Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, la Loi sur la pension de la Fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement».

EXPLANATORY NOTES

Clause 2: (1) The repeal of the definition "Benefit Index" is consequential on the proposed amendment to section 4 contained in clause 3.

The definition "Benefit Index" reads as follows:

"Benefit Index" has the meaning assigned by subsection 4(2);"

(2), (4) and (6). New. The proposed definitions "Force", "Public Service" and "regular force" are consequential on proposed new sections 10, 11 and 12 contained in clause 4.

(3) This amendment would clarify the present definition "Pension Index".

The definition at present reads as follows:

"Pension Index", with respect to any year, means the average *for that year* of the Consumer Price Index for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, for

NOTES EXPLICATIVES

Article 2 du bill: (1) L'abrogation de la définition d'"indice de prestation" découle de la modification projetée à l'article 4 proposée à l'article 3 du bill.

La définition d'"indice de prestation" se lit ainsi:
«indice de prestation» a le sens que lui assigne le paragraphe 4(2);»

(2), (4) et (6). Nouveau. Les définitions projetées de «Gendarmerie», «Fonction publique» et «force régulière» découlent des nouveaux articles 10, 11 et 12 proposés à l'article 4 du bill.

(3) Cette modification rend plus claire la définition actuelle d'"indice de pension".

La définition d'"indice de pension" se lit ainsi:
«indice de pension», relativement à toute année, désigne la moyenne, *pour cette année*, des indices des prix à la consommation pour le Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la

by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, for each month in the twelve-month period ending on the thirtieth day of September in the immediately preceding year;"

5

(4) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "prescribed", the following definition:

"Public Service"
"Fonction publique"

"Public Service" has the meaning given 10
that expression in subsection 2(1) of the
Public Service Superannuation Act;"

1973-74, c. 36,
s. 2(2);
1974-75-76,
c. 73, s. 16(1)

"recipient"
"prestataire"

(5) The definition "recipient" in subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"recipient" means a person who

(a) has reached sixty years of age and is in receipt of a pension,
(b) not having reached sixty years of 20
age

(i) is in receipt of a pension and is disabled,
(ii) is in receipt of a pension as a person described in

(A) paragraph 38(b) of the 25
Members of Parliament Retiring Allowances Act,
(B) paragraph 23(1)(c) of the
Judges Act,
(C) paragraph 4(1)(c) of the 30
Diplomatic Service (Special) Superannuation Act, or
(D) subsection 3(1) of the *Lieutenant Governors Superannuation Act*, or

35
(iii) is in receipt of a pension pursuant to the *Canadian Forces Superannuation Act*, the *Defence Services Pension Continuation Act*, the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act* as a result of having been compulsorily retired from the regular force or the Force 45 by reason of any mental or physical condition rendering him unfit to

Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique*, pour chacun des mois de la période de douze mois qui prend fin le 30 septembre de l'année précédente;»

5

(4) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après la définition de «Compte de prestations de retraite supplémentaires», de la définition suivante:

«Fonction publique» a le sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*;»

10

"Fonction publique"
"Public Service"

(5) La définition de «prestataire» au paragraphe 2(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"prestataire" désigne une personne

a) qui a atteint soixante ans et reçoit une pension,
b) qui, n'ayant pas atteint soixante ans,

(i) reçoit une pension et est invalide,
(ii) reçoit une pension en qualité de 25 personne visée

(A) à l'alinéa 38b) de la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*,
(B) à l'alinéa 23(1)c) de la *Loi sur les juges*,
(C) à l'alinéa 4(1)c) de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*, ou
(D) au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*, ou

30
35
40
45
50
55
60
65
70
75
80
85
90
95
100
105
110
115
120
125
130
135
140
145
150
155
160
165
170
175
180
185
190
195
200
205
210
215
220
225
230
235
240
245
250
255
260
265
270
275
280
285
290
295
300
305
310
315
320
325
330
335
340
345
350
355
360
365
370
375
380
385
390
395
400
405
410
415
420
425
430
435
440
445
450
455
460
465
470
475
480
485
490
495
500
505
510
515
520
525
530
535
540
545
550
555
560
565
570
575
580
585
590
595
600
605
610
615
620
625
630
635
640
645
650
655
660
665
670
675
680
685
690
695
700
705
710
715
720
725
730
735
740
745
750
755
760
765
770
775
780
785
790
795
800
805
810
815
820
825
830
835
840
845
850
855
860
865
870
875
880
885
890
895
900
905
910
915
920
925
930
935
940
945
950
955
960
965
970
975
980
985
990
995
1000
1005
1010
1015
1020
1025
1030
1035
1040
1045
1050
1055
1060
1065
1070
1075
1080
1085
1090
1095
1100
1105
1110
1115
1120
1125
1130
1135
1140
1145
1150
1155
1160
1165
1170
1175
1180
1185
1190
1195
1200
1205
1210
1215
1220
1225
1230
1235
1240
1245
1250
1255
1260
1265
1270
1275
1280
1285
1290
1295
1300
1305
1310
1315
1320
1325
1330
1335
1340
1345
1350
1355
1360
1365
1370
1375
1380
1385
1390
1395
1400
1405
1410
1415
1420
1425
1430
1435
1440
1445
1450
1455
1460
1465
1470
1475
1480
1485
1490
1495
1500
1505
1510
1515
1520
1525
1530
1535
1540
1545
1550
1555
1560
1565
1570
1575
1580
1585
1590
1595
1600
1605
1610
1615
1620
1625
1630
1635
1640
1645
1650
1655
1660
1665
1670
1675
1680
1685
1690
1695
1700
1705
1710
1715
1720
1725
1730
1735
1740
1745
1750
1755
1760
1765
1770
1775
1780
1785
1790
1795
1800
1805
1810
1815
1820
1825
1830
1835
1840
1845
1850
1855
1860
1865
1870
1875
1880
1885
1890
1895
1900
1905
1910
1915
1920
1925
1930
1935
1940
1945
1950
1955
1960
1965
1970
1975
1980
1985
1990
1995
2000
2005
2010
2015
2020
2025
2030
2035
2040
2045
2050
2055
2060
2065
2070
2075
2080
2085
2090
2095
2100
2105
2110
2115
2120
2125
2130
2135
2140
2145
2150
2155
2160
2165
2170
2175
2180
2185
2190
2195
2200
2205
2210
2215
2220
2225
2230
2235
2240
2245
2250
2255
2260
2265
2270
2275
2280
2285
2290
2295
2300
2305
2310
2315
2320
2325
2330
2335
2340
2345
2350
2355
2360
2365
2370
2375
2380
2385
2390
2395
2400
2405
2410
2415
2420
2425
2430
2435
2440
2445
2450
2455
2460
2465
2470
2475
2480
2485
2490
2495
2500
2505
2510
2515
2520
2525
2530
2535
2540
2545
2550
2555
2560
2565
2570
2575
2580
2585
2590
2595
2600
2605
2610
2615
2620
2625
2630
2635
2640
2645
2650
2655
2660
2665
2670
2675
2680
2685
2690
2695
2700
2705
2710
2715
2720
2725
2730
2735
2740
2745
2750
2755
2760
2765
2770
2775
2780
2785
2790
2795
2800
2805
2810
2815
2820
2825
2830
2835
2840
2845
2850
2855
2860
2865
2870
2875
2880
2885
2890
2895
2900
2905
2910
2915
2920
2925
2930
2935
2940
2945
2950
2955
2960
2965
2970
2975
2980
2985
2990
2995
3000
3005
3010
3015
3020
3025
3030
3035
3040
3045
3050
3055
3060
3065
3070
3075
3080
3085
3090
3095
3100
3105
3110
3115
3120
3125
3130
3135
3140
3145
3150
3155
3160
3165
3170
3175
3180
3185
3190
3195
3200
3205
3210
3215
3220
3225
3230
3235
3240
3245
3250
3255
3260
3265
3270
3275
3280
3285
3290
3295
3300
3305
3310
3315
3320
3325
3330
3335
3340
3345
3350
3355
3360
3365
3370
3375
3380
3385
3390
3395
3400
3405
3410
3415
3420
3425
3430
3435
3440
3445
3450
3455
3460
3465
3470
3475
3480
3485
3490
3495
3500
3505
3510
3515
3520
3525
3530
3535
3540
3545
3550
3555
3560
3565
3570
3575
3580
3585
3590
3595
3600
3605
3610
3615
3620
3625
3630
3635
3640
3645
3650
3655
3660
3665
3670
3675
3680
3685
3690
3695
3700
3705
3710
3715
3720
3725
3730
3735
3740
3745
3750
3755
3760
3765
3770
3775
3780
3785
3790
3795
3800
3805
3810
3815
3820
3825
3830
3835
3840
3845
3850
3855
3860
3865
3870
3875
3880
3885
3890
3895
3900
3905
3910
3915
3920
3925
3930
3935
3940
3945
3950
3955
3960
3965
3970
3975
3980
3985
3990
3995
4000
4005
4010
4015
4020
4025
4030
4035
4040
4045
4050
4055
4060
4065
4070
4075
4080
4085
4090
4095
4100
4105
4110
4115
4120
4125
4130
4135
4140
4145
4150
4155
4160
4165
4170
4175
4180
4185
4190
4195
4200
4205
4210
4215
4220
4225
4230
4235
4240
4245
4250
4255
4260
4265
4270
4275
4280
4285
4290
4295
4300
4305
4310
4315
4320
4325
4330
4335
4340
4345
4350
4355
4360
4365
4370
4375
4380
4385
4390
4395
4400
4405
4410
4415
4420
4425
4430
4435
4440
4445
4450
4455
4460
4465
4470
4475
4480
4485
4490
4495
4500
4505
4510
4515
4520
4525
4530
4535
4540
4545
4550
4555
4560
4565
4570
4575
4580
4585
4590
4595
4600
4605
4610
4615
4620
4625
4630
4635
4640
4645
4650
4655
4660
4665
4670
4675
4680
4685
4690
4695
4700
4705
4710
4715
4720
4725
4730
4735
4740
4745
4750
4755
4760
4765
4770
4775
4780
4785
4790
4795
4800
4805
4810
4815
4820
4825
4830
4835
4840
4845
4850
4855
4860
4865
4870
4875
4880
4885
4890
4895
4900
4905
4910
4915
4920
4925
4930
4935
4940
4945
4950
4955
4960
4965
4970
4975
4980
4985
4990
4995
5000
5005
5010
5015
5020
5025
5030
5035
5040
5045
5050
5055
5060
5065
5070
5075
5080
5085
5090
5095
5100
5105
5110
5115
5120
5125
5130
5135
5140
5145
5150
5155
5160
5165
5170
5175
5180
5185
5190
5195
5200
5205
5210
5215
5220
5225
5230
5235
5240
5245
5250
5255
5260
5265
5270
5275
5280
5285
5290
5295
5300
5305
5310
5315
5320
5325
5330
5335
5340
5345
5350
5355
5360
5365
5370
5375
5380
5385
5390
5395
5400
5405
5410
5415
5420
5425
5430
5435
5440
5445
5450
5455
5460
5465
5470
5475
5480
5485
5490
5495
5500
5505
5510
5515
5520
5525
5530
5535
5540
5545
5550
5555
5560
5565
5570
5575
5580
5585
5590
5595
5600
5605
5610
5615
5620
5625
5630
5635
5640
5645
5650
5655
5660
5665
5670
5675
5680
5685
5690
5695
5700
5705
5710
5715
5720
5725
5730
5735
5740
5745
5750
5755
5760
5765
5770
5775
5780
5785
5790
5795
5800
5805
5810
5815
5820
5825
5830
5835
5840
5845
5850
5855
5860
5865
5870
5875
5880
5885
5890
5895
5900
5905
5910
5915
5920
5925
5930
5935
5940
5945
5950
5955
5960
5965
5970
5975
5980
5985
5990
5995
6000
6005
6010
6015
6020
6025
6030
6035
6040
6045
6050
6055
6060
6065
6070
6075
6080
6085
6090
6095
6100
6105
6110
6115
6120
6125
6130
6135
6140
6145
6150
6155
6160
6165
6170
6175
6180
6185
6190
6195
6200
6205
6210
6215
6220
6225
6230
6235
6240
6245
6250
6255
6260
6265
6270
6275
6280
6285
6290
6295
6300
6305
6310
6315
6320
6325
6330
6335
6340
6345
6350
6355
6360
6365
6370
6375
6380
6385
6390
6395
6400
6405
6410
6415
6420
6425
6430
6435
6440
6445
6450
6455
6460
6465
6470
6475
6480
6485
6490
6495
6500
6505
6510
6515
6520
6525
6530
6535
6540
6545
6550
6555
6560
6565
6570
6575
6580
6585
6590
6595
6600
6605
6610
6615
6620
6625
6630
6635
6640
6645
6650
6655
6660
6665
6670
6675
6680
6685
6690
6695
6700
6705
6710
6715
6720
6725
6730
6735
6740
6745
6750
6755
6760
6765
6770
6775
6780
6785
6790
6795
6800
6805
6810
6815
6820
6825
6830
6835
6840
6845
6850
6855
6860
6865
6870
6875
6880
6885
6890
6895
6900
6905
6910
6915
6920
6925
6930
6935
6940
6945
6950
6955
6960
6965
6970
6975
6980
6985
6990
6995
7000
7005
7010
7015
7020
7025
7030
7035
7040
7045
7050
7055
7060
7065
7070
7075
7080
7085
7090
7095
7100
7105
7110
7115
7120
7125
7130
7135
7140
7145
7150
7155
7160
7165
7170
7175
7180
7185
7190
7195
7200
7205
7210
7215
7220
7225
7230
7235
7240
7245
7250
7255
7260
7265
7270
7275
7280
7285
7290
7295
7300
7305
7310
7315
7320
7325
7330
7335
7340
7345
7350
7355
7360
7365
7370
7375
7380
7385
7390
7395
7400
7405
7410
7415
7420
7425
7430
7435
7440
7445
7450
7455
7460
7465
7470
7475
7480
7485
7490
7495
7500
7505
7510
7515
7520
7525
7530
7535
7540
7545
7550
7555
7560
7565
7570
7575
7580
7585
7590
7595
7600
7605
7610
7615
7620
7625
7630
7635
7640
7645
7650
7655
7660
7665
7670
7675
7680
7685
7690
7695
7700
7705
7710
7715
7720
7725
7730
7735
7740
7745
7750
7755
7760
7765
7770
7775
7780
7785
7790
7795
7800
7805
7810
7815
7820
7825
7830
7835
7840
7845
7850
7855
7860
7865
7870
7875
7880
7885
7890
7895
7900
7905
7910
7915
7920
7925
7930
7935
7940
7945
7950
7955
7960
7965
7970
7975
7980
7985
7990
7995
8000
8005
8010
8015
8020
8025
8030
8035
8040
8045
8050
8055
8060
8065
8070
8075
8080
8085
8090
8095
8100
8105
8110
8115
8120
8125
8130
8135
8140
8145
8150
8155
8160
8165
8170
8175
8180
8185
8190
8195
8200
8205
8210
8215
8220
8225
8230
8235
8240
8245
8250
8255
8260
8265
8270
8275
8280
8285
8290
8295
8300
8305
8310
8315
8320
8325
8330
8335
8340
8345
8350
8355
8360
8365
8370
8375
8380
8385
8390
8395
8400
8405
8410
8415
8420
8425
8430
8435
8440
8445
8450
8455
8460
8465
8470
8475
8480
8485
8490
8495
8500
8505
8510
8515
8520
8525
8530
8535
8540
8545
8550
8555
8560
8565
8570
8575
8580
8585
8590
8595
8600
8605
8610
8615
8620
8625
8630
8635
8640
8645
8650
8655
8660
8665
8670
8675
8680
8685
8690
8695
8700
8705
8710
8715
8720
8725
8730
8735
8740
8745
8750
8755
8760
8765
8770
8775
8780
8785
8790
8795
8800
8805
8810
8815
8820
8825
883

each month in the twelve-month period ending on the thirtieth day of September in the immediately preceding year;”

Loi sur la statistique, pour chacun des mois de la période de douze mois qui prend fin le 30 septembre de l’année précédente;»

(5) This amendment would remove from the definition “recipient” the class of persons described in the present subparagraph (b)(iii) and paragraph (b.1) of that definition, and would consequently defer payments of their benefits under the *Supplementary Retirement Benefits Act* to the age of 60.

The proposed paragraph (c) would guarantee that those who now qualify as recipients under subparagraph (b)(iii) or paragraph (b.1) and who continue to meet the requirements of those provisions would continue to receive indexing payments.

The proposed paragraph (e) would provide for a phase-in period for the deferral of indexing for those described in the present subparagraph (b)(iii) or paragraph (b.1) so that the deferral would take full effect in 1983.

The proposed paragraphs (d) and (f) are consequential, respectively, on the proposed sections 12.93 and 12.94 and on the proposed sections 12.3 and 12.4 of the *Public Service Superannuation Act* contained in clause 14. Those paragraphs would provide the air traffic controllers with the same protection and phase-in period as is proposed to be provided under paragraphs (c) and (e) to those who now qualify as recipients under subparagraph (b)(iii) and paragraph (b.1) of the definition.

The definition “recipient” at present reads as follows:
“recipient” means a person who

- (a) has reached sixty years of age and is in receipt of a pension,
- (b) not having reached sixty years of age
 - (i) is in receipt of a pension and is disabled,
 - (ii) is in receipt of a pension as a person described in
 - (A) paragraph 38(b) of the *Members of Parliament Retiring Allowances Act*,
 - (B) paragraph 23(1)(c) of the *Judges Act*,
 - (C) paragraph 4(1)(c) of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act*, or

(5) Comme conséquence de cette modification, la catégorie de personnes visée au sous-alinéa b)(iii) et l’alinéa b.1 actuels de la définition de «prestataire» n’est plus incluse dans ladite définition; par conséquent, ces personnes voient reporté à l’âge de 60 ans l’exercice de leur droit aux versements effectués en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

L’alinéa c) projeté a pour effet de garantir que ceux qui sont admissibles à être prestataires en vertu du sous-alinéa b)(iii) ou de l’alinéa b.1) et qui le demeurent continueraient à recevoir des versements indexés.

L’alinéa e) projeté prévoit les modalités d’application du report de l’indexation à l’égard des personnes visées au sous-alinéa b)(iii) ou à l’alinéa b.1) actuels, de sorte que ce report aurait son plein effet en 1983.

Les alinéas d) et f) projetés découlent respectivement des articles 12.93 et 12.94 et des articles 12.3 et 12.4 projetés de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* proposés à l’article 14 du bill. Ces alinéas accordent aux contrôleurs de la circulation aérienne la même protection et la même période d’échelonnement du report de l’indexation que prévoient les alinéas c) et e) à l’égard de ceux qui sont actuellement admissibles à être prestataires en vertu du sous-alinéa b)(iii) et de l’alinéa b.1) de la définition de «prestataire»:

La définition de «prestataire» se lit ainsi:
«prestataire» désigne une personne

- a) qui a atteint l’âge de soixante ans et reçoit une pension,
- b) qui, n’ayant pas atteint l’âge de soixante ans,
 - (i) reçoit une pension et est invalide,
 - (ii) reçoit une pension en tant que personne visée
 - (A) à l’alinéa 38b) de la *Loi sur les allocations de retraite des membres du parlement*,
 - (B) à l’alinéa 23(1)c) de la *Loi sur les juges*,
 - (C) à l’alinéa 4(1)c) de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*, ou

perform duties as a member of the regular force or the Force, as the case may be,		en raison d'un état physique ou mental qui la rendait incapable de remplir ses fonctions de membre de la force régulière ou de la Gendarmerie, selon le cas,	
(c) is in receipt of a pension and was, immediately prior to January 1, 1979 and has been continuously since that date, a recipient under this Act as coming within subparagraph (b)(iii) or paragraph (b.1) of the definition "recipient" as those provisions read immediately prior to January 1, 1979 and as modified by subsection 2(3) as it read immediately prior to that date,	5	c) qui reçoit une pension et était, immédiatement avant le 1 ^{er} janvier 1979 et n'a cessé depuis cette date d'être un prestataire en vertu de la présente loi à titre de personne visée au sous-alinéa b)(iii) ou à l'alinéa b.1) de la définition de «prestataire», comme ces dispositions étaient rédigées immédiatement avant le 1 ^{er} janvier 1979, et telles que modifiées par le paragraphe 2(3) comme il était rédigé immédiatement avant cette date,	5
(d) is in receipt of a pension pursuant to section 12.93 or 12.94 of the <i>Public Service Superannuation Act</i> , which pension has been payable to him continuously since January 1, 1979,	15	d) qui reçoit une pension conformément aux articles 12.93 ou 12.94 de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> , laquelle pension lui est payable sans interruption depuis le 1 ^{er} janvier 1979,	15
(e) is in receipt of a pension	20	e) qui reçoit une pension	25
(i) described in subparagraph (b)(iii) of the definition "recipient" as it read immediately prior to January 1, 1979, or	20	(i) visée au sous-alinéa b)(iii) de la définition de «prestataire» comme il était rédigé immédiatement avant le 1 ^{er} janvier 1979, ou	20
(ii) described in paragraph (b.1) of the definition "recipient" as it read immediately prior to January 1, 1979 and as modified by subsection 2(3) as it read immediately prior to that date, and is a person described in that paragraph	25	(ii) visée à l'alinéa b.1) de la définition de «prestataire» comme il était rédigé immédiatement avant le 1 ^{er} janvier 1979, et comme il a été modifié par le paragraphe 2(3) comme il était rédigé immédiatement avant cette date, et qui est une personne visée audit alinéa,	30
and who	30	et	
(iii) has a retirement year prior to 1979, or	35	(iii) dont l'année de retraite est antérieure à 1979, ou	40
(iv) has reached		(iv) qui a atteint	
(A) fifty-six years of age, in the case of a person whose retirement year is 1979,	35	(A) cinquante-six ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1979,	
(B) fifty-seven years of age, in the case of a person whose retirement year is 1980,	40	(B) cinquante-sept ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1980,	45
(C) fifty-eight years of age, in the case of a person whose retirement year is 1981, or		(C) cinquante-huit ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1981, ou	50
(D) fifty-nine years of age, in the case of a person whose retirement year is 1982,	45		
(f) is in receipt of a pension under section 12.3 or 12.4 of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and who has reached	50		

- (D) subsection 3(1) of the *Lieutenant Governors Superannuation Act*,
- (iii) is in receipt of a pension pursuant to paragraph 12(1)(c) of the *Public Service Superannuation Act* or clause 10(5)(c)(i)(C) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, or
- (iv) is in receipt of a pension pursuant to the *Canadian Forces Superannuation Act*, the *Defence Services Pension Continuation Act*, the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act* as a result of having been compulsorily retired from the regular force or the Force by reason of any mental or physical condition rendering him unfit to perform duties as a member of the regular force or the Force, as the case may be,
- (b.1) is in receipt of a pension based on not less than
- (i) twenty-six years of pensionable service, in the case of a person who has reached fifty-nine years of age but has not reached sixty years of age,
 - (ii) twenty-seven years of pensionable service, in the case of a person who has reached fifty-eight years of age but has not reached fifty-nine years of age,
 - (iii) twenty-eight years of pensionable service, in the case of a person who has reached fifty-seven years of age but has not reached fifty-eight years of age,
 - (iv) twenty-nine years of pensionable service, in the case of a person who has reached fifty-six years of age but has not reached fifty-seven years of age, or
 - (v) thirty years of pensionable service, in the case of a person who has reached fifty-five years of age but has not reached fifty-six years of age, or
- (c) is in receipt of a pension by virtue of being a surviving spouse, child or orphan."
- (D) au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*,
- (iii) reçoit une pension en conformité de l'alinéa 12(1)c de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* ou de la disposition 10(5)c(i)(C) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, ou
- (iv) reçoit une pension en conformité de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* ou de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, pour avoir dû quitter la force régulière ou la Gendarmerie, ayant été mise à la retraite d'office en raison d'un état physique ou mental qui la rendait incapable de remplir ses fonctions de membre de la force régulière ou de la Gendarmerie, selon le cas,
- b.1) qui reçoit une pension basée sur au moins
- (i) vingt-six années de service ouvrant droit à pension, dans le cas d'une personne qui a atteint l'âge de cinquante-neuf ans mais n'a pas encore soixante ans,
 - (ii) vingt-sept années de service ouvrant droit à pension, dans le cas d'une personne qui a atteint l'âge de cinquante-huit ans mais n'a pas encore cinquante-neuf ans,
 - (iii) vingt-huit années de service ouvrant droit à pension, dans le cas d'une personne qui a atteint l'âge de cinquante-sept ans mais n'a pas encore cinquante-huit ans,
 - (iv) vingt-neuf années de service ouvrant droit à pension, dans le cas d'une personne qui a atteint l'âge de cinquante-six ans mais n'a pas encore cinquante-sept ans, ou
 - (v) trente années de service ouvrant droit à pension, dans le cas d'une personne qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans mais n'a pas encore cinquante-six ans, ou
- c) reçoit une pension, à titre de conjoint survivant, d'enfant ou d'orphelin.»

(i) fifty-six years of age, in the case of a person whose retirement year is 1979,
 (ii) fifty-seven years of age, in the case of a person whose retirement year is 1980,
 (iii) fifty-eight years of age, in the case of a person whose retirement year is 1981, or
 (iv) fifty-nine years of age, in the case of a person whose retirement year is 1982, or
 (g) is in receipt of a pension by virtue of being a surviving spouse, child or orphan;"

15

(6) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "recipient", the following definition:

"regular force"
"force...."

"regular force" has the meaning given 20 that expression in subsection 2(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act*;"

(7) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "regular force", the 25 following definition:

"retirement year"
"année de . . ."

"retirement year" means,

(a) in respect of a person to or in respect of whom or in respect of whose service a pension is payable, 30 other than a person referred to in paragraph (b), the year in which, for the purposes of the enactment pursuant to which the pension is payable, that person most recently ceased to be 35 employed, to hold office, to be a member of the Senate or House of Commons or to be a member of the regular force or the Force, as the case may be, or

40

(b) in respect of a person who is in receipt of a pension by virtue of being

(D) cinquante-neuf ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1982,
 f) reçoit une pension en vertu des articles 12.3 ou 12.4 de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et qui a atteint
 (i) cinquante-six ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1979,
 (ii) cinquante-sept ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1980,
 (iii) cinquante-huit ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1981, ou
 (iv) cinquante-neuf ans, dans le cas d'une personne dont l'année de retraite tombe en 1982, ou
 g) reçoit une pension, à titre de conjoint survivant, d'enfant ou d'orphelin."

(6) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après la définition de «Fonction publique», de la définition suivante:

««force régulière» a le sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*;»

force
régulière
"regular force"

30

(7) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement avant la définition de «Compte de prestations de retraite supplémentaires», de la définition suivante:

35

««année de retraite» désigne

a) en ce qui concerne une personne à qui ou à l'égard de qui une pension est payable ou dont le service donne droit à une pension, autre qu'une personne visée à l'alinéa b), l'année pendant laquelle, aux fins du texte législatif en vertu duquel la pension est payable, cette personne a cessé pour la dernière fois d'être employée, d'exercer des fonctions, d'être membre du Sénat ou de la Chambre des communes, ou d'être membre de la force régulière ou de la Gendarmerie, selon le cas, ou

«année de
retraite»
"retirement
year"

75

(7) New. The proposed definition “retirement year” is in part consequential on the proposed repeal of the present subsection 4(3) contained in clause 3. The proposed paragraph (b) of the definition would define a retirement year for a surviving spouse, child or orphan for the purposes of the proposed section 4 contained in clause 3.

(7) Nouveau. La définition d’«année de retraite» découle en partie de l’abrogation du paragraphe 4(3) actuel proposée à l’article 3 du bill. L’alinéa b) projeté de ladite définition définit une année de retraite pour le conjoint survivant, l’enfant ou l’orphelin aux fins de l’article 4 proposé à l’article 3 du bill.

a surviving spouse, child or orphan, the retirement year of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable;"

1973-74, c. 36,
s. 2(3)

(8) Subsection 2(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

When specified
age deemed to
be reached

"(3) For the purposes of the definition "recipient" in subsection (1), a person shall be deemed to have reached a specified age at the beginning of the month in which he actually reached that age.

Deemed
retirement year
for air traffic
controllers for
s. 12.4(2)

(4) For the purposes of the definition "retirement year" in subsection (1) when applied in determining the supplementary 15 retirement benefits payable to a person in respect of a pension payable pursuant to subsection 12.4(2) of the *Public Service Superannuation Act*, that person shall be deemed to have ceased to be employed at 20 the time he ceased to be employed in operational service, as defined in section 12.2 of that Act.

Deemed
recipient

(5) A person who would, if he had retired prior to January 1, 1979, be a 25 recipient as coming within paragraph (c) of the definition "recipient" in subsection (1) shall, if

(a) the Governor in Council, in the case of a person holding an office to which he 30 was appointed by the Governor in Council, or

(b) the Treasury Board, in the case of a person other than a person described in paragraph (a),

is satisfied that the person made known his intention prior to January 1, 1978 to retire prior to January 1, 1979 but did not retire prior to that time because it was in the public interest that he not retire and if, at 40 any time prior to January 1, 1980, the Governor in Council or the Treasury Board, as the case may be, so directs, be deemed, from the time he is in receipt of a

b) en ce qui concerne une personne qui reçoit une pension à titre de conjoint survivant, d'enfant ou d'orphelin, l'année de retraite de la personne à l'égard de qui la pension est payable, ou dont le service donne droit à ladite pension;»

5 (8) Le paragraphe 2(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1973-74, c. 36,
par. 2(3)

"(3) Aux fins de la définition de «*prés- 10 tataire*» au paragraphe (1), une personne est réputée avoir atteint un âge spécifié au début du mois où elle atteint de fait cet âge.

(4) Aux fins de la définition d'*«année de 15 retraite»* au paragraphe (1), lorsqu'elle sert au calcul des prestations de retraite supplémentaires payables à une personne relativement à une pension payable conformément au paragraphe 12.4(2) de la *Loi sur 20 la pension de la Fonction publique*, ladite personne est réputée avoir cessé d'être employée au moment où elle a cessé d'être employée dans le service opérationnel, suivant la définition de cette expression à 25 l'article 12.2 de ladite loi.

Lorsque l'âge
spécifié est
réputé atteint

Année de
retraite
présumée en ce
qui concerne les
contrôleurs de
la circulation
aérienne pour le
par. 12.4(2)

(5) Toute personne qui, eût-elle pris sa retraite avant le 1^{er} janvier 1979, serait un prestataire à titre de personne visée à l'alinéa c) de la définition de «*prestataire*» au 30 paragraphe (1) est réputée être un prestataire aux fins de la présente loi à partir du moment où elle reçoit une pension si

Est réputée être
prestataire

a) le gouverneur en conseil, dans le cas d'une personne exerçant des fonctions 35 auxquelles il l'avait nommée, ou

b) le conseil du Trésor, dans le cas d'une personne non visée à l'alinéa a),

est convaincu qu'elle a fait savoir avant le 1^{er} janvier 1978 qu'elle prendrait sa 40 retraite avant le 1^{er} janvier 1979 mais n'a pas donné suite à son intention avant cette date parce qu'il était dans l'intérêt public qu'elle ne prit pas sa retraite et si, à quelque moment que ce soit avant le 1^{er} 45 janvier 1980, le gouverneur en conseil ou le conseil du Trésor, selon le cas, en ordonne ainsi.»

(8) New. The proposed subsection 2(3) and the repeal of the present subsection 2(3) are consequential on the proposed definition “recipient” contained in sub-clause (5).

Subsection 2(3) at present reads as follows:

“(3) For the purposes of paragraph (b.1) of the definition “recipient” in subsection (1), the expression “pension based on not less than” a specified number of years of pensionable service means

(a) a pension under the *Canadian Forces Superannuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, based on not less than that number of years of “pensionable service”, within the meaning given that expression in the *Canadian Forces Superannuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, as the case may be;

(b) a pension under the *Defence Services Pension Continuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act*, based on not less than that number of years of “service”, as defined in the *Defence Services Pension Continuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act*, as the case may be;

(c) a pension under the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act*, based on not less than that number of years of service as a “Public Official”, as defined in that Act; or

(d) a pension under the *Members of Parliament Retiring Allowances Act*, based on,

(i) in the case of a pension payable to a person under Part III of that Act, not less than that number of years of “pensionable service”, within the meaning given that expression in that Part, and

(ii) in the case of a pension payable to a person under Part I of that Act, not less than that number of years of such “pensionable service”, within the meaning given that expression in Part III of that Act, as that person would have had to his credit if he had been a member to whom Part III of that Act applied.”

The proposed subsection 2(4) would establish a retirement year to be used in calculating the supplementary retirement benefits payable to air traffic controllers who are in receipt of pensions under the proposed subsection 12.4(2) of the *Public Service Superannuation Act*, contained in clause 14.

The proposed subsection 2(5) would authorize a person who would have been a recipient if he had retired prior to January 1, 1979, and who intended to retire prior to that date but did not do so for reasons of public interest, to be deemed a recipient under the *Supplementary Retirement Benefits Act*.

(8) Nouveau. Le paragraphe 2(3) projeté et l’abrogation du paragraphe 2(3) actuel découlent de la définition projetée de «prestataire» proposée au paragraphe (5).

Le paragraphe 2(3) se lit ainsi:

“(3) Aux fins de l’alinéa b.1) de la définition de «prestataire», au paragraphe (1), l’expression «pension basée sur au moins» suivie du nombre d’années de service ouvrant droit à pension, désigne

a) une pension prévue par la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* ou la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* et basée sur au moins ce nombre d’années de «service ouvrant droit à pension», au sens donné à cette expression dans la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* ou la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, selon le cas;

b) une pension prévue par la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* ou la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* et basée sur au moins ce nombre d’années de «service», selon la définition qu’en donne la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* ou la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, selon le cas;

c) une pension prévue par la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* et basée sur au moins ce nombre d’années de service en qualité de «fonctionnaire public», selon la définition qu’en donne cette loi; ou

d) une pension prévue par la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement* et basée,

(i) dans le cas d’une pension payable à une personne en vertu de la Partie III de cette loi, sur au moins ce nombre d’années de «service ouvrant droit à pension», au sens donné à cette expression dans cette Partie, ou,

(ii) dans le cas d’une pension payable à une personne en vertu de la Partie I de cette loi, sur au moins ce nombre d’années de «service ouvrant droit à pension», au sens donné à cette expression dans la Partie III de cette loi, que cette personne aurait eu à son crédit si elle avait été un membre auquel s’appliquait la Partie III de cette loi.”

Le paragraphe 2(4) projeté définit une année de retraite devant servir au calcul des prestations de retraite supplémentaires payables aux contrôleurs de la circulation aérienne qui reçoivent des pensions en vertu du paragraphe 12.4(2) de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* proposé à l’article 14 du bill.

Le paragraphe 2(5) projeté permet à une personne qui aurait été prestataire si elle avait pris sa retraite avant le 1^{er} janvier 1979 comme elle entendait le faire, mais qui n’a pas donné suite à son intention dans l’intérêt public, d’être réputée être prestataire en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

pension, to be a recipient for the purposes of this Act."

1973-74, c. 36,
s. 3; 1974-75-
76, c. 81, s. 104;
c. 99, s. 2

3. Sections 4 and 4.1 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Calculation of
benefit

"**4.** (1) Subject to any order made pursuant to section 4.1 and subject to section 4.2, the supplementary retirement benefit payable to a recipient for a month in any year during the three year period commencing January 1, 1979, or for a month in any year during any subsequent three year period, is

(a) in the case of a recipient who was not a recipient in the December immediately prior to the three year period and whose retirement year is a year in the three year period,

(i) for a month in his retirement year, zero,

(ii) for a month in the year following his retirement year, if such year remains in the three year period, an amount equal to the amount obtained by multiplying

(A) the amount of the pension payable to the recipient for that month

by

(B) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension Index for the retirement year

and subtracting therefrom

(C) the amount of the pension payable to the recipient for that month, and

(iii) for a month in the year subsequent to the year following the retirement year, if such year remains in the three year period, an amount equal to the amount obtained by multiplying

(A) the aggregate of the amount of the pension payable to the recipient for that month and the amount of the supplementary retirement benefit that was payable to the recipient in respect of the December of the year following the retirement year or, where the amount of the pension differs for the two months

3. Les articles 4 et 4.1 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

5

1973-74, c. 36,
art. 3;
1974-75-76, c.
81, art. 104; c.
99, art. 2

Calcul de la
prestation

5

"**4.** (1) Sous réserve de tout décret pris en vertu de l'article 4.1 et sous réserve de l'article 4.2, la prestation de retraite supplémentaire payable à un prestataire pour un mois d'une année quelconque pendant la période de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1979, ou pour un mois d'une année quelconque pendant toute période subséquente de trois ans,

a) dans le cas d'un prestataire qui ne l'était pas au cours du mois de décembre précédent immédiatement ladite période de trois ans, et dont l'année de retraite se trouve être au cours de ladite période de trois ans

(i) pour un mois quelconque au cours de son année de retraite, se chiffre à zéro;

(ii) pour un mois quelconque durant l'année suivant son année de retraite, si cette année se trouve être au cours de ladite période de trois ans, se chiffre au montant obtenu en multipliant

(A) la pension payable au prestataire pour ledit mois

par

(B) le rapport entre l'indice de pension pour ladite année et l'indice de pension pour l'année de retraite

moins

(C) la pension payable au prestataire pour ledit mois, et

(iii) pour un mois quelconque durant l'année subséquente à l'année suivant l'année de retraite, si ladite année se trouve être au cours de ladite période de trois ans, se chiffre au montant obtenu en multipliant

(A) le total formé par la pension payable au prestataire pour ledit mois et la prestation de retraite supplémentaire qui était payable au prestataire pour le mois de décembre de l'année suivant l'année de

Clause 3: The amendment to section 4 is consequential on the proposed sections 4.1 and 4.2.

The proposed section 4.1 would provide that the President of the Treasury Board, the Minister designated under the Act, must, every three years, forecast whether the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account, established under the proposed section 8 contained in clause 4, will have sufficient funds to pay full indexing to persons employed in the Public Service. If not, the Governor in Council must by order establish a system of indexing for the three year period in respect of which the forecast was made such that the funds are adequate. The scheme so established will be the same for all recipients under the Act.

The proposed section 4 makes the changes necessary to recognize the fact that the indexing will no longer automatically follow the rise in the Consumer Price Index.

The proposed subsection 4(4), which replaces the present subsection 4(5), is consequential on the proposed section 4.2.

The proposed section 4.2 would limit supplementary retirement benefits payable to recipients with retirement years in 1978 or later, in the first year in which the benefits are payable, to a pro-rated amount based on the number of complete months remaining in their retirement years after retirement.

Section 4 at present reads as follows:

“4. (1) The supplementary retirement benefit payable to a recipient for a month in any year is an amount equal to the amount obtained by multiplying

(a) the amount of the pension payable to the recipient for that month

by

(b) the ratio that the Benefit Index for that year bears to the Benefit Index for the retirement year of the person to or in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable, and subtracting therefrom

(c) the amount of the pension payable to the recipient for that month.

(2) For the purposes of subsection (1), the Benefit Index

(a) for any year set out in Column I of Schedule II, is the figure set out in Column II of that Schedule opposite that year; and

(b) for the year 1971 and each following year, shall be calculated in prescribed manner by multiplying

(i) the Benefit Index for the year immediately preceding that year

by

(ii) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension Index for the year immediately preceding that year.

Article 3 du bill: La modification de l'article 4 découle des articles 4.1 et 4.2 proposés.

Selon l'article 4.1 proposé, le président du conseil du Trésor, qui est le Ministre désigné en vertu de la loi, doit tous les trois ans prévoir si le Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique, établi conformément au nouvel article 8 proposé à l'article 4 du bill, disposera de fonds suffisants pour verser une indexation entière aux employés de la Fonction publique. Dans la négative, le gouverneur en conseil doit établir par décret un système d'indexation pour la période de trois ans sur laquelle portent les prévisions de sorte que des fonds suffisants soient disponibles. Le système ainsi établi est le même pour tous les prestataires visés par la Loi.

L'article 4 projeté fait les modifications nécessaires pour tenir compte du fait que l'indexation ne suivra plus automatiquement la hausse de l'indice des prix à la consommation.

La modification apportée au paragraphe 4(4) proposé, qui remplace le paragraphe 4(5) actuel, découle de l'article 4.2 proposé.

L'article 4.2 projeté restreint les prestations de retraite supplémentaires payables aux prestataires dont l'année de retraite est postérieure à 1978, pendant la première année au cours de laquelle ces prestations sont payables, à un montant établi en fonction du nombre de mois entiers à courir des années de retraite, desdits prestataires après leur retraite.

L'article 4 se lit ainsi:

“4. (1) La prestation de retraite supplémentaire payable à un bénéficiaire pour un mois d'une année quelconque est un montant égal au montant obtenu en multipliant

a) le montant de la pension payable au bénéficiaire pour ce mois par

b) la proportion que l'indice de prestation pour cette année représente par rapport à l'indice de prestation pour l'année de retraite de la personne à laquelle, relativement à laquelle, ou relativement au service de laquelle la pension est payable et en soustrayant

c) le montant de la pension payable au bénéficiaire pour ce mois.

(2) Aux fins du paragraphe (1), l'indice de prestation,

a) pour une année visée à la colonne I de l'annexe II, est le chiffre indiqué à la colonne II de cette annexe en face de cette année; et

b) pour l'année 1971 et chaque année subséquente, est calculé de la manière prescrite en multipliant

(i) l'indice de prestation pour l'année précédent immédiatement cette année

par

referred to in this clause, the amount of the supplementary retirement benefit that would have been so payable if calculated by reference to the pension payable for the month first referred to in this clause

by

(B) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension Index for the year following the retirement year,

and subtracting therefrom

(C) the amount of the pension payable to the recipient for that month;

(b) in the case of a recipient

(i) who was not a recipient in the December of the year immediately prior to the three year period and whose retirement year is a year prior to the three year period, or

(ii) who was a recipient in the December of the year immediately prior to the three year period and whose retirement year is prior to the year immediately prior to the three year period,

an amount equal to the amount obtained by multiplying

(iii) the aggregate of the amount of the pension payable to the recipient for that month and the amount of the supplementary retirement benefit that was payable to the recipient in respect of the December of the year immediately prior to the three year period or, where the amount of the pension differs for the two months referred to in this subparagraph, the amount of the supplementary retirement benefit that would have been so payable if calculated by reference to the pension payable for the month first referred to in this subparagraph

by

45

(iv) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension Index for the year immediately preceding the three year period,

retraite ou, lorsque la pension est différente pour les deux mois visés dans la présente disposition, la prestation de retraite supplémentaire qui aurait été ainsi payable si elle était calculée en prenant comme base la pension payable pour le mois visé en premier lieu à la présente disposition

par

(B) le rapport entre l'indice de pension pour ladite année et l'indice de pension pour l'année suivant l'année de retraite,

moins

(C) la pension payable au prestataire pour ledit mois;

b) dans le cas d'un prestataire

(i) qui n'était pas un prestataire au mois de décembre de l'année précédant immédiatement ladite période de trois ans, et dont l'année de retraite est antérieure à ladite période de trois ans, ou

(ii) qui était un prestataire au mois de décembre de l'année précédant immédiatement ladite période de trois ans et dont l'année de retraite est antérieure à l'année précédant immédiatement ladite période de trois ans,

un montant égal à celui obtenu en multipliant

(iii) le total formé par la pension payable au prestataire pour ledit mois et la prestation de retraite supplémentaire qui était payable au prestataire pour le mois de décembre de l'année précédent immédiatement ladite période de trois ans ou, lorsque la pension est différente pour les deux mois visés au présent sous-alinéa, la prestation de retraite supplémentaire qui aurait été ainsi payable si elle était calculée en prenant comme base la pension payable pour le mois visé en premier lieu au présent sous-alinéa

par

(iv) le rapport entre l'indice de pension pour ladite année et l'indice de

(3) For the purposes of subsection (1), the retirement year of a person to or in respect of whom or in respect of whose service a pension is payable is the year in which, for the purposes of the enactment pursuant to which the pension is payable, that person ceased to hold office, to be a member of the Senate or House of Commons, to be employed or to be a member of the Royal Canadian Mounted Police or a member of the regular force of the Canadian Forces, as the case may be.

(4) Notwithstanding subsection (1) but subject to section 5, the aggregate of the amount of the supplementary retirement benefit and pension that may be paid to a recipient for a month in any year shall not be less than the aggregate of the amount of the supplementary retirement benefit and pension that was or may be paid to that recipient for any month in the year next before that year.

(5) Notwithstanding subsections (1) and (4), but subject to section 5, the amount of the supplementary retirement benefit that may be paid for a month in any year to a recipient in respect of whom the retirement year *determined pursuant to subsection (3)* is 1976 or a later year shall be not less than the difference obtained by subtracting the amount of the pension that may be paid to him for that month in that year from the aggregate of the supplementary retirement benefit and maximum pension that would have been payable to that recipient for that month in that year, other than pursuant to this subsection, if the retirement year of the recipient had been such *earlier* year, being a year after 1974, as is determined to be his retirement year by

- (a) the Governor in Council, in the case of a person to or in respect of whom the pension is payable on ceasing to hold an office to which he was appointed by the Governor in Council; and
- (b) the Treasury Board, in the case of a person other than a person described in paragraph (a)."

The present section 4.1, which is spent, reads as follows:

"**4.1** Notwithstanding section 4, the portion of the supplementary retirement benefit payable pursuant to that section to a recipient for a month in 1976 that is attributable to the increase in the Benefit Index for 1976 over the Benefit Index for 1975 shall not exceed two hundred dollars."

(ii) la proportion que l'indice de pension pour cette année représente par rapport à l'indice de pension pour l'année précédant immédiatement cette année.

(3) Aux fins du paragraphe (1), l'année de retraite d'une personne à laquelle, relativement à laquelle ou relativement au service de laquelle une pension est payable est l'année au cours de laquelle, aux fins du texte législatif en conformité duquel la pension est payable, cette personne a cessé de remplir ses fonctions, d'être un membre du Sénat ou de la Chambre des communes, d'être employée ou d'être un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou de la force régulière des Forces canadiennes, selon le cas.

(4) Nonobstant le paragraphe (1) mais sous réserve de l'article 5, le montant global de la prestation de retraite supplémentaire et de la pension qui peut être payé à un bénéficiaire pour un mois d'une année quelconque ne doit pas être inférieur au montant global de la prestation de retraite supplémentaire et de la pension qui a été ou peut être payé à ce bénéficiaire pour tout mois de l'année précédente.

(5) Nonobstant les paragraphes (1) et (4) mais sous réserve de l'article 5, la prestation de retraite supplémentaire payable, pour un mois quelconque, au bénéficiaire dont l'année de retraite *tombe, en application du paragraphe (3)*, après 1975 ne doit pas être inférieure à la différence entre la pension qui lui est payable pour ce mois et le total de prestation de retraite supplémentaire et de la pension maximale qui lui auraient été payables pour ce mois autrement qu'en vertu du présent paragraphe si son année de retraite postérieure à 1974, avait été toute année *antérieure* déterminée comme telle

a) par le gouverneur en conseil dans le cas de toute personne qui, ayant droit à la pension, quitte les fonctions auxquelles il l'avait nommée;

b) par le conseil du Trésor, dans le cas de toute personne non visée à l'alinéa a).»

L'article 4.1 qui est superflu se lit ainsi:

"**4.1** Par dérogation à l'article 4, la fraction de la prestation de retraite supplémentaire payable à un bénéficiaire aux termes de cet article pour un mois de 1976, et attribuable à l'augmentation de l'indice de prestation de 1976 par rapport à celui de 1975 ne doit pas dépasser la somme de deux cents dollars.»

and subtracting therefrom

(v) the amount of the pension payable to the recipient for that month; and

(c) in the case of a recipient who was a recipient in the December of the year immediately prior to the three year period and whose retirement year is the year immediately prior to the three year period,

10

(i) for a month in the first year of the three year period, an amount equal to the amount obtained by multiplying

(A) the amount of the pension payable to the recipient for that month

15

by

(B) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension Index for the retirement year,

and subtracting therefrom

20

(C) the amount of the pension payable to the recipient for that month, and

(ii) for a month in the second or third year of the three year period, an amount equal to the amount obtained by multiplying

25

(A) the aggregate of the amount of the pension payable to the recipient for that month and the amount of the supplementary retirement benefit that was payable to the recipient in the December

(I) of the first year, for a month in the second year, or

35

(II) of the second year, for a month in the third year,

or, where the amount of the pension differs for the two months referred to in subclause (I) or (II), as the case may be, the amount of the supplementary retirement benefit that would have been so payable if calculated by reference to the pension payable for the month first referred to in this clause,

40

by

(B) the ratio that the Pension Index for that year bears to the Pension

pension pour l'année précédent immédiatement ladite période de trois ans moins

(v) la pension payable au prestataire pour ledit mois; et

5

c) dans le cas d'un prestataire qui l'était au mois de décembre de l'année précédent immédiatement ladite période de trois ans, et dont l'année de retraite est l'année précédent immédiatement ladite période de trois ans,

(i) pour un mois quelconque au cours de la première année de ladite période de trois ans, la somme obtenue en multipliant

15

(A) la pension payable au prestataire pour ledit mois

par

(B) le rapport entre l'indice de pension pour ladite année et l'indice de pension pour l'année de retraite moins

(C) la pension payable au prestataire pour ledit mois, et

(ii) pour un mois quelconque au cours de la seconde ou de la troisième année de ladite période de trois ans, la somme obtenue en multipliant

(A) le total formé par la pension payable au prestataire pour ledit mois et la prestation de retraite supplémentaire qui lui était payable au mois de décembre

(I) de la première année, pour un mois quelconque au cours de la seconde année, ou

(II) de la seconde année, pour un mois quelconque au cours de la troisième année,

ou lorsque la pension est différente pour les deux mois visés aux sous-dispositions (I) ou (II), selon le cas, la prestation de retraite supplémentaire qui aurait été ainsi payable si elle était calculée en prenant comme base la pension payable pour le mois visé en premier lieu à la présente disposition

par

Index for the year preceding that year,
and subtracting therefrom
(C) the amount of the pension payable to the recipient for that month. 5

Deeming provision

(2) For the purpose of determining the aggregate referred to in clause (1)(a)(iii)(A) in respect of a recipient who became a recipient after his retirement year, a supplementary retirement benefit shall be deemed to have been payable to that recipient in respect of the December of the year following his retirement year calculated as if the recipient had become a recipient in the month of his retirement year during which he, or the person in respect of whom or in respect of whose service his pension is payable, retired. 10 15

Idem

(3) For the purpose of determining the aggregate referred to in subparagraph (1)(b)(iii) in respect of a recipient referred to in subparagraph (1)(b)(i), a supplementary retirement benefit shall be deemed to have been payable to that recipient in respect of the December immediately prior to the appropriate three year period calculated as if the recipient had become a recipient in the month of his retirement year during which he, or the person in respect of whom or in respect of whose service his pension is payable, retired. 20 25 30

Recipients for whom retirement year is 1976 or later year

(4) Notwithstanding subsection (1) and section 4.2 and any order made pursuant to section 4.1, but subject to section 5, the amount of the supplementary retirement benefit that may be paid for a month in any year to a recipient in respect of whom the retirement year is 1976 or a later year shall be not less than the difference obtained by subtracting the amount of the pension that may be paid to him for that month in that year from the aggregate of the supplementary retirement benefit and maximum pension that would have been payable to that recipient for that month in that year, other than pursuant to this subsection, if the month of the retirement year of the recipient in which he retired had 35 40 45 50

(B) le rapport entre l'indice de pension pour ladite année et l'indice de pension pour l'année précédent ladite année,

moins 5

(C) la pension payable au prestataire pour ledit mois.

(2) Aux fins du calcul du total visé à la disposition (1)a)(iii)(A) relativement à un prestataire qui l'est devenu après son 10 année de retraite, une prestation de retraite supplémentaire est réputée avoir été payable audit prestataire pour le mois de décembre de l'année suivant son année de retraite, calculée comme si le prestataire l'était devenu durant le mois de son année de retraite au cours duquel soit lui-même, soit la personne à l'égard de qui sa pension est payable ou dont le service donne droit à sa pension s'est retiré. 15 20

Présomption

(3) Aux fins du calcul du total visé au sous-alinéa (1)b)(iii) relativement à un prestataire visé au sous-alinéa (1)b)(i), une prestation de retraite supplémentaire est réputée avoir été payable audit prestataire pour le mois de décembre précédent immédiatement la période de trois ans appropriée, calculée comme si le prestataire l'était devenu durant le mois de son année de retraite au cours duquel soit lui-même, soit la personne à l'égard de qui sa pension est payable ou dont le service donne droit à sa pension s'est retiré. 25 30

Idem

(4) Nonobstant le paragraphe (1) et l'article 4.2 et tout décret pris en vertu de l'article 4.1 mais sous réserve de l'article 5, la prestation de retraite supplémentaire payable, pour un mois d'une année quelconque, au prestataire dont l'année de retraite tombe après 1975 ne doit pas être 40 inférieure à la différence entre la pension qui lui est payable pour ce mois et le total de prestation de retraite supplémentaire et de la pension maximale qui lui auraient été payables pour ce mois autrement qu'en 45 vertu du présent paragraphe si le mois au cours duquel il s'est retiré pendant son année de retraite, avait été tout mois au cours de toute année postérieure à 1974 déterminée comme telle 50

Bénéficiaire dont l'année de retraite tombe après 1975

been such month in such year, being a year after 1974, as is determined by

(a) the Governor in Council, in the case of a person to or in respect of whom the pension is payable on ceasing to hold an office to which he was appointed by the Governor in Council; and

(b) the Treasury Board, in the case of a person other than a person described in paragraph (a).

10

Minister's estimate for three year periods

4.1 (1) Prior to December 31 of the year immediately preceding the three year period commencing January 1, 1979 and prior to October 31 of the year immediately preceding every subsequent three year period, the Minister shall, with the advice of the Chief Actuary of the Department of Insurance, estimate the funds that will be available in the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account for the next three year period and the total of all amounts that will be payable out of that Account for that period if no order is made under subsection (2) and, where, in the opinion of the Minister, there is a reasonable doubt that the funds available will be sufficient to meet the total of the amounts payable, the Minister shall report his findings to the Governor in Council.

30

Order limiting supplementary retirement benefits payable

(2) Where a report is made to the Governor in Council under subsection (1), the Governor in Council shall forthwith, on the advice of the Minister after the Minister has consulted the Advisory Committee, if any, established pursuant to section 31 of the *Public Service Superannuation Act*, by order prescribe the manner of determining the supplementary retirement benefits payable to recipients in receipt of pensions charged to the Public Service Superannuation Account for each month in the three year period in respect of which the report was made in such a way as to result in the estimated total of all such benefits payable for that period being equal to the estimated funds available in the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account.

a) par le gouverneur en conseil, dans le cas de toute personne à qui une pension est payable, et qui quitte les fonctions auxquelles ce dernier l'avait nommée;

b) par le conseil du Trésor, dans le cas de toute personne non visée à l'alinéa a).

Prévisions du Ministre pour des périodes de trois ans

4.1 (1) Avant le 31 décembre de l'année précédant immédiatement la période de trois ans commençant le 1^{er} janvier 1979, et avant le 31 octobre précédent immédiatement chaque période de trois ans subséquente, le Ministre doit, sur l'avis de l'Actuaire en chef du département des assurances, estimer le montant des fonds disponibles au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique pour la prochaine période de trois ans, et le total de toutes les sommes payables à même ce Compte pendant cette période en l'absence de tout décret pris en vertu du paragraphe (2); lorsque, de l'avis du Ministre, il y a raisonnablement lieu de croire que les fonds disponibles seront inférieurs au total des sommes payables, ce dernier doit faire un rapport de ses conclusions au gouverneur en conseil.

Décret restreignant les prestations de retraite supplémentaires

(2) Sur réception du rapport visé au paragraphe (1), le gouverneur en conseil doit immédiatement, sur l'avis du Ministre après que ce dernier ait consulté le comité consultatif établi conformément à l'article 31 de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, le cas échéant, prescrire par décret la manière de déterminer les prestations de retraite supplémentaires payables aux prestataires qui reçoivent des pensions imputées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique pour chaque mois de la période de trois ans visée par le rapport, de sorte que le total estimatif de toutes ces prestations payables pour ladite période soit égal aux fonds estimatifs disponibles dans le Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires.

Further order

ment Benefits Operating Account for such payments during that period.

(3) Where the Governor in Council makes an order under subsection (2), he shall order further that all supplementary retirement benefits payable under this Act shall be determined in the manner prescribed for supplementary retirement benefits payable pursuant to the order made under subsection (2).

Estimate of funds available

(4) For the purposes of subsections (1) and (2), the estimate of funds available in the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account in a three year period shall not include amounts to be credited to that Account pursuant to paragraph 10(1)(d) in respect of persons who will not receive supplementary retirement benefits during the three year period.

Limitation

(5) In no case shall the supplementary retirement benefit payable to a recipient pursuant to an order made under subsection (2) or (3) exceed the supplementary retirement benefit that would have been payable to that recipient if no order had been made.

Exception for first year benefits received

4.2 Notwithstanding section 4 or any order made pursuant to section 4.1, the supplementary retirement benefit payable to a recipient whose retirement year is 1978 or later for a month in the year immediately following his retirement year is the amount obtained by multiplying

(a) the amount of the supplementary retirement benefit that would but for this section be payable to the recipient for that month

by

(b) the ratio that the number of complete months that remained in the retirement year after the month in which the recipient retired bears to twelve."

c. 43 (1^{er} Supp.), s. 10; 1973-74, c. 36, s. 4, 5

4. Sections 8 to 10 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

taires de la Fonction publique pour ces paiements au cours de ladite période.

(3) Lorsque le gouverneur en conseil prend un décret en vertu du paragraphe (2), il doit décréter en plus que toutes les prestations de retraite supplémentaires payables en vertu de la présente loi soient déterminées de la manière prescrite pour les prestations de retraite supplémentaires payables en vertu du décret visé au paragraphe (2).

Autre décret

5

(4) Aux fins des paragraphes (1) et (2), l'estimation des fonds disponibles au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique au cours d'une période de trois ans ne doit pas comprendre les sommes créditées à ce Compte conformément à l'alinéa 10(1)d) à l'égard de personnes qui ne recevront pas de prestations de retraite supplémentaires pendant ladite période de trois ans.

Estimation des fonds disponibles

15

(5) En aucun cas la prestation de retraite supplémentaire payable à un prestataire conformément à un décret visé aux paragraphes (2) ou (3) ne doit être supérieure à celle qui aurait été payable audit prestataire en l'absence de décret.

Restriction

4.2 Nonobstant l'article 4 ou tout décret pris en vertu de à l'article 4.1, la prestation de retraite supplémentaire payable à un prestataire pour un mois quelconque au cours de l'année suivant immédiatement son année de retraite, lorsque cette dernière tombe en 1978 ou une année postérieure, est le montant obtenu en multipliant

Exception visant les prestations requises au cours de la première année

a) la prestation de retraite supplémentaire qui, sans le présent article, lui serait payable pour ledit mois

40

b) le rapport entre le nombre de mois entiers restant dans l'année de retraite après le mois au cours duquel le prestataire s'est retiré et le nombre douze.»

45

4. Les articles 8 à 10 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

c. 43 (1^{er} Supp.), art. 10; 1973-74, c. 36, art. 4, 5

Clause 4: The proposed section 8, which replaces the present subsection 8(1), would establish three separate operating accounts for persons employed in the Public

Article 4 du bill: L'article 8 projeté, qui remplace le paragraphe 8(1) actuel, établit trois comptes de fonctionnement distincts pour les employés de la Fonction

Accounts established

“8. There shall be established in the accounts of Canada

(a) an account to be known as the Supplementary Retirement Benefits Account; and

(b) operating accounts to be known as

(i) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,

(ii) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, and

(iii) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account.

5 15

Amounts payable out of C.R.F.

9. (1) All benefits and other amounts required to be paid pursuant to this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

Benefits charged to operating accounts

(2) Any benefit paid pursuant to any provision of this Act other than section 6 that is calculated by reference to a pension charged to

(a) the Superannuation Account, established pursuant to the *Civil Service Superannuation Act* and continued pursuant to the *Public Service Superannuation Act*, in this Act referred to as the Public Service Superannuation Account,

(b) the Canadian Forces Superannuation Account, established as the Permanent Services Pension Account pursuant to the *Defence Services Pension Act* and continued pursuant to the *Canadian Forces Superannuation Act*, or

35

(c) the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Account, established as the Royal Canadian Mounted Police Pension Account pursuant to chapter 241 of the Revised Statutes of Canada, 1952, as it read before the 1st day of April, 1960, and continued pursuant to the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*,

shall be charged, respectively, to

45

(d) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,

«8. Sont établis, au nombre des comptes du Canada,

a) un compte appelé le Compte de prestations de retraite supplémentaires; et

b) des comptes de fonctionnement appelés

(i) le Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique,

(ii) le Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes; et

(iii) le Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada.

9. (1) Toutes les prestations et les autres sommes dont le paiement est requis en conformité de la présente loi doivent être payées sur le Fonds du revenu consolidé.

Établissement de nouveaux comptes

Sommes payables à même le Fonds du revenu consolidé

(2) Les prestations payées conformément à une disposition de la présente loi, à l'exception de l'article 6, calculées en se basant sur une pension imputée au

25

a) Compte de pension de retraite, établi conformément à la *Loi sur la pension du service civil* et maintenu conformément à la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, appelé Compte de pension de retraite de la Fonction publique dans la présente loi,

b) Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, établi sous le titre de Compte de pension des services permanents conformément à la *Loi sur les pensions des services de défense* et maintenu conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, ou au

40

c) Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, établi sous le titre de Compte de pension de la Gendarmerie royale du Canada conformément au chapitre 241 des Statuts revisés du Canada de 1952 tel qu'il était rédigé avant le 1^{er} avril 1960 et maintenu conformément à la *Loi sur la pen-*

Prestations imputées aux comptes de fonctionnement

Service, members of the Canadian Forces and members of the Royal Canadian Mounted Police.

The proposed section 9, which replaces the present subsection 8(2), would specify to which Account the various benefits or other amounts paid under the Act are to be charged.

Section 8 at present reads as follows:

“**8.** (1) There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Supplementary Retirement Benefits Account.

(2) All benefits and other amounts required to be paid pursuant to this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund *and, except in the case of*

(a) any benefit calculated by reference to a pension payable for any month after December, 1973 to or in respect of a person or in respect of the service of a person whose retirement year, determined as provided in subsection 4(3), is before 1970,

(b) the amount by which any benefit calculated by reference to a pension payable for any month after December, 1973 to or in respect of a person or in respect of the service of a person whose retirement year, determined as provided in subsection 4(3), is after 1969 exceeds the aggregate of all amounts credited to the Supplementary Retirement Benefits Account in respect of that person (including such portion of any interest credited to the said Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person), and

(c) any benefit calculated by reference to an annuity payable under the *Governor General's Retiring Annuity Act*, the *Judges Act* or the *Tax Review Board Act*,

shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account.”

publique, pour les membres des Forces canadiennes et pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

L'article 9 projeté, qui remplace le paragraphe 8(2) actuel, spécifie à quel compte doivent être imputées les diverses prestations ou autres sommes versées en vertu de la loi.

L'article 8 se lit ainsi:

“**8.** (1) Est établi, au nombre des comptes du Canada, un compte appelé le Compte de prestations de retraite supplémentaires.

(2) Toutes les prestations et tous les autres montants dont le paiement est requis en conformité de la présente loi doivent être payés sur le Fonds du revenu consolidé et, sauf s'il s'agit

a) d'une prestation calculée relativement à une pension payable pour un mois quelconque postérieur à décembre 1973 soit à une personne dont l'année de retraite, déterminée ainsi que le prévoit le paragraphe 4(3), est antérieure à 1970, soit à l'égard d'une telle personne ou du service d'une telle personne,

b) du montant de l'excédent de toute prestation calculée relativement à une pension payable pour un mois quelconque postérieur à décembre 1973 soit à une personne dont l'année de retraite, déterminée ainsi que le prévoit le paragraphe 4(3), est postérieure à 1969, soit à l'égard d'une telle personne ou du service d'une telle personne, sur le total de tous les montants crédités au Compte de prestations de retraite supplémentaires à l'égard de cette personne (y compris la fraction de tout intérêt crédité audit Compte qui peut être raisonnablement considérée comme y ayant été créditée à l'égard de cette personne), ou

c) d'une prestation calculée relativement à une pension payable en vertu de la *Loi sur la pension de retraite du gouverneur général*, de la *Loi sur les juges* ou de la *Loi sur la Commission de révision de l'impôt*,

ils doivent être imputés au Compte de prestations de retraite supplémentaires.”

(e) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, or
 (f) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits 5 Operating Account.

sion de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,

douvent être imputées respectivement au

d) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique, 5

e) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes, ou au

f) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada. 10

Amounts charged to operating accounts

(3) Any amount paid pursuant to paragraph 6(1)(b) of this Act as a death benefit that is calculated by reference to amounts credited to 10

(a) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,

(b) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, or 15

(c) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account

shall be charged to the Operating Account to which the amount was credited. 20

(3) Les sommes payées conformément à l'alinéa 6(1)b) de la présente loi à titre de prestations consécutives au décès, calculées en se basant sur des sommes créditées au 15

Sommes imputées aux comptes de fonctionnement

a) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique, 20

b) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes, ou au

c) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada 25

douvent être imputées au compte de fonctionnement auquel lesdites sommes ont été créditées.

Sommes imputées au Compte de prestations de retraite supplémentaires

Amounts charged to S.R.B. Account

(4) Any benefit or other amount paid pursuant to this Act other than

(a) a benefit or other amount referred to in subsection (2) or (3),

(b) a benefit calculated by reference to 25 a pension payable under an enactment listed in Part II of Schedule I, or

(c) any amount by which a benefit calculated by reference to a pension payable pursuant to an enactment listed in 30 Part III of Schedule I for any month after December, 1978 exceeds the aggregate of all amounts paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account that remain in 35 that Account in respect of persons entitled to a pension payable pursuant to that enactment (together with such portion of any interest credited to the said

(4) Les prestations ou les autres sommes payées conformément à la présente loi, à l'exception

a) des prestations ou des autres sommes visées aux paragraphes (2) ou (3),

b) des prestations calculées en se basant 35 sur une pension payable en vertu d'un texte législatif cité à la Partie II de l'annexe I, ou de

c) l'excédent d'une prestation calculée en se basant sur une pension payable 40 conformément à un texte législatif cité à la Partie III de l'annexe I pour un mois quelconque après décembre 1978, sur le total de toutes les sommes payées ou créditées au Compte de prestations de 45 retraite supplémentaires demeurant dans ledit Compte à l'égard des personnes ayant droit à une pension payable

Amounts to be
credited to the
P.S.S.R.B.
Operating
Account

Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of those persons)
shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account.

5

10. (1) There shall be credited to the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account and charged to the Supplementary Retirement Benefits Account

10

(a) the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the *Public Service Superannuation Act* by 15 or in respect of persons receiving pensions charged to the Public Service Superannuation Account who became recipients on or before December 31, 1978 (together with such portion of any 20 interest credited to the Supplementary Retirement Benefits Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of those persons), exceeds the aggregate of all 25 amounts charged to that Account in respect of those persons;

(b) in respect of any person who ceases to be employed in the Public Service, if he thereupon is paid an amount pursuant to paragraph 6(1)(a), the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of 35 the *Public Service Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably 40 be regarded as having been credited thereto in respect of that person), exceeds the amount paid;

(c) where an amount is paid to an employer other than Her Majesty in 45 right of Canada pursuant to section 30 of the *Public Service Superannuation Act* in respect of a person who has

conformément audit texte législatif (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard desdites personnes)

5

douvent être imputées au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

10. (1) Il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique et imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires

Sommes à créditer au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique

a) l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires en 15 vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* par ou à l'égard de personnes recevant des pensions imputées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique, qui 20 sont devenues prestataires au plus tard le 31 décembre 1978 (y compris la portion de l'intérêt crédité au Compte de prestations de retraite supplémentaires que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard desdites personnes), sur le total de toutes les sommes imputées audit Compte à l'égard desdites personnes;

b) à l'égard de toute personne qui cesse 30 d'être employée dans la Fonction publique, si cette personne reçoit une somme conformément à l'alinéa 6(1)a), l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de 35 retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard en vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit 40 audit Compte (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne), sur la somme payée; 45

c) lorsqu'une somme est payée à un employeur, à l'exception de Sa Majesté du chef du Canada, conformément à l'article 30 de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* à l'égard d'une per-

50

The proposed sections 10 to 13 are new.

The proposed subsections 10(1), 11(1) and 12(1) would provide that certain amounts to the credit of the Supplementary Retirement Benefits Account be credited to the appropriate Operating Accounts established by the proposed section 8.

The proposed subsections 10(2), 11(2) and 12(2) are consequential respectively on the proposed subsections 10(1), 11(1) and 12(1).

The proposed subsection 10(3) would provide that the pensioners' share of excess interest on the balance of the Public Service Superannuation Account be credited to the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account.

The proposed subsections 11(3) and 12(3) would provide that excess interest be credited to the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account and to the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account to meet current payments of supplementary retirement benefits from those Accounts.

The proposed section 13 would authorize advances to be made from the Supplementary Retirement Benefits Account to any of the Operating Accounts established by the proposed section 8 to meet current payments from the Operating Accounts.

Les articles 10 à 13 projetés sont nouveaux.

Les paragraphes 10(1), 11(1) et 12(1) projetés prévoient que certaines sommes créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires seront portées au crédit des comptes de fonctionnement appropriés établis par l'article 8 projeté.

Les paragraphes 10(2), 11(2) et 12(2) projetés découlent respectivement des paragraphes 10(1), 11(1) et 12(1) projetés.

Le paragraphe 10(3) projeté prévoit que la part du pensionné d'intérêt excédentaire sur le solde du Compte de prestations de retraite supplémentaires sera crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique.

Les paragraphes 11(3) et 12(3) projetés prévoient que doivent être crédités au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes et au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada des intérêts excédentaires pour faire à même ces comptes les paiements courants de prestations de retraite supplémentaires.

L'article 13 projeté autorise que soient faites aux comptes de fonctionnement établis en vertu de l'article 8 projeté, à même le Compte de prestations de retraite supplémentaires, les avances nécessaires pour faire les paiements courants à même lesdits comptes de fonctionnement.

ceased to be employed in the Public Service, the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Public Service Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person), exceeds the amount paid; 5

(d) in respect of any person who 15

- (i) ceases to be employed in the Public Service and thereupon or at a later time becomes a recipient, or
- (ii) is or was employed in the Public Service and dies before becoming a recipient, 20

the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Public Service Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person); and 30

(e) all amounts paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the *Public Service Superannuation Act* as contributions in respect of periods of elective service or absences without pay by or on behalf of recipients who are receiving pensions charged to the Public Service Superannuation Account. 40

When amount credited

(2) No amount shall be credited to the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account under paragraph 1(d) in respect of a person described 45

sonne qui cesse d'être employée dans la Fonction publique, l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard en vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit audit Compte, (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne), sur la somme payée; 5

d) à l'égard de toute personne qui 15

- (i) cesse d'être employée dans la Fonction publique et devient un prestataire à ce moment ou par la suite, ou
- (ii) est ou était employée dans la Fonction publique et décède avant de devenir un prestataire, 20

le total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit audit Compte, (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne); et 25

e) toutes les sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* à titre de contributions relativement à des périodes de service accompagné d'option ou de congés non payés, par des prestataires qui reçoivent des pensions imputées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique, ou à leur égard. 40 45

Moment où la somme est créditez

(2) Aucune somme ne peut être créditez en vertu de l'alinéa (1)d) au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique à

in subparagraph (1)(d)(i) before that person becomes a recipient.

Pensioners' share of excess interest to be credited

(3) There shall be credited to the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account in each period of three months commencing on the first day of January, April, July or October in each year of every three year period referred to in section 4 an amount representing interest on the proportion of the balance to the credit of the Public Service Superannuation Account at the end of the immediately preceding three month period that is equivalent to such proportion of the total costs of the benefits payable under Part I of the *Public Service Superannuation Act* as may, in the opinion of the Minister on the advice of the Chief Actuary of the Department of Insurance, reasonably be regarded as being the cost of benefits payable to persons entitled to pensions payable under that Part, which interest shall be calculated at a rate equal to

(a) the rate of interest for the three month period prescribed by regulations made under paragraph 32(1)(a.1) of the *Public Service Superannuation Act* minus

(b) the difference between the rate of interest stated and the rate of inflation assumed in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 35 of that Act prior to the three year period to be the interest and inflation rates on which the valuation referred to in that report was based.

Amounts to be credited to the C.F.S.R.B. Operating Account

11. (1) There shall be credited to the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account and charged to the Supplementary Retirement Benefits Account

(a) the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the

l'égard d'une personne visée au sous-alinéa (1)d)(i) avant qu'elle ne soit un prestataire.

(3) Chaque trimestre commençant le premier jour des mois de janvier, d'avril, de juillet ou d'octobre au cours de chaque année de chaque période de trois années visée à l'article 4, il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique une somme qui représente l'intérêt sur la partie du solde figurant au crédit du Compte de pension de retraite de la Fonction publique à la fin de la période de trois mois immédiatement antérieure qui est équivalente à la partie des coûts globaux des prestations payables en vertu de la Partie I de la *Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique* que, selon l'opinion du Ministre sur avis de l'Actuaire en chef du département des assurances, l'on peut raisonnablement considérer comme étant le coût des prestations payables aux personnes ayant droit à des pensions payables en vertu de cette Partie, ledit intérêt devant être calculé à un taux égal au

a) taux d'intérêt pour ce trimestre prescrit par les règlements établis en vertu de l'alinéa 32(1)a.1) de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*

moins

b) la différence entre le taux d'intérêt mentionné et le taux d'inflation présumé au dernier rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 35 de ladite loi avant la période de trois années comme étant les taux d'intérêt et d'inflation sur lesquels est fondée l'estimation visée dans ce rapport.

11. (1) Il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes et imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires

a) l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires en vertu de la Partie III de la *Loi sur la*

La part d'intérêt excédentaire du pensionnement doit être créditez

Sommes à créditer au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes

Canadian Forces Superannuation Act by or in respect of persons receiving pensions charged to the Canadian Forces Superannuation Account who became recipients on or before December 31, 1978 (together with such portion of any interest credited to the Supplementary Retirement Benefits Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of those persons) exceeds the aggregate of all amounts charged to that Account in respect of those persons;

(b) in respect of any person who is a contributor, as defined in subsection 2(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act*, and who ceases to be a member of the regular force, if he thereupon is paid an amount pursuant to paragraph 6(1)(a), the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Canadian Forces Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person) exceeds the amount paid;

(c) in respect of any person who is a contributor, as defined in subsection 2(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act*, who

- (i) ceases to be a member of the regular force and thereupon or at a later time becomes a recipient, or
- (ii) is or was a member of the regular force and dies before he becomes a recipient,

the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Canadian Forces Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be

pension des Forces canadiennes par ou à l'égard de personnes recevant des pensions imputées au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes qui sont devenues prestataires au plus tard le 31 décembre 1978 (y compris la portion de l'intérêt crédité au Compte de prestations de retraite supplémentaires que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard desdites personnes), sur le total des sommes imputées audit Compte à l'égard desdites personnes;

b) à l'égard de toute personne qui est un contributeur, au sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, et qui cesse d'être membre de la force régulière, si cette personne reçoit à ce moment une somme conformément à l'alinéa 6(1)a), l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard en vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension des Forces canadiennes*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit dans ledit Compte, (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne), sur la somme payée;

c) à l'égard de toute personne qui est un contributeur, au sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, et qui

- (i) cesse d'être membre de la force régulière et devient un prestataire à ce moment ou par la suite, ou
- (ii) est ou était membre de la force régulière et décède avant de devenir un prestataire,

le total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son

regarded as having been credited thereto in respect of that person); and
 (d) all amounts paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the *Canadian Forces Superannuation Act* as contributions in respect of periods of elective service or absences without pay by or on behalf of recipients who are receiving pensions charged to the Canadian Forces Superannuation Account.

When amount credited
 (2) No amount shall be credited to the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account under paragraph (1)(c) in respect of a person described in subparagraph (1)(c)(i) before that person becomes a recipient.

(3) There shall be credited to the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account in each fiscal year an amount representing such portion of the interest on the balance to the credit of the Canadian Forces Superannuation Account as the Minister estimates is required to ensure that there are sufficient funds available in that Account to meet all payments of supplementary retirement benefits from that Account for the year.

12. (1) There shall be credited to the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account and charged to the Supplementary Retirement Benefits Account

(a) the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* by or in respect of persons receiving pensions charged to the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Account who became recipients on or before December 31,

5
 crédit audit Compte, (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne); et

d) toutes les sommes payées ou créitées au Compte de prestations de retraite supplémentaires conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* à titre de contributions relativement à des périodes de service accompagné d'option ou de congés non payés, par des prestataires qui reçoivent des pensions imputées au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, ou à leur égard.

(2) Aucune somme ne peut être créditez en vertu de l'alinéa (1)c) au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes à l'égard d'une personne visée au sous-alinéa (1)c)(i) avant qu'elle ne soit un prestataire.

(3) Chaque année financière, il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes une somme qui représente la partie de l'intérêt sur le solde figurant à l'occasion au crédit du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes que le Ministre estime nécessaire pour que puissent être faits, à même ce Compte, tous les paiements de prestations de retraite supplémentaires pour l'année.

12. (1) Il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada et imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires

a) l'excédent du total des sommes payées ou créitées au Compte de prestations de retraite supplémentaires en vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* par ou à l'égard de personnes recevant des pensions imputées au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada qui sont devenues prestataires au plus tard

Additional amounts to be credited to C.F.S.R.B. Operating Account

Amounts to be credited to the R.C.M.P.S.R.B. Operating Account

Moment où la somme est créditez

Somme supplémentaire devant être créditez au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes

Sommes à créditer au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada

1978 (together with such portion of any interest credited to the said Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of those persons) exceeds the aggregate of all amounts charged to the Supplementary Retirement Benefits Account in respect of those persons;

(b) in respect of any person who is a contributor, as defined in subsection 10 2(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* and who ceases to be a member of the Force, if he thereupon is paid an amount pursuant to paragraph 6(1)(a), the amount by which the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person) exceeds the amount paid;

(c) in respect of any person who is a contributor, as defined in subsection 2(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, who

- (i) ceases to be a member of the Force and thereupon or at a later time becomes a recipient, or
- (ii) is or was a member of the Force and dies before he becomes a recipient,

the total amount paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account by or in respect of that person pursuant to Part III of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, to the extent that the amount remains to his credit in that Account, (together with such portion of any interest credited to that Account as may reasonably be regarded as having been credited thereto in respect of that person); and

le 31 décembre 1978 (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard desdites personnes), sur le total des sommes imputées au Compte de prestations de retraite supplémentaires à l'égard desdites personnes;

b) à l'égard de toute personne qui est un contributeur, au sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, et qui cesse d'être membre de la Gendarmerie, si cette personne reçoit à ce moment une somme conformément à l'alinéa 6(1)a), l'excédent du total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard en vertu de la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit audit Compte (y compris la portion de l'intérêt crédité audit Compte que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne), sur la somme payée;

c) à l'égard de toute personne qui est un contributeur, au sens accordé à cette expression au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, et qui

(i) cesse d'être membre de la Gendarmerie et devient un prestataire à ce moment ou par la suite, ou

(ii) est ou était membre de la Gendarmerie et décède avant de devenir un prestataire,

le total des sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires par ladite personne ou à son égard conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, dans la mesure où ces sommes restent portées à son crédit audit Compte, (y compris la portion de l'intérêt crédité audit compte que l'on peut raisonnable-

(d) all amounts paid into or credited to the Supplementary Retirement Benefits Account pursuant to Part III of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* as contributions in respect of periods of elective service or absences without pay by or on behalf of recipients who are receiving pensions charged to the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Account.

5

10

(2) No amount shall be credited to the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account under paragraph (1)(c) in respect of a person described in subparagraph (1)(c)(i) before that person becomes a recipient.

(3) There shall be credited to the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account in each fiscal year an amount representing such portion of the interest on the balance to the credit of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Account as the Minister estimates is required to ensure that there are sufficient funds available in that Account to meet all payments of supplementary retirement benefits from that Account for the year.

13. (1) Where the Minister estimates that the amount standing to the credit of

- (a) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,
- (b) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, or
- (c) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account

in any period of three months commencing on the first day of January, April, July or October in any year will not be sufficient to meet the payments of benefits or other amounts to be charged to any of those accounts for that period in accordance

40
45

When amount credited

Additional amount to be credited to R.C.M.P.S.R.B. Operating Account

Advances

ment considérer comme ayant été crédité à l'égard de ladite personne); et

d) toutes les sommes payées ou créditées au Compte de prestations de retraite supplémentaires conformément à la Partie III de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* à titre de contributions relativement à des périodes de service accompagné d'option ou à des congés non payés, par des prestataires qui reçoivent des pensions imputées au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, ou à leur égard.

(2) Aucune somme ne peut être créditez en vertu de l'alinéa (1)c) au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada à l'égard d'une personne visée au sous-alinéa (1)c)(i) avant qu'elle ne soit un prestataire.

(3) Chaque année financière, il doit être crédité au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada une somme qui représente la partie de l'intérêt sur le solde figurant à l'occasion au crédit du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada que le Ministre estime nécessaire pour que puisent être faits, à même ce Compte, tous les paiements de prestations de retraite supplémentaires pour l'année.

13. (1) Lorsque le Ministre estime que le montant porté au crédit du

- a) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique,
- b) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes, ou du
- c) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada

au cours d'une période de trois mois commençant le premier jour du mois de janvier, d'avril, de juillet ou d'octobre au cours d'une année quelconque ne suffira pas à payer les prestations ou les autres

Moment où la somme est créditez

Somme supplémentaire créditez au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada

Avances

35

35

40

40

45

with subsection 9(2) or (3), the Minister may authorize the advance to the appropriate Operating Account referred to in this subsection from the Supplementary Retirement Benefits Account of an amount that he estimates to be sufficient to meet the payments required to be made from that Operating Account.

Advances
repayable

(2) An advance made under subsection (1) shall be credited to the appropriate Operating Account referred to in subsection (1), as the case may be, and shall be repaid in such manner and on such terms and conditions as the Minister may prescribe.

Repayment

(3) The repayment of an amount advanced under subsection (1) and the interest thereon shall be charged to the appropriate Operating Account referred to in subsection (1), as the case may be.

Interest to be
credited to
S.R.B. Account
and Operating
Accounts

14. There shall be respectively credited to
 (a) the Supplementary Retirement Benefits Account,
 (b) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,
 (c) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, and
 (d) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account

in each fiscal year an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of each account referred to in this section calculated at such rates as may be fixed by the Treasury Board.

Regulations

15. The Minister may make regulations prescribing
 (a) for the purposes of the definition "Pension Index" in subsection 2(1), the manner of calculating the average of the Consumer Price Index for any period;

sommes devant être imputées à l'un quelconque desdits comptes pour ladite période conformément aux paragraphes 9(2) ou (3), il peut autoriser que soit avancée au compte de fonctionnement approprié visé au présent paragraphe, à même le Compte de prestations de retraite supplémentaires, la somme qu'il estime suffisante pour faire tous les paiements devant être faits à même ledit compte de fonctionnement.

5

10

(2) Toute avance faite en vertu du paragraphe (1) doit être créditez au compte de fonctionnement approprié visé au paragraphe (1), selon le cas, et doit être remboursée de la façon et selon les modalités que peut prescrire le Ministre.

Rembourse-
ment des
avances

(3) Le remboursement d'une avance faite en vertu du paragraphe (1) et de l'intérêt qu'elle porte est imputé au compte de fonctionnement approprié visé au paragraphe (1), selon le cas.

Rembourse-
ment

14. Chaque année financière, il doit être crédité respectivement au

- a) Compte de prestations de retraite supplémentaires,
- b) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Fonction publique,
- c) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes, et au
- d) Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada

Intérêt à porter
au crédit du
Compte de
prestations de
retraite
supplémentaires
et aux comptes
de fonctionne-
ment

un montant représentant l'intérêt sur le solde porté à l'occasion au crédit de chaque compte visé au présent article calculé aux taux que peut fixer le conseil du Trésor.

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15. Le Ministre peut établir des règlements prescrivant

- a) aux fins de la définition d'"indice de pension" au paragraphe 2(1), la façon de calculer la moyenne des indices des prix

40 Règlements

The proposed section 14, which replaces the present section 9, would provide for interest to be credited to the Operating Accounts established by the proposed section 8 as well as to the Supplementary Retirement Benefits Account.

Section 9 at present reads as follows:

“9. There shall be credited to the Supplementary Retirement Benefits Account in each fiscal year an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of *the said Account* calculated at such *rate* as may be fixed by the Treasury Board.”

In the proposed section 15, which replaces the present section 10, the repeal of the present paragraph 10(a.1) is consequential on the amendment to section 4, contained in clause 3. The proposed paragraph 15(c) is consequential on the proposed section 13.

Section 10 at present reads as follows:

“10. The Minister may make regulations prescribing
(a) for the purposes of the definition “Pension Index”, the manner of calculating the average of the Consumer Price Index for any period;
(a.1) for the purposes of paragraph 4(2)(b), the manner of calculating the Benefit Index and the manner of calculating any ratio referred to in that paragraph; and
(b) the manner in which amounts referred to in section 7 may be deducted from any supplementary retirement benefit or pension.”

L’article 14 projeté, qui remplace l’article 9 actuel, prévoit que des intérêts seront portés au crédit des comptes de fonctionnement établis par l’article 8 aussi bien qu’au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

L’article 9 se lit ainsi:

“9. Il doit être crédité au Compte de prestations de retraite supplémentaires, en chaque année financière, un montant représentant l’intérêt sur le solde à l’occasion au crédit dudit Compte calculé au taux qui peut être fixé par le conseil du Trésor.”

A l’article 15 projeté, qui remplace l’article 10 actuel, l’abrogation de l’alinéa 10a.1) actuel découle de la modification de l’article 4, proposé par l’article 3 du bill. L’alinéa 15c) projeté découle de l’article 13 projeté.

L’article 10 se lit ainsi:

“10. Le Ministre peut établir des règlements prescrivant
a) aux fins de la définition de l’expression «indice de pension», la façon de calculer la moyenne des indices des prix à la consommation pour une période quelconque;
a.1) aux fins de l’alinéa 4(2)b), la façon de calculer l’indice de prestation et la façon de calculer toute proportion visée à cet alinéa; et
b) la façon dont les montants visés à l’article 7 peuvent être déduits de toute prestation de retraite supplémentaire ou de toute pension.”

(b) the manner in which amounts referred to in section 7 may be deducted from any supplementary retirement benefit or pension; and

(c) the manner in which and the terms and conditions on which advances referred to in section 13 shall be repaid.”

1973-74, c. 36,
s. 6 5. Section 10.1 of the said Act is renumbered as section 16 thereof.

6. Section 11 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“17. The Minister shall lay before Parliament each year a report on the administration of this Act during the preceding fiscal year, including statements showing the amounts paid into and out of

- (a) the Supplementary Retirement Benefits Account,
- (b) the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account,
- (c) the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account, and
- (d) the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account

during that year, together with such additional information as the Governor in Council requires.”

7. Schedules I and II to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“SCHEDULE

PART I

1. *Public Service Superannuation Act.*
2. *Civil Service Superannuation Act.*
3. *Canadian Forces Superannuation Act.*

à la consommation pour une période quelconque;

b) la façon dont les montants visés à l'article 7 peuvent être déduits de toute prestation de retraite supplémentaire ou de toute pension; et

c) les formalités et les modalités de remboursement des avances visées à l'article 13 qui doivent être remboursées.”

10

5. L'article 10.1 de ladite loi est renommé 1973-74, c. 36,
art. 6 10 roté article 16.

6. L'article 11 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“17. Le Ministre doit soumettre chaque année au Parlement un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'an-née financière précédente, notamment des états indiquant les sommes portées au crédit ou au débit du

20

a) Compte de prestations de retraite supplémentaires,

b) Compte de fonctionnement de pres-tations de retraite supplémentaires de la Fonction publique,

25

c) Compte de fonctionnement de pres-tations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes, et du

d) Compte de fonctionnement de pres-tations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada

au cours de ladite année et tous les renseignements complémentaires que réclame le gouverneur en conseil.”

7. Les annexes I et II de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit:

«ANNEXE

PARTIE I

1. *Loi sur la pension de la Fonction publique.*
2. *Loi sur la pension du service civil.*
3. *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.*

35 40

Clause 6: The proposed section 17, at present section 10.1, would provide that the annual report under that section would include statements in respect of the three Operating Accounts established by the proposed section 8 as well as the statement in respect of the Supplementary Retirement Benefits Account.

Article 6 du bill: L'article 17 projeté, actuellement l'article 10.1, prévoit que le rapport annuel visé à cet article comprendrait des états ayant trait aux trois comptes de fonctionnement établis à l'article 8 projeté, aussi bien que l'état relatif au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

Clause 7: The proposed Schedule would replace the present Schedule I. The reorganization of Schedule I is consequential on the proposed section 9 contained in clause 4. The repeal of the present Schedule II is consequential on the proposed section 4 contained in clause 3.

Schedules I and II read as follows:

SCHEDULE I

1. *Governor General's Retiring Annuity Act.*
2. *Members of Parliament Retiring Allowances Act.*
3. *An Act to make provision for the retirement of members of the Senate (1965, c. 4).*
4. *Judges Act.*

Article 7 du bill: L'annexe projetée remplace l'annexe I actuelle. Le remaniement de l'annexe I découle de l'article 9 proposé à l'article 4 du bill. L'abrogation de l'annexe II actuelle découle de l'article 4 proposé à l'article 3 du bill.

Les annexes I et II se lisent ainsi:

ANNEXE I

1. *Loi sur la pension de retraite du gouverneur général.*
2. *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement.*
3. *Loi prévoyant la retraite des membres du Sénat (1965, c. 4).*
4. *Loi sur les juges.*
5. *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique.*
6. *Loi sur la pension de la Fonction publique.*

4. Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, Part I.

5. Regulations made by the Governor in Council or the Treasury Board that, in the opinion of the Minister, provide for the payment out of the Consolidated Revenue Fund of a pension to be charged to the Public Service Superannuation Account that is calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.

PART II

1. *Currency, Mint and Exchange Fund Act*, subsection 15(2) (R.S., 1952, c. 315).

2. *Governor General's Retiring Annuity Act*.

3. *War Veterans Allowance Act*, subsection 25(10).

4. An Appropriation Act of the Parliament of Canada that, in the opinion of the Minister, provides for the payment of a pension calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.

5. Regulations made under Vote 181 of *Appropriation Act No. 5, 1961.*

PART III

1. *Defence Services Pension Continuation Act.*

2. *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act.*

3. *Judges Act.*

4. *Lieutenant Governors Superannuation Act.*

5. *Members of Parliament Retiring Allowances Act.*

6. *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act*, Parts II and III.

7. *Tax Review Board Act."*

4. *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Partie I.*

5. Règlements établis par le gouverneur en conseil ou le conseil du Trésor qui, de l'avis du Ministre, prévoient le paiement d'une pension sur le Fonds du revenu consolidé, calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou à l'égard de laquelle elle a été accordée ou est payable, et devant être imputée au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

PARTIE II

1. *Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes*, paragraphe 15(2) (S.R., 1952, c. 315).

2. *Loi sur la pension de retraite du gouverneur général.*

3. *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, paragraphe 25(10).

4. Une Loi des subsides ou une Loi d'affectation de crédits du Parlement du Canada qui, de l'avis du Ministre, prévoit le paiement d'une pension calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou à l'égard de laquelle elle a été accordée ou est payable.

5. Règlements établis en vertu du Vote 181 de la *Loi des subsides n° 5 de 1961.*

PARTIE III

1. *Loi sur la continuation de la pension des services de défense.*

2. *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique.*

30 3. *Loi sur les juges.*

4. *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs.*

5. *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement.*

35 6. *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, Parties II et III.*

7. *Loi sur la Commission de révision de l'impôt.»*

- 5. Diplomatic Service (Special) Superannuation Act.**
- 6. Public Service Superannuation Act.**
- 7. Civil Service Superannuation and Retirement Act, Part I** (R.S., 1906, c. 17).
- 8. Civil Service Superannuation Act.**
- 9. An Act to provide for the Retirement of certain Members of the Public Service** (1920, c. 67).
- 10. The Civil Servants Widows Annuities Act, 1927.**
- 11. Canadian Forces Superannuation Act.**
- 12. Defence Services Pension Continuation Act.**
- 13. Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, Part I.**
- 14. Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act,** Parts II and III.
- 15. Currency, Mint and Exchange Fund Act,** subsection 15(2) (R.S., 1952, c. 315).
- 16. An Appropriation Act of the Parliament of Canada that, in the opinion of the Minister, provides for the payment of a pension calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.**
- 17. Regulations made by the Governor in Council or the Treasury Board that, in the opinion of the Minister, provide for the payment of a pension out of the Consolidated Revenue Fund calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.**
- 18. Tax Review Board Act.**
- 19. Lieutenant Governors Superannuation Act.**
- 7. Loi sur la pension et la retraite du service civil, Partie I** (S.R., 1906, c. 17).
- 8. Loi sur la pension du service civil.**
- 9. Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public** (1920, c. 67).
- 10. Loi des rentes viagères aux veuves des fonctionnaires civils,** 1927.
- 11. Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.**
- 12. Loi sur la continuation de la pension des services de défense.**
- 13. Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Partie I.**
- 14. Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, Parties II et III.**
- 15. Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes,** paragraphe 15(2) (S.R., 1952, c. 315).
- 16. Une loi des subsides ou une Loi d'affectation de crédits du Parlement du Canada qui, de l'avis du Ministre, prévoit le paiement d'une pension calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou relativement à laquelle elle a été accordée ou est payable.**
- 17. Règlements établis par le gouverneur en conseil ou le conseil du Trésor qui, de l'avis du Ministre, prévoient le paiement d'une pension sur le Fonds du revenu consolidé, calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou relativement à laquelle elle a été accordée ou est payable.**
- 18. Loi sur la Commission de révision de l'impôt.**
- 19. Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs.**

SCHEDULE II

<i>Column I</i>	<i>Column II</i>
<i>Year</i>	<i>Benefit Index</i>
1952 and earlier	70.03
1953	71.56
1954	72.62
1955	74.27
1956	76.00
1957	77.20
1958	79.06
1959	80.36
1960	81.70
1961	83.79
1962	85.25
1963	86.76
1964	89.13
1965	90.78
1966	92.49
1967	94.27
1968	96.12
1969	98.04
1970	100.00

ANNEXE II

<i>Colonne I</i>	<i>Colonne II</i>
<i>Année</i>	<i>Indice de prestation</i>
1952 et antérieurement	70.03
1953	71.56
1954	72.62
1955	74.27
1956	76.00
1957	77.20
1958	79.06
1959	80.36
1960	81.70
1961	83.79
1962	85.25
1963	86.76
1964	89.13
1965	90.78
1966	92.49
1967	94.27
1968	96.12
1969	98.04
1970	100.00

R.S., c. P-36;
c. 32 (1st Supp.); c. 14 (2nd Supp.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, cc. 16, 75, 77, 81, 108; 1976-77, cc. 28, 33; 1977-78, cc. 20, 29

1974-75-76, c. 81, s. 2.1

PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT

8. Paragraph (a) of the definition "salary" in subsection 2(1) of the *Public Service Superannuation Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(a) as applied to the Public Service, the basic pay received by the person in respect of whom the expression is being applied for the performance of the regular duties of a position or office exclusive of

(i) any amount deemed to be or to have been excluded from that person's basic pay pursuant to any regulation made under paragraph 32(1)(b.2), and

(ii) any amount received as allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or as a gratuity unless that amount is deemed to be or to have been included in that person's basic pay pursuant to any regulation made under paragraph 32(1)(b.2); and"

9. Paragraph 4(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(j) an employee who has reached the age of sixty-five years and has applied for and is receiving, or who fails to satisfy the Minister that he has not applied for and is not receiving, prior to reaching the age of seventy years, a retirement pension under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan similar thereto,"

10. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:

“4.1 (1) A person who ceased to be required to contribute to the Superannua-

Person deemed to be or to have been a contributor in respect of continuous full-time employment

LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

27 ELIZ. II

S.R., c. P-36; c. 32 (1^{er} Supp.); c. 14 (2^e Supp.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, cc. 16, 75, 77, 81, 108; 1976-77, cc. 28, 33; 1977-78, cc. 20, 29

1974-75-76, c. 81, art. 2.1

8. L'alinéa a) de la définition de «traitem-ment» au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) la rémunération de base versée pour l'accomplissement des fonctions normales d'un poste dans la Fonction publique, à l'exception de

(i) toute somme réputée ne pas en faire partie ou ne pas en avoir fait partie conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 32(1)b.2), et

(ii) des allocations, des rétributions spéciales, de la rémunération d'heures supplémentaires ou des gratifications autres que celles qui sont réputées en faire partie ou ne pas en avoir fait partie conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 32(1)b.2.»

10

15

35

9. L'alinéa 4(1)j) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76, c. 81, par. 3(2)

«j) un employé qui a atteint l'âge de soixante-cinq ans et qui a, avant ses soixante-dix ans, demandé et reçoit une pension de retraite en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue, ou qui ne réussit pas à convaincre le Ministre qu'il n'a pas demandé ou qu'il ne reçoit pas une telle pension,»

10. Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, après l'article 4, de l'article suivant:

“4.1 (1) Quiconque n'a plus été tenu, avant l'entrée en vigueur du présent arti-

Personne réputée être ou avoir été contributeur au titre d'un emploi continu à plein temps

40

Clause 8: This amendment would clarify the wording of paragraph (a) of the definition “salary” in subsection 2(1) of the *Public Service Superannuation Act*.

The relevant portion of the definition “salary” at present reads as follows:

““salary” means

(a) as applied to the Public Service, the basic pay received by the person in respect of whom the expression is being applied for the performance of the regular duties of a position or office exclusive of any amount received as allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or as a gratuity unless that amount is deemed to be or to have been included in that person’s basic pay pursuant to any regulation made under paragraph 32(1)(b.2); and”

Clause 9: The purpose of this amendment is to clarify the wording of paragraph 4(1)(j).

Paragraph 4(1)(j) at present reads as follows:

“(j) an employee who has reached the age of sixty-five years and has applied for and is *entitled*, prior to reaching the age of seventy years, *to receive* a retirement pension under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan similar thereto,”

Clause 10: New. The purpose of this amendment is to give contributory status to certain persons who inadvertently lost that status as a result of the coming into force of paragraph 4(1)(j).

Article 8 du bill: Cette modification rend plus clair le texte de l’alinéa a) de la définition de «traitement» au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*.

La partie pertinente de la définition de «traitement» se lit ainsi:

««traitement» désigne

a) la rémunération de base versée pour l’accomplissement des fonctions normales d’un poste dans la Fonction publique, ainsi que les indemnités, notamment les allocations, les rétributions spéciales ou la rémunération d’heures supplémentaires, ou les gratifications réputées en faire partie conformément aux règlements établis en vertu de l’alinéa 32(1)b.2),»

Article 9 du bill: Cette modification a pour but de rendre plus clair le texte de l’alinéa 4(1)j).

L’alinéa 4(1)j) se lit ainsi:

“(j) un employé qui a atteint l’âge de soixante-cinq ans et qui a, avant ses soixante-dix ans, demandé *de recevoir* une pension de retraite à laquelle il a droit en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d’un régime provincial de pension analogue,»

Article 10 du bill: Nouveau. Cette modification a pour but de donner qualité de contributeur à certaines personnes ayant perdu cette qualité par inadvertance à la suite de l’entrée en vigueur de l’alinéa 4(1)j).

tion Account before the coming into force of this section by reason of paragraph 4(1)(j) shall, if, with the approval of the Minister, he elects to make the contribution that would but for that paragraph be or have been required under subsection 5 4(1) in respect of any salary received by him for any period of continuous employment in the Public Service as a full-time employee, be deemed to be or to have been required by subsection 4(1) to so contribute.

Payments

(2) Where a person is deemed to be or to have been required to contribute to the Superannuation Account under subsection 15 (1), he shall, from time to time as required by the Minister, pay into the Superannuation Account an amount to be determined by the Minister, but in no case shall the total amount of such payment or payments 20 exceed any amount paid to him as a retirement pension under the *Canada Pension Plan* while a contributor under this Act and in no case shall any amount paid into the Superannuation Account under this 25 subsection be part of a return of contributions."

11. Paragraph 9(4)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) if, without having exercised or been deemed to have exercised the option, he becomes re-employed in the Public Service and is, or would but for subsection 4(2) be, required to contribute to the Superannuation Account, he ceases to be entitled to exercise the option until such time as he ceases to be so re-employed, and the period on which that benefit was based (except any such 40 period specified in clause 5(1)(a)(iii)(C) or (E)) shall be counted as pensionable service for the purposes of subsection 5(1)."

12. All that portion of subsection 10(2) of 45 the said Act preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1974-75-76,
c. 81, s. 6(1)

cle, de contribuer au Compte de pension de retraite en raison de l'application de l'alinéa 4(1)j), est réputé être ou avoir été tenu d'y contribuer en vertu du paragraphe 4(1) si, avec l'approbation du Ministre, il choisit la contribution à laquelle il aurait été tenu par ce paragraphe si ce n'était de l'alinéa 4(1)j), relativement au traitement qu'il reçoit pour toute période d'emploi continu dans la Fonction publi- 10 que à titre d'employé à plein temps.

Paiements

(2) La personne qui est réputée être ou avoir été tenue de contribuer au Compte de pension de retraite en vertu du paragraphe (1) doit, lorsque le Ministre le lui 15 demande, payer audit Compte le montant que ce dernier détermine; mais en aucun cas, la somme globale des paiements ne peut dépasser celle que ladite personne a reçue à titre de pension de retraite en vertu 20 du *Régime de pensions du Canada* alors qu'il était contributeur en vertu de la présente loi, et les sommes payées au Compte de pension de retraite en vertu du présent paragraphe ne peuvent être considérées 25 comme un remboursement de contributions.»

11. L'alinéa 9(4)c de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

30

"c) si ce contributeur, n'ayant pas 30 exercé l'option ou n'ayant pas été réputé l'avoir exercée, redevient employé dans la Fonction publique, est ou serait tenu, si ce n'était du paragraphe 4(2), de contribuer au Compte de pension de 35 retraite il cesse d'être admissible à l'exercice de l'option jusqu'à ce qu'il cesse d'être ainsi employé de nouveau, et la période d'emploi sur laquelle cette prestation était fondée (sauf toute semblable période spécifiée dans la disposition 5(1)a)(iii)(C) ou (E)) doit être comptée comme service ouvrant droit à pension aux fins du paragraphe 5(1).»

12. (1) La partie du paragraphe 10(2) de 45 1974-75-76, c. 81, par. 6(1) ladite loi qui précède l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Clause 11: This amendment would allow a person who is re-employed as a non-contributor to exercise existing rights to an option in respect of previous service.

Paragraph 9(4)(c) at present reads as follows:

“(c) if, without having exercised or been deemed to have exercised the option, he becomes re-employed in the Public Service, he ceases to be entitled to exercise the option until such time as he ceases to be so re-employed, *unless before that time he becomes, or would have become, but for subsection 4(2), a contributor under this Part, in which case the period on which that benefit was based (except any such period specified in clause 5(1)(iii)(C) or (E)) shall be counted as pensionable service for the purposes of subsection 5(1).*”

Clause 12: This amendment would facilitate the coordination of the payment of superannuation benefits under the *Public Service Superannuation Act* and Canada Pension Plan benefits.

Article 11 du bill: Cette modification permet à qui-conque est employé de nouveau, à titre de non-contributeur, d'exercer ses droits d'option existants à l'égard d'un service antérieur.

L'alinéa 9(4)c) se lit ainsi:

«c) si ce contributeur, n'ayant pas exercé l'option ou n'ayant pas été réputé l'avoir exercée, redevient employé dans la Fonction publique, il cesse d'être admissible à l'exercice de l'option jusqu'à ce qu'il cesse d'être ainsi employé de nouveau, *sauf si avant cette date il devient, ou serait devenu, n'eût été le paragraphe 4(2), contributeur selon la présente Partie, auquel cas la période d'emploi sur laquelle cette prestation était fondée (sauf toute semblable période spécifiée dans la disposition 5(1)a)(iii)(C) ou (E)) doit être comptée comme service ouvrant droit à pension aux fins du paragraphe 5(1).»*

Article 12 du bill: Cette modification facilite la coordination des paiements de prestations de retraite et de pensions payables en vertu de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et du *Régime de pensions du Canada*.

Deduction from
annuity

“(2) Notwithstanding subsection (1), where a contributor has, or where the Minister is satisfied that a contributor has,

(a) reached the age of sixty-five years,
or

(b) applied for and is receiving a disability pension payable under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto,

there shall be deducted from the amount of any annuity to which that contributor is entitled under this Part in respect of the period after he has reached sixty-five years of age or in respect of which he is receiving such disability pension, whichever is applicable, an amount equal to thirty-five per cent of”

13. Subparagraph 11(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) an annual allowance payable in the manner set forth in clause 12(1)(c)(ii)(D), or

(iii) a return of contributions,”

5

10

15

14. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 12.1 thereof, the following heading and sections:

c. 14 (2nd Supp.), s. 27(2)

“Air Traffic Controllers

12.2 In sections 12.3 to 12.95,

30

“air traffic controller” means a contributor who is or was licensed as an air traffic controller pursuant to regulations made under paragraph 6(1)(a) of the *Aeronautics Act*;

35

“operational service”, means service of a kind designated in the regulations under paragraph 32(1)(v.1) to be operational service and includes such periods of time spent away from such service as are specified under those regulations.

“operational service”

«(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'un contributeur, ou lorsque le Ministre est convaincu qu'un contributeur

a atteint soixante-cinq ans, ou

b) a demandé à recevoir et reçoit une pension d'invalidité payable aux termes de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

il est déduit du montant de toute pension à 10 laquelle ce contributeur a droit en vertu de la présente Partie relativement à la période postérieure à son soixante-cinquième anniversaire ou à l'égard de laquelle il reçoit cette pension d'invalidité selon l'hypothèse 15 applicable, un montant égal à trente-cinq pour cent»

Dédiction de la
pension

13. Le sous-alinéa 11(1)b)(ii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(ii) une allocation annuelle payable comme prévu dans la disposition 12(1)c)(ii)(D), ou

(iii) un remboursement de contribu-
tions,»

14. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion après l'article 12.1, de la rubrique et des articles suivants:

c. 14 (2^e Supp.), par.
27(2)

«Contrôleurs de la circulation aérienne

12.2 Aux articles 12.3 à 12.95,

«Contrôleur de
la circulation
aérienne»

«contrôleur de la circulation aérienne» désigne un contributeur qui est ou était titulaire d'un permis de contrôleur de la circulation aérienne délivré conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 6(1)a) de la *Loi sur l'aéronautique*;

35

«service opérationnel» désigne le service appelé opérationnel aux règlements établis en vertu de l'alinéa 32(1)v.1) et comprend toute période non consacrée au service opérationnel spécifiée par les- 40 dits règlements.

«service
opérationnel»

The relevant portion of subsection 10(2) at present reads as follows:

“(2) Notwithstanding subsection (1), unless the Minister is satisfied that a contributor

(a) has not reached the age of sixty-five years, and

(b) has not become entitled to a disability pension payable, under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto.

there shall be deducted from the amount of any annuity to which that contributor is entitled under this Part an amount equal to thirty-five per cent of”

La partie pertinente du paragraphe 10(2) se lit ainsi:

“(2) Nonobstant le paragraphe (1), à moins que le Ministre ne soit convaincu qu'un conducteur

a) n'a pas atteint soixante-cinq ans, et

b) n'a pas droit à une pension d'invalidité payable aux termes de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

il est déduit du montant de toute pension à laquelle ce contributeur a droit en vertu de la présente Partie un montant égal à trente-cinq pour cent»

Clause 13: This amendment would provide certain persons who have less than five years of pensionable service and who are prevented from accumulating more than five years with the same benefit options as those who have more than five years of pensionable service.

Article 13 du bill: Cette modification accorde à certaines personnes qui ont moins de cinq ans de service ouvrant droit à pension et qui ne peuvent accumuler plus de cinq ans les mêmes options relatives aux prestations que peuvent exercer les personnes ayant plus de cinq ans de service ouvrant droit à pension.

Clause 14: New. This amendment would modify the current pension plan for persons employed in the Public Service to take into account the career patterns of air traffic controllers through additional pension contributions, the lowering of normal pensionable age, the partial drawing down of pension benefits by air traffic controllers re-employed by the Government and the vesting of earned operational service pension credits for air traffic controllers who transfer to non-operational positions in the Public Service.

Article 14 du bill: Nouveau. Cette modification modifie le régime de pensions actuel des personnes employées dans la Fonction publique de façon à tenir compte des caractéristiques de la carrière des contrôleurs de la circulation aérienne en prévoyant des contributions supplémentaires au régime de pensions, la diminution de l'âge de retraite normal, la réduction partielle des prestations de pension payées aux contrôleurs de la circulation aérienne qui sont employés de nouveau par le gouvernement et l'attribution de crédits acquis de pension au titre du service opérationnel aux contrôleurs de la circulation aérienne qui sont mutés dans un service non opérationnel de la Fonction publique.

12.3 Where an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases voluntarily to be employed in such service the following provisions apply, namely,

(a) if he ceases to be so employed having reached fifty years of age and having to his credit twenty-five years or more of operational service that is pensionable service, he is entitled, at his 10 option upon ceasing to be employed in the Public Service, to an immediate annuity in respect of such service in lieu of any benefit under subsection 12(1) in respect of such service; or

(b) if he ceases to be so employed having reached forty-five years of age and having to his credit twenty years or more of operational service that is pensionable service, he is entitled, at his 20 option upon ceasing to be employed in the Public Service, to an annual allowance in respect of such service in lieu of any benefit under subsection 12(1) in respect of such service, payable immedi- 25 ately upon his exercising his option, equal to the amount of the deferred annuity that would be payable under subsection 12(1) in respect of such operational service reduced by the product obtained by multiplying five per cent of the amount of that annuity by the greater of

(i) fifty minus his age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the 35 time he exercises his option, and

(ii) twenty-five minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of such operational service to his credit.

5

15

40

12.4 (1) Where an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases otherwise than voluntarily to be employed in operational service for any reason other than misconduct, the 45 following provisions apply, namely,

(a) if he ceases to be so employed having to his credit twenty years or

12.3 Les dispositions suivantes s'appliquent au contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date qui cesse volontairement ledit service:

a) s'il cesse d'être employé ainsi après vingt-cinq ans ou plus de service opérationnel ouvrant droit à pension, alors qu'il a atteint cinquante ans accomplis, il a droit, à son option, dès qu'il cesse 10 d'être employé dans la Fonction publique, de bénéficier d'une pension à jouissance immédiate, au titre dudit service tenant lieu des prestations visées au paragraphe 12(1) au titre dudit service; 15 ou

b) s'il cesse d'être employé ainsi après vingt ans ou plus de service opérationnel ouvrant droit à pension, alors qu'il a quarante-cinq ans accomplis, il a droit, à 20 son option, dès qu'il cesse d'être employé dans la Fonction publique, de bénéficier d'une allocation annuelle au titre dudit service tenant lieu des prestations visées au paragraphe 12(1) au titre 25 dudit service, payable immédiatement, lors de l'exercice de son option, et égale au montant de la pension à jouissance différée qui serait payable en vertu du paragraphe 12(1) au titre dudit service, 30 diminué du produit obtenu en multipliant cinq pour cent du montant de cette pension par le plus grand des nombres suivants:

(i) cinquante moins son âge en 35 années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où il exerce son option, et

(ii) vingt-cinq moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le 40 plus proche, dudit service opérationnel à son crédit.

12.4 (1) Les dispositions suivantes s'appliquent au contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date qui, pour toute raison autre que l'inconduite, cesse d'être employé non volontairement dans le service opérationnel:

5

45

more of operational service that is pensionable service, he is entitled, at his option upon ceasing to be employed in the Public Service, to an immediate annuity in respect of any such service in 5 respect of which he has not exercised an option under subsection (2) in lieu of any benefit under subsection 12(1) in respect of such service; or

(b) if he ceases to be so employed 10 having to his credit ten years or more but less than twenty years of operational service that is pensionable service, he is entitled, at his option upon ceasing to be employed in the Public Service, to an 15 annual allowance in respect of any such service in respect of which he has not exercised an option under subsection (2) in lieu of any benefit under subsection 12(1) in respect of such service, pay- 20 able immediately upon his exercising his option, equal to the amount of the deferred annuity that would be payable under subsection 12(1) in respect of that service reduced by the product obtained 25 by multiplying five per cent of the amount of that annuity by twenty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of his operational service that is pensionable service with a max- 30 imum reduction of thirty per cent.

**Employment in
Public Service
following
operational
service**

(2) Notwithstanding any other provision of this Act but subject to section 12.94, where an air traffic controller referred to in subsection (1) is, following his opera- 35 tional service, employed in the Public Service in other than operational service and has not received a benefit pursuant to subsection (1) or subsection 12(1) in respect of his operational service he may, 40 at his option, receive the benefit that would have been payable to him under subsection (1) had he ceased to be employed in the Public Service when he terminated his operational service in 45 respect of up to a maximum of fifty per cent of his operational service that is pen-

a) s'il cesse d'être employé ainsi alors qu'il compte à son crédit vingt ans ou plus de service opérationnel ouvrant droit à pension, il a droit, à son option, dès qu'il cesse d'être employé dans la 5 Fonction publique, de bénéficier au titre d'un tel service à l'égard duquel il n'a pas exercé l'option visée au paragraphe (2), d'une pension immédiate tenant lieu des prestations visées au paragraphe 10 12(1) au titre dudit service; ou

b) s'il cesse d'être employé ainsi lorsqu'il compte à son crédit dix années ou plus mais moins de vingt ans de service opérationnel ouvrant droit à pension, il a 15 droit, à son option, dès qu'il cesse d'être employé dans la Fonction publique, de bénéficier au titre d'un tel service, à l'égard duquel il n'a pas exercé l'option visée au paragraphe (2), d'une alloca- 20 tion annuelle tenant lieu des prestations visées au paragraphe 12(1) au titre dudit service, payable immédiatement, lors de l'exercice de son option, et égale au montant de la pension à jouissance 25 différée qui serait payable en vertu du paragraphe 12(1) au titre dudit service, diminuée du produit obtenu en multipliant cinq pour cent du montant de cette pension par vingt moins le nombre 30 d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de son service opérationnel ouvrant droit à pension avec une réduc- 35 tion maximale de trente pour cent.

(2) Nonobstant toute autre disposition 35 Service non opérationnel au sein de la Fonction publique de la présente loi, mais sous réserve de l'article 12.94, les contrôleurs de la circulation aérienne visés au paragraphe (1) qui, après avoir quitté le service opérationnel, sont employés dans un service de la 40 Fonction publique qui n'est pas un service opérationnel, et qui n'ont pas reçu une prestation conformément au paragraphe (1) ou au paragraphe 12(1) au titre de leur service opérationnel peuvent à leur 45 option, et dès l'exercice de leur option, recevoir les prestations qui leur auraient été payables en vertu du paragraphe (1) s'ils avaient cessé d'être employés dans la Fonction publique à la cessation de leur 50

Deferred portion of benefits

Where employment ceases for misconduct

Where two options are exercised

sionable service, payable immediately upon his exercising his option.

(3) Where an air traffic controller exercises his option under subsection (2) and ceases to be employed in the Public Service, he is entitled to exercise an option under subsection (1) in respect of his operational service that is pensionable service for which he has not exercised an option under subsection (2). 10

(4) Where an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 is dismissed from the Public Service for misconduct, he is entitled to

- (a) a return of contributions; or 15
- (b) with the consent of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he would have been entitled under subsection (1) or (2) had he, at 20 the time of his dismissal, ceased to be employed in the Public Service for a reason other than misconduct, except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the return of 25 contributions referred to in paragraph (a).

12.5 Where a person exercises options both under subsection 12(1) and under section 12.3 or 12.4, the reference in paragraph 10(1)(a) to the number of years of pensionable service to his credit shall, for the purpose of computing the benefit to which he becomes entitled under subsection 12(1), be deemed to be 35

- (a) the number of years of pensionable service to his credit minus
- (b) the number of years of pensionable service to his credit in respect of which 40 he has exercised an option under section 12.3 or 12.4.

service opérationnel, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de leur service opérationnel ouvrant droit à pension.

(3) Les contrôleurs de la circulation aérienne qui, après avoir exercé l'option visée au paragraphe (2), cessent d'être employés dans la Fonction publique, ont droit d'exercer l'option visée au paragraphe (1) au titre de leur service opérationnel ouvrant droit à pension à l'égard duquel ils n'ont pas exercé l'option visée au paragraphe (2). 10

(4) Les contrôleurs de la circulation aérienne employés dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date 15 qui sont renvoyés de la Fonction publique pour inconduite ont droit

- a) au remboursement de leurs contributions, ou
- b) avec le consentement du conseil du Trésor, à la prestation à laquelle ils auraient eu droit en vertu des paragraphes (1) ou (2), ou à toute partie de cette dernière que spécifie le conseil du Trésor, si au moment de leur renvoi, ils 25 avaient cessé d'être employés dans la Fonction publique pour une raison autre que l'inconduite; toutefois, en aucun cas la valeur capitalisée de cette prestation ne doit-elle être inférieure au remboursement des contributions visé à l'alinéa 30 a).

12.5 Lorsqu'une personne exerce les options visées respectivement au paragraphe 12(1) et aux articles 12.3 ou 12.4, la 35 mention à l'alinéa 10(1)a) du nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, aux fins du calcul de la prestation à laquelle elle a droit en vertu du paragraphe 12(1), est réputée se rapporter au 40

- a) nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit moins
- b) le nombre d'années de service 45 ouvrant droit à pension à son crédit à l'égard duquel elle a exercé une option conformément aux articles 12.3 ou 12.4.

Montant différé des prestations

Cessation d'emploi pour inconduite

Exercice de deux options

Additional amount to be contributed by air traffic controllers

12.6 (1) Every person employed in operational service and required to contribute to the Superannuation Account under subsection 4(1) is, except in the circumstances described in subsection 5 4(2), required to contribute to the Superannuation Account by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, two per cent of his salary.

10

Idem

(2) Every person who was employed in operational service on or after April 1, 1976 is required to contribute to the Superannuation Account, prior to April 1, 1980, in a manner specified by the Treasury Board, in addition to any other amount required under this Act, two per cent of the salary received by him during such portion of the period between April 1, 1976 and December 31, 1976 in respect of 15 which he was required to contribute to the Superannuation Account under subsection 4(1) as the Treasury Board may specify.

20

Contributions for elective service

12.7 (1) Operational service occurring on or after April 1, 1976 for which an election pursuant to section 5 has been made by a contributor may not be counted as operational service that is pensionable service for the purposes of sections 12.3 and 12.4 unless the contributor, at the time of that election, further elects to contribute to the Superannuation Account in respect of that operational service an amount calculated in the manner and in respect of the salary described in subsection 6(1) at the rate set out in subsection 12.6(1).

35

Manner of payment

(2) Subsection 7(6) applies with such modifications as the circumstances require in respect of amounts required to be paid under subsection (1).

40

Option

12.8 Where an air traffic controller is entitled to a benefit under section 12.3 or subsection 12.4(1), if he becomes re-employed in the Public Service without having exercised his option under section 12.3 or subsection 12.4(1) and is, or would but for subsection 4(2) be, required to contribute to the Superannuation Account, he ceases to be entitled to exercise the 45

12.6 (1) Sauf dans les circonstances visées au paragraphe 4(2), toute personne qui est employée dans le service opérationnel et qui, en vertu du paragraphe 4(1), est tenu de contribuer au Compte de pension de retraite, par retenue sur le traitement ou d'autre façon, doit verser une contribution de deux pour cent de son traitement, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

10

(2) Toute personne employée dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date est tenu de contribuer au Compte de pension de retraite avant le 1^{er} avril 1980, de la façon indiquée par le 15 conseil du Trésor et en sus de toute autre somme qu'exige la présente loi, deux pour cent du traitement qu'il a reçu au cours de la partie, spécifiée par le conseil du Trésor, de la période allant du 1^{er} avril 1976 au 31 20 décembre 1976 à l'égard de laquelle il était tenu de contribuer audit Compte en vertu du paragraphe 4(1).

Idem

12.7 (1) Le service opérationnel débutant le 1^{er} avril 1976 ou après cette date 25 pour lequel un contributeur a exercé une option en vertu de l'article 5 ne peut être compté comme service opérationnel ouvrant droit à pension aux fins des articles 12.3 et 12.4, sauf si le contributeur, au moment de ce choix, choisit en outre de contribuer au Compte de pension de retraite, en ce qui regarde ce service opérationnel, un montant calculé de la manière et à l'égard du traitement visés au paragraphe 6(1), au taux prévu au paragraphe 12.6(1).

Contributions pour service accompagné d'option

(2) Le paragraphe 7(6) s'applique, avec les aménagements de circonstances, à l'égard des montants devant être payés en vertu du paragraphe (1).

Modalités de paiements

12.8 Les contrôleurs de la circulation aérienne ayant droit à la prestation visée à l'article 12.3 ou au paragraphe 12.4(1) qui deviennent employés de nouveau dans la Fonction publique sans avoir exercé l'option visée à l'article 12.3 ou au paragraphe 12.4(1), et qui sont tenus de contribuer au Compte de pension de retraite ou devraient l'être si ce n'était du paragraphe 50

Option

Idem

option until such time as he ceases to be so re-employed.

12.9 (1) Where an air traffic controller who is receiving an annuity or an annual allowance under section 12.3 or subsection 12.4(1) or (4) is, or would but for subsection 4(2) be, required to contribute to the Superannuation Account upon being re-employed in the Public Service

(a) in operational service, whatever right or claim he may have had to the annuity or annual allowance shall forthwith be terminated and the period of service upon which those benefits were based shall be counted by that person as pensionable service for the purposes of subsection 5(1); and

(b) in service other than operational service, whatever right or claim he may have had to the annuity or annual allowance shall forthwith be terminated and

(i) if he elects to retain that benefit, whatever right or claim that he would have had to that benefit shall be restored to him on ceasing to be so re-employed, or

(ii) if he does not elect to retain that benefit, the period of service on which that benefit was based shall be counted by that person as pensionable service for the purposes of subsection 5(1).

Idem

(2) Where a contributor referred to in subsection (1), upon ceasing to be re-employed in the Public Service, exercises his option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions,

(a) the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time prior to the time when he became so re-employed; and

(b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him.

4(2), cessent d'être admissibles à l'exercice de ladite option tant qu'ils sont ainsi employés de nouveau.

12.9 (1) Dès que les contrôleurs de la circulation aérienne reçoivent une pension ou une allocation annuelle en vertu de l'article 12.3 ou des paragraphes 12.4(1) ou (4) sont tenus de contribuer au Compte de pension de retraite ou le seraient sans le paragraphe 4(2), en étant de nouveau employés dans la Fonction publique

a) dans le service opérationnel, tout droit ou titre qu'ils ont pu avoir auxdites pension ou allocation cesse immédiatement et ils doivent compter comme service ouvrant droit à pension aux fins du paragraphe 5(1), la période de service sur laquelle se fondaient lesdites prestations; et

b) dans le service autre que le service opérationnel, tout droit ou titre qu'ils auraient eu auxdites pension ou allocation annuelle cesse immédiatement, et

(i) s'ils choisissent de conserver ladite prestation, tout droit ou titre qu'ils auraient eu à cette prestation leur est rendu dès qu'ils cessent d'être ainsi employés de nouveau, ou

(ii) s'ils ne choisissent pas de conserver ladite prestation, ils doivent compter comme service ouvrant droit à pension aux fins du paragraphe 5(1) la période de service sur laquelle se fondait ladite prestation.

(2) Lorsqu'un contributeur visé au paragraphe (1) cesse d'être employé de nouveau dans la Fonction publique, et choisit alors en vertu de la présente Partie un remboursement de contributions, ou n'a pas droit, en vertu de la présente Partie, à une prestation autre qu'un remboursement de contributions,

a) le montant ainsi remboursé ne doit comprendre aucun montant payé au Compte de pension de retraite à son crédit en tout temps avant le moment où il est devenu ainsi employé de nouveau; et

b) la prestation visée au paragraphe (1) lui est rendue.

Idem
5Idem
35

50

Where annual allowance to be adjusted

12.91 Where an air traffic controller who is receiving an annual allowance payable under section 12.3 or subsection 12.4 (1) or (4) is subsequently re-employed in the Public Service, the amount of any annuity or annual allowance to which he may become entitled under this Part on again ceasing to be employed in the Public Service shall be adjusted in accordance with regulations made under paragraph 32 (1)(k.2) to take into account the amount of any annuity or annual allowance he has received.

5

References to certain sections

12.92 A reference in subsection 9(4.1) to section 12 shall be read as including a reference to sections 12.3 and 12.4 and a reference in subsection 12(2) or (3) to subsection 12(1) shall be read as including a reference to section 12.3 and subsections 12.4 (1) and (4).

20

Transitional provision

12.93 Notwithstanding any other provision of this Act, an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 who ceased to be employed in the Public Service prior to January 1, 1979 and who exercised or was deemed to have exercised his option in favour of a deferred annuity or an annual allowance under paragraph 12(1)(c) prior to January 1, 1979 is entitled, at his option, in respect of his operational service that is pensionable service to an annual allowance under paragraph 12.3(b) or 12.4(1)(b) in lieu of the benefit under paragraph 12(1)(c), and, if he so exercises his option, he shall be deemed to have exercised the option at the time he exercised or was deemed to have exercised his option under paragraph 12(1)(c).

25

Idem

12.94 Notwithstanding any other provision of this Act, where an air traffic controller who was employed in operational service on or after April 1, 1976 and who ceased to be employed in such service prior to January 1, 1979 otherwise than voluntarily exercises his option under subsection 12.4(2) prior to January 1, 1980 the benefit payable thereunder is payable from

12.91 Lorsqu'un contrôleur de la circulation aérienne qui reçoit une allocation annuelle payable aux termes de l'article 12.3 ou des paragraphes 12.4(1) ou (4) est employé à nouveau par la suite dans la Fonction publique, le montant de toute pension ou allocation annuelle à laquelle il peut avoir droit en vertu de la présente Partie en cessant à nouveau d'être employé dans la Fonction publique doit être ajusté conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 32(1)k.2) pour tenir compte du montant de toute pension ou allocation annuelle qu'il a reçue.

5

Lorsque l'allocation annuelle doit être ajustée

12.92 Tout renvoi fait au paragraphe 9(4.1) à l'article 12 doit s'entendre comme comprenant un renvoi aux articles 12.3 et 12.4, et tout renvoi fait aux paragraphes 12(2) ou 12(3) au paragraphe 12(1) doit s'entendre comme comprenant un renvoi à l'article 12.3 et aux paragraphes 12.4(1) et (4).

Renvois à certains articles

12.93 Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, un contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date qui a cessé d'être employé dans la Fonction publique avant le 1^{er} janvier 1979 et qui a opté ou est réputé avoir opté pour une pension à jouissance différée ou pour une allocation annuelle en vertu de l'alinéa 12(1)c) avant le 1^{er} janvier 1979 a droit, à son option, relativement à son service opérationnel ouvrant droit à pension, à une allocation annuelle en vertu des alinéas 12.3b) ou 12.4(1)b) tenant lieu de la prestation visée à l'alinéa 12(1)c) et, s'il exerce ainsi son option, il est réputé l'avoir fait au moment où il a exercé ou est réputé avoir exercé son option en vertu de l'alinéa 12(1)c).

Dispositions transitoires

12.94 Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsqu'un contrôleur de la circulation aérienne qui était employé dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date et qui a cessé d'être employé dans ledit service autrement que volontairement avant le 1^{er} janvier 1979 exerce son option conformément au paragraphe 12.4(2) avant le 1^{er}

Idem

45

janvier 1979

50

Amount to be
credited to the
Superannuation
Account

the time he ceased to be employed in operational service.

12.95 There shall be credited to the Superannuation Account, prior to April 1, 1980, such amount, not exceeding 4.5 million dollars, as the Treasury Board considers would, if added to any amounts contributed by air traffic controllers employed in operational service in respect of the period between April 1, 1976 and December 31, 1978, equal the total amount that would have been contributed by or in respect of such air traffic controllers during that period if section 12.6 had come into force on April 1, 1976." 15

15. (1) Paragraph 32(1)(a.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a.1) prescribing the rates at which and the manner in which the interest on the balance from time to time to the credit of the Superannuation Account shall be calculated;" 20

(2) Paragraph 32(1)(b.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b.2) deeming, for the purposes of the definition "salary" in subsection 2(1),

- (i) an amount to be or to have been excluded from the basic pay of a person, or
- (ii) an amount in respect of allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or gratuity, to be or to have been included in the basic pay of a person;" 35

(3) Subsection 32(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (k.1) thereof, the following paragraph:

"(k.2) specifying, for the purposes of section 12.91, the method by which the amount of any annuity or annual allow-

janvier 1980, la prestation qui lui est alors payable l'est à compter du moment où il a cessé d'être employé dans le service opérationnel.

12.95 Il doit être crédité au Compte de pension de retraite avant le 1^{er} avril 1980, jusqu'à concurrence de 4.5 millions de dollars au plus, la somme qui, de l'avis du conseil du Trésor, si elle était ajoutée aux sommes contribuées par les contrôleurs de la circulation aérienne employés dans le service opérationnel relativement à la période allant du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1978, serait égale à la somme totale qui aurait été contribuée par lesdits contrôleurs ou à leur égard pendant ladite période si l'article 12.6 était entré en vigueur le 1^{er} avril 1976.» 10 15

Somme devant
être créditée au
Compte de
pension de
retraite

15. (1) L'alinéa 32(1)a.1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 20

"a.1) prescrivant les taux auxquels il faut calculer l'intérêt sur le solde porté à l'occasion au crédit du Compte de pension de retraite, et la manière d'opérer ce calcul;» 25

(2) L'alinéa 32(1)b.2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., 1976-77,
c. 28, par. 35(2)

"b.2) désignant, pour l'application de la définition de «traitements» au paragraphe 2(1),

- (i) une somme qui peut être exclue de la rémunération de base d'une personne ou qui peut l'avoir été, ou
- (ii) des allocations, une rémunération spéciale ou pour temps supplémentaire ou autre indemnités ou gratifications qui peuvent être incluses dans la rémunération de base d'une personne ou qui ont pu l'être;» 30 35

(3) Le paragraphe 32(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, après l'alinéa k.1) de l'alinéa suivant:

"k.2) fixant, aux fins de l'article 12.91, la méthode selon laquelle le montant de toute pension ou allocation annuelle 45

Clause 15: (1) This amendment would clarify the wording of paragraph 32(1)(a.1).

(2) This amendment is consequential on the proposed amendment to paragraph (a) of the definition “salary” in subsection 2(1) of the Act contained in clause 8.

(3) New. This amendment is consequential on the proposed section 12.91 contained in clause 14.

Article 15 du bill: (1) Cette modification rend plus clair le libellé de l’alinéa 32(1)a.1).

(2) Cette modification découle de la modification projetée de l’alinéa a) de la définition de «traitement» au paragraphe 2(1) de la loi proposé à l’article 8 du bill.

(3) Nouveau. Cette modification découle de l’article 12.91 proposé à l’article 14 du bill.

ance payable to a contributor described in section 12.3 or 12.4 shall be adjusted;"

1974-75-76,
c. 81, s. 21(8)

(4) Paragraph 32(1)(n.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(n.2) prescribing the circumstances in which the Minister shall, for the purposes of paragraph 4(1)(j) or subsection 10(2), be deemed to be satisfied that a 10 contributor has applied for and is receiving a pension described therein, and prescribing, for the purposes of subsection 10(2), the period during which a contributor shall be deemed to be receiving 15 a disability pension described therein where the Minister is deemed to be satisfied that he has applied for and is receiving such pension;"

1974-75-76,
c. 81, s. 21(10)

(5) Subsection 32(1) of the said Act is 20 further amended by adding thereto, immediately after paragraph (v) thereof, the following paragraph:

"(v.1) designating the kind of service that, for the purposes of the definition 25 "operational service" in section 12.2, is operational service and specifying the periods of time away from operational service that are to be included within the meaning of operational service;" 30

16. (1) Paragraphs 34(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to

(i) the aggregate of

(A) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 35 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based, and 45

(B) an amount equal to the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be

payable à un contributeur visé aux articles 12.3 ou 12.4 doit être ajusté;

(4) L'alinéa 32(1)n.2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76,
c. 81, par.
21(8)

"n.2) prescrivant les circonstances dans lesquelles le Ministre, aux fins de l'alinéa 4(1)j) ou du paragraphe 10(2), est réputé être convaincu qu'un contributeur a demandé et reçoit une pension visée auxdits alinéa et paragraphe et 10 prescrivant, aux fins du paragraphe 10(2), la période au cours de laquelle un contributeur est réputé recevoir une pension d'invalidité visée audit paragraphe lorsque le Ministre est réputé être convaincu que ledit contributeur a demandé et reçoit une telle pension;»

(5) Le paragraphe 32(1) de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, après l'alinéa v), de l'alinéa suivant:

1974-75-76,
c. 81, par.
21(10)

"v.1) désignant le service qui constitue un «service opérationnel» aux fins de la définition de cette expression à l'article 12.2, et précisant les périodes non consacrées au service opérationnel auxquelles 25 il faut accorder le sens de service opérationnel;»

16. (1) Les alinéas 34(1)a et b) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"a) une somme égale

30

(i) au total formé par

(A) un montant qui représente les intérêts sur le solde figurant à l'occasion au crédit du Compte, calculé au taux d'intérêt que le plus récent 35 rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 35 déclare être le taux d'intérêt sur lequel est fondée l'évaluation dont fait mention ce rapport; et 40

(B) un montant égal à la différence entre un montant qui représente l'intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à 45

(4) This amendment would authorize the making of regulations that would specify circumstances in which the President of the Treasury Board shall be deemed to be satisfied that a contributor under the *Public Service Superannuation Act* is receiving a pension and the period during which he shall be deemed to be receiving it.

(5) New. This amendment is consequential on the proposed definition “operational service” in the proposed section 12.2 contained in clause 14.

The relevant portions of subsection 32(1) at present read as follows:

“32. (1) The Governor in Council may make regulations

(a.1) prescribing the rates at which and the manner in which the interest *to be credited to* the Superannuation Account in any fiscal year shall be calculated;

(b.2) deeming, for the purposes of the definition “salary” in subsection 2(1), an amount in respect of allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or gratuity, to be or to have been included in the basic rate of pay of a person;

(n.2) prescribing the evidence required to satisfy the Minister that a contributor has not become entitled to a pension described in paragraph 4(1)(j) or 10(2)(b), the time and manner within which such evidence shall be provided and the form of such evidence;”

Clause 16: (1) This amendment is consequential on the proposed subsection 10(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* contained in clause 4.

The relevant portion of subsection 34(1) at present reads as follows:

“34. (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year

(a) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 35 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based;

(4) Cette modification permet d'établir des règlements spécifiant les circonstances dans lesquelles le président du conseil du Trésor est réputé être convaincu qu'un contributeur visé à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* reçoit une pension, et la période pendant laquelle ce dernier est réputé la recevoir.

(5) Nouveau. Cette modification découle de la définition projetée de «service opérationnel» à l'article 12.2 proposé à l'article 14 du bill.

Les extraits pertinents du paragraphe 32(1) se lisent ainsi:

“32. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a.1) prescrivant les taux auxquels il faut calculer l'intérêt à créditer au Compte de pension de retraite en une année financière quelconque, et la manière d'opérer ce calcul;

b.2) désignant, pour l'application de la définition de «traitement» au paragraphe 2(1), des allocations, une rémunération spéciale ou pour temps supplémentaire ou autres indemnités ou gratifications qui peuvent être incluses dans le taux de base du traitement d'une personne;

n.2) prescrivant la preuve requise pour convaincre le Ministre qu'un contributeur n'a pas droit à une pension visée à l'alinéa 4(1)j) ou 10(2)b), la date et les modalités de présentation de la preuve, ainsi que la forme de cette preuve;»

Article 16 du bill: (1) Cette modification découle du paragraphe 10(3) projeté de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* proposé à l'article 4 du bill.

La partie pertinente du paragraphe 34(1) se lit ainsi:

“34. (1) Sont crédités au Compte de pension de retraite, en chaque année financière:

a) un montant qui représente les intérêts sur le solde figurant à l'occasion au crédit du Compte, calculé au taux d'intérêt que le plus récent rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 35 déclare être le taux d'intérêt sur lequel est fondée l'évaluation dont fait mention ce rapport;

b) un montant égal à

prescribed by the regulations on the balance from time to time to the credit of the Account and the amount described in clause A

minus

5

(ii) the aggregate of

(C) the amount described in sub-section 10(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* that is credited in that year to the Public Service Supplementary Retirement Benefits Operating Account pursuant to that subsection, and

(D) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection;"

(2) Section 34 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

"(3.1) Notwithstanding subsection (3), following the laying before Parliament of an actuarial report described in section 35 that reflects a change in economic assumptions or a change in the contribution or benefit provisions in this Act, the amount to be credited to the Superannuation Account under subsection (3) may, at the option of the Minister of Finance, be charged to the Consolidated Revenue Fund in equal or unequal annual instalments over a period of up to fifteen years 35 commencing in the fiscal year in which the report is laid before Parliament."

(3) Subsection 34(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

40

"(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding an amount equal to the difference between the amount described in clause (1)(a)(i)(B) and the amount 45 described in clause (1)(a)(ii)(C) toward

Extension of time for s. 34(3)

Reduction of amounts charged under ss. (2) or (3)

l'occasion au crédit du Compte, et le montant indiqué à la disposition (A)

moins

(ii) le total formé par

(C) le montant visé au paragraphe 10(3) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* crédité dans cette année au Compte de fonctionnement de prestations de 10 retraite supplémentaires de la Fonction publique conformément audit paragraphe, et

(D) le montant ou le total de montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements indiqués dans ce paragraphe;"

20

(2) L'article 34 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), du paragraphe suivant:

"(3.1) Nonobstant le paragraphe (3), à 25 Prolongation du délai visé au par. 34(3)
la suite du dépôt devant le Parlement d'un rapport actuariel visé à l'article 35 exprimant une modification des hypothèses économiques ou des dispositions de la présente loi ayant trait aux contributions ou aux 30 prestations, le montant qui doit être crédité au Compte de pension de retraite en vertu du paragraphe (3) peut, au choix du ministre des Finances, être imputé au Fonds du revenu consolidé en versements 35 annuels égaux ou inégaux échelonnés sur une période maximale de quinze ans commençant dans l'année financière au cours de laquelle ledit rapport est déposé devant le Parlement." 40

(3) Le paragraphe 34(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant ne dépassant pas la différence entre le 45 montant visé à la disposition (1)a)(i)(B) et le montant visé à la disposition (1)a)(iii)(C), du montant de tous verse-

Réduction des montants débités en vertu des paragraphes (2) ou (3)

(b) an amount equal to

(i) the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be prescribed by the regulations, on the balance from time to time to the credit of the Account, and the amount described in *paragraph (a)*

minus

(ii) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection;”

(i) la différence entre un montant qui représente l'intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à l'occasion au crédit dudit Compte, et le montant indiqué à l'alinéa a)

moins

(ii) le montant ou le total des montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements visés dans ce paragraphe;»

(2) New. This amendment would allow actuarial deficiencies of the Public Service Superannuation Account to be written off over fifteen years in certain circumstances, rather than five years as provided in subsection 34(3).

(2) Nouveau. Cette modification permet d'amortir l'insuffisance de fonds du Compte de pension de retraite de la Fonction publique sur une période de quinze ans dans certains cas, au lieu de cinq ans comme le prévoit le paragraphe 34(3).

(3) This amendment is consequential on the proposed amendment to subsection 34(1) contained in subclause (1).

Subsection 34(4) at present reads as follows:

“(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding *the amount described in subparagraph (1)(b)(i)* toward reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections.”

(3) Cette modification découle de la modification au paragraphe 34(1) proposée au paragraphe (1) du bill.

Le paragraphe 34(4) se lit ainsi:

“(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant, ne dépassant pas *le montant indiqué au sous-alinéa (1)b)(i)*, du montant de tous versements que le paragraphe (2) ou (3) ou l'un et l'autre de ces paragraphes exigent de porter au débit du Fonds du revenu consolidé.”

reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections."

5

R.S., c. C-9;
c. 6 (1st
Supp.);
1973-74, c. 36;
1974-75-76,
c. 81; 1976-77,
c. 28

1974-75-76,
c. 81, s. 36(2)

CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

17. All that portion of subsection 9(2) of the *Canadian Forces Superannuation Act* preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Deduction from
annuity

"(2) Notwithstanding subsection (1), 10 where a contributor has, or where the Minister is satisfied that a contributor has (a) reached the age of sixty-five years, or (b) applied for and is receiving a disability pension payable under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto,

there shall be deducted from the amount 20 of any annuity to which that contributor is entitled under this Act in respect of the period after he has reached sixty-five years of age or in respect of which he is receiving such disability pension, whichever is applicable, an amount equal to thirty-five per cent of"

1974-75-76,
c. 81, s. 44(1)

18. Paragraph 23(1)(g) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(g) prescribing, for the purposes of subsection 9(2), the circumstances in which the Minister shall be deemed to be satisfied that a contributor has applied for and is receiving a pension 35 described therein, and the period during which a contributor shall be deemed to be receiving such pension where the Minister is so satisfied;"

19. (1) Paragraph 26(1)(a) and (b) of the 40 said Act are repealed and the following substituted therefor:

ments que le paragraphe (2) ou (3) ou l'un et l'autre de ces paragraphes exigent de porter au débit du Fonds du revenu consolidé.»

5

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

S.R., c. C-9;
c. 6 (1^{er}
Supp.);
1973-74, c. 36;
1974-75-76,
c. 81; 1976-77,
c. 28

17. La partie du paragraphe 9(2) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* qui précède l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«(2) Nonobstant le paragraphe (1), 10 lorsqu'un contributeur ou lorsque le Ministre est convaincu qu'un contributeur

- a) a atteint soixante-cinq ans, ou
- b) a demandé et reçoit une pension d'invalidité payable en vertu de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

il est déduit du montant de toute pension à laquelle le contributeur a droit en vertu de la présente loi relativement à la période 20 postérieure à son soixante-cinquième anniversaire ou à l'égard de laquelle il reçoit une telle pension d'invalidité, selon l'hypothèse applicable, un montant égal à trente-cinq pour cent»

25

18. L'alinéa 23(1)g) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

30

1974-75-76,
c. 81, par.
44(1)

«g) prescrivant les circonstances dans lesquelles le Ministre, aux fins du paragraphe 9(2), est réputé être convaincu 30 qu'un contributeur a demandé et reçoit une pension visée audit paragraphe, et lorsqu'il en est convaincu, prescrivant la période pendant laquelle un contributeur est réputé recevoir une telle 35 pension;»

19. (1) Les alinéas 26(1)a) et b) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Clause 17: This amendment would facilitate the co-ordination of the payment of superannuation benefits under the *Canadian Forces Superannuation Act* and Canada Pension Plan benefits.

The relevant portion of subsection 9(2) at present reads as follows:

“(2) Notwithstanding subsection (1), unless the Minister is satisfied that a contributor

(a) has not reached the age of sixty-five years, and

(b) has not become entitled to a disability pension payable under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto.

there shall be deducted from the amount of any annuity to which that contributor is entitled under this Act an amount equal to thirty-five per cent of”

Article 17 du bill: Cette modification facilite la coordination des paiements de prestations de pension de retraite faits en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* et des paiements de prestations découlant du *Régime de pensions du Canada*.

La partie pertinente du paragraphe 9(2) se lit ainsi:

“(2) Nonobstant le paragraphe (1), à moins que le Ministre ne soit convaincu qu'un cotisant contributeur

a) n'a pas atteint soixante-cinq ans, et

b) n'a pas droit à une pension d'invalidité payable aux termes de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

il est déduit du montant de toute pension à laquelle ce contributeur a droit en vertu de la présente loi un montant égal à trente-cinq pour cent»

Clause 18: This amendment would authorize regulations that would specify circumstances in which the Minister of National Defence shall be deemed to be satisfied that a contributor under the Act is receiving a pension and the period during which he shall be deemed to be receiving it.

The relevant portion of subsection 23(1) at present reads as follows:

“23. (1) The Governor in Council may make regulations

(g) prescribing the evidence required to satisfy the Minister that a contributor has not become entitled to a disability pension described in paragraph 9(2)(b), the time and manner within which such evidence shall be provided and the form of such evidence;”

Article 18 du bill: Cette modification permet d'établir des règlements spécifiant les circonstances dans lesquelles le ministre de la Défense nationale est réputé être convaincu qu'un contributeur visé à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* reçoit une pension et la période pendant laquelle ce dernier est réputé la recevoir.

La partie pertinente du paragraphe 23(1) se lit ainsi:

“23. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

g) prescrivant la preuve pour convaincre le Ministre qu'un contributeur n'a pas droit à une pension d'invalidité visée à l'alinéa 9(2)b), la date et les modalités de présentation de la preuve, ainsi que la forme de cette preuve,»

“(a) an amount equal to
 (i) the aggregate of
 (A) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the said Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 27 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based, and
 (B) an amount equal to the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be prescribed by the regulations on the balance from time to time to the credit of the said Account and the amount described in clause A” 20

minus

(ii) the aggregate of
 (C) the amount described in subsection 11(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* that is credited in that year to the Canadian Forces Supplementary Retirement Benefits Operating Account pursuant to that subsection, and
 (D) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection; and” 35

(2) Section 26 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

“(3.1) Notwithstanding subsection (3), following the laying before Parliament of an actuarial report described in section 27 that reflects a change in economic assumptions or a change in the contribution or benefit provisions in this Act, the amount to be credited to the Superannuation Account under subsection (3) may, at the option of the Minister of Finance, be charged to the Consolidated Revenue Fund in equal or unequal annual instal- 50

“(a) le total
 (i) formé par
 (A) le montant qui représente les intérêts sur le solde figurant, à l'occasion, au crédit dudit Compte, calculé au taux d'intérêt que le plus récent rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 27 déclare être le taux d'intérêt sur lequel est fondée l'évaluation dont fait mention ce rapport, et
 (B) la différence entre le montant qui représente l'intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à l'occasion au crédit dudit Compte, et le montant indiqué à la disposition (A)” 10

moins 20

(ii) le total formé par
 (C) le montant visé au paragraphe 11(3) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* crédité dans cette année au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires des Forces canadiennes conformément audit paragraphe, et
 (D) le montant ou le total des montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements visés dans ce paragraphe; et” 35

(2) L'article 26 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), du paragraphe suivant:

“(3.1) Nonobstant le paragraphe (3), à la suite du dépôt devant le Parlement d'un rapport actuariel visé à l'article 27 exprimant une modification des hypothèses économiques ou des dispositions de la présente loi ayant trait aux contributions ou aux prestations, le montant qui doit être crédité au Compte de pension de retraite en vertu du paragraphe (3) peut, au choix du ministre des Finances, être imputé au Fonds du revenu consolidé en versements 45 50

Clause 19: (1) This amendment is consequential on the proposed subsection 11(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* contained in clause 4.

The relevant portion of subsection 26(1) at present reads as follows:

“**26.** (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year

(a) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the said Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 27 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based;

(b) an amount equal to

(i) the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be prescribed by the regulations, on the balance from time to time to the credit of the said Account, and the amount described in *paragraph (a)*

minus

(ii) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection; and”

(2) New. This amendment would allow actuarial deficiencies of the Canadian Forces Superannuation Account to be written off over fifteen years in certain circumstances, rather than five years as provided in subsection 26(3).

Article 19 du bill: (1) Cette modification découle du paragraphe 11(3) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* proposé à l'article 4 du bill.

La partie pertinente du paragraphe 26(1) se lit ainsi:

“**26.** (1) Sont crédités au Compte de pension de retraite, dans chaque année financière,

a) un montant qui représente les intérêts sur le solde figurant, à l'occasion, au crédit dudit Compte, calculé au taux d'intérêt que le plus récent rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 27 déclare être le taux d'intérêt sur lequel est fondée l'évaluation dont fait mention ce rapport;

b) un montant égal à

(i) la différence entre un montant qui représente l'intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à l'occasion au crédit dudit Compte, et le montant indiqué à l'*alinéa a)*

moins

(ii) le montant ou le total des montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements visés dans ce paragraphe; et»

(2) Nouveau. Cette modification permet d'amortir l'insuffisance de fonds du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes sur une période de quinze ans dans certains cas, au lieu de cinq ans comme le prévoit le paragraphe 26(3).

ments over a period of up to fifteen years commencing in the fiscal year in which the report is laid before Parliament."

(3) Subsection 26(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Reduction of amounts charged under ss. (2) or (3)

"(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding an amount equal to the difference between the amount described in clause (1)(a)(i)(B) and the amount described in clause (1)(a)(ii)(C) toward reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections."

R.S., c. R-11;
c. 36 (1st Supp.);
1973-74, c. 36;
1974-75-76, c.
81

1974-75-76,
c. 81, s. 57(2)

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION

20. All that portion of subsection 9(2) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Deduction from annuity

"(2) Notwithstanding subsection (1), where a contributor has, or where the Minister is satisfied that a contributor has

(a) reached the age of sixty-five years, or

(b) applied for and is receiving a disability pension payable under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto,

there shall be deducted from the amount of any annuity to which that contributor is entitled under this Part in respect of the period after he has reached sixty-five years of age or in respect of which he is receiving such disability pension, whichever is applicable, an amount equal to thirty-five percent of"

1974-75-76,
c. 81, s. 65(1)

21. Paragraph 22(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

annuels égaux ou inégaux échelonnés sur une période maximale de quinze ans commençant dans l'année financière au cours de laquelle ledit rapport est déposé devant le Parlement..»

5

(3) Le paragraphe 26(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant ne dépassant pas la différence entre le montant visé à la disposition (1)a(i)(B) et le montant visé à la disposition (1)a(ii)(C), du montant de tous versements que le paragraphe (2) ou (3) ou l'un et l'autre de ces paragraphes exigent de porter au débit du Fonds du revenu consolidé.»

Réduction des montants débités en vertu des par. (2) ou (3)

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

S.R., c. R-11;
c. 36 (1^{er} Supp.);
1973-74, c. 36;
1974-75-76,
c. 81

1974-75-76,
c. 81, par.
57(2)

20. La partie du paragraphe 9(2) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* qui précède l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'un contributeur ou lorsque le Ministre est convaincu qu'un contributeur

Déduction de la pension

a) a atteint soixante-cinq ans, ou

25

b) a demandé et reçoit une pension d'invalidité payable en vertu de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

30

il est déduit du montant de toute pension à laquelle le contributeur a droit en vertu de la présente Partie relativement à la période postérieure à son soixante-cinquième anniversaire ou à l'égard de laquelle il reçoit une telle pension d'invalidité, selon l'hypothèse applicable, un montant égal à trente-cinq pour cent»

35

21. L'alinéa 22(1)f) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1974-75-76,
c. 81, par.
65(1)

40

(3) This amendment is consequential on the proposed amendment to subsection 26(1) contained in subclause (1).

Subsection 26(4) at present reads as follows:

"(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding *the amount described in subparagraph (1)(b)(i)* toward reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections."

(3) Cette modification découle de la modification au paragraphe 26(1) proposée au paragraphe (1) du bill.

Le paragraphe 26 (4) se lit ainsi:

«(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant, ne dépassant pas *le montant indiqué au sous-alinéa (1)b)(i)*, du montant de tous versements que le paragraphe (2) ou (3) ou l'un et l'autre de ces paragraphes exigent de porter au débit du Fonds du revenu consolidé.»

Clause 20: This amendment would facilitate the co-ordination of the payment of superannuation benefits under the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* and Canada Pension Plan benefits.

The relevant portion of subsection 9(2) at present reads as follows:

"(2) Notwithstanding subsection (1), *unless* the Minister is satisfied that a contributor

(a) *has not* reached the age of sixty-five years, and

(b) *has not become entitled* to a disability pension payable under paragraph 44(1)(b) of the *Canada Pension Plan* or a provision of a provincial pension plan similar thereto,

there shall be deducted from the amount of any annuity to which that contributor is entitled under this Part an amount equal to thirty-five per cent of"

Article 20 du bill: Cette modification facilite la coordination des paiements de prestations de pension de retraite faits en vertu de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* et des paiements de prestations découlant du Régime de pensions du Canada.

La partie pertinente du paragraphe 9(2) se lit ainsi:

«(2) Nonobstant le paragraphe (1), *à moins que* le Ministre ne soit convaincu qu'un contributeur

a) *n'a pas* atteint soixante-cinq ans, et

b) *n'a pas droit* à une pension d'invalidité payable aux termes de l'alinéa 44(1)b) du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions analogue,

il est déduit du montant de toute pension à laquelle ce contributeur a droit en vertu de la présente Partie un montant égal à trente-cinq pour cent»

Clause 21: This amendment would authorize the making of regulations that would specify circumstances in which the Solicitor General of Canada shall be

Article 21 du bill: Cette modification permet d'établir des règlements spécifiant les circonstances dans lesquelles le solliciteur général du Canada est réputé être

“(f) prescribing, for the purposes of subsection 9(2), the circumstances in which the Minister shall be deemed to be satisfied that a contributor has applied for and is receiving a pension described therein, and the period during which a contributor shall be deemed to be receiving such pension where the Minister is so satisfied;”

22. (1) Paragraphs 24(1)(a) and (b) of 10 the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) an amount equal to

(i) the aggregate of

(A) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the said Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 25 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based, and

(B) an amount equal to the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be prescribed by the regulations on the balance from time to time to the credit of the said Account and the amount described in clause A

minus

(ii) the aggregate of

(C) the amount described in subsection 12(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* that is credited in that year to the Royal Canadian Mounted Police Supplementary Retirement Benefits Operating Account pursuant to that subsection, and

(D) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection; and”

“(f) prescrivant les circonstances dans lesquelles le Ministre, aux fins du paragraphe 9(2), est réputé être convaincu qu’un contributeur a demandé et reçoit une pension visée audit paragraphe, et lorsqu’il en est convaincu, prescrivant la période pendant laquelle un contributeur est réputé recevoir une telle pension;»

22. (1) Les alinéas 24(1)a et b de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

“(a) une somme égale

(i) au total formé par

(A) un montant qui représente les intérêts sur le solde figurant à l’occasion au crédit dudit Compte, calculé au taux d’intérêt que le plus récent rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l’article 25 déclare être le taux d’intérêt sur lequel est fondée l’évaluation dont fait mention ce rapport;

(B) un montant égal à la différence entre un montant qui représente l’intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à l’occasion au crédit dudit Compte, et le montant indiqué à la disposition (A)

moins

(ii) le total formé par

(C) le montant visé au paragraphe 12(3) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* crédité dans cette année au Compte de fonctionnement de prestations de retraite supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada conformément audit paragraphe, et

(D) le montant ou le total des montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements indiqués dans ce paragraphe; et»

deemed to be satisfied that a contributor under the Act is receiving a pension and the period during which he shall be deemed to be receiving it.

The relevant portion of subsection 22(1) at present reads as follows:

“**22.** (1) The Governor in Council may make regulations,

(f) prescribing the evidence required to satisfy the Minister that a contributor has not become entitled to a disability pension described in paragraph 9(2)(l), the time and manner within which such evidence shall be provided and the form of such evidence.”

Clause 22: (1) This amendment is consequential on the proposed subsection 12(3) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* contained in clause 4.

The relevant portion of subsection 24(1) at present reads as follows:

“**24.** (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year

(a) an amount representing interest on the balance from time to time to the credit of the said Account calculated at the rate of interest stated in the most recent actuarial report laid before Parliament pursuant to section 25 to be the interest rate on which the valuation referred to in that report was based;

(b) an amount equal to

(i) the difference between an amount representing interest at such rates and calculated in such manner as may be prescribed by the regulations, on the balance from time to time to the credit of the said Account, and the amount described in *paragraph (a)*

minus

(ii) the amount or aggregate of amounts applied by the Minister of Finance in that year pursuant to subsection (4) toward reducing the amount of any instalments described in that subsection; and”

convaincu qu'un contributeur visé à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* reçoit une pension, et la période pendant laquelle ce dernier est réputé la recevoir.

La partie pertinente du paragraphe 22(1) se lit ainsi:

“**22.** (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

f) prescrivant la preuve requise pour convaincre le Ministre qu'un contributeur n'a pas droit à une pension d'invalidité visée à l'alinéa 9(2)b), la date et les modalités de présentation de la preuve, ainsi que la forme de cette preuve,”

Article 22 du bill: (1) Cette modification découle du paragraphe 12(3) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* proposé à l'article 4 du bill.

La partie pertinente du paragraphe 24(1) se lit ainsi:

“**24.** (1) Sont crédités au Compte de pension de retraite dans toute année financière

a) un montant qui représente les intérêts sur le solde figurant à l'occasion au crédit dudit Compte, calculé au taux d'intérêt que le plus récent rapport actuariel déposé devant le Parlement conformément à l'article 25 déclare être le taux d'intérêt sur lequel est fondée l'évaluation dont fait mention ce rapport;

b) un montant égal à

(i) la différence entre un montant qui représente l'intérêt, aux taux et calculé de la manière que peuvent prescrire les règlements, sur le solde figurant à l'occasion au crédit dudit Compte, et le montant indiqué à l'alinéa a)

moins

(ii) le montant ou le total des montants affectés par le ministre des Finances dans cette année en conformité du paragraphe (4) à la réduction du montant de tous versements visés dans ce paragraphe; et»

(2) Section 24 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Extension of time for s. 24(3)

“(3.1) Notwithstanding subsection (3), following the laying before Parliament of an actuarial report described in section 25 that reflects a change in economic assumptions or a change in the contribution or benefit provisions in this Act, the amount 10 to be credited to the Superannuation Account under subsection (3) may, at the option of the Minister of Finance, be charged to the Consolidated Revenue Fund in equal or unequal annual instalments over a period of up to fifteen years 15 commencing in the fiscal year in which the report is laid before Parliament.”

(3) Subsection 24(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Reduction of amounts charged under ss. (2) or (3)

“(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding an amount equal to the difference between the amount described in clause (1)(a)(i)(B) and the amount described in clause (1)(a)(ii)(C) toward reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections.”

R. S., c. M-10;
c. 25 (1st
Supp.); cc. 14,
18 (2nd Supp.)
1973-74, c. 36;
1974-75-76,
c. 81

c. 25 (1st
Supp.), s. 9

MEMBERS OF PARLIAMENT RETIRING ALLOWANCES ACT

Deferred election

23. Section 19 of the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection 35 (4) thereof, the following subsection:

“(5) Notwithstanding any other provision of this section but subject to subsections 20(3) and 24(4), a member of the House of Commons may elect to make an 40

(2) L’article 24 de ladite loi est en outre modifié par l’adjonction, immédiatement après la paragraphe (3), du paragraphe suivant:

5 Prolongation du délai visé au par. 24(3)

«(3.1) Nonobstant le paragraphe (3), à la suite du dépôt devant le Parlement d’un rapport actuariel visé à l’article 25 exprimant une modification des hypothèses économiques ou des dispositions de la présente loi ayant trait aux contributions ou aux 10 prestations, le montant qui doit être crédité au Compte de pension de retraite en vertu du paragraphe (3) peut, au choix du ministre des Finances, être imputé au Fonds du revenu consolidé en versements 15 annuels égaux ou inégaux échelonnés sur une période maximale de quinze ans commençant dans l’année financière au cours de laquelle ledit rapport est déposé devant le Parlement.»

20

(3) Le paragraphe 24(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Réduction des montants débités en vertu des par. (2) ou (3)

«(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant ne dépassant pas la différence entre le montant visé à la disposition (1)a)(i)(B) et le montant visé à la disposition (1)a)(ii)(C), du montant de tous versements que le paragraphe (2) ou (3) ou l’un et l’autre de ces paragraphes exigent de 30 porter au débit du Fonds du revenu consolidé.»

LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DU PARLEMENT

S.R., c. M-10;
c. 25 (1^{er}
Supp.); cc. 14,
18 (2^{de} Supp.);
1973-74, c. 36;
1974-75-76,
c. 81

c. 25 (1^{er}
Supp.), art. 9

23. L’article 19 de la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement* est modifié par l’adjonction, immédiatement 35 après le paragraphe (4), du paragraphe suivant:

«(5) Nonobstant toute autre disposition du présent article mais sous réserve des paragraphes 20(3) et 24(4), un membre de 40 la Chambre des communes peut décider de

Choix différé

(2) New. This amendment would allow actuarial deficiencies of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Account to be written off over fifteen years in certain circumstances, rather than five years as provided in subsection 24(3).

(2) Nouveau. Cette modification permet d'amortir l'insuffisance de fonds du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada sur une période de quinze ans dans certains cas, au lieu de cinq ans comme le prévoit le paragraphe 24(3).

(3) This amendment is consequential on the proposed amendment to subsection 24(1) contained in subclause (1).

Subsection 24(4) at present reads as follows:

“(4) The Minister of Finance may in any fiscal year apply an amount not exceeding *the amount described in subparagraph (1)(b)(i)* toward reducing the amount of any instalments required to be charged to the Consolidated Revenue Fund in that year pursuant to subsection (2) or (3) or both those subsections.”

(3) Cette modification découle de la modification au paragraphe 24(1) proposée au paragraphe (1) du bill.

Le paragraphe 24(4) se lit ainsi:

«(4) Le ministre des Finances peut, dans une année financière, déduire un montant, ne dépassant pas *le montant indiqué au sous-alinéa (1)b)(i)*, du montant de tous versements que le paragraphe (2) ou (3) ou l'un et l'autre de ces paragraphes exigent de porter au débit du Fonds du revenu consolidé.»

Clause 23: New. This amendment would allow a member of the House of Commons to make an election under section 19 of the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* at any time before he ceases to be a member.

Article 23 du bill: Nouveau. Cette modification autorise les membres de la Chambre des communes à faire un choix en vertu de l'article 19 de la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement* en tout moment tant qu'ils sont membres.

c. 25 (1st Supp.), s. 9

election pursuant to this section at any time before he ceases to be a member.”

Contribution in respect of elections made pursuant to s. 19(5)

24. Section 20 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

“(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), where a member makes an election pursuant to subsection 19(5), payments made by him under paragraph 20(1)(b) or 20(2)(a) shall be calculated with reference to the rate of sessional indemnity that applies to him at the time he makes the election.”

c. 25 (1st Supp.), s. 9

25. Section 24 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Pensionable service where election made under s. 19(5)

“(4) Notwithstanding subsection (2), for the purposes of subsection (1), a person who has made an election under subsection 19(5) in respect of any session shall, at the time he ceases to be a member, be deemed to have one year of pensionable service to his credit in respect of that session for each amount that he has contributed or elected to contribute that equals the amount that is obtained by multiplying the rate of sessional indemnity that applies to him at the time he made the election by seven and one-half per cent.

faire un choix conformément au présent article en tout temps avant de cesser d'être membre..»

24. L'article 20 de ladite loi est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

«(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2), lorsqu'un membre fait un choix conformément au paragraphe 19(5), les paiements qu'il fait en vertu de l'alinéa 20(1)b ou 20(2)a sont calculés en se basant sur le taux d'indemnité de session qui lui est applicable au moment où il fait son choix.»

c. 25 (1^{er} Supp.), art. 9

Contribution relative au choix fait conformément au par. 19(5)

25. L'article 24 de ladite loi est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

c. 25 (1^{er} Supp.), art. 9

«(4) Nonobstant le paragraphe (2) et aux fins du paragraphe (1), quiconque a fait un choix en vertu du paragraphe 19(5) à l'égard d'une session quelconque est réputé, au moment où il cesse d'être membre, avoir à son crédit une année de service ouvrant droit à pension relativement à ladite session pour chaque somme qu'il a contribuée ou choisi de contribuer qui est égale à la somme obtenue en multipliant le taux d'indemnité de session qui lui est applicable au moment de son choix par sept et demi pour cent.

Service ouvrant droit à pension dans le cas d'un choix fait en vertu du par. 19(5)

COMMENCEMENT

Coming into force

26. This Act shall come into force on January 1, 1979.

ENTRÉE EN VIGUEUR

26. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1979.

Entrée en vigueur
30

Clause 24: New. This amendment would require that contributions made by a member who has made an election under the proposed subsection 19(5) contained in clause 23 be calculated with reference to his sessional indemnity at the time he makes his election.

Article 24 du bill: Nouveau. Cette modification exige que les contributions des membres qui ont fait un choix en vertu du paragraphe 19(5) proposé à l'article 23 du bill soient calculées en se basant sur l'indemnité de session desdits membres au moment où ils font leur choix.

Clause 25: New. This amendment is consequential on the proposed subsection 19(5) contained in clause 23.

Article 25 du bill: Nouveau. Cette modification découle du paragraphe 19(5) proposé à l'article 23 du bill.

C-13

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

C-13

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-13

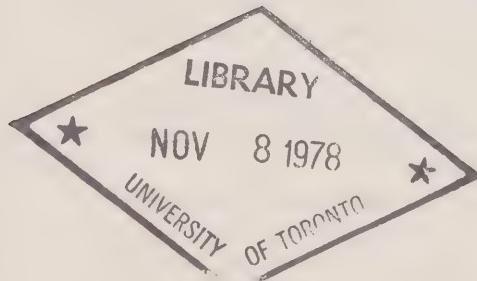
BILL C-13

An Act to amend the Electricity Inspection Act and the
Gas Inspection Act

Loi modifiant la Loi sur l'inspection de l'électricité et la
Loi sur l'inspection du gaz

First reading, October 26, 1978

Première lecture, le 26 octobre 1978



THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE
AFFAIRS

LE MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES
CORPORATIONS

4th Session, 30th Parliament, 27 Elizabeth II,
1978

4^e Session, 30^e Législature, 27 Elizabeth II,
1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-13

An Act to amend the Electricity Inspection
Act and the Gas Inspection Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

ELECTRICITY INSPECTION ACT

R.S., c. E-4;
c. 6 (2nd
Supp.)

1. (1) Section 2 of the *Electricity Inspec-
tion Act* is amended by adding thereto,
immediately before the definition "broken
seal", the following definition:

"accredited
meter verifier"
"vérificateur..."

"accredited meter verifier" means any
person accredited under subsection
8(4);"

10

(2) Section 2 of the said Act is further
amended by adding thereto, immediately
after the definition "electricity inspection",
the following definition:

"functions"
"fonctions"

"functions" includes powers conferred
and duties imposed by or under this
Act;"

15

(3) The definition "inspector" in section 2
of the said Act is repealed and the following
substituted therefor:

"inspector"
"inspecteur"

"inspector" means any officer appointed
under the authority of this Act and, in
relation to any functions of such an
officer, includes any person designated
under subsection 5(2) for the purpose of
the execution of those functions;";

20

(4) Section 2 of the said Act is further
amended by adding thereto, immediately

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-13

Loi modifiant la Loi sur l'inspection de
l'électricité et la Loi sur l'inspection du
gaz

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

LOI SUR L'INSPECTION DE L'ÉLECTRICITÉ

S.R., c. E-4;
c. 6 (2^e Supp.)

1. (1) L'article 2 de la *Loi sur l'inspection
de l'électricité* est modifié par l'adjonction,
après la définition de «scellés brisés», de la
définition suivante:

«vérificateur de compteur accrédité» dési-
gne une personne accréditée en vertu du
paragraphe 8(4).»

10 "accredited..."

(2) L'article 2 de ladite loi est en outre
modifié par l'adjonction, après la définition
de «compteur», de la définition suivante:

«fonctions» comprend les pouvoirs confé-
rés par la présente loi et les devoirs 15 "fonctions"
imposés par celle-ci;»

(3) La définition d'«inspecteur» à l'article
2 de ladite loi est abrogée et remplacée par
ce qui suit:

«inspecteur» désigne un fonctionnaire 20 "inspecteur"
nommé sous le régime de la présente loi
et, en ce qui concerne des fonctions
exercées par ce fonctionnaire, comprend
toute personne désignée en vertu du
paragraphe 5(2) pour exercer ou remplir 25
ces fonctions;»

(4) L'article 2 de ladite loi est en outre
modifié par l'adjonction, après la définition
de «Ministre», de la définition suivante:

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “An Act to amend the Electricity Inspection Act and the Gas Inspection Act”.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'inspection de l'électricité et la Loi sur l'inspection du gaz».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: These amendments would add the definitions “accredited meter verifier”, “functions” and “prescribed” to section 2 of the *Electricity Inspection Act*, and the underlined and sidelined words to the definition “inspector” in that section.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: Ces modifications ajoutent les définitions de «vérificateur de compteur accrédité», «fonctions» et «prescrit» à l'article 2 de la *Loi sur l'inspection de l'électricité*, et la définition d'«inspecteur» est complétée par les mots soulignés et la verticale.

after the definition "Minister", the following definition:

"prescribed"
"prescrit"

"prescribed" means prescribed by regulation;"

2. Section 4 of the said Act is repealed 5 and the following substituted therefor:

Regulations

"4. The Governor in Council may make regulations for giving effect to the provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make 10 regulations

(a) establishing or providing for the establishment of

(i) specifications relating to design composition, construction and performance to which any meter or class, type or design of meter shall conform before permission or approval as regards that meter or such class, type or design of meter may be given pursuant to section 8 or 9, and

(ii) specifications relating to the installation and use of any meter or class, type or design of meter;

(b) specifying or providing for specification of the manner in which meters of any class, type or design, or in any circumstances, are to be tested, verified, sealed, reverified or resealed and the manner and circumstances in which any such meters are to be stamped, restamped or otherwise marked;

(c) authorizing the director to establish plans for the verification and reverification of meters of any class, type or design, or in any circumstances, by statistical means on the basis of sampling;

(d) prescribing the fees payable by any person for any certificate, inspection or service provided by an inspector pursuant to this Act;

(e) determining the nature of any charges that a person may be required to pay in relation to any inspection or service provided by an inspector pursuant to this Act and the manner in which such charges shall be determined;

«prescrit» signifie prescrit par règlement;»

"prescrit"
"prescribed"

2. L'article 4 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

4. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements en application des dispositions de la présente loi et, sans limiter la généralité de ce qui précède, peut, par règlement,

Règlements

a) établir ou prévoir l'établissement

(i) de caractéristiques relatives à la conception, à la composition, à la construction et au fonctionnement auxquels un compteur ou une classe, un type ou un modèle de compteur doit se conformer avant qu'on puisse permettre ou approuver ce compteur ou cette classe, ce type ou ce modèle de compteur en vertu des articles 8 ou 9, et

(ii) de caractéristiques relatives à l'installation et à l'utilisation d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur;

b) spécifier ou prévoir la spécification de la façon et des circonstances dans lesquelles les compteurs d'une classe, d'un type ou d'un modèle devront être éprouvés, vérifiés, scellés, vérifiés de nouveau ou scellés de nouveau et la façon et les circonstances dans lesquelles ces compteurs devront être timbrés, timbrés de nouveau ou autrement marqués;

c) autoriser le directeur à dresser dans quelques circonstances que ce soit des plans de vérification et de nouvelle vérification d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur à l'aide de statistiques établies à partir d'un système d'échantillonnage;

d) prescrire les droits dus par toute personne pour l'obtention d'un certificat, d'une inspection ou d'un service fourni par un inspecteur conformément à la présente loi;

e) déterminer la nature des frais qu'une personne peut être requise de payer à

Clause 2: This amendment would curtail the regulation making powers of the Governor in Council in so far as they relate to declaring the intention of the Act in cases of doubt, and would itemize the powers to make regulations.

Section 4 at present reads as follows:

“**4.** The Governor in Council may make such rules and regulations, not inconsistent with this Act, as are necessary for giving effect to its provisions and for declaring its true intent and meaning in all cases of doubt, and for specifying the variations in the conditions of supply within which the readings of a verified meter shall be legal.”

Article 2 du bill: Cette modification restreint le pouvoir de réglementation du gouverneur en conseil en ce qui concerne l'intention de la loi en cas de doute et énumère les pouvoirs de réglementation.

L'article 4 se lit actuellement comme suit:

«**4.** Le gouverneur en conseil peut édicter les règlements, compatibles avec la présente loi, qui sont nécessaires pour appliquer ses dispositions, ainsi que pour en déclarer l'intention véritable et la signification en cas de doute et pour spécifier les variations dans les conditions de fourniture qui permettent de lire légalement un compteur vérifié.»

(f) prescribing the time when, or the period of time within which, and the manner in which any fees or charges referred to in paragraphs (d) and (e) shall be paid; 5
 (g) specifying the variations in the conditions of supply within which the readings of a meter that has been verified shall be lawful; 10
 (h) respecting the contents and prescribing forms of records or documents to be kept or used pursuant to this Act; 15
 (i) prescribing
 (i) prerequisites to be fulfilled before the director may grant permission, approval or accreditation pursuant to this Act, and 20
 (ii) the procedure for making application for the grant of any such permission, approval or accreditation, or for registration under section 7,
 and specifying or providing for specification of conditions to which any such grant shall be or may be made subject; 25
 (j) respecting the functions of inspectors and the execution of such functions; 25
 (k) authorizing the director to delegate his functions under any provision of this Act, other than subsection 8(7) or section 9.1 or 16.1; 30
 (l) exempting, conditionally or unconditionally, any meter or class, type or design of meter or any class or type of transaction from any or all of the provisions of this Act; and 35
 (m) prescribing any matter or thing that under this Act is to be prescribed."

l'occasion d'une inspection ou d'un service fourni par un inspecteur en vertu de la présente loi et la façon dont ces frais doivent être déterminés; 5
 f) prescrire la date à laquelle ou le délai dans lequel les droits ou les frais mentionnés aux alinéas d) et e) doivent être payés et leur mode de règlement; 5
 g) spécifier les variations acceptables dans les conditions d'approvisionnement qui permettent de lire légalement un compteur qui a été vérifié; 10
 h) réglementer le contenu et prescrire la forme des registres ou documents qui doivent être conservés ou utilisés en vertu de la présente loi; 15
 i) prescrire
 (i) les conditions préalables à remplir avant que le directeur ne puisse accorder une permission, approbation ou accréditation en vertu de la présente loi, et 20
 (ii) la procédure à suivre pour demander cette permission, approbation ou accréditation ou pour obtenir un certificat d'enregistrement en vertu de l'article 7, 25
 et spécifier ou prévoir la spécification des conditions auxquelles cette permission, approbation ou accréditation peut ou doit être assujettie; 30
 j) réglementer les fonctions des inspecteurs ainsi que l'exercice de ces fonctions; 35
 k) autoriser le directeur à déléguer ses fonctions en vertu des dispositions de la présente loi autres que le paragraphe 8(7) ou les articles 9.1 ou 16.1;
 l) exempter, conditionnellement ou non, tout compteur ou toute classe, tout type ou modèle de compteur ou toute classe ou tout type de transaction de l'une ou l'autre ou de l'ensemble des dispositions de la présente loi; et 40
 m) prescrire tout ce qui doit être prescrit aux termes de la présente loi.» 45

3. Subsection 5(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Designation to perform functions of inspector

“(2) Notwithstanding anything in this Act, any functions that may appertain to the office of an inspector may be executed by any person who is not precluded from being an inspector by subsection (3) and who is designated as an inspector by the Minister for the purpose of the execution 10 of those functions.

Privileges, etc., of designated inspector

(2.1) A person who has been designated pursuant to subsection (2) has, in relation to the execution of any functions pursuant to such designation, the privileges and 15 immunities of an inspector in so far as they relate to the execution of such functions.”

Inspection standards

“6. All instruments and measuring apparatus required for electricity inspection shall be designated as inspection standards and no such standards, other than standards designated under section 25 13 of the *Weights and Measures Act*, shall be used by an accredited meter verifier unless

(a) they are calibrated, and
(b) such calibration is certified, 30 in accordance with the regulations.”

Contractor ceasing to be supplier of electricity

“(2) Where a contractor ceases to be a 35 supplier of electricity in any municipality, rural district or other area for which the contractor has obtained a certificate of registration pursuant to subsection (1), the contractor shall, in the prescribed manner, 40 forthwith give the Department notice to that effect and thereupon return the certificate to the Department.”

6. Sections 8 to 11 of the said Act are repealed and the following substituted 45 therefor:

3. Le paragraphe 5(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Désignation permettant d'exercer les 5 fonctions d'inspecteur

«(2) Par dérogation à toute disposition contraire de la présente loi, des fonctions qui incombent à un inspecteur peuvent être exercées par une personne à qui il n'est pas interdit d'être un inspecteur en vertu du paragraphe (3), et qui est désignée par le Ministre sous le titre d'inspecteur aux fins d'exercer ces fonctions. 10

Priviléges, etc., de l'inspecteur désigné

(2.1) Quiconque a été désigné inspecteur en vertu du paragraphe (2) bénéficie, quant à l'exercice des fonctions relatives à cette désignation, des priviléges et immunités d'un inspecteur dans la mesure où 15 ceux-ci portent sur l'exercice de ces fonctions.»

4. L'article 6 de ladite loi est abrogé et 20 remplacé par ce qui suit:

“6. Tous les instruments et appareils de 20 Étalons d'inspection mesurage requis pour l'inspection de l'électricité sont désignés comme étalons d'inspection et aucun de ces étalons, sauf ceux désignés à l'article 13 de la *Loi sur les poids et mesures*, ne peut être utilisé par 25 un vérificateur de compteur accrédité à moins

a) qu'il ne soit calibré et
b) que ce calibrage ne soit certifié, 30 conformément aux règlements.» 30

5. Le paragraphe 7(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Fournisseur cessant de fournir 35 l'électricité

«(2) Un fournisseur qui cesse de fournir l'électricité dans une municipalité, un district rural ou autre région à l'égard des 35 quels il a obtenu un certificat d'enregistrement en vertu du paragraphe (1), doit aussitôt en aviser le ministère, selon la forme prescrite, et lui retourner le certificat.» 40

6. Les articles 8 à 11 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Clause 3: New. This amendment would enable the Minister to designate any person, other than a seller of electricity or an employee of any electricity supplier, to execute any functions of an inspector and would confer the privileges and immunities of an inspector on any person so designated.

Subsection 5(2) at present reads as follows:

“(2) No person shall be employed or appointed under this section permanently until he has passed a qualifying technical examination which shall be held under the direction of the Public Service Commission.”

Clause 4: This amendment would require certified calibration of inspection standards used by an accredited meter verifier, unless they are designated as local standards by the Minister under the *Weights and Measures Act* and would save the Department the responsibility of supplying them to accredited meter verifiers.

Section 6 at present reads as follows:

“6. All instruments and measuring apparatus required for electricity inspection shall be supplied by the Department, shall be designated as inspection standards and shall bear the imprint or nameplate of the Department; and such standards shall conform to primary standards, which shall be determined by the National Research Council of Canada under the authority of the *National Research Council Act*. ”

Clause 5: This amendment would require a person who is a supplier of electricity in an area to notify the Department of Consumer and Corporate Affairs in the event of his ceasing to be such a supplier and, in that event, to surrender his certificate of registration. The annual expiry of such certificates would be discontinued.

Subsection 7(2) at present reads as follows:

“(2) Such certificate shall expire on the 31st day of March in each year and application for renewal shall be made on or before that date from year to year.”

Clause 6: The amendment to subsection 8(1) would subject the provisions of that subsection to exceptions approved or temporarily permitted under the new sub-

Article 3 du bill: Nouveau. Cette modification permet au Ministre de désigner toute personne autre qu'un vendeur d'électricité ou un employé d'un fournisseur d'électricité pour exercer les fonctions d'inspecteur et confère les priviléges et immunités d'un inspecteur à toute personne ainsi désignée.

Le paragraphe 5(2) se lit actuellement comme suit:

“(2) Personne n'est employé ou nommé d'une façon permanente en vertu du présent article, tant qu'il n'a pas passé un examen d'aptitude technique. Cet examen a lieu sous la direction de la Commission de la Fonction publique.”

Article 4 du bill: Cette modification exige le calibrage certifié des étalons d'inspection utilisés par un vérificateur de compteur accrédité, à moins que ceux-ci ne soient désignés comme étalons locaux par le Ministre en vertu de la *Loi sur les poids et mesures* et dispense le ministère de la responsabilité de les fournir aux vérificateurs de compteur accrédités.

L'article 6 se lit actuellement comme suit:

“6. Tous les instruments et appareils de mesure requis pour l'inspection de l'électricité sont fournis par le ministère; ils sont désignés comme étalons d'inspection et portent l'empreinte ou la plaque du ministère. Ces étalons doivent être conformes aux étalons originaires qui sont déterminés par le Conseil national de recherches du Canada, sous l'autorité de la *Loi sur le Conseil national de recherches*. ”

Article 5 du bill: Cette modification exige d'un fournisseur d'électricité dans une région qu'il avise le ministère de la Consommation et des Corporations s'il cesse de fournir l'électricité et qu'il lui retourne alors son certificat d'enregistrement. L'expiration annuelle de ces certificats est discontinuée.

Le paragraphe 7(2) se lit actuellement comme suit:

“(2) Ce certificat expire le 31 mars de chaque année et demande de renouvellement doit être faite chaque année au plus tard à cette date.”

Article 6 du bill: Cette modification au paragraphe 8(1) admet des exceptions approuvées ou permises temporairement en vertu des nouveaux paragraphes 8(2),

Verification

"8. (1) Subject to subsections (2), (5) and (6), where a contractor or purchaser intends to use a meter for the purpose of establishing the charge for electrical service, the meter shall not, until it has been verified in accordance with this Act and the regulations, be put into service.

Temporary use
permissible
without
verification

(2) The director may grant permission for any meter, or for any class, type or design of meter, to be put into service on a temporary basis, without verification, under such terms and conditions and for such period as the director stipulates.

Sealing of
meters

(3) Access to the working parts or adjustments of meters required to be verified must be effectively prevented by a seal to be affixed at the time of verification, with the exception of such meters, or meters of such class, type or design, as may be approved by the director for exemption from the requirements of this subsection.

Accredited
meter verifiers

(4) Subject to the regulations, any person
 (a) may, on making application in the prescribed manner, be accredited by the director for purposes of the verification, sealing, reverification and resealing of any meter or class, type or design of meter and the execution of prescribed functions incidental thereto by that person or his servant acting on his behalf and under his authority; and
 (b) shall, in the event of the granting of his application, be issued with a certificate of accreditation in the prescribed form by the director.

Approval to
dispense with
verification

(5) Notwithstanding anything in this section, approval may be granted by the director for the use, without verification, of any meter or class, type or design of meter for the purpose of establishing the charge for electrical service.

Temporary
approval

(6) The director may, in any period during which a meter or class, type or design of meter is being considered by him for approval for use pursuant to subsection (5), grant permission for that meter or

«8. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (5) et (6), lorsqu'un fournisseur ou un abonné veut se servir d'un compteur pour établir le compte du service d'électricité, ce compteur doit, avant d'être mis en service, être vérifié conformément à la présente loi et aux règlements.

Vérification

Utilisation
temporaire sans
vérification

(2) Le directeur peut permettre la mise en service temporaire, sans vérification, d'un compteur, ou de toute classe, tout type ou modèle de compteur, suivant les conditions et pour la période qu'il stipule.

(3) L'accès au mécanisme ou aux pièces d'ajustage des compteurs qui doivent être vérifiés doit être efficacement interdit par des scellés apposés au moment de la vérification, à l'exception des compteurs ou des classes, types ou modèles de compteur qui peuvent, avec l'approbation du directeur, être exemptés de l'application du présent paragraphe.

Scellage des
compteurs

(4) Sous réserve des règlements, toute personne

a) peut, en faisant la demande selon la forme prescrite, être accréditée par le directeur pour vérifier, sceller, vérifier de nouveau ou sceller de nouveau un compteur ou une classe, un type ou un modèle de compteur et pour exercer des fonctions connexes prescrites à cet effet, tant par elle-même que par son préposé, agissant en son nom et sous son autorité; et
 b) doit, en cas d'acceptation de sa demande, recevoir un certificat d'accréditation du directeur, selon la forme prescrite.

Vérificateurs de
compteur
accrédités

(5) Par dérogation à toute disposition contraire du présent article, le directeur peut approuver l'utilisation, sans vérification, d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur pour établir le compte du service de l'électricité.

Utilisation
approuvée sans
vérification

(6) Le directeur peut, lorsqu'il examine une demande d'approbation pour l'utilisation d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur en conformité du paragraphe (5), en permettre

Permission
temporaire

sections 8(2), (5) and (6) and would clarify the requirement that meters be verified as a prerequisite of their being put into service. Such verification would no longer be within the exclusive authority of inspectors.

Subsection 8(1) at present reads as follows:

“8. (1) Where a contractor or purchaser intends to use a meter for the purpose of establishing the charge for electrical service, that meter shall, before being put into service, be verified by an inspector in accordance with this Act and any regulations not inconsistent therewith that may be established thereunder, unless permission has been obtained from the Minister for temporary use prior to verification.”

Subsection 8(2) New. See note to subsection 8(1).

Subsection 8(3) would require the sealing of access to meters at the time of verification and would extend the director's power of exemption to meters of any class, type or design. Subsection 8(3) is based on the existing subsection 8(2), which reads as follows:

“(2) Access to the working parts or adjustments of meters presented for verification must be capable of being effectively prevented by a seal to be affixed by the inspector at the time of verification, with the exception of such meters as may be approved by the director for use unsealed.”

Subsection 8(4) is new and would empower the director to accredit persons as meter verifiers.

(5) et (6) et clarifie l'exigence que les compteurs doivent être vérifiés comme condition préalable à leur mise en service. Cette vérification n'est plus de la compétence exclusive des inspecteurs.

Le paragraphe 8(1) se lit actuellement comme suit:

“8. (1) Quand un fournisseur ou un abonné veut se servir d'un compteur pour établir le compte du service d'électricité, ce compteur, avant d'être mis en service, doit être vérifié par un inspecteur en conformité de la présente loi et de tout règlement compatible avec ses dispositions qui peut être édicté sous son régime, à moins d'avoir obtenu du Ministre le permis de s'en servir temporairement avant la vérification.»

Le paragraphe 8(2). Nouveau. Voir les notes au paragraphe 8(1).

Le paragraphe 8(3) exige le scellage de l'accès aux compteurs, au moment de la vérification, et étend le pouvoir d'exemption du directeur aux compteurs de toute classe, de tout type ou modèle. Le paragraphe 8(3) est basé sur le paragraphe 8(2) qui se lit comme suit:

“(2) L'accès au mécanisme ou aux pièces d'ajustage des compteurs présentés à la vérification doit pouvoir être effectivement interdit par un scellé apposé *par l'inspecteur* au moment de la vérification, à l'exception des compteurs dont l'usage *sans scellés* peut être approuvé par le directeur.»

Le paragraphe 8(4) est nouveau et confère au directeur le pouvoir d'accréditer des personnes comme vérificateurs de compteur.

Subsection 8(5). New. See note to subsection 8(1).

Le paragraphe 8(5). Nouveau. Voir les notes au paragraphe 8(1).

Subsection 8(6). New. See note to subsection 8(1).

Le paragraphe 8(6). Nouveau. Voir les notes au paragraphe 8(1).

class, type or design of meter to be so used on a temporary basis, under such terms and conditions and for such period as the director stipulates.

Revocation of permission

(7) A permission granted under subsection (2) or (6) may, by notice given in the prescribed manner, be revoked by the director for failure to comply with any of the terms or conditions on which the permission was so granted. 10

No verification without prior approval of director

9. No meter shall be admitted to verification in Canada until it or the class, type or design of meter to which it belongs has received the approval of the director.

Revocation of approval

9.1 Any approval granted under section 15 8 or 9, or accreditation granted under subsection 8(4), may, by notice given in the prescribed manner, be revoked by the director for failure to comply with any of the conditions to which that approval or 20 accreditation is subject.

Effect of revocation

9.2 In the event of the revocation of any approval granted under subsection 8(3) or (5), or the revocation under subsection 8(7) of any permission, any meter that, at 25 the time of such revocation, is in service pursuant to the approval or permission shall, for the purposes of subsection 8(1), unless the meter is forthwith taken out of service, be deemed to have required verification and to have been put into service without it immediately after revocation. 30

Right to make representations

9.3 No approval, accreditation or permission under section 8, or approval under section 9, shall be revoked unless 35

- (a) notice of the proposal to revoke it has been given in the prescribed manner;
- (b) any interested person objecting to the proposal has been afforded reasonable opportunity to make representations with respect to his objection; and
- (c) the representations, if any, so made have been taken into account by the director. 45

l'utilisation temporaire, suivant les conditions et pour la période qu'il stipule.

Permission annulée

(7) Le directeur peut, par avis donné selon la forme prescrite, annuler une permission accordée en vertu des paragraphes 5 (2) ou (6) lorsque l'une ou l'autre des conditions requises pour obtenir cette permission n'est pas remplie.

9. Les compteurs ou les classes, types ou modèles auxquels appartiennent ces 10 **compteurs doivent, avant d'être admis à la vérification au Canada, être approuvés par le directeur.**

Approbation préalable du directeur

9.1 Le directeur peut, par avis donné selon la forme prescrite, annuler une 15 approbation accordée en vertu des articles 8 ou 9 ou une accréditation accordée en vertu du paragraphe 8(4) lorsque l'une ou l'autre des conditions prescrites auxquelles est assujettie cette approbation ou accréditation n'est pas remplie. 20

Approbation annulée

9.2 En cas d'annulation d'une approbation accordée en vertu des paragraphes 8(3) ou (5) ou d'annulation en vertu du paragraphe 8(7) d'une quelconque permission, tout compteur qui, au moment de cette annulation, est en service à la suite de cette approbation ou permission, est, pour les fins du paragraphe 8(1), censé avoir dû être vérifié et avoir été mis en service sans vérification aussitôt après cette annulation, à moins d'avoir été immédiatement mis hors service. 25

Effet de l'annulation

9.3 Une approbation, accréditation ou permission prévue à l'article 8 ou une 35 approbation prévue à l'article 9 ne peut être annulée

Droit de se faire entendre

- a) si avis de l'intention de l'annuler n'a pas été donné selon la forme prescrite;
- b) si on n'accorde pas la possibilité raisonnable à toute personne intéressée qui s'oppose à cette intention de se faire entendre relativement à cette opposition; et
- c) si le directeur n'en a pas tenu compte. 45

Subsection 8(7). New.

Le paragraphe 8(7). Nouveau.

The amendment to section 9 would prohibit verification of any meter unless the director has approved the type of meter to which it belongs or alternatively, the meter itself or the class or design to which it belongs.

Section 9 at present reads as follows:

“**9.** No meter shall be admitted to verification in Canada until the type of meter to which it belongs has received the approval of the director.”

Section 9.1. New.

La modification à l'article 9 interdit la vérification d'un compteur à moins que le directeur n'ait approuvé le type de compteur auquel il appartient ou encore, le compteur lui-même ou la classe ou le modèle auquel il appartient.

L'article 9 se lit actuellement comme suit:

«**9.** N'est admis à la vérification au Canada aucun compteur ayant que le type auquel il appartient ait été approuvé par le directeur.»

L'article 9.1. Nouveau.

Section 9.2. New.

L'article 9.2. Nouveau.

Section 9.3. New.

L'article 9.3. Nouveau.

Reverification

10. (1) Within eight years, or such other period as is determined in any case or class of cases by the director, from each verification of any meter under this Act, the meter shall be subject to reverification together with resealing or marking, or to cancellation of the seal or mark, as the case may require, pursuant to this Act and the regulations.

5

Nouvelle vérification

10. (1) Tout compteur est assujetti à une nouvelle vérification ainsi qu'à un nouveau scellage ou à un marquage ou à une levée des scellés ou de la marque, selon le cas, conformément à la présente loi et aux règlements, dans un délai de huit ans ou dans tout autre délai déterminé par le directeur dans un cas ou une catégorie de cas, à compter de chaque vérification d'un compteur effectuée en vertu de la présente loi.

5

Interpretation

(2) Reference in subsection (1) to verification includes reference to reverification, together with resealing or marking, in accordance with subsection (1).

10

Interprétation

Exercise of powers by inspector

10.1 The power to deal with a meter in any manner provided or referred to in section 10 or specified or authorized pursuant to paragraph 4(b) or (c) may be exercised by an inspector, on the general or special instructions of the director, whether or not the meter may be or has been so dealt with by an accredited meter verifier.

15

Pouvoirs exercés par l'inspecteur

Certificates

11. On verification or reverification of a meter, any inspector or accredited meter verifier, other than the owner of the meter, who verified or reverified it shall, in the prescribed manner, issue to the owner a certificate containing in the prescribed form particulars pertaining to such verification or reverification.”

30

Certificats

10.1 Un inspecteur peut, suite aux directives générales ou spéciales du directeur, soumettre un compteur à l'une ou l'autre des formalités prévues à l'article 10 ou spécifiées ou autorisées par les alinéas 4b) ou c), que ces formalités puissent être ou aient été faites, ou non, par un vérificateur de compteur accrédité.

20

11. Lorsqu'un compteur est vérifié ou vérifié de nouveau, un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité, autre que le propriétaire du compteur, qui a ainsi vérifié ou vérifié de nouveau ce compteur doit, de la façon prescrite, émettre au propriétaire un certificat contenant, dans la forme prescrite, les détails relatifs à cette vérification ou nouvelle vérification.»

25

Breaking seal

7. Subsection 12(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“12. (1) No person, except the owner, an inspector or accredited meter verifier for a valid reason, shall break the seal of any meter that has been verified, and no person shall break the seal of any meter the correctness of which is in dispute, except as provided by this Act or the regulations.

30

Bris des scellés

“12. (1) Seul le propriétaire, un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité peut, pour un motif valable, briser les scellés d'un compteur qui a été vérifié et il est interdit à quiconque de briser les scellés d'un compteur dont l'exactitude est contestée, à moins d'observer les formalités prévues par la présente loi et les règlements.

40

(1.1) No meter shall be verified, sealed, reverified or resealed by any person other

(1.1) Seul un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité peut vérifier, 45 Vérification non autorisée interdite

Unauthorized verification prohibited

The amendment to section 10 would clarify the requirements pertaining to periodic reverification of meters and alter the interval preceding each reverification.

Section 10 at present reads as follows:

“**10.** Within six years, or such other period as the Governor in Council in any case or class of cases may prescribe, from each verification and sealing or stamping, every meter shall be presented by the owner for reverification and resealing or restamping, or for the cancellation of the seal or stamp, by an inspector, with the exception of meters that have been scrapped, lost or destroyed.”

La modification à l'article 10 clarifie les exigences quant à la nouvelle vérification périodique des compteurs et change le délai entre chaque nouvelle vérification.

L'article 10 se lit actuellement comme suit:

«**10.** Dans les six années, ou dans telle autre période que peut prescrire le gouverneur en conseil dans un cas ou une catégorie de cas, à compter de chaque vérification et scellage ou timbrage, tout compteur doit être présenté par le propriétaire pour être vérifié et scellé ou timbré de nouveau, ou pour la levée des scellés ou du timbre par un inspecteur, à l'exception des compteurs mis au rebut, perdus ou détruits.»

Section 10.1. New.

L'article 10.1. Nouveau.

The proposed section 11 would clarify the provision for, and enable regulations by the Governor in Council in respect of the issue of a certificate upon verification or reverification of a meter by an inspector and would extend to an accredited meter verifier, other than the owner of the meter, the duty to comply with that provision.

Section 11 at present reads as follows:

“**11.** A certificate, covering the verification of every meter, shall be issued by the inspector in accordance with regulations made by the Minister.”

Clause 7: This amendment would extend to an accredited meter verifier the exception to the provision prohibiting any person from breaking the seal on a meter, and would prohibit unauthorized verification of a meter.

L'article 11 proposé clarifie les dispositions concernant l'émission d'un certificat lors de la vérification ou la nouvelle vérification d'un compteur par un inspecteur et permet au gouverneur en conseil d'établir des règlements à cet effet; de plus, il étend à un vérificateur de compteur accrédité, qui n'est pas le propriétaire du compteur, l'obligation de se conformer à ces dispositions.

L'article 11 se lit actuellement comme suit:

«**11.** Un certificat, portant sur la vérification de chaque compteur, est émis par l'inspecteur en conformité des règlements établis par le Ministre.»

Article 7 du bill: Cette modification étend en faveur d'un vérificateur de compteur accrédité l'exception relative à la prohibition de briser les scellés d'un compteur et interdit la vérification non autorisée d'un compteur.

than an inspector or accredited meter verifier.”

8. Section 13 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**13.** (1) In every case the owner shall keep in good repair every meter that has been verified and is in use, shall be responsible for the due inspection and testing thereof and, except as otherwise provided by this Act, shall pay the fee lawfully chargeable for such inspection and shall be liable for all penalties incurred with respect to such meter.

Repair and inspection

Owner's records

(2) The owner shall, in relation to his meters, keep records containing such information, in such form, at such place and for such period, as may be prescribed and the records shall include any certificates issued to him under section 11.

Examination

(3) All records kept pursuant to this section shall be open for examination by an inspector during business hours and the inspector may make such copies thereof or extracts therefrom as he may require.”

9. Sections 14 and 15 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**14.** (1) Every accredited meter verifier shall keep records containing such information, in such form, at such place and for such period as may be prescribed and such records shall include particulars, certified in the prescribed manner, pertaining to each verification and reverification carried out by him but, in the case of particulars contained in certificates issued by him under section 11, the records shall include copies of those certificates instead of particulars certified pursuant to this subsection.

Records of accredited meter verifiers

(2) All records kept pursuant to this section shall be open for examination by an inspector during business hours, and the inspector may make such copies thereof or extracts therefrom as he may require.

Examination

15. Every contractor shall provide, free of charge, electricity, wiring and all

Contractor to provide facilities for testing

sceller, vérifier de nouveau ou sceller de nouveau un compteur.”

8. L'article 13 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«**13.** (1) Dans tous les cas, le propriétaire doit entretenir un compteur qui a été vérifié et qui est en service; il est responsable des inspections requises et des épreuves et, à moins de dispositions contraires de la présente loi, il doit acquitter les droits légalement exigibles pour ces inspections et il est responsable des peines encourues relativement à ce compteur.

5 Réparation et inspection

(2) Le propriétaire doit, quant à ses compteurs, tenir des registres contenant des renseignements, suivant la forme, à l'endroit et pour la période qui peuvent être prescrits; ces registres doivent inclure les certificats émis à ce propriétaire en vertu de l'article 11.

Registres du propriétaire

20

(3) Les registres tenus conformément au présent article peuvent être examinés durant les heures d'affaires par un inspecteur qui peut en faire des copies ou en faire les extraits qu'il juge nécessaires.»

Examen

25

9. Les articles 14 et 15 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«**14.** (1) Tout vérificateur de compteur accrédité tient des registres contenant des renseignements, suivant la forme, à l'endroit et pour la période qui peuvent être prescrits ainsi que les détails, certifiés de la manière prescrite et relatifs à chaque vérification et nouvelle vérification qu'il effectue; lorsqu'il s'agit de détails contenus dans les certificats émis par ce vérificateur, en vertu de l'article 11, les registres incluent les copies de ces certificats au lieu des détails certifiés conformément au présent paragraphe.

Registres des vérificateurs de compteur accrédités

40

(2) Les registres tenus conformément au présent article peuvent être examinés durant les heures d'affaires par un inspecteur qui peut en faire des copies ou en faire les extraits qu'il juge nécessaires.

Examen

45

15. Tout fournisseur doit procurer gratuitement l'électricité, les fils et toutes les

Le fournisseur doit procurer les installations d'épreuve

Clause 8: This amendment would make provision for the records to be kept by owners of meters that is analogous to the proposed section 14 with respect to accredited meter verifiers' records. (See note to clause 9).

Article 8 du bill: Cette modification prévoit la tenue de registres par les propriétaires de compteurs; cette disposition est semblable à l'article 14 proposé en ce qui concerne les registres des vérificateurs de compteur accrédités. (Voir les notes de l'article 9 du bill.)

Clause 9: The proposed section 14 would impose on accredited meter verifiers the duty to keep records that shall conform to regulations and be open to inspectors.

Section 14 at present reads as follows:

“14. The contractor shall notify the district inspector without delay of any change of location of any meter from one inspection district to another and also of the number, mark or other description of any meter that may be sold, scrapped, destroyed, burnt or lost.”

Section 15 would require contractors to furnish facilities for making tests in designated places at the director's discretion.

Section 15 at present reads as follows:

“15. The contractor shall provide free of charge electricity, wiring and such reasonable facilities for testing his meters as may be prescribed by regulations made under the authority of this Act at such places as are agreed upon between the contractor and the Department.”

Article 9 du bill: L'article 14 proposé impose aux vérificateurs de compteur accrédités l'obligation de tenir des registres conformes aux règlements qui puissent être examinés par les inspecteurs.

L'article 14 se lit actuellement comme suit:

“14. Le fournisseur doit sans délai notifier à l'inspecteur du district tout transfert d'un compteur d'un district d'inspection à un autre, et aussi le numéro, la marque et autre description de tout compteur vendu, mis au rebut, détruit, brûlé ou perdu.”

L'article 15 exige que les fournisseurs procurent les commodités pour les épreuves dans des endroits désignés à la discrétion du directeur.

L'article 15 se lit actuellement comme suit:

“15. Le fournisseur doit procurer gratuitement, pour l'épreuve de ses compteurs, aux endroits convenus entre lui et le ministère, l'électricité, les fils et les installations raisonnables que prescrivent les règlements établis sous l'autorité de la présente loi.”

reasonable facilities at such place or places as the director may designate for the purpose of making such tests of electricity and of the contractor's meters, instruments and apparatus as the director deems necessary for the purposes of this Act."

5

10. Sections 16 and 17 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Right of access

"**16.** (1) Any inspector may, at all reasonable times, for the purpose of performing any duty imposed on him by or under this Act, enter any premises where electricity is being generated, distributed or used.

15

(2) Any premises may be entered

(a) by any accredited meter verifier for the purpose of executing, in respect of a meter on or in those premises, any functions relating or incidental to its verification or reverification; or

20

(b) by any inspector for the purpose of exercising any power conferred on him by section 10.1 or subsection 13(3) or 14(2).

25

(3) The owner or person in charge of premises entered by an inspector or accredited meter verifier pursuant to this section and every person employed therein shall give the inspector or accredited meter verifier all reasonable assistance in his power to enable the inspector or accredited meter verifier to execute his functions under this Act and shall furnish him with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as he may reasonably require.

Assistance to inspectors

16.1 The director may, in writing, require any contractor to withdraw from service a meter that is owned by him or is under his control and the withdrawal of which is, on reasonable grounds, believed to be necessary by the director having regard to default in fulfilment of the requirements of this Act or the regulations with respect to that meter or to meters of its class, type or design and the contractor

Direction to take meter out of service

installations raisonnables à l'endroit ou aux endroits que le directeur peut désigner, pour procéder aux épreuves de l'électricité, de ses compteurs, instruments et appareils, que le directeur juge nécessaires pour les fins de la présente loi.»

5

10. Les articles 16 et 17 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«16. (1) Un inspecteur peut, à toute heure raisonnable, entrer dans tout lieu de production, de distribution ou d'utilisation d'électricité aux fins d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi.

Droit d'entrée

(2) Peut entrer dans un lieu

a) tout vérificateur de compteur accrédité aux fins d'exercer les fonctions relatives ou connexes à la vérification ou à la nouvelle vérification d'un compteur mis en service dans ce lieu; ou

15

b) tout inspecteur aux fins d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 10.1 ou par les paragraphes 13(3) ou 14(2).

Entrée d'un vérificateur de compteur accrédité ou d'un inspecteur dans l'exercice de leurs fonctions

(3) Le propriétaire ou quiconque a la garde des lieux où sont entrés un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité conformément au présent article et toute personne qui y travaille doivent fournir à cet inspecteur ou à ce vérificateur de compteur accrédité l'aide nécessaire qu'ils sont en mesure de fournir pour lui permettre d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi et doivent lui fournir les renseignements relatifs à l'application de la présente loi et des règlements dont il peut avoir raisonnablement besoin.

Aide fournie à un inspecteur

16.1 Le directeur peut, par écrit, ordonner à un fournisseur de mettre hors service un compteur qui lui appartient ou qui est sous son contrôle, s'il juge, pour des motifs raisonnables, la mise hors service nécessaire en raison du défaut d'avoir rempli les formalités de la présente loi ou des règlements concernant ce compteur ou les compteurs de sa classe, de son type ou de son modèle; le fournisseur doit aussitôt

Ordre de mettre un compteur hors service

Clause 10: The amendment to section 16 would clarify the present law and add new subsections (2) and (3).

Article 10 du bill: La modification à l'article 16 clarifie la loi actuelle et ajoute les nouveaux paragraphes (2) et (3).

Section 16.1. New.

Article 16.1 Nouveau.

shall forthwith take all reasonable steps to comply with such requirement.

17. If at any time a contractor or purchaser is dissatisfied with the condition or registration of any meter pertaining to the electrical energy furnished by or to him, an inspector shall, on the request of the contractor or purchaser, proceed in accordance with the regulations and shall collect such payments, in respect of such 10 matters incidental to proceeding pursuant to this section, from such persons and at or within such times as are prescribed and any test made in the course of proceedings pursuant to this section shall be designated 15 disputed meter tests."

11. Sections 20 to 24 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**20.** A contractor or purchaser may at 20 any time, on payment of the prescribed fee, call on an inspector to test the voltage or frequency of the electric supply and to furnish a certificate thereof.

FEES

21. (1) All prescribed fees and charges 25 determined by regulation that are received in respect of the execution of the functions of inspectors shall be accounted for and paid to the Receiver General in such manner as he directs, and such fees and 30 charges shall form part of the Consolidated Revenue Fund.

(2) All prescribed fees and charges determined by regulation that are payable pursuant to this Act shall be recoverable 35 as a debt due to the Crown."

12. Sections 25 and 26 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**25.** Every contractor who refuses or 40 neglects

(a) to obtain or return a certificate of registration when he is required by section 7 to do so, or

Disputed meter tests

prendre toutes les mesures raisonnables pour se conformer à cet ordre.

17. Si, à quelque moment, un fournisseur ou un abonné est mécontent de l'état ou de l'enregistrement d'un compteur indiquant l'énergie électrique qu'il fournit ou qui lui est fournie, l'inspecteur doit, à la demande du fournisseur ou de l'abonné, agir suivant les règlements et percevoir le paiement relativement aux matières connexes à son action en vertu du présent article, des personnes, à la date et dans les délais, tel que prescrit, et les épreuves faites à cet égard sont appelées «épreuves de compteur en contestation».

Épreuves d'un compteur en contestation

5

15

Test of voltage and frequency

11. Les articles 20 à 24 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"**20.** Un abonné ou un fournisseur peut, en tout temps, sur paiement des droits prescrits, demander à un inspecteur de faire constater le voltage ou la fréquence de l'approvisionnement en électricité et d'en fournir un certificat.

Mesure de voltage et de fréquence

Inspectors' fees

DROITS

21. (1) Compte doit être rendu et remise faite au receveur général, de la 25 façon qu'il ordonne, de tous les droits prescrits et frais, tels que déterminés par règlements, qui sont perçus relativement à l'exercice des fonctions d'inspecteur; ces droits et frais font partie du Fonds du 30 revenu consolidé.

Droits d'inspection

Fees recoverable

(2) Tous les droits prescrits et frais déterminés par règlement qui sont payables en vertu de la présente loi sont recouvrés à titre de dette due à la Couronne." 35

Droits recouvrés

Offences respecting registration

12. Les articles 25 et 26 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"**25.** Est coupable d'une infraction tout fournisseur qui refuse ou néglige

Infractions relatives à l'enregistrement

a) d'obtenir ou de retourner un certificat d'enregistrement lorsqu'il est requis de le faire par l'article 7, ou

40

The amendment to section 17 would clarify the present law relating to disputed meter tests.

Section 17 at present reads as follows:

“17. If at any time the contractor or purchaser is dissatisfied with the condition or registration of any of his meters, the inspector shall, on the request of *either party*, and upon deposit of the required fee, proceed as prescribed by regulations made by the Minister: tests made under such circumstances shall be designated “disputed meter tests”.”

Clause 11: The amendments to sections 20 and 21 would clarify and modify the provisions respecting fees and charges in the light of prevailing circumstances and are consequential on the regulation-making power of the Governor in Council, which is contained in clause 2, to prescribe fees, determine charges and prescribe the time and manner of payment.

Sections 22, 23 and 24 contain regulatory and archaic provisions in respect of the manner of collecting fees and keeping accounts and are repealed.

Sections 20 to 24 at present read as follows:

“20. The contractor or purchaser may at any time, on payment of a fee to be fixed by the Governor in Council, call on an inspector to test the voltage or frequency of the electric supply and to furnish a certificate thereof.

FEES AND STAMPS

21. The fees for the inspection and testing of meters, lamps and other electrical instruments and appliances, shall be determined from time to time by the Governor in Council, and such fees shall be regulated so that they will, as nearly as possible, meet the cost of carrying this Act into effect; and all fees received under this Act shall be accounted for and paid to the Receiver General and in such manner as he directs, and shall form part of the Consolidated Revenue Fund.

22. All fees shall be due and payable at the time of verification and shall be paid before the certificate is issued.

23. An indication of the payment of the fee in respect of a certificate shall be made in the certificate or in such other manner as the Governor in Council may prescribe.

ACCOUNTS

24. Separate accounts shall be kept of all expenditures incurred and of all fees and penalties collected and received under the authority of this Act.”

Clause 12: The amendment to section 25 would make it an offence to contravene any requirement imposed by the new subsection 7(2). (See note to clause 5.)

La modification à l'article 17 clarifie la loi actuelle concernant les épreuves de compteur en contestation.

L'article 17 se lit actuellement comme suit:

«17. Si à quelque moment le fournisseur ou l'abonné est mécontent de l'état ou de l'enregistrement de l'un de ses compteurs, l'inspecteur doit, à la demande de *l'une ou l'autre partie*, et sur le dépôt des droits prescrits, agir ainsi que l'ordonnent les règlements établis par le Ministre. Les épreuves faites dans ces circonstances sont appelées «épreuves de compteurs en contestation».

Article 11 du bill: Les modifications aux articles 20 et 21 clarifient et changent les dispositions concernant les droits et frais, dépendant des circonstances, et découlent du pouvoir du gouverneur en conseil, à l'article 2 du bill, d'établir des règlements prescrivant les droits et déterminant les frais et prescrivant le délai de paiement et le mode de règlement.

Les articles 22, 23 et 24 contiennent des dispositions de réglementation et des dispositions archaïques concernant la façon de percevoir les droits et de tenir les comptes et sont abrogés.

L'article 20 à 24 se lisent actuellement comme suit:

«20. L'abonné ou le fournisseur peut, en tout temps, sur paiement d'un droit *que fixe le gouverneur en conseil*, appeler un inspecteur pour faire constater le voltage ou la fréquence de l'approvisionnement en électricité et en fournir un certificat.

DROITS ET TIMBRES

21. Les droits d'inspection et d'épreuve des lampes, compteurs et autres instruments et appareils électriques sont fixés de temps à autre par le gouverneur en conseil; et ces droits sont réglés de manière qu'ils puissent, autant que possible, couvrir les frais occasionnés par la mise à exécution de la présente loi. Il est rendu compte et fait remise au receveur général et de la manière qu'il détermine, de tous les droits reçus en vertu de la présente loi, lesquels font partie du Fonds du revenu consolidé.

22. Tous les droits sont dus et payables au moment de la vérification et doivent être payés avant l'émission du certificat.

23. Une indication du paiement du droit à l'égard d'un certificat doit être faite sur le certificat ou de telle autre manière que peut prescrire le gouverneur en conseil.

COMPTES

24. Il doit être tenu des comptes séparés de toutes les dépenses faites et de tous les droits et amendes perçus et reçus sous le régime de la présente loi.»

Article 12 du bill: La modification à l'article 25 prévoit qu'une violation des exigences du nouveau paragraphe 7(2) constitue une infraction. (Voir les notes à l'article 5 du bill.)

(b) to give any notice required by subsection 7(2),
is guilty of an offence.

26. (1) Every person who, except under the authority of this Act, makes, causes or procures to be made, or assists in making, or who forges or counterfeits, or causes or procures to be forged or counterfeited, or assists in the forging or counterfeiting of any stamp, mark or seal issued for the stamping, marking or sealing of any meter pursuant to this Act, or any certificate required by this Act, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.

5
15

(2) Every person who steals any stamp, seal, label, tag or marker issued for the stamping, sealing or marking of a meter pursuant to this Act is guilty

(a) of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years; or
(b) of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

20
25

(3) Every person who knowingly sells, utters or disposes of, lets, uses, lends or exposes for sale any meter with any forged or counterfeited stamp, mark or seal thereon, being a stamp, mark or seal referred to in subsection (1), or with any stamp, mark or seal thereon obtained by means of an offence under subsection (2) or made or affixed by way of the use of anything obtained by such means is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years; and every meter having on it any such stamp, mark or seal shall be forfeited to Her Majesty and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister may direct.

30
35
40

(4) Every person who, in relation to the purposes of this Act, knowingly

(a) makes any false representation,
(b) makes or causes to be made any false entry in any register or record,

45

b) de donner un avis requis par le paragraphe 7(2).

26. (1) Quiconque, sauf sous l'autorité de la présente loi, fait, fait faire, ou contribue à faire, ou forge ou contrefait, ou fait forger ou contrefaire, ou aide à forger ou contrefaire un timbre, une marque ou des scellés émis pour le timbrage, le marquage ou le scellage d'un compteur conformément à la présente loi, ou un certificat requis par la présente loi, est coupable d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.

Falsification et contrefaçon de timbres et de scellés

(2) Quiconque vole un timbre, des scellés, une étiquette, une attache ou un dispositif de marquage servant à timbrer, sceller ou marquer un compteur conformément à la présente loi, est coupable

Vol de timbre ou de scellés

a) d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans, ou
b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et passible d'une amende d'au plus mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement d'au plus six mois ou des deux peines à la fois.

(3) Quiconque sciemment vend, offre en vente ou aliène, loue, utilise, prête ou expose en vente un compteur portant un timbre, une marque ou des scellés mentionnés au paragraphe (1) ainsi contrefaits ou portant un timbre, une marque ou des scellés obtenus en vertu d'une infraction prévue au paragraphe (2) ou faits ou fixés au moyen de quelque chose obtenu en vertu d'une telle infraction est coupable d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans; les compteurs portant ces timbres, marques ou scellés sont confisqués au profit de Sa Majesté et détruits, ou on en dispose autrement suivant les directives du Ministre.

Faux ou contrefaçon

(4) Toute personne qui, aux fins de la présente loi, sciemment

Fausses représentations, etc.

a) fait une fausse représentation,
b) fait ou fait faire une fausse inscription dans un registre,

45

The amendment to section 26 would clarify the provisions thereof, and impose liability to specific punishments for offences under that section, including new offences of falsification.

Sections 25 and 26 at present read as follows:

“25. Every contractor who refuses or neglects to obtain or *renew* the certificate of registration required by *this Act* is liable to a fine of ten dollars for each day during which such refusal or neglect continues.

26. Every person who, except under the authority of this Act, makes, causes or procures to be made, or assists in making, or who forges or counterfeits, or causes or procures to be forged or counterfeited, or assists in the forging or counterfeiting of any stamp or mark or seal issued for the stamping, marking or sealing of any meter under this Act, or any certificate required by this Act, is guilty of forgery and shall be punished accordingly; and every one who steals any such stamp or seal is guilty of theft; and every person who knowingly sells, utters or disposes of, lets, uses, lends or exposes for sale, any meter with such forged stamp or mark thereon is for every such offence liable to a fine not exceeding two hundred dollars and not less than twenty dollars; and all meters having on them such forged or counterfeited stamps or marks shall be forfeited to Her Majesty, and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister may direct.”

La modification à l'article 26 en clarifie les dispositions et rend possible de peines spécifiques les infractions prévues à cet article, y compris les nouvelles infractions de faux.

Les articles 25 et 26 se lisent actuellement comme suit:

«25. Tout fournisseur qui refuse ou néglige d'obtenir ou de faire renouveler le certificat d'enregistrement requis par la présente loi est passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour pendant lequel dure ce refus ou cette négligence.

26. Quiconque, sauf sous l'autorité de la présente loi, fait, fait faire, ou contribue à faire, ou forge ou contrefait, ou fait forger ou contrefaire, ou aide à forger ou contrefaire un timbre, une marque ou un sceau émis pour le timbrage, le marquage ou les scellés d'un compteur que prévoit la présente loi, ou un certificat requis par la présente loi, est coupable de faux et doit être puni en conséquence; et quiconque vole un pareil timbre ou sceau est coupable de vol; et quiconque sciemment vend, offre en vente ou aliène, loue, utilise, prête ou expose en vente un compteur portant un timbre ou une marque ainsi contrefaite, est passible pour chaque pareille infraction d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus deux cents dollars; et tous compteurs portant de ces timbres ou marques contrefaites sont confisqués au profit de Sa Majesté et détruits, ou il doit en être autrement disposé suivant les instructions du Ministre.»

(c) makes or causes to be made any false document or makes any alteration, false in a material respect, to the form of a copy of any document, or
 (d) produces or tenders any document containing false information,
 is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years."

13. Subsection 27(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"27. (1) Every person who

- (a) repairs or alters, or causes to be repaired or altered, or tampers with or does any other act in relation to any meter, or the wires leading to any meter, so as to cause the meter to register with an error greater than that permitted by the regulations, or
- (b) prevents or refuses lawful access to any meter in his possession or control, or
- (c) obstructs or hinders any examination or testing authorized by or under this Act,

is guilty of an offence and is liable to pay the expense of and fees for removing and testing the meter, and the expense of purchasing and installing a new meter, in addition to any fine imposed for committing the offence."

30

14. (1) Paragraphs 28(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- (b) puts into service or causes to be put into service any meter that has not been verified or sealed as required by this Act;
- (c) refuses or neglects to cause his meter to be dealt with in accordance with the requirements of section 10,
- (c.1) verifies or reverifies any meter contrary to subsection 12(1.1),
- (c.2) not being an inspector or an accredited meter verifier, seals, marks

c) fait ou fait faire un faux document ou fausse, de façon importante, la forme d'une copie d'un document, ou
 d) produit ou présente un document contenant de faux renseignements,
 est coupable d'un acte criminel et possible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.»

13. Le paragraphe 27(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«27. (1) Quiconque

- a) répare ou modifie, ou fait réparer ou modifier, ou dérange un compteur ou les fils qui y conduisent, ou fait à l'égard d'un compteur ou de ses fils toute autre chose, de façon à ce que l'écart dans l'enregistrement du compteur soit plus grand que celui prévu par les règlements, ou
- b) empêche ou refuse l'accès légal à tout compteur en sa possession ou sous son contrôle, ou
- c) s'oppose ou met obstacle à tout examen ou épreuve autorisés par la présente loi,

est coupable d'une infraction et doit payer les frais d'enlèvement et d'épreuve et les droits à cet égard, ainsi que les frais d'achat et d'installation d'un nouveau compteur, en sus de toute amende imposée en raison de la perpétration de l'infraction.

Déranger un compteur vérifié ou le changer

14. (1) Les alinéas 28b) et c) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

- b) met en service ou fait mettre en service d'un compteur qui n'a pas été vérifié ou scellé conformément à la présente loi,
- c) refuse ou néglige de soumettre son compteur aux exigences de l'article 10,
- c.1) vérifie ou vérifie de nouveau un compteur en violation du paragraphe 12(1.1),
- c.2) n'étant pas un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité,

Clause 13: This amendment would render the various offences under subsection 27(1) punishable with the fines to be provided by the new section 30. (See note to clause 15).

Article 13 du bill: Cette modification rend les infractions prévues au paragraphe 27(1) punissables des amendes prévues au nouvel article 30. (Voir les notes de l'article 15 du bill.)

Clause 14: These amendments would clarify section 28, create new offences and render the various offences thereunder punishable with the fines to be provided by the proposed section 30. (See note to clause 15).

Section 28 at present reads as follows:

“28. Every person who

- (a) puts into service or causes to be put into service any meter for which a certificate is required, before procuring such certificate,
- (b) refuses or neglects to present any of his meters for reverification and resealing or restamping or for the cancellation of the seal or stamp in accordance with the requirements of this Act,
- (c) not being an inspector, seals or stamps and issues a certificate as to the accuracy or condition of any meter after it has been fixed for use, or
- (d) breaks or causes to be broken the seal of any meter contrary to this Act or the regulations,

Article 14 du bill: Ces modifications clarifient l'article 28, créent de nouvelles infractions et rendent les infractions qui y sont prévues passibles des amendes prévues à l'article 30 proposé. (Voir les notes à l'article 15 du bill.)

L'article 28 se lit actuellement comme suit:

“28. Quiconque

- a) met en service ou fait mettre en service un compteur pour lequel un certificat est requis, avant d'avoir obtenu un tel certificat,
- b) refuse ou néglige de présenter l'un de ses compteurs pour qu'il soit vérifié et scellé ou timbré de nouveau, ou pour la levée des scellés ou du timbre, conformément aux prescriptions de la présente loi,
- c) n'étant pas un inspecteur, scelle ou timbre un compteur, et émet un certificat au sujet de l'exactitude ou de l'état d'un compteur après qu'il a été posé pour l'usage, ou

pursuant to regulations made under paragraph 4(b), or issues a certificate as to the accuracy or condition of, any meter after it has been installed for use,

(c.3) obstructs or hinders an inspector in executing his functions under this Act,

(c.4) knowingly makes any false or misleading statement, either verbally or in writing, to an inspector who is engaged in executing his functions under this Act,

(c.5) contravenes section 16.1, or"

(2) All that portion of section 28 of the said Act following paragraph (d) thereof is 15 repealed and the following substituted therefor:

"is guilty of an offence and, in the case of an offence described in paragraph (a), (b) or (c), the meter is liable to be forfeited and further dealt with in like manner as is provided in subsection 26(3)."

15. Sections 29 to 31 of the said Act are repealed and the following substituted 25 therefor:

"29. Every contractor or accredited meter verifier who

(a) fails to keep the records required by this Act, or

(b) refuses to allow an inspector to examine such records or to make and take away such copies thereof or extracts therefrom as he deems necessary,

35
is guilty of an offence.

30. Every person who is guilty of an offence under section 25, subsection 27(1) or section 28 or 29 is liable

(a) on summary conviction, to a fine 40 not exceeding one thousand dollars; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding five thousand dollars.

scelle ou marque un compteur conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 4b), ou émet un certificat attestant l'exactitude ou l'état de ce compteur, après qu'il a été installé pour 5 utilisation,

c.3) nuit à un inspecteur ou le gêne dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi,

c.4) sciemment, fait une déclaration 10 fausse ou trompeuse, verbale ou écrite, à un inspecteur qui exerce ses fonctions en vertu de la présente loi,

c.5) contrevient à l'article 16.1, ou»

(2) La partie de l'article 28 de ladite loi 15 qui suit l'alinéa d) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«est coupable d'une infraction et, lorsqu'il s'agit d'une infraction décrite aux alinéas a), b) ou c), le compteur peut être confisqué et on peut ensuite en disposer tel que prévu au paragraphe 26(3).»

15. Les articles 29 à 31 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit: 25

"29. Est coupable d'une infraction tout fournisseur ou vérificateur de compteur accrédité qui

a) omet de tenir les registres requis par la présente loi, ou

b) refuse de permettre à un inspecteur d'examiner ces registres ou d'en faire des copies ou d'en tirer les extraits qu'il juge nécessaires.

Infraction relative aux registres

35

30. Toute personne coupable d'une infraction en vertu de l'article 25, du paragraphe 27(1) ou des articles 28 ou 29 est passible,

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars; ou

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende d'au plus cinq mille dollars. 45

is liable to a fine of twenty-five dollars for each meter with respect to which any of the provisions of this section have been violated, and in the case of paragraphs (a) and (b) the meter is liable to confiscation."

d) brise ou fait briser les scellés d'un compteur contrairement à la présente loi ou aux règlements,
est passible d'une amende de vingt-cinq dollars pour chaque compteur à l'égard duquel l'une des dispositions du présent article a été violée, et dans les cas prévus par les alinéas a) et b), le compteur peut être confisqué.»

Clause 15: The amendment to section 29 would extend the liability thereby imposed on contractors to accredited meter verifiers and would render them liable to the fines to be provided by the proposed section 30.

Article 15 du bill: La modification à l'article 29 étend aux vérificateurs de compteur accrédités la responsabilité qui y était imposée aux fournisseurs et les rend passibles des amendes prévues à l'article 30 proposé.

The proposed section 30 would impose fines generally for specified offences for which the Act otherwise provides no specific punishment. The present section 30, with modifications, would become section 31 and the present section 31 would be repealed since the subject-matter of that section is dealt with in the *Criminal Code*.

L'article 30 proposé impose des amendes, en général, quant à ces infractions pour lesquelles la loi ne prévoit pas de peines spécifiques. L'actuel article 30, avec modifications, devient l'article 31 et l'actuel article 31 est abrogé puisque l'objet en est couvert par le *Code criminel*.

Offences not
punishable
under s. 30

31. Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations, for the contravention of which no punishment is elsewhere provided in this Act, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars.

5

Officers, etc., of
corporations

32. Where a corporation is guilty of an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in, or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

10

Offence of
employee or
agent

33. (1) In any prosecution for an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

15

Trial of
offences

(2) A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

20

Certificates of
inspectors

34. (1) In any prosecution for an offence under this Act a certificate purporting to have been issued by an inspector pursuant to this Act and to have been signed by the inspector who made the inspection is evidence of the matters stated therein relating to the inspection without proof of the signature or the official character or the capacity of the person appearing to have signed the certificate.

25

Infractions non
prévues par
l'article 30

31. Toute personne qui contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements dont la violation ne fait l'objet d'aucune peine prévue ailleurs dans la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars.

5

Dirigeants, etc.,
de corporations

32. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction sous le régime de la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou mandataire de la corporation, qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et en est coupable et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

10

Infraction
commise par un
employé ou un
mandataire

33. (1) Dans toute poursuite d'une infraction prévue par la présente loi, il suffit, pour établir l'infraction, de démontrer qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou mandataire soit ou non identifié ou qu'il ait été poursuivi ou non pour cette infraction, à moins que l'accusé n'établisse d'une part que l'infraction a été commise sans qu'il le sache ou y consente et d'autre part qu'il s'est dûment appliqué à prévenir sa commission.

20

Jugement des
infractions

(2) Une plainte ou dénonciation relative à une infraction prévue par la présente loi peut être entendue, instruite ou jugée par un tribunal dans le ressort duquel l'accusé réside ou fait des affaires, même si le fait donnant lieu à la plainte ou à la dénonciation ne s'est pas produit dans ce ressort.

25

Certificat des
inspecteurs

34. (1) Dans toute poursuite d'une infraction prévue par la présente loi, un certificat censé avoir été délivré par un inspecteur en conformité de la présente loi et ayant été signé par l'inspecteur qui a fait l'inspection, est recevable en preuve et constitue une preuve de ce qu'enonce le certificat concernant l'inspection sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature de la personne par laquelle il

30

35

40

45

Sections 32 to 34. New.

Articles 32 à 34. Nouveaux.

Attendance of
inspector

(2) The party against whom a certificate of an inspector is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the inspector for the purposes of cross-examination.

5

Notice

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such intention together with a copy of the certificate."

R.S., c. G-2;
1976-77, c. 55

GAS INSPECTION ACT

16. (1) Section 2 of the *Gas Inspection Act* is amended by adding thereto, immediately before the definition "contractor", the following definition:

"accredited
meter verifier"
"vérificateur..."

"accredited meter verifier" means any person accredited under subsection 9(3.2);"

20

(2) The definition "contractor" in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"contractor" means any company, commission, corporation, municipality or person undertaking to furnish gas to any purchaser;"

20 •prescrit
"prescribed"
•vérificateur de
compteur accrédité,
"accredited..."

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "Department", the following definition:

"functions" includes powers conferred and duties imposed by or under this Act;"

"functions"
"fonctions"

(4) The definition "inspector" in section 235 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"inspector" means any officer appointed under the authority of this Act and, in relation to any functions of such an officer, includes any person designated under subsection 8(3) for the purpose of the execution of those functions;"

"inspector"
"inspecteur"

paraît avoir été signé ou de la qualité officielle de cette personne.

(2) La partie contre laquelle un certificat d'un inspecteur est produit, en application du paragraphe (1), peut, sur autorisation du tribunal, exiger la comparution de l'inspecteur aux fins de contre-interrogatoire.

(3) Aucun certificat ne doit être reçu en preuve en application du paragraphe (1) à 10 moins que la partie qui se propose de le produire n'ait donné à la partie contre laquelle elle se propose de la produire, un avis raisonnable de son intention en même temps qu'une copie du certificat.»

Avis

S.R., c. G-2;
1976-77, c. 55

16. (1) L'article 2 de la *Loi sur l'inspection du gaz* est modifié par l'adjonction, après la définition de «Ministre», des définitions suivantes:

«prescrit» signifie prescrit par règlement; «vérificateur de compteur accrédité» désigne une personne accréditée en vertu du paragraphe 9(3.2).»

20 •fournisseur
"contractor"
"fournisseur"
"contractor"

(2) La définition de «fournisseur» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit

«fournisseur» signifie une compagnie, une commission, une corporation, une municipalité ou une personne qui entreprend de fournir du gaz à un consommateur;»

30 "fournisseur"
"contractor"

(3) L'article 2 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, après la définition de «consommateur», de la définition suivante:

«fonctions» comprend les pouvoirs conférés par la présente loi et les devoirs imposés par celle-ci;»

35 •fonctions
"functions"
"fonctions"
"functions"

(4) La définition d'«inspecteur» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«inspecteur» désigne un fonctionnaire nommé sous le régime de la présente loi et, en ce qui concerne des fonctions exercées par ce fonctionnaire, comprend toute personne désignée en vertu du

40 •inspecteur
"inspector"

Clause 16: These amendments to section 2 of the *Gas Inspection Act* would add the definitions “accredited meter verifier”, “functions” and “prescribed”, would add the underlined and sidelined words to the definition “inspector” and would clarify the definitions “contractor” and “verified meter”.

Article 16 du bill: Ces modifications à l’article 2 de la *Loi sur l’inspection du gaz* ajoutent les définitions de «vérificateur de compteur accrédité», «fonctions» et «prescrit», la définition d’«inspecteur» est complétée par une verticale et les définitions de «fournisseur» et de «compteur vérifié» sont clarifiées.

(5) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "Minister", the following definition:

"prescribed" means prescribed by regulation;

(6) The definition "verified meter" in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"verified meter" means a meter that has been verified in accordance with this Act and the regulations.

17. Section 3 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. The Governor in Council may make regulations for giving effect to the provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) establishing or providing for the establishment of

(i) specifications relating to design composition, construction and performance to which any meter or class, type or design of meter shall conform before permission or approval as regards that meter or such class, type or design of meter may be given pursuant to section 9, and
(ii) specifications relating to the installation and use of any meter or any class, type or design of meter;

(b) specifying or providing for specification of the manner in which meters of any class, type or design, or in any circumstances, are to be tested, verified sealed, reverified or resealed and the manner and circumstances in which any such meters are to be stamped, restamped or otherwise marked;

(c) authorizing the director to establish plans for the verification and reverification of meters of any class, type or design, or in any circumstances, by statistical means on the basis of sampling;

"prescribed"
"prescrit"

"verified meter"
"compteur vérifié"

Regulations

paragraph 8(3) afin d'exercer ces fonctions;

(5) La définition de «compteur vérifié» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«compteur vérifié» signifie un compteur qui a été vérifié conformément à la présente loi et aux règlements;

5

"compteur vérifié"
"verified ..."

10

17. L'article 3 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

3. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements en application des dispositions de la présente loi et, sans limiter la généralité de ce qui précède, peut, par règlement,

a) établir ou prévoir l'établissement

(i) de caractéristiques relatives à la conception, à la composition, à la construction et au fonctionnement auxquels un compteur ou une classe, un type ou un modèle de compteur doit se conformer avant qu'on puisse permettre ou approuver ce compteur ou cette classe, ce type ou ce modèle de compteur en vertu de l'article 9, et
(ii) de caractéristiques relatives à l'installation et à l'utilisation d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur;

b) spécifier ou prévoir la spécification de la façon et des circonstances dans lesquelles les compteurs d'une classe, d'un type ou d'un modèle devront être éprouvés, vérifiés, scellés, vérifiés de nouveau ou scellés de nouveau et la façon et les circonstances dans lesquelles ces compteurs devront être timbrés, timbrés de nouveau ou autrement marqués;

c) autoriser le directeur à dresser dans quelques circonstances que ce soit des plans de vérification et de nouvelle véri-

Règlements

Clause 17: This amendment would further itemize the regulation making powers of the Governor in Council and would curtail such powers in so far as they relate to declaring the intention of the Act in cases of doubt.

Section 3 at present reads as follows:

“3. The Governor in Council may make such regulations, not inconsistent with this Act, as are necessary for giving effect to its provisions, and

- (a) for determining the calorific power of gas and establishing standards therefor;
- (b) for defining the methods of making the tests prescribed by this Act and the places where such tests shall be made, and for defining territorial districts;
- (c) for declaring the true intent and meaning of this Act in all cases of doubt;
- (d) for prescribing how the units of measure mentioned in this Act shall be determined;
- (e) to provide for the custody of any apparatus, stamps or supplies used or required for the purposes of this Act or the regulations;
- (f) to prescribe the duties of officers appointed for the purposes of this Act; and
- (g) as to pressure under which gas is to be supplied.”

Article 17 du bill: Cette modification énumère plus en détail le pouvoir de réglementation du gouverneur en conseil et restreint ce pouvoir en ce qui concerne l'intention de la loi en cas de doute.

L'article 3 se lit actuellement comme suit:

«3. Le gouverneur en conseil peut édicter les règlements, non incompatibles avec la présente loi, qui sont nécessaires à son exécution, et

- a) pour déterminer l'énergie calorifique du gaz et établir des étalons à cet effet;
- b) pour définir les méthodes à suivre dans les épreuves prescrites par la présente loi ainsi que les endroits où ces épreuves doivent être faites, et pour définir les districts territoriaux;
- c) pour faire connaître le sens véritable et l'intention de la présente loi dans tous les cas de doute;
- d) pour prescrire le mode de détermination des unités de mesure mentionnées dans la présente loi;
- e) pour assurer la garde de tous appareils, timbres ou matériel fournis, employés ou nécessaires pour les fins de la présente loi ou des règlements;
- f) pour prescrire les devoirs des fonctionnaires nommés aux fins de la présente loi; et
- g) au sujet de la pression à laquelle le gaz doit être fourni.»

- (d) prescribing the fees payable by any person for any certificate, inspection or service provided by an inspector pursuant to this Act;
- (e) determining the nature of any charges that a person may be required to pay in relation to any inspection or service provided by an inspector pursuant to this Act and the manner in which such charges shall be determined; 5
- (f) prescribing the time when, or the period of time within which, and the manner in which any fees or charges referred to in paragraphs (d) and (e) shall be paid; 10
- (g) specifying the variations in the conditions of supply within which the readings of a verified meter shall be lawful;
- (h) respecting the contents and prescribing forms of records or documents 20 to be kept or used pursuant to this Act;
- (i) prescribing
- (i) prerequisites to be fulfilled before the director may grant permission, approval or accreditation pursuant to 25 this Act, and
 - (ii) the procedure for making application for the grant of any such permission, approval or accreditation or for registration under section 5, 30
- and specifying or providing for specification of conditions to which any such grant shall be or may be made subject;
- (j) respecting the functions of inspectors and the execution of such functions; 35
- (k) prescribing how the units of measure referred to in this Act shall be determined;
- (l) respecting the pressure under which gas is to be supplied; 40
- (m) providing for determination of the calorific power of gas and establishing standards therefor;
- (n) respecting such tests, other than those in regard to meters, as are required under this Act; 45
- (o) authorizing the director to delegate his functions under any provision of this
- fication d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur à l'aide de statistiques établies à partir d'un système d'échantillonnage;
- d) prescrire les droits dus par toute personne pour l'obtention d'un certificat, d'une inspection ou d'un service fourni par un inspecteur conformément à la présente loi; 5
- e) déterminer la nature des frais qu'une personne peut être requise de payer à l'occasion d'une inspection ou d'un service fourni par un inspecteur en vertu de la présente loi et la façon dont ces frais doivent être déterminés; 10
- f) prescrire la date à laquelle ou le délai dans lequel les droits ou les frais mentionnés aux alinéas d) et e) doivent être payés et leur mode de règlement;
- g) spécifier les variations acceptables 20 dans les conditions d'approvisionnement pour lire légalement un compteur vérifié;
- h) réglementer le contenu et prescrire la forme des registres ou documents qui doivent être conservés ou utilisés en vertu de la présente loi; 25
- i) prescrire
- (i) les conditions préalables à remplir avant que le directeur ne puisse accorder une permission, approbation ou accréditation en vertu de la présente loi, et
 - (ii) la procédure à suivre pour demander cette permission, approbation ou accréditation ou pour obtenir un certificat d'enregistrement en vertu de l'article 5,
- et spécifier ou prévoir la spécification des conditions auxquelles cette permission, approbation ou accréditation peut ou doit être assujettie; 40
- j) réglementer les fonctions des inspecteurs ainsi que l'exercice de ces fonctions; 45
- k) prescrire le mode de détermination des unités de mesure mentionnées dans la présente loi;

Act, other than subsection 9(3.5) or (4.1) or section 9.4;
 (p) exempting, conditionally or unconditionally, any meter or any class, type or design of meter or any class or type of transaction from any or all of the provisions of this Act; and
 (q) prescribing any matter or thing that under this Act is to be prescribed.”

5 l) réglementer la pression à laquelle le gaz doit être fourni;
 m) déterminer l'énergie calorifique du gaz et établir des étalons à cet effet;
 n) réglementer les épreuves, autres que celles qui sont relatives aux compteurs, tel que requis par la présente loi;
 o) autoriser le directeur à déléguer ses fonctions en vertu des dispositions de la présente loi autres que les paragraphes 10 9(3.5), (4.1) ou l'article 9.4;
 p) exempter, conditionnellement ou non, tout compteur, toute classe, tout type ou modèle de compteur, ou toute classe ou tout type de transaction de l'une ou l'autre ou de l'ensemble des dispositions de la présente loi; et
 q) prescrire tout ce qui doit être prescrit aux termes de la présente loi.»

18. The said Act is further amended by 10 adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:

“**4.1** No instrument or measuring apparatus, other than a standard designated under section 13 of the *Weights and Measures Act*, that is required for measurement or inspection of gas or meters shall be used by an accredited meter verifier unless

- (a) the instrument or measuring 20 apparatus is calibrated, and
 (b) such calibration is certified, in accordance with the regulations.”

19. Section 5 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“5. (1) Every contractor, before commencing the supply of gas for sale, shall obtain a certificate of registration from an officer whose functions include the issue of such a certificate.

(2) Where a contractor ceases to be a supplier of gas, the contractor shall, in the prescribed manner, forthwith give the Department notice to that effect and thereupon return to the Department the 35 certificate obtained by him under subsection (1).”

Certificate of accuracy of inspection standards

Certificate of registration

Contractor ceasing to be supplier of gas

18. Ladite loi est en outre modifiée par 20 l'adjonction, après l'article 4, de l'article suivant:

“**4.1** Tous les instruments et appareils de mesurage requis pour le mesurage ou l'inspection du gaz et des compteurs, sauf 25 les étalons désignés à l'article 13 de la *Loi sur les poids et mesures*, ne peuvent être utilisés par un vérificateur de compteur accrédité à moins

- a) qu'ils ne soient calibrés, et 30
 b) que ce calibrage ne soit certifié, conformément aux règlements.»

19. L'article 5 de ladite loi est abrogé et 25 remplacé par ce qui suit:

“5. (1) Tout fournisseur doit, avant de commencer à fournir du gaz destiné à la vente, obtenir un certificat d'enregistrement d'un fonctionnaire qui a notamment pour fonction d'émettre un tel certificat.

(2) Un fournisseur qui cesse de fournir 40 Fournisseur cessant de fournir du gaz du gaz doit aussitôt en aviser le ministère, selon la forme prescrite, et lui retourner le certificat qu'il a obtenu en vertu du paragraphe (1).”

Certificat d'exactitude des étalons d'inspection

Certificat d'enregistrement

Fournisseur cessant de fournir du gaz

Clause 18: New.

Article 18 du bill: Nouveau.

Clause 19: The amendment to subsection 5(1) would clarify the requirement of registration, and abrogate it in so far as it relates to a gas supplier's system.

The proposed subsection 5(2) would require a person who is a supplier of gas to notify the Department of Consumer and Corporate Affairs in the event of his ceasing to be such a supplier and, in that event, to surrender his certificate of registration. The annual expiry of such certificates would be discontinued.

Section 5 at present reads as follows:

“**5.** (1) Every contractor supplying gas to any purchaser shall obtain from the Minister a certificate of registration for his system.

(2) A certificate of registration expires on the 31st day of March in each year.”

Article 19 du bill: Cette modification au paragraphe 5(1) clarifie l'exigence de l'enregistrement et supprime cette exigence lorsqu'il s'agit d'un réseau de fourniture de gaz.

Le paragraphe 5(2) proposé exige d'un fournisseur de gaz qu'il avise le ministère de la Consommation et des Corporations lorsqu'il cesse de fournir le gaz et qu'il lui retourne alors le certificat d'enregistrement. L'expiration annuelle de ces certificats est discontinuée.

L'article 5 se lit actuellement comme suit:

«**5.** (1) Chaque fournisseur qui fournit du gaz à un consommateur doit obtenir du *Ministre* un certificat d'enregistrement pour son réseau.

(2) Un certificat d'enregistrement expire le 31 mars de chaque année.»

20. Section 7 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Service pressure
and facilities

“7. A contractor shall from time to time report to the director what the minimum and maximum service pressures are, and shall provide, free of charge, gas and piping and all reasonable facilities at such place or places as the director may designate for the purpose of making such tests of gas and of the contractor's meters, instruments and apparatus as the director deems necessary for the purposes of this Act.”

5

Pression de
service, et
facilités

5

21. (1) Subsections 8(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Duties

“(2) The director has the direction and general supervision of the work of gas and gas meter inspection throughout Canada.

15

Fonctions

20

Designation to
perform
functions of
inspector

(3) Notwithstanding anything in this Act, any functions that may appertain to the office of an inspector may be executed by any person who is not precluded from acting as an officer by subsection (6) and who is designated as an inspector by the Minister for the purpose of the execution of those functions.

20

Désignation
permettant
d'exercer les
fonctions
d'inspecteur

25

Capacity, etc.,
of designated
inspector

(3.1) A person who has been designated pursuant to subsection (3) has, in relation to the execution of any functions pursuant to such designation, the privileges and immunities of an inspector in so far as they relate to the execution of such functions.

30

Pouvoirs, etc.,
de l'inspecteur
désigné

35

Right of access
to premises

(4) An officer appointed under this Act may, at all reasonable times, for the purpose of performing any duty imposed on him by or under this Act, enter any premises where gas is being manufactured, distributed or used.”

40

Droit d'accès

35

(2) Subsection 8(5) of the said Act is repealed.

22. (1) Subsections 9(4) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

20. L'article 7 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«7. Un fournisseur doit, de temps à autre, rapporter au directeur quelles sont les pressions minimum et maximum de service, et il doit procurer, sans frais, le gaz et les tuyaux et toutes facilités raisonnables à l'endroit ou aux endroits que le directeur peut désigner pour faire les épreuves du gaz, des compteurs, instruments et appareils du fournisseur, que le directeur juge nécessaires aux fins de la présente loi.»

21. (1) Les paragraphes 8(2) à (4) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«(2) Le directeur est chargé de la gestion et de la surveillance générale du service d'inspection du gaz et des compteurs à gaz dans l'ensemble du Canada.

(3) Par dérogation à toute disposition contraire de la présente loi, des fonctions qui incombent à un inspecteur peuvent être exercées par une personne à qui il n'est pas interdit d'agir comme fonctionnaire en vertu du paragraphe (6), et qui est désignée par le Ministre sous le titre d'inspecteur aux fins d'exercer ces fonctions.

(3.1) Quiconque a été désigné inspecteur en vertu du paragraphe (3) bénéficie, quant à l'exercice des fonctions relatives à cette désignation, des priviléges et immunités d'un inspecteur dans la mesure où ceux-ci portent sur l'exercice de ces fonctions.

(4) Un fonctionnaire nommé en vertu de la présente loi peut, à toute heure raisonnable, entrer dans tout lieu de production, de distribution ou d'utilisation du gaz aux fins d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi.»

(2) Le paragraphe 8(5) de ladite loi est abrogé.

22. (1) Les paragraphes 9(4) à (6) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Clause 20: This amendment would transfer functions of the Minister to the director and require reports of the maximum, as well as the minimum, service pressure to be made to him.

Article 20 du bill: Cette modification transfère des fonctions du Ministre au directeur et exige qu'on lui fasse rapport sur la pression maximum et minimum de service.

Clause 21: (1) This amendment would relieve the director of the custody of gas measurement standards and equipment, which would be used by accredited meter verifiers.

The proposed subsection 8(3), would enable the Minister to designate any person, other than a seller of gas or an employee of any gas supplier, to execute any functions of an inspector.

The proposed subsection 8(3.1) would confer the privileges and immunities of an inspector on any person so designated.

Subsections 8(2) and (3) at present read as follows:

“(2) The director has the direction and general supervision of the work of gas and gas meter inspection throughout Canada, and shall have the custody of all the standards for gas measurements and of all laboratory equipment.

(3) In each gas inspection district in Canada a district inspector may be appointed with such assistants as may from time to time be found necessary, who shall

(a) have the custody of all measuring, testing, and sealing apparatus, and all stamps and supplies furnished for use in his district;

(b) be responsible for the general inspection work of his district; and

(c) perform such other related duties as may from time to time be assigned to him by the Minister.”

The amendment to subsection 8(4) would clarify the provisions thereof.

(2) Subsection 8(5) reads as follows:

“(5) No person shall be employed or appointed under this section either temporarily or permanently until he has passed a qualifying technical examination, which examination shall be held as provided by law.”

Clause 22: (1) Subsection 9(3.1). New.

Article 21 du bill: (1) Cette modification libère le directeur de la garde des étalons et de l'outillage de mesurage du gaz, qui sont utilisés par les vérificateurs de compteur accrédités.

Le paragraphe 8(3) proposé permet au Ministre de désigner toute personne, autre qu'un vendeur de gaz ou un employé d'un fournisseur de gaz, pour exercer les fonctions d'inspecteur.

Le paragraphe 8(3.1) proposé confère les priviléges et immunités d'un inspecteur à toute personne ainsi désignée.

Les paragraphes 8(2) et (3) se lisent actuellement comme suit:

«(2) Le directeur a la direction et la surveillance générale du service d'inspection du gaz et des compteurs à gaz par tout le Canada, et la garde de tous les étalons servant aux mesurages du gaz et de tout l'outillage de laboratoire.

(3) Dans chaque district d'inspection du gaz au Canada, il peut être nommé un inspecteur de district, avec, s'il y a lieu, les adjoints jugés nécessaires, et ses devoirs sont:

a) la garde de tous les appareils de mesurage, d'épreuve et de scellage, de tous les timbres et du matériel fournis pour utilisation dans son district;

b) la responsabilité du service général d'inspection de son district; et

c) l'accomplissement des autres fonctions connexes que le Ministre peut lui attribuer, à l'occasion.»

La modification au paragraphe 8(4) en clarifie les dispositions.

(2) Le paragraphe 8(5) se lit comme suit:

«(5) Nul ne doit être employé ou nommé sous le régime du présent article, soit provisoirement ou en permanence, s'il n'a subi un examen technique d'aptitudes, examen qui doit être tenu suivant les prescriptions de la loi.»

Article 22 du bill: (1) Le paragraphe 9(3.1). Nouveau.

Temporary use
permissible
without
verification

"(3.1) Notwithstanding subsection (3), the director may grant permission for any meter, or for any class, type or design of meter, to be installed for use on a temporary basis without verification, under such terms and conditions and for such period as the director stipulates.

5

Accredited
meter verifiers

(3.2) Subject to the regulations, any person

(a) may, on making application in the prescribed manner, be accredited by the director for purposes of the verification, sealing, reverification and resealing of any meters or class, type or design of meter and the execution of prescribed functions incidental thereto by that person or his servant acting on his behalf and under his authority; and

(b) shall, in the event of the granting of his application, be issued with a certificate of accreditation in the prescribed form by the director.

Approval to
dispense with
verification

(3.3) Notwithstanding subsection (3), approval may be granted by the director for the use, without verification and sealing or without sealing, of any meter or class, type or design of meter.

Temporary
approval

(3.4) The director may, in any period during which a meter or class, type or design of meter is being considered by him for approval pursuant to subsection (3.3) for use without verification and sealing or without sealing, grant permission for that meter or class, type or design of meter to be so used on a temporary basis, under such terms and conditions and for such period as the director stipulates.

Revocation of
permission

(3.5) A permission granted under subsection (3.1) or (3.4) may, by notice given in the prescribed manner, be revoked by the director for failure to comply with any of the terms or conditions on which the permission was so granted.

No verification
without prior
approval of
director

(4) No meter shall be admitted to verification in Canada until it or the class, type or design of meter to which it belongs has received the approval of the director.

«(3.1) Par dérogation à toute disposition contraire du paragraphe (3), le directeur peut permettre la mise en service temporaire, sans vérification, d'un compteur ou de toute classe, tout type ou modèle de compteur, suivant les conditions et pour la période qu'il stipule.

Utilisation
temporaire sans
vérification

5

(3.2) Sous réserve des règlements, toute personne

a) peut, en faisant la demande selon la forme prescrite, être accréditée par le directeur pour vérifier, sceller, vérifier de nouveau ou sceller de nouveau un compteur ou une classe, un type ou un modèle de compteur et pour exercer des fonctions connexes prescrites à cet effet, tant par elle-même que par son préposé, agissant en son nom et sous son autorité; et

b) doit, en cas d'acceptation de sa demande, recevoir un certificat d'accréditation du directeur, selon la forme prescrite.

(3.3) Par dérogation à toute disposition contraire du paragraphe (3), le directeur peut approuver l'utilisation, sans vérification et scellage, ou sans scellage, d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur.

Utilisation
approuvée sans
vérification

(3.4) Le directeur peut, lorsqu'il examine une demande d'approbation pour l'utilisation d'un compteur ou d'une classe, d'un type ou d'un modèle de compteur, sans vérification et scellage, ou sans scellage, en conformité du paragraphe (3.3), en permettre l'utilisation temporaire, suivant les conditions et pour la période qu'il stipule.

Permission
temporaire

(3.5) Le directeur peut, par avis donné selon la forme prescrite, annuler une permission accordée en vertu des paragraphes (3.1) ou (3.4) lorsque l'une ou l'autre des conditions requises pour obtenir cette permission n'est pas remplie.

Permission

(4) Les compteurs ou les classes, types ou modèles auxquels appartiennent ces compteurs doivent, avant d'être admis à la

Approbation
préalable du
directeur

45

Subsection 9(3.2) is new and would empower the director to accredit persons as meter verifiers.

Le paragraphe 9(3.2) est nouveau et confère au directeur le pouvoir d'accréditer des personnes comme vérificateur de compteur.

Subsection 9(3.3). New.

Le paragraphe 9(3.3). Nouveau.

Subsection 9(3.4). New.

Le paragraphe 9(3.4). Nouveau.

Subsection 9(3.5). New.

Le paragraphe 9(3.5). Nouveau.

The amendment to subsection 9(4) would prohibit verification of any meter unless the director has approved the type of meter to which it belongs or alternatively, the meter itself or the class or design to which it belongs.

La modification au paragraphe 9(4) interdit la vérification d'un compteur à moins que le directeur n'ait approuvé le type de compteur auquel il appartient ou encore, le compteur lui-même ou la classe ou le modèle auquel il appartient.

Revocation of approval

(4.1) Any accreditation granted under subsection (3.2) or approval granted under subsection (3.3) or (4) may, by notice given in the prescribed manner, be revoked by the director for failure to comply with any of the conditions to which that accreditation or approval is subject.

5

Approbation annulée

Effect of revocation

(4.2) In the event of the revocation of any approval granted under subsection (3.3), or the revocation under subsection 10 (3.5) of any permission, any meter that, at the time of such revocation, is in use pursuant to the approval or permission shall, for the purposes of subsection (3), unless the meter is forthwith taken out of service, 15 be deemed to have been installed for use immediately after that revocation.

Effet de l'annulation

Right to make representations

(4.3) No permission under subsection (3.1) or (3.4), accreditation under subsection (3.2) or approval under subsection 20 (3.3) or (4) shall be revoked unless
 (a) notice of the proposal to revoke it has been given in the prescribed manner;
 (b) any interested person objecting to 25 the proposal has been afforded reasonable opportunity to make representations with respect to his objection; and
 (c) the representations, if any, so made have been taken into account by the 30 director.

Droit de se faire entendre

Reverification

(5) Within seven years, or such other period as is determined in any case or class of cases by the director, from each verification of any meter under this Act, the 35 meter shall be subject to reverification together with resealing or marking, or to cancellation of the seal or mark, as the case may require, pursuant to this Act and the regulations.

40

Nouvelle vérification

Interpretation

(5.1) Reference in subsection (5) to verification includes reference to reverifi-

vérification au Canada, être approuvés par le directeur.

(4.1) Le directeur peut, par avis donné selon la forme prescrite, annuler une accréditation accordée en vertu du paragraphe (3.2) ou une approbation accordée en vertu des paragraphes (3.3) ou (4) lorsque l'une ou l'autre des conditions auxquelles est assujettie cette accréditation ou cette approbation n'est pas remplie.

10

(4.2) En cas d'annulation d'une approbation accordée en vertu du paragraphe (3.3) ou d'annulation en vertu du paragraphe (3.5) d'une quelconque permission, tout compteur qui, au moment de cette 15 annulation, est en service à la suite de cette approbation ou permission, est, pour les fins du paragraphe (3), censé avoir été installé pour mise en service, immédiatement après cette annulation, à moins que 20 le compteur ne soit immédiatement mis hors service.

(4.3) Une permission prévue aux paragraphes (3.1) ou (3.4), une accréditation prévue au paragraphe (3.2) ou une approbation prévue aux paragraphes (3.3) ou (4) ne peut être annulée

- a) si l'avis d'intention de l'annuler n'a pas été donné selon la forme prescrite;
- b) si on n'accorde pas la possibilité raisonnable à toute personne intéressée qui s'oppose à cette intention de se faire entendre relativement à cette opposition; et
- c) si le directeur n'en a pas tenu compte.

(5) Tout compteur est assujetti à une nouvelle vérification ainsi qu'à un nouveau scellage ou marquage, ou à une levée des scellés ou de la marque, selon le cas, conformément à la présente loi et aux règlements, dans un délai de sept ans ou dans tout autre délai déterminé par le directeur dans un cas ou une catégorie de cas, à compter de chaque vérification du 40 compteur effectuée en vertu de la présente loi.

(5.1) La mention, au paragraphe (5), du terme vérification, comprend nouvelle véri-

Interprétation

Subsection 9(4) at present reads as follows:

“(4) No meter shall be admitted to verification in Canada until the type of meter to which it belongs has received the approval of the Minister.”

Subsection 9(4.1). New.

Le paragraphe 9(4) se lit actuellement comme suit:

«(4) Aucun compteur ne doit être admis à la vérification au Canada avant que le type de compteur auquel il appartient ait été approuvé par le Ministre.»

Le paragraphe 9(4.1). Nouveau.

Subsection 9(4.2). New.

Le paragraphe 9(4.2). Nouveau.

Subsection 9(4.3). New.

Le paragraphe 9(4.3). Nouveau.

The amendment to subsection 9(5) and the new subsection 9(5.1) would clarify the requirements pertaining to periodic reverification of meters and alter the interval preceding each reverification.

Subsection 9(5) at present reads as follows:

“(5) Within six years, or such other period as the Governor in Council in any case or class of cases may prescribe, from each verification and sealing, every meter shall be presented by the owner for reverification and resealing, or for the cancellation of the seal, by an inspector.”

La modification au paragraphe 9(5) et le nouveau paragraphe 9(5.1) clarifient les exigences quant à la nouvelle vérification périodique des compteurs et changent le délai entre chaque nouvelle vérification .

Le paragraphe 9(5) se lit actuellement comme suit:

«(5) Dans les six années, ou dans telle autre période que peut prescrire le gouverneur en conseil dans un cas ou une catégorie de cas, à compter de chaque vérification et scellage, le propriétaire doit soumettre tout compteur à une nouvelle vérification et à un nouveau scellage, ou à la levée du scellé, par un inspecteur.»

Exercise of
powers by
inspector

cation, together with resealing or marking, in accordance with subsection (1).

(5.2) The power to deal with a meter in any manner provided or referred to in subsection (5) or specified or authorized pursuant to paragraph 3(b) or (c) may be exercised by an inspector, on the general or special instructions of the director, whether or not the meter may be or has been so dealt with by an accredited meter verifier.

Certificates

(5.3) On verification or reverification of a meter, any inspector or accredited meter verifier, other than the owner of the meter, who verified or reverified it shall, in the prescribed manner, issue to the owner a certificate containing in the prescribed form particulars pertaining to such verification or reverification.

Breaking seal

(6) No meter shall be verified, sealed, reverified or resealed by any person other than an inspector or an accredited meter verifier, and no person other than an inspector shall break the seal of any verified meter the correctness of which is in dispute, or not being an inspector, an accredited meter verifier or the owner, shall break the seal of any verified meter, and no meter on which the seal has been broken shall be continued in use until it has been reverified and resealed."

(2) Subsections 9(8) and (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Owner's records

"(8) The owner shall, in relation to his meters, keep records containing such information, in such form, at such place and for such period, as may be prescribed and the records shall include any certificates issued to him under subsection (5.3)."

Examination

(9) All records kept pursuant to this section shall be open for examination by an inspector during business hours and the inspector may make such copies thereof or extracts therefrom as he may require."

fication ainsi que nouveau scellage ou marquage, conformément au paragraphe (1).

(5.2) Un inspecteur peut, suite aux directives générales ou spéciales du directeur, soumettre un compteur à l'une ou l'autre des formalités prévues au paragraphe (5) ou spécifiées ou autorisées par les alinéas 3b) ou c), que ces formalités puissent être ou aient été faites, ou non, par un vérificateur de compteur accrédité.

Pouvoirs
exercés par
l'inspecteur

Certificates

(5.3) Lors de la vérification ou de la nouvelle vérification d'un compteur, un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité, autre que le propriétaire du compteur, qui a vérifié ou vérifié de nouveau ce compteur doit, de la façon prescrite, émettre au propriétaire un certificat contenant, dans la forme prescrite, les détails relatifs à cette vérification ou nouvelle vérification.

Bris des scellés

(6) Seul un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité peut vérifier, sceller, vérifier de nouveau ou sceller de nouveau un compteur, seul un inspecteur peut briser les scellés d'un compteur vérifié dont l'exactitude est contestée et seul un inspecteur, un vérificateur de compteur accrédité ou le propriétaire peut briser les scellés d'un compteur vérifié; un compteur dont les scellés ont été brisés ne peut être remis en service que lorsqu'il a été vérifié de nouveau et scellé de nouveau.»

(2) Les paragraphes 9(8) et (9) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Registres du
propriétaire

«(8) Le propriétaire doit, quand à ses compteurs, tenir des registres contenant des renseignements, suivant la forme, à l'endroit et pour la période qui peuvent être prescrits; ces registres doivent inclure les certificats émis à ce propriétaire en vertu du paragraphe (5.3).»

Examen

(9) Les registres tenus conformément au présent article peuvent être examinés durant les heures d'affaires par un inspecteur qui peut en faire des copies ou en faire tous les extraits qu'il juge nécessaires.»

Subsection 9(5.2). New.

Le paragraphe 9(5.2). Nouveau.

Subsection 9(5.3). New.

Le paragraphe 9(5.3). Nouveau.

The amendment to subsection 9(6) would clarify the prohibition of unauthorized verification and would extend to an accredited meter verifier exemption from that prohibition and from the prohibition of the breaking of the seal on a meter.

La modification au paragraphe 9(6) clarifie l'interdiction de la vérification sans autorisation et étend à un vérificateur de compteur accrédité l'exemption de cette interdiction et de l'interdiction de briser les scellés d'un compteur.

(2) This amendment would make provision for records to be kept by owners of meters that is analogous to the proposed section 9.1. (See note to clause 23.)

Subsections 9(8) and (9) at present reads as follows:

“(8) The owner shall keep a *record of all meters in his possession*, giving their location and all tests made thereon, which record shall be open to the inspector during business hours and from which the inspector may make such extract copies as he may require.

(9) The contractor shall notify the district inspector without delay of any change of location of any verified meter from one inspection district to another, and also of the number mark or other description of any verified meter that may be sold, scrapped, destroyed, burnt or lost.”

(2) Cette modification prévoit la tenue de registres par les propriétaires de compteurs; cette disposition est semblable à l'article 9.1 proposé. (Voir les notes de l'article 23 du bill.)

Les paragraphes 9(8) et (9) se lisent actuellement comme suit:

«(8) Le propriétaire doit tenir *un registre de tous les compteurs en sa possession*, indiquant l'endroit où ils se trouvent et toutes les épreuves dont ils ont été l'objet; et l'inspecteur peut, durant les heures de bureau, avoir accès à ce registre et en relever les extraits dont il peut avoir besoin.

(9) Le fournisseur doit notifier sans retard à l'inspecteur de district tout changement d'emplacement d'un compteur vérifié d'un district d'inspection à un autre, ainsi que le numéro, la marque ou autre description d'un compteur vérifié qui peut être vendu, mis au rancart, détruit, brûlé ou perdu.»

23. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 9 thereof, the following sections:

“9.1 (1) Every accredited meter verifier shall keep records containing such information, in such form, at such place and for such period as may be prescribed and such records shall include particulars, certified in the prescribed manner, pertaining to each verification and reverification carried out by him but, in the case of particulars contained in certificates issued by him under subsection 9(5.3), the records shall include copies of those certificates instead of particulars certified pursuant to this subsection.

(2) All records kept pursuant to this section shall be open for examination by an inspector during business hours, and the inspector may make such copies there- of or extracts therefrom as he may require.

9.2 Any premises may be entered

- (a) by any accredited meter verifier for the purpose of executing, in respect of a meter on or in those premises, any functions relating or incidental to its verification or reverification; or
- (b) by any inspector for the purpose of exercising any power conferred on him by subsection 9(5.2), 9(9) or 9.1(2).

9.3 The owner or person in charge of premises entered by an inspector or accredited meter verifier pursuant to subsection 8(4) or section 9.2 and every person employed therein shall give the inspector or accredited meter verifier all reasonable assistance in his power to enable the inspector or accredited meter verifier to execute his functions under this Act and shall furnish him with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as he may reasonably require.

9.4 The director may, in writing, require any contractor to withdraw from service a meter that is owned by him or is under his control and the withdrawal of which is, on reasonable grounds, believed

23. Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, après l'article 9, des articles suivants:

«9.1 (1) Tout vérificateur de compteur accrédité tient des registres contenant des renseignements, suivant la forme, à l'endroit et pour la période qui peuvent être prescrits ainsi que les détails, certifiés de la manière prescrite, relatifs à chaque vérification et nouvelle vérification qu'il effectue; lorsqu'il s'agit de détails contenus dans les certificats émis par ce vérificateur, en vertu du paragraphe 9(5.3), les registres incluent les copies de ces certificats au lieu des détails certifiés conformément au présent paragraphe.

(2) Les registres tenus conformément au présent article peuvent être examinés durant les heures d'affaires par un inspecteur qui peut en faire des copies ou en faire les extraits qu'il juge nécessaires.

9.2 Peut entrer dans un lieu

- a) tout vérificateur de compteur accrédité aux fins de remplir les fonctions relatives et connexes à la vérification ou à la nouvelle vérification d'un compteur dans ce lieu; ou
- b) tout inspecteur aux fins d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les paragraphes 9(5.2), 9(9) ou 9.1(2).

9.3 Le propriétaire ou quiconque a la garde des lieux où sont entrés un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité conformément au paragraphe 8(4) ou à l'article 9.2 et toute personne qui y travaille doivent fournir à cet inspecteur ou à ce vérificateur de compteur accrédité l'aide nécessaire qu'ils sont en mesure de fournir pour lui permettre d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi et doivent lui fournir les renseignements relatifs à l'application de la présente loi et des règlements dont il peut avoir raisonnablement besoin.

9.4 Le directeur peut, par écrit, ordonner à un fournisseur de mettre hors service un compteur qui lui appartient ou qui est sous son contrôle, s'il juge, pour des motifs raisonnables, la mise hors service néces-

Records of accredited meter verifiers

Examination

Entry by accredited meter verifier or inspector exercising powers

Assistance to inspector

Direction to take meter out of service

Registres des vérificateurs de compteur accrédités

Examen

Entrée d'un vérificateur de compteur accrédité ou d'un inspecteur dans l'exercice de leurs fonctions

Aide fournie à un inspecteur

Ordre de mettre un compteur hors service

Clause 23: The new section 9.1 would impose on accredited meter verifiers the duty to keep records which should conform to regulations and be open to inspectors.

Article 23 du bill: Le nouvel article 9.1 impose aux vérificateurs de compteur accrédités l'obligation de tenir des registres conformes aux règlements qui puissent être examinés par les inspecteurs.

Section 9.2. New.

L'article 9.2. Nouveau.

Section 9.3. New.

L'article 9.3. Nouveau.

Section 9.4. New.

L'article 9.4. Nouveau.

to be necessary by the director having regard to default in fulfilment of the requirements of this Act or the regulations with respect to that meter or to meters of its class, type or design and the contractor shall forthwith take all reasonable steps to comply with such requirement.”

24. Subsection 10(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Tests in case of dispute

“**10.** (1) If at any time a contractor or purchaser is dissatisfied with the condition or registration of any meter pertaining to the gas supplied by or to him, an inspector shall, at the request of the contractor or purchaser, proceed in accordance with the regulations and shall collect such payments, in respect of such matters incidental to proceeding pursuant to this section, from such persons and at or within such times as are prescribed.”

25. Section 11 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Inspectors' fees

“**11.** (1) All prescribed fees and charges determined by regulation that are received in respect of the execution of the functions of inspectors shall be accounted for and paid to the Receiver General at such times and in such manner as the Receiver General directs.

Fees recoverable

(2) All prescribed fees and charges determined by regulation that are payable pursuant to this Act shall be recoverable as a debt due to the Crown.”

26. The heading preceding section 12 and section 12 of the said Act are repealed.

Offences respecting registration

27. Section 13 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**13.** Every contractor who refuses or neglects
 (a) to obtain or return a certificate of registration when he is required by section 5 to do so, or
 (b) to give any notice required by subsection 5(2),
 is guilty of an offence.”

5
10
15
20
25
30
35
40
45
50

saire en raison du défaut d'avoir rempli les formalités de la présente loi ou des règlements concernant ce compteur ou les compteurs de sa classe, de son type ou de son modèle et le fournisseur doit aussitôt prendre toutes les mesures raisonnables pour se conformer à cet ordre.»

24. Le paragraphe 10(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Épreuves d'un compteur en contestation

“**10.** (1) Si, à quelque moment, un fournisseur ou un consommateur est mécontent de l'état ou de l'enregistrement d'un compteur indiquant le gaz qu'il a fourni ou qui lui a été fourni, un inspecteur doit, à la demande du fournisseur ou du consommateur agir suivant les règlements et percevoir le paiement relativement aux matières connexes à son action en vertu du présent article, des personnes, à la date et dans les délais, tel que prescrit.»

20

25. L'article 11 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Droits d'inspection

“**11.** (1) Compte doit être rendu et remise faite au receveur général, à la date et de la façon qu'il ordonne, de tous les droits prescrits et des frais, tels que déterminés par règlement, qui sont perçus relativement à l'exercice des fonctions des inspecteurs.

25

(2) Tous les droits prescrits et frais déterminés par règlement qui sont payables en vertu de la présente loi sont recouvrés à titre de dette due à la Couronne.”

30 Droits recouvrés

26. La rubrique précédant l'article 12 et l'article 12 de ladite loi sont abrogés.

35

27. L'article 13 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Infractions relatives à l'enregistrement

“**13.** Est coupable d'une infraction tout fournisseur qui refuse ou néglige
 a) d'obtenir ou de retourner un certificat d'enregistrement lorsqu'il est requis de le faire par l'article 5, ou
 b) de donner un avis requis par le paragraphe 5(2).»

40

45

Clause 24: This amendment would clarify the provision in subsection 10(1) for disputed tests and require the inspector to proceed in accordance with regulations.

Subsection 10(1) at present reads as follows:

“**10.** (1) If at any time the contractor or purchaser is dissatisfied with the condition or registration of any meter, *the* inspector shall, at the request of the contractor or purchaser *and upon his depositing with such inspector the prescribed fee*, make such tests as are necessary to show the condition of the meter.”

Article 24 du bill: Cette modification clarifie les dispositions du paragraphe 10(1) quant aux épreuves de compteur en contestation et exige que l'inspecteur agisse conformément aux règlements.

Le paragraphe 10(1) se lit actuellement comme suit:

“**10.** (1) Si, à quelque moment que ce soit, le fournisseur ou le consommateur est mécontent de l'état ou de l'enregistrement d'un compteur, l'inspecteur doit, à la demande du fournisseur ou du consommateur et *après qu'il a déposé entre les mains de cet inspecteur le droit prescrit*, faire les épreuves nécessaires pour établir l'état du compteur.”

Clause 25: These amendments would clarify and modify the provisions respecting fees and charges in the light of prevailing circumstances and are consequential on the regulation-making power of the Governor in Council, which is contained in clause 17, to prescribe fees, determine charges and prescribe the time and manner of payment.

Section 11 at present reads as follows:

“**11.** (1) All fees connected with the testing of gas and gas meters shall be determined from time to time by the Governor in Council.

(2) The fees shall be regulated so that they will, as nearly as may be, meet the cost of carrying this Act into effect, and all fees received under this Act shall be accounted for and paid to the Receiver General at such times and in such manner as the Receiver General directs.

(3) All fees are due and payable at the time the verifications are made, and shall be paid before the certificate is issued.

(4) An indication of the payment of the fee in respect of a certificate shall be made in the certificate or in such other manner as the Governor in Council may prescribe.”

Clause 26: Section 12, which contains archaic provisions in respect of the manner of keeping accounts, would be repealed.

Section 12 at present reads as follows:

“**12.** Separate accounts shall be kept of all expenditure incurred and of all fees and penalties collected and received under the authority of this Act.”

Article 25 du bill: Ces modifications clarifient et changent les dispositions concernant les droits et frais, dépendant des circonstances, et découlent du pouvoir du gouverneur en conseil, à l'article 17 du bill, d'établir des règlements prescrivant les droits et déterminant les frais et prescrivant le délai de paiement et le mode de règlement.

L'article 11 se lit actuellement comme suit:

“**11.** (1) Tous les droits concernant l'épreuve du gaz et des compteurs à gaz sont fixés, de temps à autre, par le gouverneur en conseil.

(2) Ces droits sont réglés de manière qu'ils puissent, autant que possible, couvrir les frais occasionnés par la mise à effet de la présente loi, et il est rendu compte de tous les droits reçus en vertu de la présente loi, et ils sont remis au receveur général, aux époques et de la manière que le receveur général prescrit.

(3) Tous les droits sont dus et payables lors des vérifications et doivent être payés avant l'émission du certificat.

(4) Une indication du paiement du droit à l'égard d'un certificat doit être faite sur le certificat ou de telle autre manière que peut prescrire le gouverneur en conseil.”

Article 26 du bill: L'article 12 qui contient des dispositions archaïques concernant la façon de tenir les comptes est abrogé.

L'article 12 se lit actuellement comme suit:

“**12.** Il est tenu des comptes distincts de toute dépense faite et de tous droits et amendes perçus sous l'autorité de la présente loi.”

28. (1) All that portion of subsection 14(1) of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"any stamp, mark or seal issued for the stamping, marking or sealing of any meter pursuant to this Act, or any certificate required by this Act, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years." 10

(2) Subsection 14(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(1.1) Every person who steals any stamp, seal, label, tag or marker issued for 15 the stamping, sealing or marking of a meter pursuant to this Act is guilty

- (a) of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years; or
- (b) of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(1.2) Every person who, in relation to 25 the purposes of this Act, knowingly

- (a) makes any false representation,
- (b) makes or causes to be made any false entry in any register or record,
- (c) makes or causes to be made any 30 false document or makes any alteration, false in a material respect, to the form of a copy of any document, or
- (d) produces or tenders any document containing false information, 35

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.

(2) Every person who knowingly sells, utters or disposes of, lets, uses, lends, or exposes for sale, any meter with any 40 forged or counterfeited stamp, mark or seal thereon, being a stamp, mark or seal referred to in subsection (1), or with any stamp, mark or seal thereon obtained by means of an offence under subsection (1.1) 45

28. (1) La partie du paragraphe 14(1) de ladite loi qui suit l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«un timbre, une marque ou des scellés émis pour le timbrage, le marquage ou le scellage d'un compteur, conformément à la présente loi, ou d'un certificat requis par la présente loi, est coupable d'un acte criminel et possible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.» 10

(2) Le paragraphe 14(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(1.1) Quiconque vole un timbre, des scellés, une étiquette, une attache ou un dispositif de marquage servant à timbrer, 15 sceller ou marquer un compteur conformément à la présente loi, est coupable

- a) d'un acte criminel et possible d'une peine d'emprisonnement de deux ans, ou
- b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et possible d'une amende d'au plus mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement d'au plus six mois ou des deux peines à la fois.

Vol de timbre ou de scellés

Fausses représentations, fausses inscriptions, etc.

(1.2) Toute personne qui, pour les fins de la présente loi, sciemment,

- a) fait une fausse représentation,
- b) fait ou fait faire une fausse inscription dans un registre,

c) fait ou fait faire un faux document, ou fausse, de façon importante, la forme d'une copie d'un document, ou

- d) produit ou présente un document contenant de faux renseignements, 35

est coupable d'un acte criminel et possible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.

Fausses représentations, fausses inscriptions, etc.

(2) Quiconque sciemment vend, offre en vente ou aliène, loue, utilise, prête, ou expose en vente un compteur portant un 40 timbre, une marque ou des scellés mentionnés au paragraphe (1) ainsi contrefaçons ou portant un timbre, une marque ou des scellés obtenus en vertu d'une infraction prévue au paragraphe (1.1) ou faits ou 45

Faux ou contrefaçon

Clause 27: The amendment to section 13 would make it an offence to contravene the proposed subsection 5(2). (See note to clause 19).

Section 13 at present reads as follows:

“**13.** Every contractor who refuses or neglects to obtain, *within thirty days after the 1st day of April in each year*, the certificate of registration required by this Act, is liable to a penalty of ten dollars for each day during which such refusal or neglect continues.”

Clause 28: (1) and (2) These amendments to section 14 would clarify the provisions thereof and impose liability to specific punishments for offences under that section, including new offences of falsification.

Section 14 at present reads as follows:

“**14.** (1) Every person who, except under the authority of this Act,

- (a) makes, causes or procures to be made, or assists in making,
- (b) forges or counterfeits, or causes or procures to be forged or counterfeited, or
- (c) assists in forging or counterfeiting

any stamp, mark or seal issued for the stamping, marking or sealing of any meter *under this Act*, or any certificate required by this Act, is guilty of *forgery*, and shall be punished accordingly, and every one who steals any such stamp or seal is guilty of theft.

(2) Every person who knowingly sells, utters or disposes of, lets, uses, lends or exposes for sale, any meter with such forged stamp or mark thereon is for every such offence liable to a fine not exceeding two hundred dollars and not less than twenty dollars.

(3) All meters having on them such forged or counterfeited stamps or marks shall be forfeited to Her Majesty, and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister may direct.”

Article 27 du bill: Cette modification à l'article 13 prévoit qu'une violation du paragraphe 5(2) proposé constitue une infraction. (Voir les notes de l'article 19 du bill).

L'article 13 se lit actuellement comme suit:

«**13.** Tout fournisseur qui refuse ou néglige de se procurer, *dans les trente jours qui suivent le 1^{er} avril de chaque année*, le certificat d'enregistrement requis par la présente loi, est passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce refus ou cette négligence.»

Article 28 du bill: (1) et (2) Ces modifications à l'article 14 en clarifient les dispositions et rendent passibles de peines spécifiques les infractions prévues à cet article, y compris les nouvelles infractions de faux.

L'article 14 se lit actuellement comme suit:

«**14.** (1) Quiconque, sauf sous l'autorité de la présente loi,

- a) fait, fait faire, ou obtient qu'il soit fait, ou aide à faire,
- b) fabrique ou contrefait, ou fait fabriquer ou contrefaire, ou obtient qu'il soit fabriqué ou contrefait, ou
- c) aide à fabriquer ou contrefaire,

un timbre, une marque ou un sceau émis pour le timbrage, le marquage ou le scellage d'un compteur sous le régime de la présente loi, ou d'un certificat requis par la présente loi est coupable de *faux et doit être puni en conséquence*, et quiconque vole un pareil timbre ou sceau est coupable de vol.

(2) Quiconque vend, met en circulation ou aliène, loue, utilise, prête ou expose en vente, sciement, un compteur portant ces timbres ou marques contrefaites, est passible, pour chaque contrevention, d'une amende d'au plus deux cents dollars et d'au moins vingt dollars.

(3) Tous les compteurs portant ces timbres ou marques fabriquées ou contrefaites sont confisqués au profit de Sa Majesté, et doivent être détruits, ou il en est autrement disposé de la manière que peut prescrire le Ministre.»

or made or affixed by way of the use of anything obtained by such means is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years."

29. (1) Paragraph 15(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) repairs or alters, or causes to be repaired or altered, or tampers with or does any other act in relation to any meter so as to cause the meter to register with an error greater than that permitted by the regulations;"

(2) All that portion of subsection 15(1) of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"is guilty of an offence and is liable to pay the expense of and fees for removing and testing the meter, and the expense of purchasing and installing a new meter, in addition to any fine imposed for committing the offence."

30. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. Every contractor or accredited meter verifier who

(a) fails to keep the records required by this Act, or
 (b) refuses to allow an inspector to examine such records or to make and take away such copies thereof or extracts therefrom as he deems necessary,

is guilty of an offence."

31. All that portion of section 17 of the said Act following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(b) refuses or neglects to cause his meter, being in a purchaser's service, to be dealt with in accordance with the requirements of subsection 9(5),

fixés au moyen de quelque chose obtenu en vertu d'une telle infraction est coupable d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.»

5 29. (1) L'alinéa 15(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"a) répare ou modifie, ou fait réparer ou modifier, ou dérange un compteur ou fait à l'égard du compteur toute autre chose, de façon à ce que l'écart dans l'enregistrement du compteur soit plus grand que celui prévu par les règlements;»

(2) La partie du paragraphe 15(1) de ladite loi qui suit l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"est coupable d'une infraction et doit payer les frais d'enlèvement et d'épreuve et les droits à cet égard, ainsi que les frais d'achat et d'installation d'un nouveau compteur, en sus de toute amende imposée en raison de la perpétration de l'infraction.»

30. L'article 16 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

16. Est coupable d'une infraction tout fournisseur ou vérificateur de compteur accrédité qui

a) omet de tenir les registres requis par la présente loi, ou
 b) refuse de permettre à un inspecteur d'examiner ces registres, d'en faire des copies ou d'en tirer les extraits qu'il juge nécessaires et de les emporter.»

Infraction relative aux registres

30

35

31. La partie de l'article 17 de ladite loi qui suit l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"b) refuse ou néglige de soumettre son compteur qui est au service d'un sommateur, aux exigences du paragraphe 9(5),

Clause 29: The amendments to subsection 15(1) would clarify the provisions thereof and render the various offences thereunder punishable with fines to be provided by the new section 20. (See note to clause 32).

Article 29 du bill: Ces modifications au paragraphe 15(1) en clarifient les dispositions et rendent les infractions prévues punissables des amendes prévues au nouvel article 20. (Voir les notes de l'article 32 du bill.)

Clause 30: The amendment to section 16 would extend the liability thereby imposed on contractors to accredited meter verifiers and would render them liable to the fines to be provided by the new section 20. (See note to clause 32).

Section 16 at present reads as follows:

“**16.** Every contractor who fails to keep the records required by this Act, or who refuses to allow an inspector to examine such records and to take such extracts therefrom as he may deem necessary, is liable to a fine of not less than five dollars and not more than fifty dollars.”

Article 30 du bill: La modification à l'article 16 étend aux vérificateurs de compteur accrédités la responsabilité qui y était imposée aux fournisseurs et les rend passibles des amendes prévues au nouvel article 20. (Voir les notes de l'article 32 du bill.)

L'article 16 se lit actuellement comme suit:

“**16.** Tout fournisseur qui ne tient pas les registres requis par la présente loi, ou qui refuse de laisser un inspecteur examiner ces registres et en faire les extraits qu'il juge nécessaires, est passible d'une amende d'au moins cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.”

Clause 31: This amendment would clarify section 17, create new offences and render the various offences under section 17 punishable with the fines to be provided by the new section 20. (See note to clause 32).

Section 17 at present reads as follows:

“**17.** Every person who

(a) installs or causes to be installed in any purchaser's service any meter that has not been verified and sealed as herein required;

Article 31 du bill: Cette modification clarifie l'article 17, y crée de nouvelles infractions et rend les infractions prévues à l'article 17 punissables des amendes prévues au nouvel article 20. (Voir les notes de l'article 32 du bill.)

L'article 17 se lit actuellement comme suit:

“**17.** Quiconque

(c) being a contractor, permits any such meter to continue in service beyond the period within which it is required by subsection 9(5) to be dealt with in the manner provided thereby; 5
 (d) not being an inspector or an accredited meter verifier seals, marks pursuant to regulations made under paragraph 3(b), or issues a certificate as to the accuracy or condition of, any meter 10 after it has been installed for use,
 (e) contrary to subsection 9(6), verifies or reverifies any meter or breaks or causes to be broken the seal of any meter, 15
 (f) obstructs or hinders an inspector in executing his functions under this Act,
 (g) knowingly makes any false or misleading statement, either verbally or in writing, to an inspector who is engaged 20 in executing his functions under this Act, or
 (h) contravenes section 9.4,
 is guilty of an offence."

32. Sections 20 and 21 of the said Act are 25 repealed and the following substituted therefor:

Punishment
"20. Every person who is guilty of an offence under section 13, subsection 15(1) or section 16 or 17 is liable 30
 (a) on summary conviction, to a fine not exceeding one thousand dollars; or
 (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding five thousand dollars.

Offences not punishable under section 20
21. Every person who contravenes any 35 provision of this Act or the regulations, for the contravention of which no punishment is elsewhere provided in this Act, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars.

Officers, etc., of corporations

22. Where a corporation is guilty of an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who direct-

c) étant un fournisseur, permet la mise en service de ce compteur au-delà du délai prévu par le paragraphe 9(5),
 d) n'étant pas un inspecteur ou un vérificateur de compteur accrédité, scelle ou marque un compteur conformément aux règlements établis en vertu de l'alinéa 3b), ou émet un certificat attestant l'exactitude ou l'état de ce compteur, après qu'il a été installé pour utilisation, 10
 e) en violation du paragraphe 9(6), vérifie ou vérifie de nouveau un compteur ou brise ou fait briser les scellés d'un compteur,
 f) nuit à un inspecteur ou le gêne dans 15 l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi,
 g) sciemment fait une déclaration fausse ou trompeuse, verbale ou écrite, à un inspecteur qui exerce ses fonctions en 20 vertu de la présente loi, ou
 h) contrevient à l'article 9.4,
 est coupable d'une infraction.»

32. Les articles 20 et 21 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit: 25

Peine
"20. Toute personne coupable d'une infraction en vertu de l'article 13, du paragraphe 15(1) ou des articles 16 ou 17 est passible,
 a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars; ou
 b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende d'au plus cinq mille dollars. 30
 35

21. Toute personne qui contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements dont la violation ne fait l'objet d'aucune peine prévue ailleurs dans la présente loi est coupable d'une infraction et 40 passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars.

Infractions non prévues par l'article 20
22. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction sous le régime de la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou Dirigeants, etc., de corporations

- (b) refuses or neglects to present any meter installed in any purchaser's service for reverification or resealing within six years after the preceding verification and sealing;
- (c) being a contractor, permits any such meter to continue in service beyond the said six years, or refuses or neglects to present any meter that has been verified and sealed for the cancellation of such seal immediately after the expiry of six years after it has been so verified and sealed;
- (d) not being an inspector, verifies or seals or issues a certificate as to the accuracy or condition of any meter after it has been fixed for use; or
- (e) not being an inspector, breaks or causes to be broken the seal of any verified meter the accuracy of which is in dispute, or not being an owner or inspector, breaks or causes to be broken the seal of any other verified meter;

is liable to a fine of twenty-five dollars for each meter with respect to which any of the offences under this section have been committed."

a) installe ou fait installer au service d'un consommateur un compteur qui n'a pas été vérifié et scellé suivant les prescriptions de la présente loi;

b) refuse ou néglige de présenter, dans les six ans qui suivent la vérification et le scellage précédents, un compteur installé au service d'un consommateur, pour le faire vérifier ou sceller de nouveau;

c) étant un fournisseur, permet que ce compteur continue de servir au-delà desdites six années, ou refuse ou néglige de présenter un compteur vérifié et scellé pour l'annulation dudit sceau immédiatement après l'expiration des six années qui ont suivi cette vérification et ce scellage;

d) n'étant pas un inspecteur, vérifie ou scelle un compteur, ou émet un certificat quant à la précision ou à l'état d'un compteur, après qu'il a été posé pour l'usage; ou

e) n'étant pas un inspecteur, brise ou fait briser le sceau d'un compteur vérifié dont la précision est contestée, ou, n'étant ni propriétaire ni inspecteur, brise ou fait briser le sceau de tout autre compteur vérifié;

encourt une amende de vingt-cinq dollars pour chaque compteur à l'égard duquel une infraction en vertu du présent article a été commise.»

Clause 32: The proposed section 20 would impose fines generally for specified offences for which the Act otherwise provides no specific punishment. The present section 20, with modifications, would become section 21 and the present section 21 would be repealed since the subject matter of that section is dealt with in the *Criminal Code*.

Sections 20 and 21 at present read as follows:

20. Every person who violates any of the provisions of this Act or the regulations, or refuses or neglects to perform any duty imposed by this Act or the regulations, for which violation no fine is specifically herein provided, is liable to a fine of not less than twenty-five dollars and not more than one hundred dollars.

21. All fines imposed under the authority of this Act or the regulations are recoverable on summary conviction, with costs,

(a) before any justice of the peace for the district, county or place in which the offence was committed if the fine does not exceed twenty-five dollars, or

(b) before any two justices of the peace, if the fine exceeds twenty-five dollars."

Sections 22 to 24. New.

Les articles 22 à 24. Nouveaux.

Article 32 du bill: L'article 20 proposé impose des amendes, en général, quant à ces infractions pour lesquelles la loi ne prévoit pas de peines spécifiques. L'actuel article 20, avec modifications, devient l'article 21 et l'actuel article 21 est abrogé puisque l'objet en est couvert par le *Code criminel*.

Les articles 20 et 21 se lisent actuellement comme suit:

20. Quiconque enfreint une des dispositions de la présente loi ou des règlements, ou refuse ou néglige d'accomplir un devoir prescrit par la présente loi ou les règlements pour laquelle infraction la présente loi ne prévoit aucune amende déterminée, encourt une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cent dollars.

21. Toute amende imposée sous l'autorité de la présente loi ou des règlements est recouvrable, sur déclaration sommaire de culpabilité, avec dépens,

a) devant un juge de paix du district, du comté ou de la localité où la contravention a été commise, si l'amende n'excède pas vingt-cinq dollars, ou

b) devant deux juges de paix, si l'amende excède vingt-cinq dollars.»

ed, authorized, assented to, acquiesced in, or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Offence of employee or agent

23. (1) In any prosecution for an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Trial of offences

(2) A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

Certificates of inspectors

24. (1) In any prosecution for an offence under this Act a certificate purporting to have been issued by an inspector pursuant to this Act and to have been signed by the inspector who made the inspection is evidence of the matters stated therein relating to the inspection without proof of the signature or the official character or the capacity of the person appearing to have signed the certificate.

Attendance of inspector

(2) The party against whom a certificate of an inspector is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the inspector for the purposes of cross-examination.

Notice

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to

mandataire de la corporation, qui a ordonné ou autorisé la commission de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est partie à l'infraction et en est coupable et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

23. (1) Dans toute poursuite d'une infraction prévue par la présente loi, il suffit, pour établir l'infraction, de démontrer qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou mandataire soit ou non identifié ou qu'il ait été poursuivi ou non pour cette infraction, à moins que l'accusé n'établisse d'une part que l'infraction a été commise sans qu'il le sache ou y consente et d'autre part qu'il s'est dûment appliquée à prévenir sa commission.

Infraction commise par un employé ou un mandataire

20

(2) Une plainte ou dénonciation relative à une infraction prévue par la présente loi peut être entendue, instruite ou jugée par un tribunal dans le ressort duquel l'accusé réside ou fait des affaires, même si le fait donnant lieu à la plainte ou à la dénonciation ne s'est pas produit dans ce ressort.

Jugement des infractions

24. (1) Dans toute poursuite d'une infraction prévue par la présente loi, un certificat censé avoir été délivré par un inspecteur en conformité de la présente loi et ayant été signé par l'inspecteur qui a fait l'inspection, est recevable en preuve et constitue une preuve de ce qu'énonce le certificat concernant l'inspection sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature de la personne par laquelle il paraît avoir été signé ou de la qualité officielle de cette personne.

Certificat des inspecteurs

(2) La partie contre laquelle un certificat d'un inspecteur est produit, en application du paragraphe (1), peut, sur autorisation du tribunal, exiger la comparution de l'inspecteur aux fins de contre-interrogatoire.

Comparution de l'inspecteur

45

(3) Aucun certificat ne doit être reçu en preuve en application du paragraphe (1) à moins que la partie qui se propose de le produire n'ait donné à la partie contre

Avis

be produced reasonable notice of such intention together with a copy of the certificate."

laquelle elle se propose de le produire, un avis raisonnable de son intention en même temps qu'une copie du certificat.»

COMING INTO FORCE

Effective date

33. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

33. La présente loi ou toute disposition de la présente loi entre en vigueur aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur



C-14

C-14

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-14

BILL C-14

An Act to amend the Unemployment Insurance Act,
1971

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

First reading, November 2, 1978

Première lecture, le 2 novembre 1978



THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-14

An Act to amend the Unemployment
Insurance Act, 1971

1970-71-72, c.
48; 1973-74, c.
2; 1974-75-76,
cc. 66, 80;
1976-77, cc. 33,
34, 54;
1977-78, c. 22

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 2(1)(r) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

“Minister”

“(r) “Minister” means the Minister of Employment and Immigration except in Parts IV and VIII;”

(2) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (s) thereof, the following paragraph:

“overpayment
of benefits”

“(s.1) “overpayment of benefits” does not include a “benefit repayment” as described in Part VIII;”

2. Subsection 4(3) of the said Act is amended by deleting the word “and” at the end of paragraph (f) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(h) any employment with an employer in which persons are employed for less than twenty hours in a week or in which the earnings of persons are less than thirty per cent of the maximum weekly insurable earnings.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-14

Loi modifiant la Loi de 1971 sur
l’assurance-chômage

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. (1) L’alinéa 2(1)r de la *Loi de 1971 sur l’assurance-chômage* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(r) «Ministre» désigne le ministre de l’Emploi et de l’Immigration, sauf aux Parties IV et VIII;”

«Ministre»

(2) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en 10 autre modifié par l’insertion, immédiatement après l’alinéa s), de l’alinéa suivant:

“(s.1) «versement excédentaire de prestations» ne comprend pas un «remboursement de prestations» décrit à la Partie 15 VIII;”

«versement
excédentaire de
prestations»

2. Le paragraphe 4(3) de ladite loi est modifié en abrogeant le mot «et» à la fin de l’alinéa f), en ajoutant le mot «et» à la fin de l’alinéa g) et en ajoutant l’alinéa suivant: 20

“(h) tout emploi avec un employeur que des personnes exercent pendant une période inférieure à vingt heures dans une semaine ou pour lequel elles reçoivent une rémunération inférieure à 25 trente pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.”

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) and (2) These amendments, which would add the underlined reference in the definition “Minister” and add the new definition “overpayment of benefits”, are related to the new Part VIII of the Act proposed in clause 14.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: (1) et (2) Ces modifications qui ajoutent le renvoi souligné dans la définition de «Ministre» et ajoutent la définition de «versement excédentaire de prestations» découlent de la nouvelle Partie VIII que propose l'article 14 du bill.

Clause 2: New. This amendment would provide authority to make regulations providing that a week of employment must contain at least twenty hours or must provide a salary equal to or greater than thirty per cent of the maximum weekly insurable earnings to be considered insurable.

Article 2 du bill: Nouveau. Cette modification permet à la Commission de faire des règlements prescrivant qu'il faut avoir travaillé au moins vingt heures dans une semaine ou avoir reçu un salaire égal ou supérieur à trente pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable dans une semaine pour que celle-ci soit assurable.

1976-77, c. 54.
s. 29(3)

3. Paragraph 16(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"Minor attachment claimant"

"(e) "minor attachment claimant" means a claimant who, subject to subsections 17(6) and (7), has been employed in insurable employment for fourteen or more weeks but less than twenty weeks in his qualifying period;"

1976-77, c. 54.
s. 30(1), (2)

4. Subsections 17(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Qualification

"(2) An insured person who is a new entrant or re-entrant to the labour force qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has had twenty or more weeks of insurable employment in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

Idem

(3) An insured person, other than a person referred to in subsection (2) or (4), qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has, subject to subsections (6) and (7), had fourteen or more weeks of insurable employment in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

Idem

(4) Subject to subsection (5), an insured person to whom benefits, other than work sharing benefits under section 37, have been paid or were payable in his qualifying period, qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has, subject to subsections (6) and (7), had the number of weeks of insurable employment shown in Table 4 of Schedule A in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

3. L'alinéa 16(1)e) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1976-77, c. 54.
par. 29(3)

"(e) «prestataire de la deuxième catégorie» désigne un prestataire qui, sous réserve des paragraphes 17(6) et (7), a exercé un emploi assurable pendant au moins quatorze semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence;»

«prestataire de la deuxième catégorie.»

5

4. Les paragraphes 17(2) à (4) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54.
par. 30(1), (2)

"(2) Un assuré qui est une personne qui devient ou redevient membre de la population active remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

Conditions requises

- a) s'il a exercé un emploi assurable pendant vingt semaines ou plus au cours de sa période de référence; et
- b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.

(3) Un assuré, à l'exception d'une personne mentionnée aux paragraphes (2) ou (4), remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

Idem

- a) s'il a, sous réserve des paragraphes (6) et (7), exercé un emploi assurable pendant quatorze semaines ou plus au cours de sa période de référence; et
- b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.

30

(4) Sous réserve du paragraphe (5), un assuré à qui des prestations, à l'exception des prestations pour travail partagé prévues à l'article 37, ont été payées ou étaient payables au cours de sa période de référence remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

40

- a) s'il a, sous réserve des paragraphes (6) et (7), exercé un emploi assurable pendant le nombre de semaines indiqué au tableau 4 de l'annexe A au cours de sa période de référence; et

45

Clause 3: This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 4 and would replace the reference to subsections 17(3) and (4) by a reference to subsections 17(6) and (7).

Article 3 du bill: Cette modification découle de celle que propose l'article 4 du bill et remplace le renvoi aux paragraphes 17(3) et (4) par un renvoi aux paragraphes 17(6) et (7).

Clause 4: These amendments would establish a special requirement for persons who have received benefits relating it to the number of benefit weeks claimed within the previous year and would establish an increased entrance requirement for new entrants or re-entrants to the labour force.

Subsections 17(2) to (4) at present read as follows:

“(2) An insured person qualifies to receive benefits under this Act if he

(a) has, *subject to subsections (3) and (4)*, had *fourteen* or more weeks of insurable employment in his qualifying period, and

(b) has had an interruption of earnings from employment.

(3) During the period of thirty-six months that begins on *the day that this subsection comes into force*, the number of weeks of insurable employment that a *claimant* shall have in order to qualify to receive benefit shall be the number of weeks shown in Table 3 of Schedule A, based on the regional rate of unemployment that applies to him.

(4) The Commission may, with the approval of the Governor in Council and subject to affirmative resolution of Parliament, extend the period of thirty-six months mentioned in subsection (3).”

Article 4 du bill: Ces modifications établissent des exigences spéciales concernant l’admissibilité de ceux qui demandent de nouvelles prestations, afin de lier l’admissibilité au nombre de semaines de prestations dont ils auront bénéficié l’année précédente et accroît les exigences relatives à l’admissibilité des personnes qui deviennent ou redeviennent membres de la population active.

Les paragraphes 17(2) à (4) se lisent présentement comme suit:

“(2) Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

a) s’il a, *sous réserve des paragraphes (3) et (4)*, exercé un emploi assurable pendant *quatorze* semaines ou plus au cours de sa période de référence, et

b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.

(3) Pendant la période de trente-six mois qui commence le *jour de l’entrée en vigueur du présent paragraphe*, le nombre de semaines d’emploi assurable est fonction du taux régional de chômage applicable et est indiqué au tableau 3 de l’annexe A.

(4) La Commission peut, avec l’approbation du gouverneur en conseil et sous réserve de résolution affirmative du Parlement, prolonger la période de trente-six mois prévue au paragraphe (3).»

Limitation	(5) Unless otherwise prescribed, subsection (4) does not apply to an insured person where the regional rate of unemployment that applies to him is greater than eleven and one-half per cent.	b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.	Réservé
Qualifying weeks	(6) During the period of thirty-six months that begins on December 4, 1977, the number of weeks that an insured person, other than a new entrant or re-entrant to the labour force, shall have in order to qualify for benefits shall be based on the regional rate of unemployment that applies to him, and	(6) Pendant la période de trente-six mois qui commence le 4 décembre 1977, le nombre de semaines d'emploi assurable qu'un assuré, autre qu'une personne qui devient ou redevient membre de la population active, doit avoir à son actif pour recevoir des prestations est fonction du taux régional de chômage applicable, et	Semaines de référence
	<ul style="list-style-type: none"> (a) in the case of an insured person other than one mentioned in subsection (2) or (4), shall be the number of weeks shown in Table 3 of Schedule A; and (b) in the case of an insured person to whom benefits, other than work sharing benefits under section 37, have been paid or were payable in his qualifying period, shall be the number of weeks shown in Table 5 of Schedule A. 	<ul style="list-style-type: none"> a) dans le cas d'un assuré autre qu'une personne mentionnée aux paragraphes (2) ou (4), est indiqué au tableau 3 de l'annexe A; et b) dans le cas d'un assuré à qui des prestations, à l'exception des prestations pour travail partagé prévues à l'article 37, ont été payées ou étaient payables au cours de sa période de référence, est indiqué au tableau 5 de l'annexe A. 	15 25
Extension	(7) The Commission may, with the approval of the Governor in Council and subject to affirmative resolution of Parliament, extend the period of thirty-six months mentioned in subsection (6).	(7) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et sous réserve de résolution affirmative du Parlement, prolonger la période de trente-six mois prévue au paragraphe (6).	Prolongation 30
Definition of "new entrant..."	<p>(8) For the purposes of this section, "new entrant or re-entrant to the labour force" means a person who does not qualify under subsection (4) or paragraph (6)(b) and who has had less than fourteen</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) weeks of insurable employment, (b) weeks in respect of which benefits have been paid or were payable to him, or (c) prescribed weeks that relate to employment in the labour force, <p>or any combination thereof in the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of his qualifying period.</p>	<p>(8) Aux fins du présent article, «personne qui devient ou redevient membre de la population active» signifie une personne qui ne remplit pas les conditions requises en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6)b) et qui a à son actif moins de quatorze</p> <ul style="list-style-type: none"> a) semaines d'emploi assurable, b) semaines au cours desquelles des prestations lui ont été payées ou lui étaient payables, ou c) semaines prescrites reliées à un emploi sur le marché du travail, <p>ou toute combinaison de ces semaines dans la période de cinquante-deux semaines qui précède immédiatement le commencement de sa période de référence.</p>	Définition de «personne qui devient...»

Computation of weeks

(9) For the purposes of subsection (8), a week that is taken into account under any of paragraphs (8)(a) to (c) may not be taken into account under any other of those paragraphs."

5

Calcul des semaines

1976-77, c. 54,
s. 35

5. (1) Subsection 24(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Rate of benefit

"24. (1) The rate of weekly benefit payable to a claimant for a week of unemployment that falls in his benefit period is an amount equal to sixty per cent of his average weekly insurable earnings in his qualifying weeks."

Immediate application

(2) The rate set out in subsection 24(1) of the said Act as amended by subsection (1) applies to every claimant notwithstanding the fact that his benefit period was established prior to the coming into force of this subsection.

(9) Aux fins du paragraphe (8), une semaine comptée en vertu de l'un des alinéas (8)a) à c) ne peut plus l'être à nouveau en vertu d'un autre de ces alinéas."

5 1976-77, c. 54,
art. 35

Prescribed treatment

"(12) Notwithstanding subsection 26(2), earnings received by a claimant who is employed on a job creation project from an employer or from any other source may be treated in a prescribed manner."

1976-77, c. 54,
s. 49(2)

7. Paragraphs 58(t) and (u) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(t) establishing regions appropriate for the purpose of applying subsections 17(5) and (6) and section 35 and delineating boundaries thereof, based on the boundaries of the regions used by Statistics Canada in relation to its labour force survey;

(u) determining the regional rates of unemployment produced by Statistics Canada or the averages of such rates that shall apply to a claimant for the purposes of subsections 17(5) and (6) and section 35;"

"24. (1) Le taux des prestations hebdomadaires qui peuvent être servies à un prestataire pour une semaine de chômage qui tombe dans sa période de prestations est une somme égale à soixante pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne au cours de ses semaines de référence.»

(2) Le taux indiqué au paragraphe 24(1) de ladite loi tel que modifié par le paragraphe (1) s'applique à tous les prestataires nonobstant le fait que leur période de prestations a été établie avant l'entrée en vigueur

20 du présent paragraphe.

15 Application immédiate

20

6. L'article 38 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"(12) Nonobstant le paragraphe 26(2), la rémunération que le prestataire embauché dans un projet créateur d'emplois reçoit d'un employeur ou de toute autre source peut être traitée de la manière prescrite.»

7. Les alinéas 58t) et u) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
par. 49(2)

30

"t) identifiant les régions nécessaires à l'application des paragraphes 17(5) et (6), et de l'article 35 et délimitant ces régions selon les limites de celles qu'utilise Statistique Canada aux fins de ses enquêtes sur la population active;

u) fixant les taux régionaux de chômage produits par Statistique Canada ou les moyennes de ces taux qui s'appliquent à un prestataire aux fins des paragraphes 17(5) et (6) et de l'article 35;»

Traitemen
réglementaire

Clause 5: This amendment would replace the words “sixty-six and two thirds” with the word “sixty”.

Article 5 du bill: Cette modification remplace l’expression «soixante-six et deux tiers» par le mot «soixante».

Clause 6: This amendment would make it possible that earnings be deducted in a manner different from what is set out in subsection 26(2), which reads as follows:

“(2) If a claimant has earnings in respect of any time that falls in a week of unemployment, that is not in his waiting period, the amount of such earnings that is in excess of an amount equal to twenty-five per cent of the claimant’s weekly benefit rate shall be deducted from the benefit payable to the claimant in that week.”

Clause 7: This amendment is consequential on the amendments proposed in clause 4 and would replace references to subsection 17(3) with references to subsections 17(5) and (6).

Article 6 du bill: Cette modification permet de fixer un régime de prestations différent de celui prévu au paragraphe 26(2); ce dernier se lit comme suit:

“(2) Si un prestataire reçoit une rémunération pour une partie d’une semaine de chômage non comprise dans le délai de carence, la fraction de cette rémunération qui dépasse vingt-cinq pour cent du taux des prestations hebdomadaires du prestataire doit être déduite des prestations devant être servies au prestataire au cours de cette semaine.»

Article 7 du bill: Cette modification découle de celles que propose l’article 4 du bill et remplace les renvois au paragraphe 17(3) par des renvois aux paragraphes 17(5) et (6).

1976-77, c. 54,
s. 51(3)

8. Subparagraph 63(1)(d)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) benefits under sections 34 and 37.”

9. Paragraphs 90(1)(h) and (i) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(h) for the allocation of the hours a person is employed with an employer and earnings to weeks or to pay periods; (i) for calculating and determining the hours a person is employed with an employer, the amount of insurable earnings of insured persons and the amount of premiums payable;”

10. Paragraph 122(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a fine of not less than two hundred dollars and not more than five thousand dollars plus, in an appropriate case, an amount not exceeding double the amount of any benefits that may have been paid as a result of the filing or making of such certificate, return or answer; or”

11. (1) Paragraph 132(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) all amounts received under this Act as or on account of premiums, fines, penalties, interest, repayment of overpayments of benefits and benefit repayment; and”

(2) Paragraph 132(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) received under this Act as or on account of penalties imposed upon claimants or interest on overpayment of benefits, and repayments of overpay-

8. Le sous-alinéa 63(1)d(iv) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
par. 51(3)

“(iv) les prestations prévues aux articles 34 et 37.”

9. Les alinéas 90(1)h et i) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

“(h) concernant la répartition des heures pendant lesquelles une personne exerce un emploi avec un employeur et de la rémunération par semaines ou par périodes de paie;

i) prévoyant la façon de déterminer les heures pendant lesquelles une personne exerce un emploi avec un employeur et le montant de la rémunération assurable des assurés et celui des cotisations à payer;»

10. L’alinéa 122a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(a) d’une amende de deux cents à cinq mille dollars plus, le cas échéant, une somme ne dépassant pas le double des prestations qui peuvent avoir été versées par suite du dépôt ou de la fourniture de ce certificat, questionnaire ou état ou de cette réponse; ou”

11. (1) L’alinéa 132(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(a) toutes les sommes reçues en vertu de la présente loi au titre des cotisations, amendes, pénalités, intérêts, remboursements des versements excédentaires de prestations et remboursements de prestations; et»

(2) L’alinéa 132(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(a) reçues en vertu de la présente loi au titre des pénalités infligées aux prestataires ou des versements excédentaires de prestations remboursés et des intérêts

40

Clauses 8 and 13: These amendments would add the underlined words and would apply the tripartite financing formula that is currently used for the allocation of initial benefit costs to the extended benefit costs.

Paragraphs 136(2)(a) and (b) at present read as follows:

- “(a) extended benefits under *Part II*;
- (b) that portion of the amount paid out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to section 135 in the year to pay initial benefits in that year (excluding benefits paid under paragraph (b) of section 25, section 30 and subsection (2) of section 31) that is attributable to the excess of the average national rate of unemployment for the year over the percentage calculated by averaging the monthly national rates of unemployment for the eight twelve-month periods that end on the 30th day of June in the immediately preceding year.”

Clause 9: This amendment, which adds the underlined words, is consequential on the amendment proposed in clause 2.

Clause 10: This amendment would replace the words “twenty five” with the underlined words.

Clauses 11 and 12: These amendments, which would add the underlined words in section 132 and the new paragraph 133(c), are related to the new Part VIII of the Act proposed in clause 14.

Sections 132 and 133 at present read as follows:

“**132.** (1) There shall be paid into the Consolidated Revenue Fund

(a) all amounts received under this Act as or on account of premiums, fines, penalties, interest and repayment of overpayments of benefits; and

(b) all amounts collected by the Commission for services rendered to other government departments or agencies or to the public.

(2) There shall be credited to the Unemployment Insurance Account all amounts paid into the Consolidated Revenue Fund that are

(a) received under this Act as or on account of penalties imposed upon claimants or interest on overpayment of benefits and repayments of overpayment of benefits; and

Articles 8 et 13 du bill: Ces modifications ajoutent les mots soulignés et appliquent la formule de financement tripartite aux prestations de prolongation, actuellement utilisée pour couvrir les coûts des prestations initiales.

Les alinéas 136(2)a) et b) se lisent présentement comme suit:

- «a) de prolongation des prestations prévues à la *Partie II*;
- b) de la fraction du montant retiré du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 135 dans l'année pour servir des prestations initiales dans cette année (sauf les prestations servies en vertu de l'alinéa b) de l'article 25, de l'article 30 et du paragraphe (2) de l'article 31) qui n'aurait pas été versée si le taux national moyen de chômage pour l'année n'avait pas dépassé le pourcentage calculé en faisant la moyenne des taux mensuels nationaux de chômage pour les huit périodes de douze mois qui se terminent le 30 juin de l'année qui précède.»

Article 9 du bill: Cette modification ajoute les mots soulignés et découle de celle que propose l'article 2 du bill.

Article 10 du bill: Cette modification remplace les mots «vingt-cinq» par les mots soulignés.

Articles 11 et 12 du bill: Ces modifications qui ajoutent les mots soulignés à l'article 132 et le nouvel alinéa 133c) découlent de la nouvelle Partie VIII que propose l'article 14 du bill.

Les articles 132 et 133 se lisent présentement comme suit:

“**132.** (1) Doivent être versées au Fonds du revenu consolidé

- a) toutes les sommes reçues en vertu de la présente loi au titre des cotisations, amendes, pénalités, intérêts et remboursements des versements excédentaires de prestation; et

- b) toutes les sommes perçues par la Commission pour services rendus à des ministères, départements ou organismes du gouvernement ou au public.

(2) Le Compte d'assurance-chômage doit être crédité de toutes les sommes versées au Fonds du revenu consolidé et

- a) reçues en vertu de la présente loi au titre des pénalités infligées aux prestataires ou des versements excédentaires de prestations remboursés et des intérêts afférents à ces derniers; ou

- b) perçues par la Commission pour services rendus à des ministères, départements ou organismes du gouvernement ou au public.

ment of benefits (except interest and penalties on a benefit repayment); and"

12. Section 133 of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(c) an amount equal to all benefit repayments receivable under Part VIII." 10

1976-77, c. 54,
s. 64

13. Paragraphs 136(2)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) extended benefits under section 35 and subsections 38(8) and 39(3); and 15
 (b) that portion of the amount paid out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to section 135 in the year to pay the benefits described in paragraph 63(1)(d) in that year (excluding benefits paid under paragraph 25(b), section 30 and subsection 31(2)) that is attributable to the excess of the average national rate of unemployment for the year over the percentage calculated by averaging the monthly national rates of unemployment for the eight twelve-month periods that end on June 30 in the immediately preceding year."

14. The headings preceding section 146 of 30 the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“PART VIII BENEFIT REPAYMENT

Definitions

“Benefit”

“Benefit repayment”

“Income”

141. In this Part,

- (a) “benefit” means a benefit under this Act read without reference to this Part;
- (b) “benefit repayment” means an amount determined under section 142;
- (c) “income” means income as determined pursuant to the *Income Tax Act*; 40

afférents à ces derniers (à l’exception des intérêts et des pénalités afférents à un remboursement de prestations); et»

12. L’article 133 de ladite loi est modifié en abrogeant le mot «et» à la fin de l’alinéa 5 a), en ajoutant le mot «et» à la fin de l’alinéa b) et en ajoutant l’alinéa suivant:

“(c) d’un montant égal à tous les remboursements de prestations à recevoir en vertu de la Partie VIII.” 10

13. Les alinéas 136(2)a) et b) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
art. 64

“(a) des prestations complémentaires prévues à l’article 35 et aux paragraphes 38(8) et 39(3); et 15

b) de la fraction du montant retiré du Fonds du revenu consolidé en vertu de l’article 135 dans l’année pour servir les prestations décrites à l’alinéa 63(1)d) dans cette année (sauf les prestations servies en vertu de l’alinéa 25b), de l’article 30 et du paragraphe 31(2)) qui n’aurait pas été versée si le taux national moyen de chômage pour l’année n’avait pas dépassé le pourcentage calculé en faisant la moyenne des taux mensuels nationaux de chômage pour les huit périodes de douze mois qui se terminent le 30 juin de l’année qui précède.»

14. Les rubriques qui précèdent l’article 30 146 de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit:

“PARTIE VIII REMBOURSEMENT DE PRESTATIONS

141. Dans la présente Partie,

- a) «prestations» désigne des prestations payables en vertu de la présente loi sans faire référence à la présente Partie;
- b) «remboursement de prestations» désigne le montant déterminé en vertu de l’article 142;

Définitions

«prestations»

«remboursement de prestations»

(b) collected by the Commission for services rendered to other government departments or agencies or to the public.

133. There shall be credited to the Unemployment Insurance Account and charged to the Consolidated Revenue Fund

(a) an amount in each year equal to the amount receivable as or on account of premiums payable in respect of that year under this Act or the former Act; and

(b) any other amounts provided out of the Consolidated Revenue Fund for any purpose related to unemployment insurance that is authorized by an appropriation by Parliament and the administration of which falls to the Commission.”

133. Le Compte d'assurance-chômage doit être crédité et le Fonds du revenu consolidé doit être débité

a) chaque année du total à recevoir au titre des cotisations payables pour cette année en vertu de la présente loi ou de l'ancienne loi; et

b) des autres sommes payées sur le Fonds du revenu consolidé à toute fin relative à l'assurance-chômage autorisée par affectation de crédits du Parlement et relevant des fonctions de la Commission..»

Clause 13: See explanatory note to clause 8.

Article 13 du bill: Voir la note explicative de l'article 8 du bill.

Clause 14: New. The new Part VIII of the Act would provide for recovery of a portion of unemployment insurance benefits received by a claimant in a year where the income of the claimant for the year exceeds one and one-half times the maximum yearly insurable earnings under the Act.

Article 14 du bill: Nouveau. La nouvelle Partie VIII de la loi prévoit le remboursement par le prestataire d'une partie des prestations d'assurance-chômage qu'il a reçu dans une année si au cours de celle-ci son revenu a dépassé une fois et demie le maximum de la rémunération annuelle assurable.

"Minister"	(d) "Minister" means the Minister of National Revenue;	c) «revenu» désigne le revenu tel que déterminé en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ;	«revenu»
"Person"	(e) "person" has the meaning given that term in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i> ; and	d) «Ministre» désigne le ministre du Revenu national;	«Ministre»
"Taxation year"	(f) "taxation year" means a taxation year within the meaning of the <i>Income Tax Act</i> .	e) «personne» a le sens que donne à cette expression le paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ; et	«personne»
Liability for benefit repayment		f) «année d'imposition» désigne une année d'imposition au sens de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	«année d'imposition»
Returns	<p>142. Where the income of a claimant (in this Part referred to as the "claimant's 10 income") for a taxation year exceeds an amount that is one and one-half times the maximum yearly insurable earnings, the claimant shall, on or before April 30 in the next year, pay to the Receiver General an amount that is thirty per cent of the lesser of</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the total benefits paid to the claimant in the year; and (b) the amount by which the claimant's 20 income for the year exceeds an amount that is one and one-half times the maximum yearly insurable earnings. 	<p>142. Lorsque le revenu d'un prestataire (désigné dans la présente Partie par l'expression «revenu du prestataire») pour une année d'imposition dépasse un montant égal à une fois et demie le maximum de la rémunération annuelle assurable, le prestataire doit, le ou avant le 30 avril de l'année suivante, payer au receveur général un montant égal à trente pour cent du plus petit des montants suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le montant total des prestations qui lui ont été payées pendant l'année; ou b) le montant par lequel le revenu du prestataire pour l'année dépasse un montant égal à une fois et demie le maximum de la rémunération annuelle assurable. 	Obligation de rembourser des prestations
	<p>143. Where a claimant is required to pay a benefit repayment for a taxation year, a return in a form, and containing information, prescribed by order of the Minister shall, without notice or demand therefor, be filed with the Minister as part of the claimant's return of income under Part I of the <i>Income Tax Act</i>,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in the case of a claimant who has died without filing the return, by his legal representative, within six months from the day of death; (b) in the case of any other claimant, on or before April 30 in the next year, by that claimant or, if for any reason he is unable to file the return, by his legal guardian, curator, tutor, committee, or other legal representative; or (c) in a case where the claimant or his legal representative has not filed the return, by such person as is required by 	<p>143. Lorsqu'un prestataire est tenu d'effectuer un remboursement de prestations pour une année d'imposition, une déclaration, sous la forme et contenant les renseignements que prescrit le Ministre par ordonnance, doit, sans avis ni mise en demeure, être adressée au Ministre, en tant que partie de la déclaration d'impôt du prestataire en vertu de la Partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>,</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans le cas d'un prestataire décédé sans avoir produit la déclaration, par ses représentants légaux dans les six mois du jour de son décès; b) dans le cas de tout autre prestataire, au plus tard le 30 avril de l'année suivante, par ce prestataire ou, si celui-ci est incapable de produire la déclaration pour une raison quelconque, par son guardian, curateur, tuteur, committee ou autres représentants légaux; ou 	Déclarations

Estimate of benefit repayment

notice in writing from the Minister to file the return, within such reasonable time as the notice specifies.

Provisions applicable

144. Every claimant or other person required by section 143 to file a return shall, in the return, estimate the amount of benefit repayment payable by him. 5

145. For the purposes of this Part, subsections 150(2) and (3), section 152 (except subsections (1.1) to (1.3) and (6) thereof), section 158, subsections 159(1) to (3), section 160 (except paragraph (1)(c) thereof), subsection 161(1), sections 162 to 167 and Division J (except subsections 172(3) and (4)) of the *Income Tax Act* are applicable, with such modifications as the circumstances require, except that, in the application of those provisions and those referred to in subsection 166(2) for the purposes of this Part, the words 15

(a) "Act" shall be read as "Part VIII of the *Unemployment Insurance Act, 1971*",
 (b) "person" and "taxpayer" shall be read as "claimant", 25
 (c) "tax" and "taxes" shall be read as "benefit repayment", and
 (d) "under this Part" shall be read as "under Part VIII of the *Unemployment Insurance Act, 1971*", 30
 and paragraph 163(2)(a) shall be read as follows:

"(a) the benefit repayment payable by him for the year as determined under section 142 of the *Unemployment Insurance Act, 1971*;" 35

Responsible Minister

145.1 (1) The Minister shall administer and enforce the provisions of this Part.

Provisions applicable

(2) For the purposes of the administration and enforcement of this Part, sections 40 220 to 226, 229, 239, 243 and 244 of the

c) dans le cas où le prestataire ou ses représentants légaux n'ont pas produit la déclaration, par la personne qui est tenue, par avis écrit du Ministre, de produire la déclaration dans le délai raisonnable que précise l'avis. 5

144. Tout prestataire ou autre personne tenus de produire une déclaration en vertu de l'article 143 doit, dans la déclaration, estimer le montant du remboursement de 10 prestations qu'il doit verser.

145. Pour les fins de l'administration de la présente Partie, les paragraphes 150(2) et (3), l'article 152 (sauf les paragraphes (1.1) à (1.3) et (6)), l'article 158, les 15 paragraphes 159(1) à (3), l'article 160 (à l'exception de l'alinéa (1)c)), le paragraphe 161(1), les articles 162 à 167 et la Section J (à l'exception des paragraphes 172(3) et (4)) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les modifications qu'exigent les circonstances, sauf que, en appliquant ces dispositions et celles mentionnées au paragraphe 166(2), pour les fins de la présente Partie, les mots 20

a) «loi» doit se lire «Partie VIII de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*»;
 b) «personne» et «contribuable» doivent se lire «prestataire»;
 c) «impôt» et «impôts» doivent se lire 30 «remboursement de prestations»; et
 d) «en vertu de la présente Partie» doivent se lire «en vertu de la Partie VIII de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*», 35 et l'alinéa 163(2)a) doit se lire comme suit:

«a) le remboursement de prestations qu'elle devrait payer pour l'année, tel que déterminé en vertu de l'article 142 40 de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*;»

145.1 (1) Le Ministre est chargé de l'administration et de l'application des dispositions de la présente Partie. 45

Estimation du remboursement

Dispositions applicables

Ministre responsable

Dispositions applicables

Income Tax Act are applicable with such modifications as the circumstances require.

Loi de l'impôt sur le revenu s'appliquent avec les modifications qu'exigent les circonstances.

Debts due to
Her Majesty

(3) All benefit repayments, interest, penalties and other amounts payable by a claimant under this Part and under the provisions of the *Income Tax Act* as they apply for the purposes of this Part are debts due to Her Majesty and recoverable as such in the Federal Court of Canada or in any other court of competent jurisdiction or in any other manner provided by the *Income Tax Act*.

(3) Les remboursements de prestations, les intérêts, les pénalités et autres montants payables par un prestataire, en vertu de la présente Partie et en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui s'appliquent aux fins de la présente Partie, sont des dettes dues à Sa Majesté et sont recouvrables comme telles devant la Cour fédérale du Canada ou devant tout autre tribunal compétent ou de toute autre façon prévue par la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Dettes dues à
Sa Majesté

5

15

Communication
of information

145.2 (1) Notwithstanding subsection 241(1) of the *Income Tax Act*, the Minister may communicate or allow to be communicated to an official or authorized person of the Commission such information obtained under that Act as is necessary for the administration and enforcement of this Part and section 49 of this Act.

145.2 (1) Nonobstant le paragraphe 241(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le Ministre peut communiquer ou permettre que soient communiqués à un fonctionnaire ou une personne autorisée de la Commission les renseignements obtenus en vertu de cette loi qui sont nécessaires pour l'administration et l'application de la présente Partie et de l'article 49 de la présente loi.

Communication
de renseigne-
ments

20

25

Idem

(2) In relation to any information obtained pursuant to subsection (1), an official or authorized person of the Commission shall be deemed to be an official or authorized person within the meaning of paragraphs 241(10)(a) and (b) of the *Income Tax Act* and shall be subject to subsections 241(1), (2) and (9) of that Act.

(2) A l'égard des renseignements obtenus en vertu du paragraphe (1), un fonctionnaire ou une personne autorisée de la Commission sont présumés être un fonctionnaire ou une personne autorisée au sens des alinéas 241(10)a) et b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sont soumis aux paragraphes 241(1), (2) et (9) de cette loi.

Idem

30

Regulations

145.3 The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

- (a) prescribing anything that, by this Part, is to be prescribed; and
- (b) generally to carry out the purposes and provisions of this Part.

145.3 Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règlements

Règlements

- a) prescrivant tout ce qui, en vertu de la présente Partie, doit être prescrit; et
- b) d'une façon générale pour la mise en œuvre des buts et des dispositions de la présente Partie.

35

40

PART IX**TRANSITIONAL AND REPEAL
PROVISIONS"**

15. Schedule A to the said Act is amended by adding thereto, immediately after Table 3 thereof, the following Tables:

“TABLE 4

Weeks benefits paid or payable in the qualifying period	Weeks of insurable employment in the qualifying period
14 and under	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20 and over	20

PARTIE IX**DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ABROGATIVES»**

15. L'annexe A de ladite loi est modifiée par l'adjonction, immédiatement après le tableau 3, des tableaux suivants:

«TABLEAU 4

Semaines de la période de référence pour lesquelles des prestations ont été payées ou étaient payables	Semaines d'emploi assurable de la période de référence
14 et moins	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20 et plus	20

Clause 15: New. This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 4.

Article 15 du bill: Nouveau. Cette modification découle de celle que propose l'article 4 du bill.

TABLE 5

Weeks benefits paid or payable in the qualifying period	Weeks of insurable employment at regional rate of unemployment				
	6.0% and under	over 6.0% to 7.0%	over 7.0% to 8.0%	over 8.0% to 9.0%	over 9.0%
10 and under	14	13	12	11	10
11	14	13	12	11	11
12	14	13	12	12	12
13	14	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	16
18	18	18	18	17	16
19	19	19	18	17	16
20 and over	20	19	18	17	16"

TABLEAU 5

Sémaines de la période de référence pour lesquelles des prestations ont été payées ou étaient payables	Sémaines d'emploi assurable selon le taux régional de chômage				
	6.0% et moins	plus de 6.0% à 7.0%	plus de 7.0% à 8.0%	plus de 8.0% à 9.0%	9.0% et plus
10 et moins	14	13	12	11	10
11	14	13	12	11	11
12	14	13	12	12	12
13	14	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	16
18	18	18	18	17	16
19	19	19	18	17	16
20 et plus	20	19	18	17	16»

APPLICATION

Coming into force

16. (1) Except as otherwise provided in this section, this Act or any provision or provisions of this Act shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Idem

(2) Sections 8 and 13 shall come into force on January 1, 1979.

Idem

(3) Sections 1, 11, 12 and 14 are applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

APPLICATION

Entrée en vigueur

16. (1) A moins que le présent article ne prévoit le contraire, la présente loi ou toute disposition de la présente loi entre en vigueur aux dates fixées par proclamation.

5 (2) Les articles 8 et 13 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1979. 5 Idem

(3) Les articles 1, 11, 12 et 14 s'appliquent aux années d'imposition 1979 et suivantes. Idem

REPRINT
C-14

Fourth Session, Thirtieth Parliament,
27 Elizabeth II, 1978

RÉIMPRESSION
C-14

Quatrième Session, Trentième Législature,
27 Elizabeth II, 1978

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-14

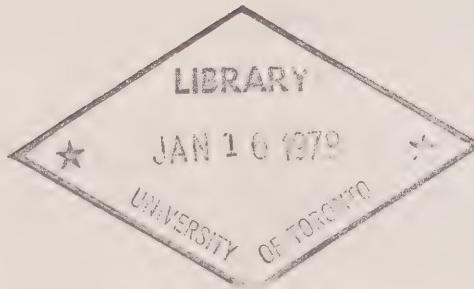
BILL C-14

An Act to amend the Unemployment Insurance Act,
1971

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 22, 1978

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 22 DÉCEMBRE 1978



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-14

An Act to amend the Unemployment
Insurance Act, 1971

1970-71-72, c.
48; 1973-74, c.
2; 1974-75-76,
cc. 66, 80;
1976-77, cc. 33,
34, 54;
1977-78, c. 22

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 2(1)(r) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

“(r) “Minister” means the Minister of Employment and Immigration except in Parts IV and VIII;”

(2) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (s) thereof, the following paragraph:

“(s.1) “overpayment of benefits” does not include a “benefit repayment” as described in Part VIII;”

2. Subsection 4(3) of the said Act is amended by deleting the word “and” at the end of paragraph (f) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(h) any employment with an employer in which persons are employed for less than twenty hours in a week or in which the earnings of persons are less than thirty per cent of the maximum weekly insurable earnings.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-14

Loi modifiant la Loi de 1971 sur
l’assurance-chômage

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. (1) L’alinéa 2(1)r) de la *Loi de 1971 sur l’assurance-chômage* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(r) «Ministre» désigne le ministre de l’Emploi et de l’Immigration, sauf aux Parties IV et VIII;”

(2) Le paragraphe 2(1) de ladite loi est en outre modifié par l’insertion, immédiatement après l’alinéa s), de l’alinéa suivant:

“(s.1) «versement excédentaire de prestations» ne comprend pas un «remboursement de prestations» décrit à la Partie VIII;”

2. Le paragraphe 4(3) de ladite loi est modifié en abrogeant le mot «et» à la fin de l’alinéa f), en ajoutant le mot «et» à la fin de l’alinéa g) et en ajoutant l’alinéa suivant:

“(h) tout emploi avec un employeur que des personnes exercent pendant une période inférieure à vingt heures dans une semaine ou pour lequel elles reçoivent une rémunération inférieure à trente pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.”

1970-71-72, c.
48; 1973-74, c.
2; 1974-75-76,
cc. 66, 80;
1976-77, cc. 33,
34, 54;
1977-78, c. 22

«Ministre»
«versement
excédentaire de
prestations»

1976-77, c. 54,
s. 29(3)

3. Paragraph 16(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"Minor attachment claimant"

"(e) "minor attachment claimant" means a claimant who, subject to subsections 17(6) and (7), has been employed in insurable employment for fourteen or more weeks but less than twenty weeks in his qualifying period;"

1976-77, c. 54,
s. 30(1), (2)

4. Subsections 17(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Qualification

"(2) An insured person who is a new entrant or re-entrant to the labour force qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has had twenty or more weeks of insurable employment in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

Idem

"(3) An insured person, other than a person referred to in subsection (2) or (4), qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has, subject to subsections (6) and (7), had fourteen or more weeks of insurable employment in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

Idem

"(4) Subject to subsection (5), an insured person to whom benefits, other than work sharing benefits under section 37, have been paid or were payable in his qualifying period, qualifies to receive benefits under this Act if he

- (a) has, subject to subsections (6) and (7), had the number of weeks of insurable employment shown in Table 4 of Schedule A in his qualifying period; and
- (b) has had an interruption of earnings from employment.

1976-77, c. 54,
par. 29(3)

3. L'alinéa 16(1)e de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"prestataire de la deuxième catégorie"

"(e) «prestataire de la deuxième catégorie» désigne un prestataire qui, sous réserve des paragraphes 17(6) et (7), a exercé un emploi assurable pendant au moins quatorze semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence;»

5

4. Les paragraphes 17(2) à (4) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
par. 30(1), (2)

"(2) Un assuré qui est une personne qui devient ou redevient membre de la population active remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

- a) s'il a exercé un emploi assurable pendant vingt semaines ou plus au cours de sa période de référence; et
- b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.

Conditions requises

"(3) Un assuré, à l'exception d'une personne mentionnée aux paragraphes (2) ou (4), remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

- a) s'il a, sous réserve des paragraphes (6) et (7), exercé un emploi assurable pendant quatorze semaines ou plus au cours de sa période de référence; et
- b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.

Idem

"(4) Sous réserve du paragraphe (5), un assuré à qui des prestations, à l'exception des prestations pour travail partagé prévues à l'article 37, ont été payées ou étaient payables au cours de sa période de référence remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi

Idem

- a) s'il a, sous réserve des paragraphes (6) et (7), exercé un emploi assurable pendant le nombre de semaines indiqué au tableau 4 de l'annexe A au cours de sa période de référence; et

40

45

Limitation	(5) Unless otherwise prescribed, subsection (4) does not apply to an insured person where the regional rate of unemployment that applies to him is greater than eleven and one-half per cent.	5	b) s'il y a eu arrêt de la rémunération provenant de son emploi.	Réservé
Qualifying weeks	(6) During the period of thirty-six months that begins on December 4, 1977, the number of weeks that an insured person, other than a new entrant or re-entrant to the labour force, shall have in order to qualify for benefits shall be based on the regional rate of unemployment that applies to him, and	10	(6) Pendant la période de trente-six mois qui commence le 4 décembre 1977, le nombre de semaines d'emploi assurable qu'un assuré, autre qu'une personne qui devient ou redevient membre de la population active, doit avoir à son actif pour recevoir des prestations est fonction du taux régional de chômage applicable, et	Semaines de référence
	(a) in the case of an insured person other than one mentioned in subsection (2) or (4), shall be the number of weeks shown in Table 3 of Schedule A; and	15	a) dans le cas d'un assuré autre qu'une personne mentionnée aux paragraphes (2) ou (4), est indiqué au tableau 3 de l'annexe A; et	
	(b) in the case of an insured person to whom benefits, other than work sharing benefits under section 37, have been paid or were payable in his qualifying period, shall be the number of weeks shown in Table 5 of Schedule A.	20	b) dans le cas d'un assuré à qui des prestations, à l'exception des prestations pour travail partagé prévues à l'article 37, ont été payées ou étaient payables au cours de sa période de référence, est indiqué au tableau 5 de l'annexe A.	25
Extension	(7) The Commission may, with the approval of the Governor in Council and subject to affirmative resolution of Parliament, extend the period of thirty-six months mentioned in subsection (6).	25	(7) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et sous réserve de résolution affirmative du Parlement, prolonger la période de trente-six mois prévue au paragraphe (6).	Prolongation
Definition of "new entrant..."	(8) For the purposes of this section, "new entrant or re-entrant to the labour force" means a person who does not qualify under subsection (4) or paragraph (6)(b) and who has had less than fourteen weeks of insurable employment, weeks in respect of which benefits have been paid or were payable to him, or prescribed weeks that relate to employment in the labour force, or any combination thereof in the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of his qualifying period.	30	(8) Aux fins du présent article, «personne qui devient ou redevient membre de la population active» signifie une personne qui ne remplit pas les conditions requises en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6)b) et qui a à son actif moins de quatorze semaines d'emploi assurable, semaines au cours desquelles des prestations lui ont été payées ou lui étaient payables, ou semaines prescrites reliées à un emploi sur le marché du travail, ou toute combinaison de ces semaines dans la période de cinquante-deux semaines qui précède immédiatement le commencement de sa période de référence.	Définition de "personne qui devient..."

Computation of weeks

(9) For the purposes of subsection (8), a week that is taken into account under any of paragraphs (8)(a) to (c) may not be taken into account under any other of those paragraphs."

1976-77, c. 54,
s. 31(2)

4.1 Paragraph 18(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) incapable of work by reason of any prescribed illness, injury, quarantine or pregnancy,"

1976-77, c. 54,
s. 35

5. (1) Subsection 24(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Rate of benefit

24. (1) The rate of weekly benefit payable to a claimant for a week of unemployment that falls in his benefit period is an amount equal to sixty per cent of his average weekly insurable earnings in his qualifying weeks."

20

Immediate application

(2) The rate set out in subsection 24(1) of the said Act as amended by subsection (1) applies to every claimant notwithstanding the fact that his benefit period was established prior to the coming into force of this subsection.

20

6. Section 38 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Prescribed treatment

"(12) Notwithstanding subsection 26(2), earnings received by a claimant who is employed on a job creation project from an employer or from any other source may be treated in a prescribed manner."

1976-77, c. 54,
s. 49(2)

7. Paragraphs 58(t) and (u) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(t) establishing regions appropriate for the purpose of applying subsections 17(5) and (6) and section 35 and delineating boundaries thereof, based on the boundaries of the regions used by Statistics Canada in relation to its labour force survey;

5

(9) Aux fins du paragraphe (8), une semaine comptée en vertu de l'un des alinéas (8)a) à c) ne peut plus l'être à nouveau en vertu d'un autre de ces alinéas..»

Calcul des semaines

4.1 L'alinéa 18(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
s. 31(2)

"a) était incapable de travailler par suite d'une maladie, blessure, mise en quarantaine ou grossesse prévue par les règlements,"

10

5. (1) Le paragraphe 24(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
art. 35

24. (1) Le taux des prestations hebdomadaires qui peuvent être servies à un prestataire pour une semaine de chômage qui tombe dans sa période de prestations est une somme égale à soixante pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne au cours de ses semaines de référence..»

20

(2) Le taux indiqué au paragraphe 24(1) de ladite loi tel que modifié par le paragraphe (1) s'applique à tous les prestataires nonobstant le fait que leur période de prestations a été établie avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Application immédiate

6. L'article 38 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"(12) Nonobstant le paragraphe 26(2), la rémunération que le prestataire embauché dans un projet créateur d'emplois reçoit d'un employeur ou de toute autre source peut être traitée de la manière prescrite..»

Traitement réglementaire

7. Les alinéas 58t) et u) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
par. 49(2)

"t) identifiant les régions nécessaires à l'application des paragraphes 17(5) et (6), et de l'article 35 et délimitant ces régions selon les limites de celles qu'utilise Statistique Canada aux fins de ses enquêtes sur la population active;

40

(u) determining the regional rates of unemployment produced by Statistics Canada or the averages of such rates that shall apply to a claimant for the purposes of subsections 17(5) and (6) 5 and section 35 incorporating in such rates an estimate of the rates of unemployment for status Indians living on Indian reserves.”

1976-77, c. 54,
s. 51(3)

8. Subparagraph 63(1)(d)(iv) of the said 10 Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) benefits under sections 34 and 37.”

9. Paragraphs 90(1)(h) and (i) of the said 15 Act are repealed and the following substituted therefor:

“(h) for the allocation of the hours a person is employed with an employer and earnings to weeks or to pay periods; 20
(i) for calculating and determining the hours a person is employed with an employer, the amount of insurable earnings of insured persons and the amount of premiums payable;” 25

10. Paragraph 122(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a fine of not less than two hundred dollars and not more than five thousand 30 dollars plus, in an appropriate case, an amount not exceeding double the amount of any benefits that may have been paid as a result of the filing or making of such certificate, return or 35 answer; or”

11. (1) Paragraph 132(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) all amounts received under this 40 Act as or on account of premiums, fines, penalties, interest, repayment of overpayments of benefits and benefit repayment; and”

u) fixant les taux régionaux de chômage produits par Statistique Canada ou les moyennes de ces taux qui s'appliquent à un prestataire aux fins des paragraphes 17(5) et (6) et de l'article 35 en tenant compte, dans ces taux, d'une estimation des taux de chômage des Indiens inscrits vivant dans les réserves indiennes.” 5

8. Le sous-alinéa 63(1)d(iv) de ladite loi 10 1976-77, c. 54,
par. 51(3) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(iv) les prestations prévues aux articles 34 et 37.»

9. Les alinéas 90(1)h et i) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit: 15

«h) concernant la répartition des heures pendant lesquelles une personne exerce un emploi avec un employeur et de la rémunération par semaines ou par périodes de paie; 20

i) prévoyant la façon de déterminer les heures pendant lesquelles une personne exerce un emploi avec un employeur et le montant de la rémunération assurable des assurés et celui des cotisations à 25 payer;»

10. L'alinéa 122a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) d'une amende de deux cents à cinq mille dollars plus, le cas échéant, une 30 somme ne dépassant pas le double des prestations qui peuvent avoir été versées par suite du dépôt ou de la fourniture de ce certificat, questionnaire ou état ou de cette réponse; ou» 35

11. (1) L'alinéa 132(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) toutes les sommes reçues en vertu de la présente loi au titre des cotisations, amendes, pénalités, intérêts, remboursements des versements excédentaires de 40

(2) Paragraph 132(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) received under this Act as or on account of penalties imposed upon claimants or interest on overpayment of benefits, and repayments of overpayment of benefits (except interest and penalties on a benefit repayment); and”

12. Section 133 of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(c) an amount equal to all benefit repayments receivable under Part VIII.”

1976-77, c. 54,
s. 64

13. Paragraphs 136(2)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) extended benefits under section 35 and subsections 38(8) and 39(3); and
(b) that portion of the amount paid out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to section 135 in the year to pay the benefits described in paragraph 63(1)(d) in that year (excluding benefits paid under paragraph 25(b), section 30 and subsection 31(2)) that is attributable to the excess of the average national rate of unemployment for the year over the percentage calculated by averaging the monthly national rates of unemployment for the eight twelve-month periods that end on June 30 in the immediately preceding year.”

14. The headings preceding section 146 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

prestations et remboursements de prestations; et»

(2) L’alinéa 132(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) reçues en vertu de la présente loi au titre des pénalités infligées aux prestataires ou des versements excédentaires de prestations remboursés et des intérêts afférents à ces derniers (à l’exception des intérêts et des pénalités afférents à 10 un remboursement de prestations); et»

12. L’article 133 de ladite loi est modifié en abrogeant le mot «et» à la fin de l’alinéa a), en ajoutant le mot «et» à la fin de l’alinéa b) et en ajoutant l’alinéa suivant:

15

“(c) d’un montant égal à tous les remboursements de prestations à recevoir en vertu de la Partie VIII.»

13. Les alinéas 136(2)a) et b) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

1976-77, c. 54,
art. 64

20

«a) des prestations complémentaires prévues à l’article 35 et aux paragraphes 38(8) et 39(3); et

b) de la fraction du montant retiré du Fonds du revenu consolidé en vertu de l’article 135 dans l’année pour servir les prestations décrites à l’alinéa 63(1)d) dans cette année (sauf les prestations servies en vertu de l’alinéa 25b), de l’article 30 et du paragraphe 31(2) qui n’aurait pas été versée si le taux national moyen de chômage pour l’année n’avait pas dépassé le pourcentage calculé en faisant la moyenne des taux mensuels nationaux de chômage pour les huit périodes de douze mois qui se terminent le 30 juin de l’année qui précède.»

14. Les rubriques qui précèdent l’article 146 de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit:

40

“PART VIII

BENEFIT REPAYMENT

Definitions

“Benefit”

“Benefit repayment”

“Income”

“Minister”

“Person”

“Taxation year”

Liability for benefit repayment

141. In this Part,

- (a) “benefit” means a benefit under this Act read without reference to this Part;
- (b) “benefit repayment” means an amount determined under section 142;
- (c) “income” means income as determined pursuant to the *Income Tax Act*;
- (d) “Minister” means the Minister of National Revenue;
- (e) “person” has the meaning given that term in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*; and
- (f) “taxation year” means a taxation year within the meaning of the *Income Tax Act*.

10

15

142. Where the income of a claimant (in this Part referred to as the “claimant’s income”) for a taxation year exceeds an amount that is one and one-half times the maximum yearly insurable earnings, the claimant shall, on or before April 30 in the next year, pay to the Receiver General an amount that is thirty per cent of the lesser of

25

- (a) the total benefits paid to the claimant in the year; and
- (b) the amount by which the claimant’s income for the year exceeds an amount that is one and one-half times the maximum yearly insurable earnings.

Returns

143. Where a claimant is required to pay a benefit repayment for a taxation year, a return in a form, and containing information, prescribed by order of the Minister shall, without notice or demand therefor, be filed with the Minister as part of the claimant’s return of income under Part I of the *Income Tax Act*,

“PARTIE VIII

REMBOURSEMENT DE PRESTATIONS

141. Dans la présente Partie,

- a) «prestations» désigne des prestations payables en vertu de la présente loi sans faire référence à la présente Partie;
- b) «remboursement de prestations» désigne le montant déterminé en vertu de l’article 142;
- c) «revenu» désigne le revenu tel que déterminé en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;
- d) «Ministre» désigne le ministre du Revenu national;
- e) «personne» a le sens que donne à cette expression le paragraphe 248(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*; et
- f) «année d’imposition» désigne une année d’imposition au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu*.

10

15

«année d’imposition»

142. Lorsque le revenu d’un prestataire (désigné dans la présente Partie par l’expression «revenu du prestataire») pour une année d’imposition dépasse un montant égal à une fois et demie le maximum de la rémunération annuelle assurable, le prestataire doit, le ou avant le 30 avril de l’année suivante, payer au receveur général un montant égal à trente pour cent du plus petit des montants suivants:

- a) le montant total des prestations qui lui ont été payées pendant l’année; ou
- b) le montant par lequel le revenu du prestataire pour l’année dépasse un montant égal à une fois et demie le maximum de la rémunération annuelle assurable.

30

35

143. Lorsqu’un prestataire est tenu d’effectuer un remboursement de prestations pour une année d’imposition, une déclaration, sous la forme et contenant les renseignements que prescrit le Ministre par ordonnance, doit, sans avis ni mise en demeure, être adressée au Ministre, en tant que partie de la déclaration d’impôt

Déclarations

40

- (a) in the case of a claimant who has died without filing the return, by his legal representative, within six months from the day of death; 5
 (b) in the case of any other claimant, on or before April 30 in the next year, by that claimant or, if for any reason he is unable to file the return, by his legal guardian, curator, tutor, committee or other legal representative; or 10
 (c) in a case where the claimant or his legal representative has not filed the return, by such person as is required by notice in writing from the Minister to file the return, within such reasonable time as the notice specifies. 15

Estimate of benefit repayment

- 144.** Every claimant or other person required by section 143 to file a return shall, in the return, estimate the amount of benefit repayment payable by him. 20

Provisions applicable

- 145.** For the purposes of this Part, subsections 150(2) and (3), section 152 (except subsections (1.1) to (1.3) and (6) thereof), section 158, subsections 159(1) to (3), section 160 (except paragraph (1)(c) thereof), subsection 161(1), sections 162 to 167 and Division J (except subsections 172(3) and (4)) of the *Income Tax Act* are applicable, with such modifications as the circumstances require, except that, in the application of those provisions and those referred to in subsection 145.1(2) for the purposes of this Part, the words

- (a) "Act" shall be read as "Part VIII of the *Unemployment Insurance Act, 1971*",
- (b) "person" and "taxpayer" shall be read as "claimant",
- (c) "tax" and "taxes" shall be read as "benefit repayment", and
- (d) "under this Part" shall be read as "under Part VIII of the *Unemployment Insurance Act, 1971*",

du prestataire en vertu de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

- a) dans le cas d'un prestataire décédé sans avoir produit la déclaration, par ses représentants légaux dans les six mois du jour de son décès;
- b) dans le cas de tout autre prestataire, au plus tard le 30 avril de l'année suivante, par ce prestataire ou, si celui-ci est incapable de produire la déclaration pour une raison quelconque, par son *guardian, curateur, tuteur, committee* ou autres représentants légaux; ou
- c) dans le cas où le prestataire ou ses représentants légaux n'ont pas produit la déclaration, par la personne qui est tenue, par avis écrit du Ministre, de produire la déclaration dans le délai raisonnable que précise l'avis.

- 144.** Tout prestataire ou autre personne tenus de produire une déclaration en vertu de l'article 143 doit, dans la déclaration, estimer le montant du remboursement de prestations qu'il doit verser. 20

Estimation du remboursement

- 145.** Pour les fins de l'administration de la présente Partie, les paragraphes 150(2) et (3), l'article 152 (sauf les paragraphes (1.1) à (1.3) et (6)), l'article 158, les paragraphes 159(1) à (3), l'article 160 (à l'exception de l'alinéa (1)c)), le paragraphe 161(1), les articles 162 à 167 et la Section J (à l'exception des paragraphes 172(3) et (4)) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les modifications qu'exigent les circonstances, sauf que, en appliquant ces dispositions et celles mentionnées au paragraphe 145.1(2), pour les fins de la présente Partie, les mots

- a) «loi» doit se lire «Partie VIII de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*»;
- b) «personne» et «contribuable» doivent se lire «prestataire»;
- c) «impôt» et «impôts» doivent se lire «remboursement de prestations»; et
- d) «en vertu de la présente Partie» doit se lire «en vertu de la Partie VIII de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*»,

Dispositions applicables

and paragraph 163(2)(a) shall be read as follows:

“(a) the benefit repayment payable by him for the year as determined under section 142 of the *Unemployment Insurance Act, 1971*;”.

Responsible Minister

145.1 (1) The Minister shall administer and enforce the provisions of this Part.

Provisions applicable

(2) For the purposes of the administration and enforcement of this Part, sections 10 220 to 226, 229, 239, 243 and 244 of the *Income Tax Act* are applicable with such modifications as the circumstances require.

Debts due to Her Majesty

(3) All benefit repayments, interest, 15 penalties and other amounts payable by a claimant under this Part and under the provisions of the *Income Tax Act* as they apply for the purposes of this Part are debts due to Her Majesty and recoverable 20 as such in the Federal Court of Canada or any other court of competent jurisdiction or in any other manner provided by the *Income Tax Act*.

Communication of information

145.2 (1) Notwithstanding subsection 25 241(1) of the *Income Tax Act*, the Minister may communicate or allow to be communicated to an official or authorized person of the Commission such information obtained under that Act as is necessary for the administration and enforcement of this Part and section 49 of this Act.

Idem

(2) In relation to any information obtained pursuant to subsection (1), an official or authorized person of the Commission shall be deemed to be an official or authorized person within the meaning of paragraphs 241(10)(a) and (b) of the *Income Tax Act* and shall be subject to 40 subsections 241(1), (2) and (9) of that Act.

et l’alinéa 163(2)a) doit se lire comme suit:

“(a) le remboursement de prestations qu’elle devrait payer pour l’année, tel que déterminé en vertu de l’article 142 de la *Loi de 1971 sur l’assurance-chômage*;».

145.1 (1) Le Ministre est chargé de l’administration et de l’application des dispositions de la présente Partie.

Ministre responsable
10

(2) Aux fins de l’administration et de l’application de la présente Partie, les articles 220 à 226, 229, 239, 243 et 244 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* s’appliquent avec les modifications qu’exigent les 15 circonstances.

(3) Les remboursements de prestations, les intérêts, les pénalités et autres montants payables par un prestataire, en vertu de la présente Partie et en vertu des dispositions de la *Loi de l’impôt sur le revenu* qui s’appliquent aux fins de la présente Partie, sont des dettes dues à Sa Majesté et sont recouvrables comme telles devant la Cour fédérale du Canada ou devant tout autre tribunal compétent ou de toute autre façon prévue par la *Loi de l’impôt sur le revenu*.

Dettes dues à Sa Majesté

145.2 (1) Nonobstant le paragraphe 241(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, 30 le Ministre peut communiquer ou permettre que soient communiqués à un fonctionnaire ou une personne autorisée de la Commission les renseignements obtenus en vertu de cette loi qui sont nécessaires pour 35 l’administration et l’application de la présente Partie et de l’article 49 de la présente loi.

Communication de renseignements

(2) A l’égard des renseignements obtenus en vertu du paragraphe (1), un fonctionnaire ou une personne autorisée de la Commission sont présumés être un fonctionnaire ou une personne autorisée au sens des alinéas 241(10)a) et b) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* et sont soumis aux 45 paragraphes 241(1), (2) et (9) de cette loi.

Idem

Règlements

145.3 The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

(a) prescribing anything that, by this Part, is to be prescribed; and

(b) generally to carry out the purposes and provisions of this Part.

PART IX

TRANSITIONAL AND REPEAL PROVISIONS"

15. Schedule A to the said Act is amended by adding thereto, immediately after Table 3 thereof, the following Tables:

"TABLE 4

Weeks benefits paid or payable in the qualifying period	Weeks of insurable employment in the qualifying period
14 and under	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20 and over	20

145.3 Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règlements

a) prescrivant tout ce qui, en vertu de la présente Partie, doit être prescrit; et

b) d'une façon générale pour la mise en œuvre des buts et des dispositions de la présente Partie.

5

Regulations

5

PARTIE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ABROGATIVES»

15. L'annexe A de ladite loi est modifiée par l'adjonction, immédiatement après le 10 tableau 3, des tableaux suivants:

«TABLEAU 4

Semaines de la période de référence pour lesquelles des prestations ont été payées ou étaient payables	Semaines d'emploi assurable de la période de référence
14 et moins	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20 et plus	20

TABLE 5

Weeks benefits paid or payable in the qualifying period	Weeks of insurable employment at regional rate of unemployment				
	6.0% and under	over 6.0% to 7.0%	over 7.0% to 8.0%	over 8.0% to 9.0%	over 9.0%
10 and under	14	13	12	11	10
11	14	13	12	11	11
12	14	13	12	12	12
13	14	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	16
18	18	18	18	17	16
19	19	19	18	17	16
20 and over	20	19	18	17	16»

TABLEAU 5

Semaines de la période de référence pour lesquelles des prestations ont été payées ou étaient payables	Semaines d'emploi assurable selon le taux régional de chômage				
	6.0% et moins	plus de 6.0% à 7.0%	plus de 7.0% à 8.0%	plus de 8.0% à 9.0%	9.0% et plus
10 et moins	14	13	12	11	10
11	14	13	12	11	11
12	14	13	12	12	12
13	14	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	16
18	18	18	18	17	16
19	19	19	18	17	16
20 et plus	20	19	18	17	16»

APPLICATION

Coming into force

16. (1) Except as otherwise provided in this section, this Act or any provision or provisions of this Act shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Idem

(2) Sections 8 and 13 shall come into force 35 on January 1, 1979.

Idem

(3) Sections 1, 11, 12 and 14 are applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

APPLICATION

Entrée en vigueur

16. (1) A moins que le présent article ne prévoit le contraire, la présente loi ou toute disposition de la présente loi entre en vigueur aux dates fixées par proclamation.

(2) Les articles 8 et 13 entrent en vigueur 35^{Idem} le 1^{er} janvier 1979.

(3) Les articles 1, 11, 12 et 14 s'appliquent aux années d'imposition 1979 et suivantes. ^{Idem}



3 1761 11549165 6